Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

---

ÉTUDE DES CRÉDITS
2016-2017

Questions particulières de l'opposition officielle

Avril 2016

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTIONS OFFICIELLES

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer :
   a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
   b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
   c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

2. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.

3. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.

4. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt).

5. Liste de tous les ateliers, formations, conférences, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2015-2016. Indiquer :
   a) le lieu;
   b) le coût;
   c) la ou les dates de participation;
   d) le nombre de participants;
   e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
   f) le nom de la formation ou de l'activité.

6. Sommes dépensées en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

7. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant, pour chacun :
   a) son mandat;
   b) la liste des membres;
   c) le budget dépensé;
   d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
   e) les résultats atteints.

8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels, par secteur, au ministère en 2015-2016, et la comparaison avec les 6 années financières précédentes. Préciser, pour chaque secteur et chaque année, le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

9. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2015-2016. Fournir également le détail toute autre demande de compression du Conseil du trésor auprès du ministère ou de l'un de ses organismes.

10. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

11. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

12. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2015-2016 :

    a) la liste de tous les concours et tirages effectués;
    b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
    c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

13. Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir 2015-2016 :

    a) le nom de toutes les campagnes;
    b) les coûts de ces campagnes;
    c) le nom de la firme ou du professionnel retenu(e) pour la réaliser;
    d) les dates de diffusion de la campagne;
    e) les objectifs visés par chaque campagne.

14. Pour 2015-2016, la liste des programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun :

    a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
    b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
    c) le montant qui leur a été accordé.

15. Liste détaillée des travaux effectués sur l'autoroute 25 :

    a) échéancier des travaux;
    b) état de l'arpentage effectué par le partenaire privé;
    c) bilan des travaux réalisés et montants investis en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017;
    d) toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
    e) état de situation du système de péage, nombre de plaintes enregistrées et de véhicules non identifiés sur le passage payant en 2015-2016.

16. Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal :

    a) état d'avancement du projet;
    b) copie de tous les rapports, ententes, études ou autres réalisés à ce jour;
    c) dates de rencontres entre les fonctionnaires du MTQ et de la Ville de Montréal et état des négociations;
    d) échéancier des travaux ;
    e) bilan des sommes investies en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 ;

17. Liste détaillée des travaux effectués, coûts et échéanciers pour les routes ci-dessous. Ventiler par année pour chacune des années (2014-2015 et 2015-2016) et inclure les prévisions pour 2016-2017 :

a) l'autoroute 20**,** incluant toute note, rapport, état de situation, échéancier concernant le prolongement entre Rivière-du-loup et Rimouski ;
b) l'autoroute 19
c) l'autoroute 15;
d) l'autoroute 10;
e) l'autoroute 50;
f) l'autoroute 55;
g) l'autoroute 73;
h) l'autoroute 40;
i) l'autoroute 75;
j) l'autoroute 85
k) l'autoroute 35;
l) l'autoroute Alma-La Baie;
m) la route 132;
n) la route 175 – inclure une copie de toutes les ententes de financement avec Ottawa;
o) la route 169;
p) la route 167;
q) la route 109;
r) la route 113;
s) la route 116;
t) la route 117;
u) la route 155;
v) la route 133;
w) la route 138;
x) la route 185;
y) la route 367;
z) boulevard Saint-Michel (Montréal).

18. Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2015-2016 pour la réfection de l'Échangeur Turcot. Indiquer aussi :

a) l'échéancier des travaux et détail des investissements prévus pour 2016-2017;
b) la liste des travaux reportés depuis 2010 et échéanciers initial et modifié pour chacun des travaux;
c) liste des ententes, études, analyses, rapports ou autres effectués à ce jour;
d) liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours;
e) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;
f) coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.

19. Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2015-2016 pour la construction du nouvel Échangeur Turcot, Indiquer aussi :

a) l'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation;
b) l'état des appels d'offres en cours;
c) le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet.

20. Concernant le pont de l'Île d'Orléans :

a) liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);
b) bilan des travaux réalisés et montants investis en 2015-2016 et prévisions et échéancier pour 2016-2017;
c) copie de toutes les ententes, études, analyses, rapports réalisés à ce jour.

21. Concernant le pont Gouin à Saint-Jean-sur-Richelieu, fournir :

a) liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);
b) bilan des travaux réalisés et montants investis en 2015-2016 et prévisions et échéancier pour 2016-2017;
c) copie de toutes les ententes, études, analyses, rapports réalisés à ce jour.

22. Concernant les projets de haltes routières :

a) liste des travaux de réfection ou de construction effectués en 2015-2016, avec les coûts détaillés ;
b) prévisions et échéancier des travaux en 2016-2017 et les années suivantes, s'il y a lieu ;
c) copie de toute entente signée avec un partenaire privé;
d) état des appels d'offres bilan du partenariat public-privé.

23. Concernant le tunnel Mont-Royal :

a) état de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet;
b) liste des travaux effectués en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

24. Concernant le Bureau de mise en œuvre du partenariat public-privé :

a) Bilan des activités pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017;
b) Ventilation du budget total ventilé par catégories pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017;
c) Budget de fonctionnement pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017;
d) Effectif équivalent ETC pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

25. Concernant le Bureau d'implantation du Métro de Montréal, fournir pour 2015-2016 :

a) l'organigramme;
b) le nombre d'employés;
c) les coûts de fonctionnement;
d) le budget global et ventilé;
e) bilan des activités.
f) Fournir les prévisions pour 2016-2017.
g) Fournir également la liste, le détail et les coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro dans la région de Montréal.

26. Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), indiquez :

a) la liste des travaux réalisés en 2015-2016 et prévisions en 2016-2017 pour chacune des circonscriptions électorales;
b) les détails des sommes le constituant au 31 mars 2016, les prévisions pour 2016-2017 ainsi que la répartition par durée d'amortissement;
c) les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts pour 2015-2016, répartition par durée d'amortissement, estimation pour 2016-2017.

27. Concernant le Programme d'aide financière aux municipalités pour l'entretien des routes. (PAERRL), fournir:

a) les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2010-2011;
b) la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2015-2016.

28. Concernant le programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal (PAARRM), fournir:

a) les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2010-2011;
b) la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2015-2016.

29. Bilan du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun, au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2014, en précisant:

a) les montants versés à chacun des organismes publics de transport;
b) le nombre total d'automobilistes, dans chacune des municipalités, ayant versé la contribution de 30 $;
c) statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun, en %, selon la provenance des usagers.

30. Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé des subventions en 2015-2016, ventilation des montants versés par projet. Liste des projets refusés.

31. Liste détaillée des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, au cours de l'année 2015-2016.

32. Liste et détail des montants consacrés par le ministère en 2015-2016 à l'inspection et l'entretien des ponts, viaducs et autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien et inspection). Prévisions pour 2016-2017.

33. Liste détaillée des acquisitions, des dispositions et des ventes de terrains et d'immeubles par le ministère en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

34. Liste et détail des consultations menées par le ministère auprès des communautés autochtones en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017. Fournir les noms et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le ministère pour mener ces consultations.

35. Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.

36. Crédits affectés, par programme, à la voirie locale depuis 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.

37. Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2009, et la liste des projets réalisés en 2015-2016 (avec leurs coûts).

38. Sommes dépensées par le ministère en 2015-2016 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du ministère, en pourcentage du total.

39. Sommes octroyées en vertu du Programme d'aide visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre (PAREGES) et liste des programmes financés.

40. État d'avancement et coûts reliés aux études et/ou scénarios et/ou analyses concernant les projets de tramway à Québec, Montréal, Laval et toute autre ville du Québec (s'il y a lieu).

41. État d'avancement, montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2014-2024, liste des différents scénarios analysés (incluant, s'il y a lieu, pour chacun des scénarios, les coûts totaux et l'achalandage quotidien et annuel estimés), et coûts reliés aux études relatives aux projets suivants:

a) élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec ;

b) prolongement du réseau de métro de Montréal (ensemble des lignes à l'étude);

c) Transit sur le nouveau pont Champlain;

d) Connexion du nouveau pont Champlain au réseau routier québécois;

e) Train de l'Ouest;

f) Train de l'Est;

g) Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont;

h) Faisabilité de la voie de contournement à Lac-Mégantic;

i) Parachèvement de l'autoroute 19;

j) Construction de trois traversiers;

k) Accès aux ports de Québec et de Montréal (stratégie maritime);

l) Pôle logistique en Montérégie de la stratégie maritime.

42. État d'avancement, liste des différents scénarios analysés (incluant les coûts estimés pour chacun des scénarios et les coûts reliés aux études ou aux analyses relatives au lien ferroviaire du Nord.

43. État d'avancement et ventilation des sommes allouées à l'électrification des transports dans le budget 2016-2017.

44. Liste détaillée des projets et des sommes allouées (par projet) à l'électrification des transports en 2015-2016.

45. État d'avancement, montants alloués dans le budget 2016-2017 et ventilation des sommes allouées à la Stratégie de mobilité durable.

46. Ventilation des montants alloués au Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration des services du transport collectif, pour l'année 2016-2017.

47. Liste détaillée des travaux effectués sur le pont Honoré Mercier :

a) échéancier des travaux;
b) bilan des travaux réalisés et montants investis en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
c) fournir toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
d) fournir toutes les études réalisées ou les projets d'études pour sa réfection ou son remplacement;
e) montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures 2014-2024.

48. Sommes versées en 2015-2016 pour le transport collectif pour les régions du Québec et des communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC. Prévisions des sommes pour 2016-2017.

49. Crédits affectés aux différents programmes de la Route verte pour 2015-2016, ventilés par projet et par région administrative. Fournir les prévisions pour 2016-2017. Impact de la coupe de 2,8 M$ du programme d'entretien de la Route verte sur l'ensemble du réseau.

50. État d'avancement, copie de toute étude et échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor et tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine. Fournir les coûts reliés à toute étude.

51. État d'avancement et sommes engagées par le ministère pour le projet de navette ferroviaire passager entre l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau de Montréal et le centre-ville de Montréal pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

52. Ventilation des ressources financières consacrées en 2015-2016, par année et par région administrative, au programme de transport adapté. Préciser pour chaque région le nombre de personnes en attente de services et la durée moyenne des délais d'attente. Prévisions pour 2016-2017.

53. Sommes investies en 2015-2016 pour la réfection/modernisation de l'Aéroport international Jean-Lesage et provenance de ces fonds. Inclure les détails de l'avancement des travaux et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Prévisions pour 2016-2017.

Inclure également le détail des sommes investies et l'échéancier pour l'ouverture du centre de pré-dédouanement américain sur le territoire de l'aéroport.

54. Pour l'unité anticollusion du ministère :

a) nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC);
b) sommes ventilées affectées à l'unité en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
c) bilan des activités de l'unité au cours de la dernière année.

55. Liste de tous les contrats octroyés ou honoraires professionnels versés par le Ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce pour chaque année financière depuis 2005-2006.

56. Liste et détail des ententes signées entre le ministère et une compagnie ou organisme privé pour la construction, le prolongement et l'entretien d'une route.

57. Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois :

a) État d'avancement des projets et coûts totaux engagés à ce jour;
b) Estimation du coût total du projet;
c) liste et détail des contrats octroyés en 2015-2016 à cette fin, incluant le coût et le nom du fournisseur ;
d) liste des appels d'offres en cours;
e) Fournir les prévisions pour 2016-2017.

58. Liste et détail de tous les mandats donnés à la vérification interne et de l'évaluation de programmes en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

59. Concernant les vérificateurs internes, fournir pour chacune des 14 directions territoriales :

a) la liste des vérificateurs pour chaque direction, ainsi que leur rémunération;
b) un état de situation de leurs activités et le détail des rapports remis au comité de vérification du Ministère *;*
c) le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.

60. Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2015-2016 en indiquant :

a) la nature du contrat;
b) le mode d'octroi;
c) le nom de l'entreprise qui a eu le contrat;
d) le coût initial prévu et le coût initial, incluant les avenants ou les suppléments.

61. Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2015-2016 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.

62. Bilan de l'implantation du Système de reconnaissance des plaques d'immatriculation (SRPI), en précisant :

a) les coûts détaillés et les revenus engendrés par le projet-pilote;
b) les coûts ventilés d'implantation du système;
c) le nombre de constats d'infraction du système en 2015-2016;
d) le nombre d'appareils de service;
e) prévisions pour 2016-2017.

63. Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

a) le budget détaillé, subventions accordées et/ou coûts engendrés ;
b) le détail et le bilan des activités de chacun des programmes ;
c) les ressources humaines qui y sont affectées ;
d) le nom de la ou des firmes responsables (s) du programme ou de la campagne, s'il y a lieu;
e) la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.

64. Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le ministère et par la SAAQ aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivantes, pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

a) En ville sans ma voiture ;
b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant et Semaine de la courtoisie au volant ;
c) Mois du piéton ;
d) Coupe ton moteur.

65. Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers, inspecteurs, entreprises, inspecteurs mécaniques), liste détaillée des effectifs de la SAAQ pour chaque année depuis 2003. Prévisions pour 2016-2017.

66. Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ et ventilés par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour 2015-2016 et pour les quatre années financières précédentes.

67. Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2003 et détails des causes et conséquences de ces accidents.

68. Liste des accidents impliquant des véhicules de déneigement répertoriés pour l'année 2015-2016. Fournir aussi :

a) liste des membres du Comité stratégique sur le déneigement;
b) liste des activités.

69. Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités ou avertissements octroyés aux conducteurs de véhicules lourds, selon le type d'infraction (limitateur de vitesse, fatigue au volant, etc.), par année depuis 2007.

70. Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2015-2016 pour les véhicules lourds.

71. Nombre de certificats d'exemptions de pneus d'hiver émis pour 2015-2016 avec le détail des motifs d'exemption. Fournir les coûts administratifs reliés à la gestion et la délivrance de ces exemptions.

72. État de situation de la mise en place de la stratégie maritime, incluant tous les projets annoncés et financés depuis le lancement de la stratégie et les prévisions pour l'année 2016-2016. Inclure la provenance des sommes et l'échéancier des travaux et des investissements. Ventiler par région.

73. Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI 2014-2024, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir ?

74. Donner la liste des projets de transport ou d'infrastructures identifiés par le gouvernement pour recevoir du financement par les divers fonds d'infrastructures fédéraux.

75. État de situation pour le renouvellement des voitures de métro MR-73. Indiquer les détails du plan de renouvellement et l'échéancier pour le remplacement de l'ensemble des voitures.

76. Concernant le Fonds de la sécurité routière, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2015-2016 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide et le montant reçu.

77. État de situation, liste des travaux et sommes investies dans le dossier du prolongement de la route 138 depuis la résiliation de l'entente-cadre de 100 M$ pour le projet de développement d'un lien routier entre les localités de Kegaska et de VieuxFort, sur la Basse-Côte-Nord, avec la compagnie Pakatan Meskanau de la Grande Séduction.

78. Copie des notes ministérielles, des avis de pertinence, des mémos, de la correspondance, des courriels ou de tout autre document pertinent qui ont motivé la décision du ministre d'ajouter l'étude d'un train de surface au mandat du bureau de projet sur le prolongement de la ligne bleue de l'AMT.

79. Indiquer les programmes auxquels seront affectées les sommes prévues pour les transports collectifs et actifs d'ici 2020, notamment le différentiel entre les sommes transférées au MTQ (1200 M$ du Fonds vert) et les dépenses de programme annoncées à ce jour (660 M$).

80. Quels seront, en 2016-2017, les transferts du Fonds vert en direction du MTQ, et à quelles fins ces sommes seront-elles affectées ?

81. Quels ont été, en 2015-2016, les transferts du Fonds vert en direction du MTQ, et à quelles fins ces sommes ont été affectées ?

82. Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) en 2015-2016 et pour les trois dernières années. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017 pour le FORT.

83. Nombre de véhicules électriques, de véhicules hybrides «branchables» et de véhicules hybrides immatriculés au Québec pour les années 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015. Inclure la ventilation par modèle et par marque de véhicule.

84. Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2015-2016 concernant l'élargissement de l'autoroute Henri-IV. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

85. Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2015-2016 concernant la reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

86. Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2015-2016 concernant l'impact sur le réseau routier de la construction de l'édifice Le Phare par le groupe Dallaire à Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

87. Coût de l'étude de faisabilité Tramway/SRB réalisée conjointement par les villes de Québec et de Lévis et le ministère des Transports.

88. Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo). Indiquer aussi la destination et l'utilisation des sommes perçues (fonds consolidé du revenu, financement d'un programme spécifique, etc).

89. Fournir la copie de l'étude de circulation pour un nouveau pont à Chicoutimi tel qu'annoncé dans la stratégie du pont Dubuc le 1er mars 2014. Fournir une copie de l'échéancier, étude des coûts et tout autre document pertinent.

90. Concernant les travaux du comité de concertation du ministère des Transports (MTQ) et des firmes de génie-conseil, relancé le ou vers le 15 février 2016, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre document pertinent depuis 2004.

91. Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

92. État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

93. Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

94. État de situation pour chacun des navires de la flotte (en indiquant leur lieu d'opération) de la Société des traversiers du Québec, incluant les navires en construction et les projets futurs.

a) Inclure les travaux d'entretiens passés et futurs prévus pour les navires en opération.
b) Pour les navires en construction, détailler les coûts prévus à chacune des étapes de la construction, incluant la conception et la mise en chantiers, avec les modifications au projet initial et les impacts financiers associés.

95. État de situation et échéancier pour les grands projets en transports dans la région de la capitale nationale et les prévisions pour 2016-2017.

96. Indiquer les sommes engagées et les rapports produits dans l'étude du «troisième lien» entre les rives Nord et Sud de Québec pour les 5 dernières années.

97. Indiquer les sommes engagées et les rapports ou autres documents produits en prévision des travaux sur la tête des ponts à Sainte-Foy.

98. Pour le programme «Écocamionnage (Programme d'aide à la réduction des. Émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

99. Pour le programme «Programme d’aide gouvernementale à l’amélioration de l’efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

100. Pour le programme «Programme d’aide au développement du transport collectif (PADTC)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

101. Pour le programme «Programme véloce II», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

102. Pour le programme «Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

103. Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Écocamionnage (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises)», fournir la ventilation suivante :

a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
e) les investissements totaux des projets (en millions$);
f) les aides financières totales· du ministère (en millions$);
g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

104. Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF)», fournir la ventilation suivante :

a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
e) les investissements totaux des projets (en millions$);
f) les aides financières totales· du ministère (en millions$);
g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

105. Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Programme d’aide au développement du transport collectif (PADTC)», fournir la ventilation suivante :

a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
e) les investissements totaux des projets (en millions$);
f) les aides financières totales· du ministère (en millions$);
g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

106. Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Programme Véloce II», fournir la ventilation suivante :

a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
e) les investissements totaux des projets (en millions$);
f) les aides financières totales· du ministère (en millions$);
g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

107. Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Programme visant la réduction ou l’évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI)», fournir la ventilation suivante :

a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
e) les investissements totaux des projets (en millions$);
f) les aides financières totales· du ministère (en millions$);
g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 1

Titre

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer :

a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

A) Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015, la masse salariale pour tous les employés de l'AMT versée a été de 28 823 424,40 $

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste des employés avec le poste occupé et leur rémunération, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Membres du conseil d'administration pendant la période débutant le 1er janvier 2015 et se terminant le 20 mars 2016 :

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	POSTE OCCUPÉ	DATE DE DÉBUT DU MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
Nicolas Girard	Président-directeur général et président du conseil	9 octobre 2012	19 août 2015
Paul Côté	Président-directeur général et président du conseil	20 août 2015	19 août 2019
Robert Panet-Raymond	Administrateur	30 octobre 2013	29 octobre 2017
Jacinthe Charbonneau	Administratrice	30 octobre 2013	29 octobre 2017
Suzanne Lareau	Administratrice	30 octobre 2013	29 octobre 2017
Aref Salem	Administrateur	23 janvier 2014	22 janvier 2018
Caroline St-Hilaire	Administratrice	27 février 2014	25 février 2015
Paul Larocque	Administrateur	24 avril 2014	23 avril 2016
Alain Dépatie	Administrateur	26 février 2015	25 février 2016
Stéphane Boyer	Administrateur	26 février 2016	25 février 2018

B) En vertu de la loi constitutive de l'AMT, les membres du CA, à l'exception du PDG, ne reçoivent pas de rémunération. Le PDG est rémunéré en vertu du décret 941-2012, adopté le 26 septembre 2012.

C) Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015, les frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation de tous les employés et des membres du CA totalisent 259 172,53 $.

SOURCE: AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 1

Titre

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration (C. A.), en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération

Nous vous informons que ces données renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

La masse salariale globale de la SAAQ pour la période du 01-01-2015 au 31-12-2015 s'élève à 198 M$.

b) **la liste des membres du conseil d'administration**

Membre	Date du début du mandat	Date de fin du mandat	Durée du mandat	Numéro du décret
Guy Morneau	8 mai 2013	8 mai 2018	5 ans	475-2013
Alain Albert	28 novembre 2007 30 mai 2012	27 novembre 2011 29 mai 2016	4 ans 4 ans	1057-2007 558-2012
Yvan Bordeleau	30 septembre 2009 10 décembre 2014	30 septembre 2012 10 décembre 2018	3 ans 4 ans	1059-2009 1124-2014
André Caron	30 septembre 2009 10 décembre 2014	30 septembre 2013 10 décembre 2018	4 ans 4 ans	1059-2009 1124-2014
Louise Champoux-Paillé	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014
Brigitte Corbeil	30 septembre 2009 18 décembre 2013	30 septembre 2013 18 décembre 2015	4 ans 2 ans	1059-2009 1362-2013
Anne-Marie Croteau	30 septembre 2009 18 décembre 2013	30 septembre 2013 18 décembre 2015	4 ans 2 ans	1059-2009 1362-2013
Adrien Desautels	30 septembre 2009	30 septembre 2012	3 ans	1059-2009
François Geoffrion	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013
Johanne Goulet	18 décembre 2013	18 décembre 2017	4 ans	1362-2013
Conrad Lord	30 septembre 2012	29 mai 2016	3 ans et 7 mois	558-2012
Jude Martineau	26 février 2014	26 février 2018	4 ans	197-2014
Hélène Racine	28 novembre 2007 30 mai 2012	27 novembre 2011 29 mai 2016	4 ans 4 ans	1057-2007 558-2012
Jean-Marie De Koninck	1er avril 2015	31 mars 2019	4 ans	318-2015
Nathalie Tremblay	3 mai 2010 28 novembre 2012	27 novembre 2012 27 novembre 2017	2 ans et demi 5 ans	368-2010 735-2012

SOURCE: SAAQ

La rémunération au 1er avril 2015, établie par décret, comprend un montant forfaitaire pour les membres et présidents de comité auxquels s'ajoute un montant par présence aux séances du C. A. et des comités :

Président du conseil d'administration

Rémunération annuelle 18 291,68 $
Montant par présence aux séances du conseil et des comités 857,42 $

Membre du conseil

Rémunération annuelle 9 145,84 $
Montant par présence aux séances du conseil et des comités 571,62 $ $

Président d'un comité

Rémunération annuelle additionnelle 3 429,69 $

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Administrateurs :

Nommé : Monsieur Jean-Marie De Koninck

d) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

La dépense pour la période du 01-01-2015 au 31-12-2015 pour l'ensemble de la Société est de 2 185 000 $ (0,5 % des frais d'administration)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 2

Titre

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun programme n'a été aboli en 2016-2017.

La variation des crédits de 2015-2016 à 2016-2017 est présentée dans le cahier «Crédits des ministères et organismes» du Budget de dépenses 2016-2017.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 3

Titre

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017 sont ceux apparaissant dans le cahier «Crédits des ministères et organismes» du Budget de dépenses 2016-2017.

Programmes	*(en milliers de dollars)*
1. Infrastructures et systèmes de transport	625 465,9
2. Administrations et services corporatifs	55 762,7
	681 228,6

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 4

Titre

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2016-2017 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question générale 45.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 5

Titre

Liste des ateliers, formations, conférences, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes au cours de l'année 2015-2016. Indiquer :

- le lieu;
- le coût;
- la ou les dates de participation;
- le nombre de participants;
- le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- le nom de la formation ou de l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, ces informations sont disponibles sur le site Internet du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Vous pouvez les consulter en suivant ce lien : https://www.mtq.gouv.qc.ca/ministere/acces-information-renseignements-personnels/documents-renseignements-diffusion/Pages/default.aspx

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 6

Titre

Sommes dépensées en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	Répartition des dépenses 2015-2016 pour la période allant du 01/04/2015 au 29/02/2016
Services professionnels	
➢ Interne	20 085 708 $
➢ Externe	16 888 436 $
➢ CSPQ	174 830 $
Achat de logiciel	6 211 331 $
Achat de matériel	7 547 459 $

SOURCE: Direction des technologies de l'information (C154530)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 6

Titre

Sommes dépensées en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

Achat de logiciels :

Réel 2015 : 1 974 200$

Achat de matériel :

Réel 2015 : 805 545$

Services professionnels externes :

Réel 2015 : 3 949 984$

SOURCE: AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 6

Titre

Sommes dépensées en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	Réel 2015
Ressources internes	**40,6 M$**
Ressources externes	**32,5 M$**
Matériel et logiciels	**24,9 M$**
Autres dépenses (frais de communication, …)	**1,8 M$**

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 6

Titre

Sommes dépensées en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sommes dépensées en 2015-2016 :

Rémunération à l'interne (personnel régulier et occasionnel) :	1 193 763 $
Télécommunication et téléphonie :	153 536 $ (CSPQ : 144 046 $)
Traitement informatique :	270 259 $ (CSPQ : 263 131 $)
Honoraires professionnels (services externes) :	19 744 $ (CSPQ : 15 019 $)
Entretien (logiciel et matériel) :	55 255 $ (CSPQ : 3 610 $)
Fourniture et matériel informatique :	26 878 $

Investissement en 2015-2016 :

Rémunération à l'interne (personnel régulier et occasionnel) :	0$
Matériel informatique :	60 359 $
Honoraires professionnels (services externes) :	0 $

Note : Information en date du 2016-03-31.

SOURCE: CTQ – Direction des technologies de l'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 6

Titre

Sommes dépensées en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dépenses annuelles 2015-2016 (au 31 janvier 2016) :

Services professionnels externes	**223 656 $**
Services professionnels internes	**0**
Honoraires professionnels payés au CSPQ	**0**
Achat de logiciels	**153 277 $**
Achat de matériel	**122 816 $**

SOURCE: STQ – Direction principale des technologies de l'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le Ministère en 2015-2016, en indiquant, pour chacun :

- son mandat;
- la liste des membres;
- le budget dépensé;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- les résultats atteints.

Table des Responsables organisationnels de la sécurité de l'information (ROSI)	
Mandat :	Table de concertation
Responsable :	SCT
Représentant :	Responsable organisationnel de la sécurité de l'information (ROSI)
Budget :	0 $

SOURCE: Service de l'éthique, de l'accès à l'information et des plaintes (1541208)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant, pour chacun :

- Son mandat;
- La liste des membres;
- Le budget dépensé;
- Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- Les résultats atteints.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir le tableau en pièce jointe pour les comités interministériels sous la responsabilité du Ministère et ceux dont le Ministère est membre.

SOURCE: Direction des communications (C154130)

Question 7 de l'opposition officielle

1. Comités interministériels sous la responsabilité du Ministère 2015-2016

Nom du comité	Mandat	Membres MTMDET (selon la fonction)	Membres MO	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité communication – Électrification des transports	Planifier et coordonner les activités de communication des ministères et organismes impliqués dans la mise en œuvre du Plan d'action en électrification des transports 2015-2020.	• Directrice des communications • Conseillère en communication	• MERN • MDDELCC • MRIF • MESI • SCG • Hydro-Québec	0 $	• Plan de travail, rôles et responsabilités. • Cohérence et complémentarité dans le déploiement des campagnes de communication des MO.
Comité communication – Mobilité Montréal	Définir et mettre en œuvre des stratégies de communication communes favorisant la mobilité des personnes et des biens dans le contexte des nombreux chantiers routiers en cours et de la congestion qui en découle.	• Chef de service • Coordonnatrice • Conseillère en communication	• 19 partenaires municipaux, provinciaux, fédéraux et de l'industrie du camionnage	0 $	Utilisation massive des outils mis à la disposition des usagers de la route par Mobilité Montréal pour planifier leurs déplacements (89 % des usagers)
Radars photo	Planifier et mettre en œuvre la deuxième phase de déploiement des radars photo.	• Direction de la sécurité en transport (directrice, chef de service, professionnels) • Conseillère en communication	MSP MJQ SQ Services de police municipaux	0 $	Déploiement de la phase deux des radars photo.

SOURCE: Direction des communications (C154130)

2. Comités interministériels dont le Ministère est membre 2015-2016

Nom du comité	Mandat	MO responsable	Membres MTMDET (selon la fonction)
Équipe projet Stratégie maritime	Planifier et coordonner les activités de communication sur la stratégie maritime.	SCG	• Conseillère en communication
Équipe projet – Communication Services Québec	Planifier et coordonner les activités de communication des ministères et organismes dans le cadre du déploiement de Services Québec.	MESS	• Directrice des communications • Conseillère en communication
375e anniversaire de la Ville de Montréal	Élaborer une stratégie de communication commune et coordonner les annonces relatives aux legs du gouvernement pour le 375e anniversaire de la Ville de Montréal.	SRM (MAMOT)	• Conseillère en communication
Comité clientèle dans le dossier d'achat regroupé de diffusion de communiqués de presse	Revoir les besoins en la matière pour le prochain appel d'offres en publication vers fin février ou début mars 2016.	CSPQ	• Conseillère en communication
Prolongement des lignes de métro (ligne bleue)	Convenir d'une stratégie commune de communication et réaliser les activités de communication de façon concertée et transparente.	AMT	• Conseillère en communication
Projet intégré SRB Pie-IX	Convenir d'une stratégie commune de communication et réaliser les activités de communication de façon concertée et transparente.	AMT	• Conseillère en communication
Comité communication sur les Services d'urgence en milieu isolé (SUMI)	Donner suite aux recommandations du rapport du Protecteur du citoyen « L'organisation des services d'intervention d'urgence hors du réseau routier - Une desserte à optimiser pour sauver des vies ».	MSP	• Conseiller en sécurité civile • Conseillère en communication

SOURCE: Direction des communications (C154130)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant, pour chacun :

- son mandat;
- la liste des membres;
- le budget dépensé;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- les résultats atteints.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Responsable	Nom du Comité	Mandat	Membres
Secrétariat à la condition féminine	Réseau gouvernemental des répondants ministériels en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Suivi des engagements en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et suivi du dossier de la condition féminine	MTMDET: 1 professionnel
Secrétariat à la condition féminine	Comité interministériel en analyse différenciée selon les sexes	Suivi de l'avancement de l'instauration de l'analyse différenciée selon les sexes dans l'appareil gouvernemental.	MTMDET: 1 professionnel

SOURCES: Direction de la révision des programmes (C154150)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant, pour chacun :

- son mandat;
- la liste des membres;
- le budget dépensé;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
  les résultats atteints

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Direction des enquêtes et de l'audit interne a participé aux comités interministériels suivants en 2015-2016 :

Nom des comités : Table de concertation sur la protection de l'intégrité des contrats dans le domaine de la construction et de l'entretien du réseau routier et ses deux comités opérationnels, soit le comité Vérification-enquête et le comité Prévention.

Mandat de la Table de concertation :

- donner les orientations en matière de prévention et de détection de la collusion aux comités opérationnels;
- assurer l'efficacité, l'efficience et la cohérence dans les travaux des comités opérationnels, dans le respect des règles liées à la confidentialité, à la protection des renseignements personnels et à la protection des enquêtes;
- approuver les mécanismes d'échanges de renseignements et d'informations en matière de collusion, selon les rôles et responsabilités du MTMDET et de l'UPAC;
- discuter des préoccupations du Ministère et de l'UPAC au regard des dossiers stratégiques impliquant le Ministère.

Membres MTQ de la Table de concertation :

- sous-ministre adjoint à la surveillance des marchés et à l'administration (coprésidence);
- directeur des enquêtes et de l'audit interne
- directeur de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles;
- coordonnateur des enquêtes (secrétariat).

Membres UPAC de la Table de concertation:

- directeur des opérations de l'UPAC (coprésidence);
- chefs d'équipe de la direction des opérations de l'UPAC ;
- analyste de l'UPAC responsable des dossiers MTMDET.

Mandat du comité opérationnel « Vérification-enquête » :

- assurer une cohésion dans les actions du MTMDET et de l'UPAC en partageant les connaissances en matière de collusion, de corruption et de fraude dans le domaine des contrats de construction et d'entretien du réseau routier;
- échanger sur les stratagèmes portant atteinte à l'intégrité des contrats du MTMDET et sur les résultats des analyses, des vérifications et des enquêtes pertinentes aux deux organisations;
- formuler des recommandations en vue d'améliorer les façons de faire en matière de détection de la collusion, de la corruption et de la fraude dans les contrats du MTMDET.

Membres MTQ du comité opérationnel « Vérification-enquête »:
- directeur des enquêtes et de l'audit interne;
- directeur de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles;
- chef du Service de l'analyse de marché et des réclamations;
- chefs des équipes d'enquête et d'analyse de marché;
- coordonnateur des enquêtes (secrétariat).

Membres UPAC du comité opérationnel « Vérification-enquête » :
- chefs d'équipe de la direction des opérations de l'UPAC ;
- analyste de l'UPAC responsable des dossiers MTMDET.

Mandat du comité opérationnel « Prévention » :
- Proposer à la Table de concertation, sur la base des besoins identifiés par le MTMDET, des formations en lien avec l'amélioration des pratiques contractuelles et la détection de situations de la collusion, de corruption ou de fraude pour les intervenants en gestion contractuelle du Ministère ;
- Faire rapport semestriellement à la Table de concertation sur l'application du programme triennal (étapes de réalisation, bilan des évaluations des participants du MTMDET, ajustements apportés…) et formuler des recommandations, le cas échéant, pour améliorer les façons de faire en matière de prévention de la collusion ;
- Effectuer divers travaux, à la demande de la Table de concertation.

Membres MTQ du comité opérationnel « Prévention »:
- directeur des enquêtes et de l'audit interne;
- directeur de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles;
- chef du Service de l'observation des règles contractuelles;
- directeur de la programmation et des ressources territoriales;
- directeur des contrats
- coordonnateur des enquêtes (secrétariat).

Membre UPAC du comité opérationnel « Prévention » :
- directeur de la prévention et de l'information

Membre SCT du comité opérationnel « Prévention »
- directeur des analyses et orientations

Budget dépensé : Aucun budget n'a été attribué à la Table de concertation ni à ses comités opérationnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant, pour chacun :

- son mandat;
- la liste des membres;
- le budget dépensé;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- les résultats atteints.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nom du comité	Mandat	MO responsable	Membres MTMDET (selon la fonction)
Comité de révision de la tarification en gestion immobilière	• Revoir la tarification actuelle basée sur le coût de revient et le budget par immeuble, afin d'éviter les chocs tarifaires et de favoriser un traitement équitable des clients • Examiner les méthodes utilisées pour établir la tarification, notamment dans le cadre de la présentation des dossiers d'affaires. • Le comité devra procéder à diverses simulations pour mesurer l'impact sur les charges de loyer. Il devrait également examiner les composantes de la tarification, dont les coûts de gouverne.	Société québécoise des infrastructures	• Directeur du Centre de gestion de l'équipement roulant • Directeur général adjoint des ressources humaines, financières et informationnelles

SOURCE: Fonds de gestion de l'équipement roulant

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Direction générale de l'électrification des transports, de la sécurité et de la mobilité des personnes et des marchandises

Liste 1

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Aucun comité			

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

1re liste – Direction générale adjointe des parcs routiers et des relations extérieures

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Comité provincial des Villages-relais (CPVR)	Le rôle du CPVR consiste principalement à faire des recommandations au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports dans la gestion du programme. Il s'agit de : 1. examiner les demandes de reconnaissance 2. étudier les demandes de réaccréditation 3. veiller au respect de la charte qualité et à l'offre de services 4. assurer l'évolution du *Programme de reconnaissance des Villages-relais*	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : • Directeur des parcs routiers • Professionnel, répondant ministériel Autres membres : • Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire • Ministère du Tourisme • Fédération québécoise des municipalités • Union des municipalités du Québec • Associations touristiques régionales associées du Québec	Le budget varie selon le nombre d'accréditations et de réaccréditations par année. Dépenses 2015-2016 : 500 $

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Projet pilote pour l'implantation de bornes de recharge sur l'Autoroute 40 entre Québec et Montréal	Suivi du projet pilote en vue de mesurer l'expérience vécue, de tirer les conclusions appropriées du déploiement de prochaines phases d'implantation des bornes de recharge électriques sur l'autoroute 40 entre Québec et Montréal.	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : • Directeur des parcs routiers • Professionnel Autres membres : • Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatique • Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles • Hydro-Québec	Aucun budget spécifique pour les travaux du comité. Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.
Comité de suivi de gestion de l'entente de partenariat (Phase 1)	Effectuer un suivi rigoureux de l'Entente de partenariat (Phase 1).	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : • Directeur des parcs routiers • Ingénieur Autres membres : • Société québécoise d'infrastructures Québec • Ernst & Young inc. en sa qualité de séquestre aux biens du Partenaire	Aucun budget spécifique pour les travaux du comité. Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Comité de liaison Service aérien gouvernemental et la Société de protection des forêts contre le feu (coprésidence)	Permet d'échanger sur le budget annuel, les objectifs généraux de l'organisation, le mode de fonctionnement du point de vue opérationnel, les ententes de services et le suivi budgétaire. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique. Deux rencontres par années pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015.	Le comité est formé de 12 personnes, 6 sont nommées par le SAG et 6 par la SOPFEU. Dans le cas de la SOPFEU, on retrouve des représentants de la SOPFEU, de l'industrie forestière et du ministère des Ressources naturelles et de la Faune.	Aucun budget n'est alloué à ce comité.
Comité de liaison Service aérien gouvernemental et la Sûreté du Québec (coprésidence)	Permet d'échanger sur le budget annuel, les objectifs généraux de l'organisation, le mode de fonctionnement du point de vue opérationnel, les ententes de services et le suivi budgétaire. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique. Deux rencontres par années pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015.	Le comité est formé de 8 personnes, 4 sont nommées par le SAG et 4 par la Sûreté du Québec.	Aucun budget n'est alloué à ce comité.

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Comité opérationnel de la mission « transport sanitaire aérien »	Permet les échanges et la prise de décision sur des questions qui lui sont soumises par les directions des trois parties (MSSS, SAG et EVAQ) en ce qui concerne l'évolution, le développement, la communication, les suivis, l'accès et la gestion opérationnelle de la mission de transport sanitaire aérien. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique. Rencontre à toutes les deux semaines depuis sa création en 2014-2015	Le comité est formé de 6 personnes, 3 sont nommées par le SAG, 2 par l'EVAQ et un membre du ministère de la Santé et des Services sociaux.	Aucun budget n'est alloué à ce comité.
Comité directeur de la mission « transport sanitaire » (coprésidence)	Permet d'échanger sur le budget annuel, les objectifs généraux de l'organisation, les ententes de services, le suivi budgétaire et de prendre position sur les recommandations du comité opérationnel. Ce comité fait office de comité consultatif au sens de l'article 13 de la Loi sur l'administration publique.	Le comité est composé de 4 personnes, 2 sont nommées par le SAG et 2 par le ministère de la Santé et des Services sociaux.	Aucun budget n'est alloué à ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Comité directeur pour le transfert du SAG au MTMDET	Transférer le Service aérien gouvernemental sous la responsabilité du MTMDET. Évaluer et approuver les stratégies proposées pour chacun des chantiers ainsi que le plan de gestion du changement. Approuver le calendrier d'exécution. Agir à titre d'instance décisionnelle pour assurer une prise de décision rapide et adéquate autant pour le projet de transfert que pour la continuité des services du SAG. Assurer la disponibilité des intervenants en temps opportun.	Le comité est composé de 9 personnes, 3 sont nommées par le SAG et 6 par le ministère des transports de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. De plus, 4 collaborateurs du CSPQ et 3 du MTMDET participent à ce comité.	Aucun budget n'est alloué à ce comité.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Direction de la planification

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Comité sur le transport et la qualité de l'air de la Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada.	Le Comité transport et qualité de l'air (CTQA) est responsable de faire des recommandations en matière de transport et de qualité de l'air à la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC) ainsi que de la mise en œuvre et du suivi du Plan d'action CGNA-PMEC 2013 en transport et qualité de l'air adopté par les premiers ministres et les gouverneurs lors de la 37e CGNA-PMEC, de La Malbaie, Québec, 9 septembre 2013.	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) : ▪ Professionnel Coprésidence du MTMDET, du ministère des Transports du Nouveau-Brunswick, du Vermont Transportation Agency et du New Hampshire Department of Environmental Services. Autres membres : Ministères et Départements des transports et de l'environnement des États de la Nouvelle-Angleterre et des provinces l'Est du Canada. Ministère du Développement durable de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques du Québec.	Les activités du CTQA sont financées à même les budgets existants des juridictions membres et les rencontres ont été effectuées essentiellement en conférence téléphonique.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Comité interministériel directeur du Plan d'action en électrification des transports 2015-2020	Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMTDET) est responsable du suivi de la mise en œuvre du Plan d'action en électrification des transports 2015-2020 (PAET) et de la reddition de compte auprès des autorités gouvernementales. Le Comité interministériel directeur : • veille au suivi et à la réalisation des différents engagements; • approuve les nouvelles orientations éventuelles, si requises.	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) : ▪ Sous-ministre adjoint Autres membres : MERN, MESI, MDDELCC, MEES, MFQ, MAMOT, SCT, MRIF, RBQ, SQI, SAAQ, H-Q, STQ. ▪ Sous-ministre adjoint ou VP	Aucun budget n'est affecté au fonctionnement de ce comité
Comité interministériel de coordination du Plan d'action en électrification des transports 2015-2020	Ce Comité a pour mandat de : • mettre en œuvre les mesures du PAET; • favoriser l'émergence de projets et identifier de nouvelles mesures qui contribueront à l'atteinte des cibles du PAET; • s'assurer d'une cohérence et d'une synergie dans les actions proposées; • partager les connaissances et expertises; • faire rapport au Comité interministériel directeur.	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) : ▪ Directeur Autres membres : MERN, MESI, MDDELCC, MEES, MFQ, MAMOT, SCT, MRIF, RBQ, SQI, SAAQ, H-Q. ▪ Répondants désignés par les M/O.	Aucun budget n'est affecté au fonctionnement de ce comité
Comité interministériel communications du Plan d'action en électrification des transports 2015-2020	Ce Comité a pour mandat de : • élaborer une stratégie de communication 2015-2020; • élaborer un plan d'action des activités et	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) : ▪ Directeur des communications Autres membres : SCG, MERN, MESI,	Aucun budget n'est affecté au fonctionnement de ce comité

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
	annonces en lien avec l'électrification des transports; • faire rapport au Comité interministériel directeur.	MDDELCC, MRIF, H-Q. ▪ Responsables des communications des principaux M/O partenaires.	

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE

OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Liste 1

Direction de la sécurité en transport

.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Comité interministériel sur la sécurité routière	Assurer une concertation interministérielle en matière de sécurité routière; être un lieu privilégié d'échange d'information et de connaissances en matière de sécurité routière pour dégager une vision gouvernementale commune et une approche concertée.	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : ▪ Sous-ministre adjoint de la Direction générale générale de l'électrification des transports, de la sécurité et de la mobilité des personnes et des marchandises, chef du Service des politiques de sécurité, professionnels Autres membres : ▪ Société de l'assurance automobile du Québec ▪ Commission des Transports du Québec ▪ Ministère de la Sécurité publique ▪ Sûreté du Québec ▪ Association des directeurs de police du Québec ▪ Service de police de la Ville de	Aucun budget n'est dédié à ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
		Montréal ▪ Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ▪ Ministère de la Justice ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux ▪ Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ▪ Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	
Comité de suivi du projet pilote relatif aux aides à la mobilité motorisées (AMM)	Suivre le projet d'étude sur la circulation sécuritaire des AMM et le projet-pilote sur les AMM, en vigueur depuis le 1er juin 2015.	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : ▪ Directrice de la sécurité en transport, chef de service SPS, professionnels en sécurité routière, ingénieurs en sécurité routière Autres membres : ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) ▪ Association des directeurs de police du Québec (ADPQ) ▪ Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN) ▪ Institut national de la santé publique du	Aucun budget dédié au fonctionnement de ce comité

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
		Québec (INSPQ) ▪ Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) ▪ Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03) ▪ Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ▪ Service de santé et des services sociaux (SSSS) ▪ Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) ▪ Sûreté du Québec (SQ) ▪ Université de Sherbrooke ▪ Ville de Montréal ▪ Ville de Victoriaville	
Comité interministériel de coordination du dossier des appareils de contrôle automatisé (radars photo)	Veiller au bon déroulement du dossier des appareils de contrôle automatisé. Il est le lieu privilégié de concertation entre les différents ministères et partenaires pour toutes questions jugées stratégiques concernant ce dossier.	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : ▪ Directrice de la sécurité en transport ▪ Chef du Service de l'expertise et des technologies en sécurité routière ▪ Chef de la Division de l'ingénierie et de l'exploitation du contrôle automatisé ▪ Professionnels	Repas pour les membres assistant à toute la journée de réunion : 2082,75 $* En 2015-2016, 7 rencontres** ont été tenues. Ces dépenses sont remboursées par le Fonds de la sécurité routière. *Estimé incluant les dépenses prévues pour la prochaine rencontre du 16 mars 2016. **Incluant la prochaine rencontre du 16 mars 2016.

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
		Autres membres : ▪ Ministère de la Justice ▪ Ministère de la sécurité publique ▪ Directeur des poursuites criminelles et pénales ▪ Sûreté du Québec ▪ Service de police de la Ville de Montréal ▪ Service de police de la Ville de Québec ▪ Service de police de la Ville de Gatineau ▪ Service de police de la Ville de Laval ▪ Service de police de l'agglomération de Longueuil ▪ Association des directeurs de police du Québec ▪ Ville de Québec ▪ Ville de Gatineau ▪ Ville de Laval ▪ Ville de Longueuil	
Comité expert pour la sélection des sites d'implantation d'appareils de contrôle automatisé (radars photo)	Le mandat du comité expert couvre deux volets soit : 1) la sélection des sites sur le réseau du MTMDET surveillé par la Sûreté du Québec (en collaboration avec les directions territoriales	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : Ingénieurs	Aucun budget dédié au fonctionnement de ce comité.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
	concernés et les districts de la SQ); 2) la sélection des sites proposés par les municipalités dans le contexte du projet pilote de coopération municipale.	Statisticiens Autres membres : Ministère de la Sécurité publique Sûreté du Québec Service de police de la Ville de Montréal	
Comité consultatif sur le Fonds de la sécurité routière	Conseiller le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports quant à l'utilisation des sommes contenues dans le Fonds de la sécurité routière.	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : Directrice de la sécurité en transport Autres membres : Sept membres de la Table québécoise en sécurité routière : ▪Fédération des transporteurs par autobus ▪Fédération québécoise des municipalités ▪Association canadienne des automobilistes (CAA-Québec) ▪Office des personnes handicapées du Québec ▪Union des municipalités du Québec ▪Ville de Québec ▪Association des directeurs généraux des municipalités du Québec	Aucun budget dédié au fonctionnement de ce comité.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Liste 1 : Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Comité de concertation navigation (CCN)	Dans le cadre de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent, développer et mettre en œuvre une stratégie assurant une gestion de la navigation soucieuse du développement durable sur le Saint-Laurent en concertation avec l'industrie maritime commerciale et de plaisance, les intervenants environnementaux, les gouvernements et la population.	- Coprésidé par le MTMDET du Québec (et Transports Canada) en la personne du chef du service du transport maritime. - Un représentant du Ministère siège au CCN par l'intermédiaire d'un professionnel délégué. - La coordination du CCN est assurée par un professionnel du service du transport maritime.	La contribution financière du Ministère se limite à ses dépenses de participation, en termes de ressources humaines, à des projets de recherche, à l'organisation et au déroulement rotatif des rencontres du CCN, toujours en partenariat avec les autres membres gouvernementaux. Elle se résume essentiellement au temps de travail qui est consacré à cet égard au sein du CCN, il est évalué à 50 000 $ par an.

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Liste 1 – Direction du transport routier des marchandises

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Groupe de travail sur l'harmonisation des règles de circulation des grands trains routiers (Québec, Ontario, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse)	▪ Éliminer les différences réglementaires et harmoniser les différents aspects liés à la circulation des grands trains routiers entre les provinces participantes (Québec, Ontario, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Écosse).	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : – Un professionnel; – Un ingénieur. ▪ Deux représentants du MTO; ▪ Deux représentants du ministère des Transports du Nouveau-Brunswick; ▪ Un représentant du Nova Scotia Transportation and Infrastructure Renewal.	Aucune dépense
Table de consultation gouvernement-industrie sur les normes de charges et de dimensions des véhicules et ensemble de véhicules lourds	▪ Identifier et documenter les problématiques en liens avec les normes de charges et dimensions; ▪ Définir des pistes de solutions; ▪ Analyser les pistes de solution selon des critères convenus et dans le respect de l'encadrement des processus de normalisation, d'harmonisation et juridique applicable; ▪ Proposer les solutions réalistes et adéquates aux problématiques identifiées; ▪ Favoriser le consensus sur les solutions proposées;	▪ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : – Quatre gestionnaires (DTRM (2), DS (1), DLC (1), CGER (1)); – Un professionnel. ▪ Un représentant pour chaque association : – Association du camionnage du Québec; – Association des constructeurs de	Les frais sont assumés à même les budgets de fonctionnement interne : 2 965 $.

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
	▪ Proposer aux autorités compétentes les solutions retenues et, le cas échéant, proposer des modalités de mise en œuvre.	routes et grands travaux du Québec; – Association des entrepreneurs en forage du Québec ; – Association nationale des camionneurs artisans inc.; – Association des propriétaires d'autobus du Québec; – Association des propriétaires de dépanneuses du Québec; – Association des propriétaires de grues du Québec; – Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec; – Association des propriétaires de pompes à béton du Québec; – Association des routiers professionnels du Québec; – Association du transport intermunicipal et municipal; – Association des mandataires en vérification mécanique; – Association des transporteurs écoliers du Québec; – Association du transport urbain du Québec; – Camo-Route; – Centre de formation en transport de Charlesbourg; – Centre de formation en transport de St-Jérôme; – Commission des transports du Québec;	

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
		– Conseil de l'industrie forestière du Québec; – Contrôle routier Québec; – Fédération québécoise des municipalités; – Regroupement des camionneurs indépendants du Québec; – Société de l'assurance automobile du Québec; – Union des municipalités du Québec; – Union des producteurs agricoles du Québec; – Ville de Montréal; – Ville de Québec; – Ville de Sherbrooke.	
Comité CRQ/MTQ	▪ Assurer une interprétation commune de certaines dispositions réglementaires ou législatives faisant l'objet de divergence; ▪ Discuter des difficultés d'application de certaines dispositions réglementaires ou législatives; ▪ Discuter des priorités de contrôle du MTMDET et de certains indicateurs permettant d'assurer un suivi de la conformité des propriétaires, exploitants et conducteur de véhicules lourds; ▪ Présenter des orientations à l'égard de certaines modifications réglementaires ou législatives.	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : – Deux chefs de service de la DTRM; – Un professionnel.	Aucune dépense
Groupe de travail sur l'analyse des accidents de véhicules lourds	▪ Procéder à l'analyse des accidents mortels impliquant au moins un véhicule lourd afin de déterminer les causes et pouvoir proposer des moyens de diminuer ceux-ci. ▪ Élaborer des pistes de solutions pour diminuer	▪ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : – Un professionnel;	Aucune dépense

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
	le nombre d'accidents impliquant un véhicule lourd.	– Deux ingénieurs. ▪ Un ou deux représentants de chaque organisme membre du comité : – Société de l'assurance automobile du Québec; – Sûreté du Québec; – Contrôle routier Québec. – Représentants d'autres organismes en fonction des besoins ad hoc.	
Table de concertation de l'industrie du courtage en services de camionnage en vrac	▪ Contribuer à résoudre les diverses problématiques de l'industrie pouvant survenir au cours des prochaines années; ▪ Préparer un rapport à l'intention du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports au cours de l'année 2015-2016. Ce rapport présente, notamment, un bilan des activités de l'industrie et de son évolution depuis le 1er janvier 2012; ▪ Établir un carrefour d'échange d'information permanent entre les intervenants.	▪ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : – Un gestionnaire; – Deux professionnels. ▪ Un représentant pour chaque association : – Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec; – Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec; – Association des transporteurs en vrac de Baie-Comeau inc.; – Association nationale des camionneurs artisans inc.; – Commission des transports du Québec; – Fédération québécoise des municipalités; – Hydro-Québec; – Les transporteurs en vrac région 03 inc.;	Aucune dépense

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
		– Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; – Ministère des Ressources naturelles; – Poste de camionnage en vrac région 06 inc.; – Société d'énergie de la Baie-James; – Trans-vrac Montréal-Laval; – Ville de Montréal; – Ville de Québec; – Les Vracs; – RECIQ; – Union des municipalités du Québec.	

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général	▪ La Loi sur les transports (L.R.Q., c. T -12), créant le Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général a été modifié en 2015 pour abroger le Forum et le faire migrer vers une nouvelle structure prenant la forme d'une table de concertation socio-économique permanente favorisant l'échange d'informations, le dialogue et la concertation en continu entre les représentants des transporteurs routiers et les expéditeurs de marchandises (les donneurs d'ouvrage) au Québec. La nouvelle structure, plus souple, est en cours d'élaboration et fait l'objet de discussions avec les anciens membres du Forum.	▪ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : – Un président par intérim (gestionnaire MTMDET); – Deux professionnels; ▪ Autres associations : – Association du camionnage du Québec; – Association des Intermédiaires en Transport du Québec; – Conseil de l'industrie forestière du Québec; – Syndicat national du transport routier affilié à la Confédération des syndicats nationaux - les Teamsters Québec, local 106, affiliés à l'International Brotherhood of Teamsters et à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec; – Un gestionnaire de la SAAQ.	Aucune dépense
Comité technique du programme Écocamionnage	▪ Analyse de demandes concernant l'homologation de technologies ne faisant pas partie de la liste des technologies admissibles au financement; ▪ Analyse de demandes d'aide financière pour des projets de recherche ou des projets pilotes; ▪ Analyse visant à modifier, à bonifier ou à améliorer le programme.	▪ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : – Deux ingénieurs; – Deux professionnels. ▪ Un ingénieur du MERN.	Aucune dépense

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Table de concertation gouvernement-industrie sur la sécurité des véhicules lourds	▪ Améliorer le bilan routier à l'égard des accidents impliquant un véhicule lourd à partir de pistes d'action venant principalement de l'industrie; ▪ Trouver un plan d'action à court, moyen et long termes en matière de sécurité des véhicules lourds; ▪ Proposer des mesures coercitives, incitatives et éducatives à l'égard de l'amélioration de la sécurité routière.	▪ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : – Trois gestionnaires; – Un professionnel. ▪ Autres représentants : – Associations concernées par la sécurité routière; – Chauffeurs; – Expéditeurs; – Organismes gouvernementaux; – Propriétaires et exploitants de véhicules lourds; – Usagers de la route.	Les frais sont assumés à même les budgets de fonctionnement interne : 1 500 $ prévus en mars 2016.
Groupe de travail sur les angles morts des véhicules lourds	▪ Donner suite aux recommandations de Coroners concernant le décès de piétons ou d'usagers vulnérables qui se trouvaient dans un angle mort du véhicule. Caractériser les accidents impliquant la visibilité réduite du conducteur causé par les angles morts des véhicules lourds. Identifier les moyens éprouvés d'améliorer la vision des conducteurs dans les angles morts ainsi que les mesures à prendre pour les piétons et autres usagers. Formuler des recommandations aux intervenants concernés pour améliorer la vision des conducteurs autour de leurs véhicules et éviter les accidents avec les autres usagers.	▪ Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : - Un ingénieur (DTRM) - Un ingénieur (DST) ▪ Société de l'assurance automobile du Québec - Un ingénieur - Des représentants de : ▪ Ville de Montréal ▪ Centre de gestion de l'équipement roulant	

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Liste 1- Direction du transport terrestre des personnes

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2015-2016
Aucun comité			

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Direction générale de l'électrification des transports, de la sécurité et de la mobilité des personnes et des marchandises

Liste 2

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité des répondants ministériels pour l'application de l'article 54 de la Loi sur la santé publique (LSP)	S'assurer de l'appropriation des enjeux sous-jacents à l'article 54 de la LSP, la responsabilisation des différents partenaires et, ultimement, l'élaboration et l'adoption de politiques publiques favorables à la santé	Nom de l'organisme responsable : MSSS Représentants du MTMDET : 1 conseiller au SMA 1 conseillère au BSM
Table sur le mode physiquement actif (TMVPA)	Concerter les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux afin d'assurer la cohésion entre les organisations dont l'intervention contribue à la promotion, l'adoption et au maintien d'un mode physiquement actif par la population québécoise	Nom de l'organisme responsable : MELS et MSSS Représentants du MTMDET : 1 conseiller au SMA

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

2e liste – Direction générale adjointe des parcs routiers et des relations extérieures

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité « Concertation » de la Table sur l'aide au développement économique	Mise en œuvre des recommandations de la Commission de révision permanente des programmes concernant la révision de l'aide financière directe ou indirecte au développement économique par le biais d'organismes de concertation, avec pour objectifs principaux l'élimination des chevauchements entre les différents programmes des Ministères impliqués et le transfert des budgets de fonctionnement vers du financement par concours aux projets jugés porteurs.	Nom de l'organisme responsable : • ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Représentants du MTMDET : • Chef du Service des relations extérieures
Comité de travail interministériel sur l'action internationale	Mise en œuvre des recommandations de la Commission de révision permanente des programmes concernant l'action internationale du gouvernement du Québec, avec pour objectifs principaux de veiller à une allocation optimale des ressources en fonction de l'atteinte des priorités gouvernementales, de favoriser une meilleure synergie dans la conduite de nos actions sur la scène internationale et d'éviter les dédoublements et les chevauchements interministériels en action internationale.	Nom de l'organisme responsable : • ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Représentants du MTMDET : • Chef du Service des relations extérieures

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2

Direction de la planification

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	Le CIDD soutient et accompagne le MDDELCC dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Pour ce faire, il favorise la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise. Le CIDD participe à la coordination de la révision et du suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Représentants du MTMDET : ▪ Sous-ministre adjoint
Table d'accompagnement conseil auprès des organismes municipaux (TACOM)	La TACOM élabore et met en œuvre un plan d'accompagnement-conseil des organismes municipaux dans leurs démarches de développement durable.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Co-présidence : ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Représentants du MTMDET : ▪ Professionnel

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité interministériel du PACC 2013-2020	Faire le suivi de l'avancement et de la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), favoriser la concertation interministérielle à cet égard et en matière de changements climatiques en général, définir des orientations concernant l'action gouvernementale en matière de changements climatiques et formuler des recommandations au comité exécutif concernant certains enjeux relatifs au PACC 2013-2020.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Représentants du MTMDET : ▪ Sous-ministre adjoint
Comité exécutif sur les changements climatiques	Échanger sur les nouvelles balises et les améliorations en matière de suivi et de reddition de comptes qui guideront la mise en œuvre du PACC 2013-2020 à la suite du rapport du Vérificateur général.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Représentants du MTMDET : ▪ Sous-ministre
Groupe de travail sur l'élaboration d'indicateurs de suivi dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020)	Établir des indicateurs pour apprécier l'atteinte des objectifs des actions du PACC 2013-2020 particulièrement pour les projets de promotion, de sensibilisation et de recherche.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Représentants du MTMDET : ▪ Professionnel
Table d'aide au développement économique (TADE)	Mandat global et objectifs : révision de l'aide financière au développement économique dans le but d'améliorer l'efficacité des programmes (élimination des chevauchements), de simplifier les procédures d'accès (uniformisation des normes) et de réduire les coûts. Mandats spécifiques : • Lorsque pertinent, pour chacun des champs d'intervention	Nom de l'organisme responsable : ▪ Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Représentants du MTMDET : ▪ Membre de la Table : Sous-ministre adjoint ▪ Équipe projet de la table : professionnel

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
	(investissement, innovation, concertation et entrepreneuriat) : - Meilleure cohérence avec les mesures fiscales - Recours à des contributions remboursables (plutôt que des subventions) - Regroupement de programmes et d'organismes - Mode d'attribution des subventions par concours • Identification des mesures d'économies budgétaires attendues	▪ Membre des comités Investissement, Innovation et Concertation : professionnel
Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)	Assurer la cohérence au niveau national de l'action gouvernementale en région et favoriser la convergence entre les actions des ministères et celles des acteurs locaux et régionaux en faveur du développement des régions	**Nom de l'organisme responsable** : ▪ Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) **Représentants du MTMDET** : ▪ Sous-ministre adjoint
Table de coordination interministérielle sur l'affectation du territoire public	S'assurer de la cohérence interrégionale et que les propositions des tables de concertation, qui regroupent les représentants régionaux des ministères et organismes concernés, s'inscrivent dans les orientations et politiques gouvernementales.	**Nom de l'organisme responsable** : ▪ Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) **Représentants du MTMDET :** ▪ Professionnel
Comité interministériel sur le Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES)	Participer à la réalisation d'un Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES)	**Nom de l'organisme responsable** : ▪ Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) **Représentants du MTMDET** : ▪ Professionnel

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comités interministériels des ministères responsables du renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement du territoire	Élaborer des nouvelles orientations gouvernementales en aménagement du territoire destinées au milieu municipal. Il existe trois niveaux de comités : Table des sous-ministres adjoints, comités directeurs et comités professionnels.	**Nom de l'organisme responsable** : ▪ Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) **Représentants du MTMDET** : ▪ Sous-ministre adjoint, directeur, chef de service, professionnel
Comité de travail interministériel sur le développement durable des collectivités	Élaborer des mesures en aménagement durable du territoire qui contribuent à la réduction ou l'évitement des émissions de GES et à l'adaptation aux changements climatiques dans les collectivités.	**Nom de l'organisme responsable** : ▪ Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) **Représentants du MTMDET** : ▪ Professionnel

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2

Direction de la sécurité en transport

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Sous-comité sur les services d'urgence en milieu isolé (SUMI).	Proposer des moyens d'améliorer l'accessibilité des Services d'urgence en milieu isolé (SUMI) et la coordination des évacuations médicales.	**Nom de l'organisme responsable :** ▪ Ministère de la Sécurité publique (MSP) **Représentant du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports :** Chef du Service des politiques de sécurité, professionnels **Autres participants :** ▪ Centre de la coordination de la sécurité civile (CCSC) – Relève de la DGIT ▪ Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSSQ) ▪ Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) ▪ Sûreté du Québec (SQ) ▪ Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) ▪ Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ) ▪ Fédération québécoise des clubs quads (FQCQ)

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2 : Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité directeur de l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026.	Conservation et mise en valeur de l'écosystème du Saint-Laurent.	**Nom des organismes responsables :** Co-Présidence du comité : -Sous-ministre Environnement Canada et -Sous-ministre MDDLCC **Représentants du MTMDET :** -Directrice du transport maritime, aérien et ferroviaire. -Chef du service du transport maritime.
Comité de suivi de projets (construction des 3 navires de la Société des traversiers du Québec)	Assurer un suivi quant aux coûts, travaux et échéanciers.	**Nom de l'organisme responsable :** ▪ Société des traversiers du Québec (V-P aux immobilisations) **Représentants du MTMDET :** ▪ Chef du service du transport maritime et le professionnel responsable
Comité interministériel – GNL Québec	Faire le suivi des enjeux liés au projet de développement du projet Énergie Saguenay – Aménagement d'un site de liquéfaction et d'exportation du gaz naturel au Saguenay.	**Nom de l'organisme responsable :** Comité sous la présidence du Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI). **Représentant du MTMDET** :

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
		Le professionnel coordonnateur des programmes du fonds vert
Comité Métaux Blackrock	Faire le suivi des enjeux liés au développement du projet de la mine de fer de Métaux Blackrock.	**Nom de l'organisme responsable :** ▪ Comité sous la présidence du Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. ▪ **Représentant du MTMDET** : Un professionnel du service du transport ferroviaire
Table de concertation sur l'adéquation formation-emploi (Table AEF)	Identifier différentes actions à mettre en œuvre pour favoriser le comblement des emplois offerts par les entreprises de ce secteur, et favoriser une meilleure adéquation entre l'offre de formation initiale et continue et les besoins de main-d'œuvre dans le secteur maritime	**Nom de l'organisme responsable :** ▪ Ministère du Conseil exécutif | Secrétariat aux Affaires maritimes. ▪ **Représentant du MTMDET** : ▪ Un professionnel du service du transport maritime
Centre d'expertise pour la gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM)	Recherche et acquisition de connaissances afin d'accroître l'expertise en matière d'intervention d'urgence lors de déversements d'hydrocarbures en milieu maritime. De plus, le CEGRIM pourra accompagner les municipalités dans la mise à niveau de leur plan d'urgence. Ce centre n'est pas encore en place, mais une annonce à ce propos a été faite en 2015 pour l'établir aux Îles-de-la-Madeleine.	**Nom de l'organisme responsable :** ▪ Centre placé sous la responsabilité ou la présidence du Ministère de la Sécurité publique et regroupant d'autres ministères tels que MDDELCC, MERN, MTMDET, MAMOT, MFFP, CSPQ **Représentant du MTMDET** : ▪ Un professionnel du service du transport maritime

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité interministériel sur les activités internationales relatives à la Stratégie maritime	Définir un plan stratégique de promotion de la Stratégie maritime à l'échelle internationale	**Nom de l'organisme responsable :** ▪ Ministère du Conseil exécutif | Secrétariat aux Affaires maritimes **Représentant du MTMDET** : ▪ Le Chef du service du transport maritime et un professionnel responsable
Plan d'intervention localisé (PIL)	Le projet pilote de la planification d'intervention localisée du gouvernement du Canada vise à renforcer le système de sécurité maritime du Canada. C'est une approche de planification régionale axée sur les risques qui reflète les conditions locales d'un secteur géographique, comme les sensibilités environnementales et l'activité maritime. Des PIL existe dans les quatre secteurs suivants où les niveaux de trafic maritime sont plus élevés au Canada : • le sud de la Colombie-Britannique, y compris le port de Vancouver; • **le fleuve Saint-Laurent (de Montréal à l'Île d'Anticosti), Québec;** • Port Hawkesbury et le détroit de Canso, Nouvelle-Écosse; • Saint John et la baie de Fundy, Nouveau-Brunswick.	**Nom de l'organisme responsable :** ▪ Placé sous la responsabilité de Transports Canada (TC), le PIL est en outre composé des ministères fédéraux (GCC, MPO), des organismes canadiens d'intervention certifiés en cas de déversement d'hydrocarbures (SIMEC dans l'est), des ministères québécois (MTMDET, MSP, MDDELCC, MFFP, MERN) et des groupes autochtones **Représentant du MTMDET** : ▪ Un professionnel du service du transport maritime
Comité économique interministériel de la stratégie maritime	Assurer un suivi et une cohérence d'intervention pour les dossiers liés au développement économique dans le cadre de la stratégie maritime	**Nom de l'organisme responsable :** ▪ Ministère du Conseil exécutif | Secrétariat aux Affaires maritimes **Représentant du MTMDET** : - Directrice du transport maritime, aérien et ferroviaire. - Chef du service du transport maritime.

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2

Direction du transport routier des marchandises

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Eastern Border Transportation coalition (EBTC)	Favoriser la concertation entre les États et les provinces de l'Est pour les questions de passage à la frontière et la gestion des corridors de commerces internationaux.	Nom de l'organisme responsable : ▪ EBTC Représentant du MTMDET : ▪ Un professionnel
Comité international Transportation Border Working (TBWG)	Comité Canada-USA visant à soutenir la fluidité des transports de biens et de personnes à la frontière Canada-Etats-Unis.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Transports Canada et Federal Highway Administration Représentant du MTMDET : ▪ Un professionnel
Comité multiple sur l'évaluation des PECVL	Comité traitant de l'évolution de tous les dossiers touchant la Politique d'évaluation des exploitants, des conducteurs et des propriétaires de véhicules lourds (PECVL).	Nom de l'organisme responsable : ▪ Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) Représentant du MTMDET : ▪ Un professionnel

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Conseil d'administration de Camo-Route	Favoriser et consolider le partenariat sur une base sectorielle dans le but de permettre une prise en charge, par le milieu, du développement des facteurs de compétitivité des entreprises et de la main-d'œuvre du secteur du transport routier au Québec.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Camo-Route Représentants du MTMDET : ▪ Deux professionnels
Comité de gestion des écoles de formation en transport routier de Charlesbourg et de Saint-Jérôme	Faciliter les échanges de vues entre l'industrie du transport routier et le Centre de formation et d'assurer un processus de décision éclairé et efficace.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Centre de formation en transport de Charlesbourg et Centre de formation en transport routier Représentant du MTMDET : ▪ Un professionnel
Comité de programmes des écoles de formation de Charlesbourg et de Saint-Jérôme	Faire des recommandations en matière d'application des programmes de formation professionnelle liée aux différents secteurs de l'industrie du transport routier.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Centre de formation en transport de Charlesbourg et Centre de formation en transport routier Représentant du MTMDET : ▪ Un professionnel
Comité SAAQ/MTQ/Union des producteurs agricoles	Rencontres sur les différents problèmes rencontrés par l'UPA avec l'application des règlements relevant du Ministère ou de la SAAQ.	Nom de l'organisme responsable : ▪ SAAQ Représentants du MTMDET : ▪ Chef du Service de la normalisation technique ▪ Un professionnel

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité national sur les charges et dimensions	Rencontres de tous les intervenants provinciaux en matière de charge et de dimensions de manière à harmoniser les façons de faire entre les administrations canadiennes.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé (CCATM) Représentant du MTMDET : ▪ Un ingénieur
Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur le transport des matières dangereuses	Rencontre de tous les intervenants provinciaux et territoriaux en matière de transport de matières dangereuses de manière à harmoniser le plus possible les règlements des différentes administrations canadiennes en matière de transport de matières dangereuses.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Transports Canada Représentants du MTMDET : ▪ Deux ingénieurs
Comité de normalisation CSA B-620	Comité qui met à jour la norme B-620 concernant la fabrication et l'utilisation de citerne pour le transport de matières dangereuses.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Transports Canada Représentant du MTMDET : ▪ Un ingénieur
Comité TRANCAER	Comité qui regroupe les membres de l'Association canadienne de l'industrie chimique (ACIC) et divers intervenants gouvernementaux dans le but de responsabiliser l'industrie des produits chimiques lors de l'expédition et la manutention de leurs produits.	Nom de l'organisme responsable : ▪ ACIC Représentant du MTMDET : ▪ Un ingénieur
Comité permanent sur la conformité et la réglementation	Le comité C&R traite des questions de conformité liées aux conducteurs et véhicules commerciaux, au transport des marchandises dangereuses et au transport routier commercial.	Nom de l'organisme responsable : ▪ CCATM Représentant du MTMDET : ▪ Un professionnel

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité sur les véhicules commerciaux	Mise en œuvre des sections « véhicules lourds » et « simplification des opérations pour les véhicules commerciaux » du chapitre Transports de l'accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario.	Noms des organismes responsables : ▪ MTMDET ▪ MTO (ministère des Transports de l'Ontario) Représentant du MTMDET : ▪ Directeur du transport routier des marchandises
Forum sur l'arrimage du CVSA (Commercial Vehicle Safety Alliance)	Ce forum est le lieu d'échange privilégié pour les questions qui touchent l'harmonisation, la gestion et la mise à jour des normes canadiennes et américaines d'arrimage des cargaisons sur les véhicules lourds.	Nom de l'organisme responsable : ▪ CVSA Représentant du MTMDET : Un ingénieur
Comité de concertation CRQ	Comité ayant pour objectif pour Contrôle routier Québec (CRQ) de consulter les partenaires gouvernementaux et de l'industrie concernant ses orientations et ses objectifs opérationnels. Fournir à l'industrie et aux partenaires une opportunité de soulever des enjeux ou des problématiques en lien avec les interventions de CRQ. Trouver des solutions concertées à ces problématiques et ces enjeux.	Noms des organismes responsables : ▪ CRQ Représentant du MTMDET : ▪ Directeur du transport routier des marchandises

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE

Liste 2

Direction du transport terrestre des personnes

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité interministériel de réflexion sur les enjeux à retenir dans le cadre de l'élaboration du troisième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2015-2020.	Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a formé quatre comités de réflexion interministériels en avril 2014 afin d'identifier les prochains enjeux du prochain plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale : le MTMDET est impliqué dans deux de ces comités soit celui des inégalités sociales de santé ainsi que dans celui de l'accès à l'emploi et valorisation du travail.	Nom de l'organisme responsable : ▪ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Représentants du MTMDET : ▪ Un directeur et une professionnelle

Note : Chaque organisation membre assume les frais de déplacement de ses représentants.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant, pour chacun :

- son mandat;
- la liste des membres;
- le budget dépensé;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- les résultats atteints.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir les listes ci-jointes.

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

PQ PART-7

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité aviseur sur le projet de recherche sur Suivi de l'utilisation et de l'efficacité des passages à faune le long de la route 175 pour les petits et moyens mammifères"(R709.1)	Informer les partenaires en lien direct avec le projet de suivi de la performance des 33 passages à faune construits le long de la route 175, dans l'optique de limiter la fragmentation des habitats et de maintenir la biodiversité.	MTMDET: Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Technicien Professionnels Direction de la Capitale-Nationale _____ MERN, Université Concordia, Université Trent, Montana State University, Université Laval, AECOM
Comité de coordination de l'Entente administrative MTQ-MFFP-MDDELCC	Assiter le comité interministériel central de l'Entente administrative MTQ-MFFP-MDDELCC, notamment en assurant le suivi de l'application de l'Entente, en proposant des solutions aux problèmes d'application de l'Entente, en assurant le suivi des travaux des comités d'experts et en assurant le suivi des décisions	MTQ: Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction de la Capitale-Nationale _____ MDDELCC, MFFP
Comité de suivi du projet de recherche "Effets de l'installation et de la réfection de ponceaux sur la dynamique des communautés de cyprinidés et autres petites espèces de poissons dans les ruisseaux" (R702.1)	Évaluation des effets de l'installation et de la réfection de ponceaux sur la dynamique de communautés de petits poissons, dans une vingtaine de sites choisis de 2011 à 2014.	MTMDET Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction Laval-Mille-Îles Direction de l'Estrie Direction Chaudière-Appalaches Direction Capitale-Nationale _____ MDDELCC, MFFP, UQTR, Cégep de Sherbrooke

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité de suivi du projet de recherche "Étude des potentiels structurels et écologiques du génie végétal dans les travaux de stabilisation riveraine dans les basses-terres du Saint-Laurent" (R692.1)	Évaluation de potentiels structurels et écologiques des techniques du génie végétal pour stabiliser durablement les berges, tout en favorisant la naturalité et la biodiversité des rives.	MTMDET Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction du laboratoire des chaussées Direction des structures DT Montérégie Est DT Montérégie Ouest DT Chaudière-Appalaches _____ MDDELCC, Université Laval, Université Concordia, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (France), firme Pleine Terre, agronomie environnement, firme Groupe Rousseau Lefebvre
Comité de suivi du projet de recherche "Révision des critères de conception des ponceaux pour des bassins de drainage de 25 km² et moins dans un contexte de changements climatiques" (CC06.1)	Révision des critères de conception de ponceaux drainant des bassins de superficies inférieures à 25 km² dans un contexte de changements climatiques.	MTMDET: professionnels et ingénieurs Direction des structures Direction de l'environnement et de la recherche _____ MDDELCC Ouranos Institut de recherche et de développement en agroenvironnement Université Laval INRS Centre d'expertise hydrique du Québec
Comité de suivi du projet de recherche "Stratégie d'expérimentation de systèmes d'adaptation intelligente de la vitesse et d'enregistreurs de données de vitesse" (R737.1)	Recenser les connaissances sur les systèmes d'adaptation intelligente de la vitesse, les enregistreurs de données de vitesse et potentiellement d'autres systèmes pouvant avoir un impact sur la vitesse et la sécurité routière.	MTMDET Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction de la sécurité en transport _____ SAAQ, Direction de la recherche et du développement en sécurité routière HEC Montréal, Université de Sherbrooke, Université McGill Polytechnique Montréal, Université de Montréal

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

PQ PART-7

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité de suivi technique du projet de recherche « Adaptation des modèles hydrologiques d'analyse régionale des crues (ARC-Québec) et des étiages (ARIDE) pour le Québec » (R694.1)	Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation. De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.	MTMDET: Professionnels et ingénieurs Direction de l'environnement et de la recherche Direction des structures _____ MDDELCC, INRS
Comité de suivi technique du projet de recherche « Quantification et qualification de l'impact des enrochements dans les cours d'eau sur les habitats aquatiques dans le cadre de projets d'infrastructures routières » (R726.1)	Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation. De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.	MTMDET: Professionnels et ingénieurs Direction de l'environnement et de la recherche Direction de l'Est-de-la-Montérégie Direction des structures _____ MDDELCC, MFFP, Pêches et Océans Canada, Université de Concordia, Université McGill, INRS Université de Montréal
Comité de suivi technique du projet de recherche « Restauration écologique des tourbières de Bic – Saint-Fabien et de Saint-Fabien-sur-Mer dans le Bas-Saint-Laurent » (R719.1)	Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation. De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.	MTMDET: Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche Direction du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine _____ MDDELCC, Groupe de recherche en écologie des tourbières, Parc du Bic, Table de concertation Bic-St-Fabien, Comité de bassin versant

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité de suivi technique du projet de recherche « Stations d'observation des conditions maritimes 2014-2017 dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent pour les problèmes d'érosion côtière » (CC07.1)	Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation. De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.	MTMDET: Professionnels et ingénieurs Direction de l'environnement et de la recherche Direction du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Direction des structures _____ Ouranos, MSP, INRS
Comité de suivi technique du projet de recherche « Suivi de l'érosion côtière ~~à la~~ suite à des travaux de stabilisation de berges en bordure de routes à l'Isle-aux-Coudres » (R757.1)	Suivre la réalisation du projet de recherche en vertu des exigences contractuelles et techniques établies dont notamment le respect des clauses concernant les obligations de confidentialité et de réserve à la divulgation. De plus, lorsque le projet se finalise, le Service de la coordination de la recherche et de l'innovation de la Direction de l'environnement et de la recherche voit à ce que ces résultats soient valorisés dans le but d'en maximiser les retombées.	MTMDET: Professionnels, Ingénieur Direction de l'environnement et de la recherche Direction de la Capitale-Nationale Direction des structures _____ MDDELCC, MSP, Ministère des Pêches et Océans, UQAR, MRC de Charlevoix, Municipalité Isle-aux-Coudres
Comité directeur Transports/Tourisme	Assumer une concertation efficace des projets conjoints de nature Transport/Tourisme impliquant ATR associées, le ministère du Tourisme et le MTQ	MTQ : Ingénieurs et directeur Direction du soutien aux opérations _____ MTO
Comité interministériel de la Route verte	Comité permanent constitué d'un représentant de chacun des ministères impliqués dans le développement et la mise en marché de la Route verte conformément à l'entente-cadre sur le développement de la Route verte.	MTQ : Sous-ministre adjointe DGIT Professionnel Direction du soutien aux opérations _____ MDEIE, MESS, MAPAQ, MRN, MDEFP, MAMOT, VÉLO QUÉBEC, Tourisme Québec, Secrétariat au loisir et au sport, Secrétariat à la Jeunesse

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

PQ PART-7

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS SOUS LA PRÉSIDENCE OU LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DU MINISTÈRE

Nom du comité	Mandat	Membres
Comité interministériel sur l'utilisation du réseau routier pour la tenue d'événements spéciaux	Coordonner les interventions du MTQ et de la SQ en matière d'autorisation et de contrôle des événements spéciaux se déroulant sur les routes du Québec afin d'assurer la sécurité du public voyageur et des participants, tout en limitant les ressources affectées à ces événements et en soutenant le développement économique et social des régions.	MTQ : Sous-ministre adjointe, directeur, professionnels Direction générale des infrastructures et des technologies Direction du soutien aux opérations _____ MTQ, MSP, SQ
Comité interministériel sur le bruit environnemental	Partager les connaissances et accroître la collaboration entre les ministères en vue de proposer des orientations gouvernementales et développer des documents de références ou outils de sensibilisation visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental	MTQ : Chef de service, professionnels Direction de l'environnement et de la recherche _____ MAMOT, MDDELCC, MSSS, DSP, INSPQ
Comité interministériel Transports/Tourisme	Assumer une concertation efficace des projets conjoints de nature Transport/Tourisme impliquant Ministère du Tourisme et le MTQ	MTQ : Ingénieurs, directeur Direction du soutien aux opérations _____ MTO, ATR associées du Québec
Méthode de détermination de la ligne des hautes eaux pour le domaine maritime (estuaire moyen, estuaire maritime et golfe du Saint-Laurent) dans un contexte de changements climatiques CC14.1	Préciser la méthode de détermination de la ligne des hautes eaux (LHE) en milieu côtier pour le territoire bordant l'estuaire moyen, l'estuaire maritime et le golfe du Saint-Laurent au Québec en tenant compte des changements climatiques appréhendés.	MTMDET: professionnels, ingénieurs, techniciens Direction de l'environnement et de la recherche Direction des structures DBSLGI (CS Îles-de-la-Madeleine) DT de la Côte-Nord DT du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine _____ MDDELCC, UQAR, MSP, MRC de la Mitis, Municipalité des Îles-de-la-Madeleine
Transfert d'autorité et procédures cadastrales	Transfert d'autorité entre le MRN et le MTQ, ajustements des procédures cadastrales	MTQ: Arpenteur-géomètre Professionnel Direction du soutien aux opérations _____ MRN

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

PQ PART-7 **COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE**

Nom du comité	Mandat	Ministère responsable	Membres
Comité consultatif du RIBG	Faire connaître les besoins et priorités des clients en matière de services de bibliothèque, conseiller le CSPQ sur les moyens à prendre pour répondre adéquatement aux besoins exprimés par les bibliothèques membres du Réseau, proposer des améliorations au niveau du fonctionnement des services offerts, contribuer à l'évolution des normes et procédures en usage au sein du Réseau, en collaboration avec l'équipe de soutien et les membres des différents comités de travail, contribuer au maintien d'un esprit de partage des ressources et de l'expertise, donner son avis sur toute question pertinente	Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales (RIGB)	MTQ : Professionnel Direction de l'environnement et de la recherche
Comité directeur de l'ÉES	Convenir de la portée des travaux des évaluations environnementales stratégiques sur les hydrocarbures pour chacun des chantiers responsables de leur réalisation afin d'atteindre les objectifs du gouvernement; S'assurer de l'objectivité des travaux réalisés par les chercheurs et les représentants du gouvernement, de la cohérence entre les différents chantiers et du respect des échéanciers; Mener une consultation publique en ligne avant la publication du rapport final, prévue à la fin de l'automne 2015.	MERN	Représentant MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générales des infrastructures et des technologies
Comité directeur du comité interministériel pour un plan d'action concerté de rétablissement des habitats aquatiques au lac St-Pierre	Élaborer et mettre en oeuvre un plan d'action concerté dans le but d'améliorer la qualité de l'eau et des habitats aquatiques du lac Saint-Pierre et de son littoral, prioritairement pour restaurer la population de perchaudes	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	MTQ: Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche
Comité directeur en prévention	Gouvernance du cadre de prévention des risques naturels	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentants MTQ : Directeur et chef de service Direction du laboratoire des chaussées

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

PQ PART-7 **COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE**

Nom du comité	Mandat	Ministère responsable	Membres
Comité interministériel central de l'entente administrative MTQ-MDDELCC-MFFP	Veiller à la mise en oeuvre et au suivi de l'Entente, voir à en améliorer le contenu et l'application et produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'Entente.	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	MTQ: Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche Chef de service Direction de Laval-Mille-Îles
Comité interministériel de concertation sur le lac Champlain	Orienter les politiques et stratégies de gestion de résilience aux inondations dans le basin du lac Champlain.	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	Représentant MTQ: 1 ingénieur DLC 1 ingénieur DS
Comité interministériel pour l'aléa glissements de terrains	Effectuer des analyses de risques afin d'identifier les problématiques de glissements de terrain pour lesuqles une intervention en prévention est requise	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentants MTQ: 2 ingénieurs DLC
Comité interministériel pour les imminences de mouvement de terrain	Revue générale de la coordination du travail entre le MSP et le MTQ pour les cas d'urgence de glissement de terrain.	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentants MTQ: 2 ingénieurs DLC
Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau (CIGIE)	Contribuer à l'élaboration des orientations en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE); Participer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre des orientations; Assurer la cohérence entre le GIRE et les activités des ministères; Contribuer aux initiatives visant à améliorer la gestion des connaissances sur l'eau, l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques;	MDDEFP	Représentant MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générales des infrastructures et des technologies
Comité interministériel sur la politique sur l'air (PQA)	Élaborer et mettre en oeuvre la PQA.	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	MTQ: Professionnel Direction de l'environnement et de la recherche Professionnel Direction de la planification

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

PQ PART-7 **COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE**

Nom du comité	Mandat	Ministère responsable	Membres
Comité interministériel sur la recherche et l'innovation	Veiller à l'harmonisation de l'intervention gouvernemental en matière de recherche, science, technologie et innovation (RSTI), sa cohérence et à la complémentarité des actions; Favoriser l'émergence d'orientations gouvernementales communes et développées en concertation; S'assurer d'une mise en œuvre coordonnée des plans d'action, stratégies et politiques; Contribuer à son évolution, à son adaptation et en assurer le rayonnement	MDEIE	Représentant MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générales des infrastructures et des technologies
Comité interministériel sur les milieux humides et hydriques	Élaborer des recommandations en vue d'améliorer les outils en place et proposer de nouveaux outils dont une politique gouvernementale afin d'améliorer la conservation et la gestion durable des milieux humides	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	MTQ: Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche
Comité patronal santé et sécurité du travail du 2700, Einstein	Voir à s'assurer de fournir aux employés un milieu de travail sécuritaire	Société immobilière du Québec (SIQ)	Représentant MTQ: 1 technicien de laboratoire DLC
Comité permanent de catalogage (RIBG)	Agir en tant qu'experts conseil auprès de l'équipe de soutien et des catalogueurs des bibliothèques du RIBG pour les sujets relatifs au catalogage des documents, définir des normes réseau afin d'uniformiser et maintenir la qualité du catalogue collectif (CUBIQ)	Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales (RIGB)	MTQ: Technicien Direction de l'environnement et de la recherche
Comité permanent de la référence (RIBG)	Planification et mise en oeuvre de moyens et d'outils favorisant le partage des connaissances et expériences parmi les employés travaillant à la référence dans les bibliothèques du RIGB	Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales (RIGB)	MTQ: Technicien Direction de l'environnement et de la recherche
Comité permanent sur les postes et aires de contrôle routier	Gérer l'entente entre la SAAQ et le MTQ, précisant les rôles et les responsabilités des deux organismes en ce qui concerne le développement et l'exploitation des postes et aires de contrôle routier, et également voir à la coordination des projets de la SAAQ qui requièrent une intervention du MTQ, ou vice et versa, et analyser les problématiques soulevées par une partie afin de trouver des solutions à la satisfaction de tous	Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	Ingénieur - Chef de service

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

PQ PART-7 **COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE**

Nom du comité	Mandat	Ministère responsable	Membres
Comité sur l'embauche de la main d'œuvre de la Côte-Nord			Représentants MTQ: Sous-ministre adjointe Directeur général adjoint
Comité sur la prévention de sinistres naturels - Érosion et Submersion côtières	Sélection des projets de prévention et les projets de recherche de sinistres naturels reliés à l'aléa "Érosion et Submersion côtières" en fonction du niveau de risque	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentants MTQ : Ingénieurs Direction du laboratoire des chaussées
Comité sur la prévention de sinistres naturels - Inondation	Sélection des projets de prévention et les projets de recherche de sinistres naturels reliés à l'aléa "Inondation" en fonction du niveau de risque	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentant MTQ : Ingénieur
Comité sur les compensations pour les pertes d'habitats fauniques	Développer, conjointement entre le MDDEFP et le MTQ, une approche de compensation des pertes d'habitats fauniques, notamment l'habitat du poisson ainsi que des milieux humides qui peuvent en faire partie.	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)	Représentants MTQ : Professionnels Direction de l'environnement et de la recherche
Comité technique interministériel sur l'exemplarité en construction bois	Relevé les défis que présente l'utilisation du bois dans la construction par la mise en œuvre de la mesure d'exemplarité gouvernementale de la charte du bois	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)	Représentant MTQ : Ingénieurs Direction des structures
Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité en construction bois	Sassurer que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction non résidentielle et multifamiliale; Mettre en œuvre la Charte du bois auprès des donneurs d'ouvrage et subventionnaires de projets financés en tout ou en partie par des fonds publics; coordonner les actions à mettre en place; produire une reddition de compte.	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)	Représentant MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies
Groupe de travail EAU	Déterminer le partage des responsabilités entre les acteurs quant à la ressources EAU destinée à répondre aux besoins des sinistrés, ainsi que la priorité de gestion des demandes.	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentant MTQ : Profesionnel Centre de coordination de la sécurité civile
Groupe de travail sur les transports actif et alternatif	Améliorer la sécurité routière tout en favorisant les transports actif et alternatif	Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)	Représentant MTQ : Ingénieur Direction du soutien aux opérations

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

PQ PART-7 **COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE**

Nom du comité	Mandat	Ministère responsable	Membres
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentant MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générales des infrastructures et des technologies
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer, au Québec, une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses.	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentant MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générales des infrastructures et des technologies
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolé (SUMI)	Les mandats du SUMI consiste à examiner la problématique liée à l'accessibilité des services d'urgence en milieux isolés et à proposer des solutions en ce qui a trait à la couverture incendie des infrastructures essentielles, aux opérations de recherche et de sauvetage, à la désincarcération, à la desserte aérienne ainsi qu'à la coordination lors des évacuations médicales.	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentant MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générales des infrastructures et des technologies
Sous-comité de l'OSCQ sur risque radiologique et nucléaire	Réaliser un portrait du risque radiologique et nucléaire au Québec et un portrait des ressources humaines et matérielles spécialisées disponibles dans les MO pour y faire face. À partir de ces portraits, proposer des recommandations à l'OSCQ sur les actions à prendre afin d'optimiser la préparation du Québec au regard des risques radiologiques et nucléaires.	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentant MTQ : Profesionnel Centre de coordination de la sécurité civile
Table de gouvernance en gestion des connaissances sur l'eau	Assurer une meilleure coordination entre les différents services qu'offre le gouvernement en termes de partage, de collaboration et de diffusion des connaissances sur l'eau	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	Représentant MTQ : Chef de service Direction de l'environnement et de la recherche

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

PQ PART-7 **COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LE MINISTÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE**

Nom du comité	Mandat	Ministère responsable	Membres
Table de travail gouvernemental et municipale en sécurité civile	Ébalir une compréhension des rôles et responsabilités en sécurité civile; examiner les façons de faire afin d'identifier les éléments d'amélioration pour gagner en efficacité; bonifier, lorsque possible, la contribution du gouvernement; bonifier, si requis, les outiles destinés aux municipalités; évaluer les mécanismes à utiliser ou mettre en place afin de faciliter les communications	MSP	Représentant MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générale des infrastructures et des technologies
Table des responsables de mission du Plan national de sécurité civile	Permettre à tous les responsables de mission d'acquérir une meilleure connaissance et compréhension de l'ensemble des missions et d'être au fait du développement de chacune d'elle. - Coordonner le développement continu des missions, ou de nouvelles missions, en fonction des besoins identifiés et des champs de compétence respectifs, ainsi qu'en assurant la cohérence entre celles-ci et leur transpositions régionales. - Collaborer à l'enrichissement du PNSC, notamment en ce qui concerne les sections portant sur la prévention et le rétablissement	Ministère de la Sécurité publique (MSP)	Représentant MTQ : Profesionnel Centre de coordination de la sécurité civile
Table interministérielle PNRI	Assurer la convergence des actions de l'État en matière de recherche; Assurer une meilleure cohésion entre les ministères et organismes en matière de recherche et d'innovation ; Maintenir une vision commune et partagée des priorités ; Forum de discussion important sur les conditions d'accès aux données publiques des différents ministères.	MESRS	Représentant MTQ : Sous-ministre adjointe Direction générales des infrastructures et des technologies

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2016-2017, en indiquant, pour chacun :

- son mandat;
- la liste des membres;
- le budget dépensé;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- les résultats atteints.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Se référer aux tableaux ci-joints de la :

- Direction générale adjoint des ressources (DGAR);
- Direction des ressources humaines;
- Direction des technologies de l'information;
- Direction du soutien à la gestion des ressources;
- Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière;
- Direction des contrats;
- Direction de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles.

SOURCES: DGAR (C154600)

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE AGIT À TITRE DE MEMBRE
2015-2016

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Regroupement des directeurs généraux de l'administration.	Lieu d'échange entre les divers directeurs généraux des ministères et organismes, concernant des sujets d'ordre administratif.	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant du Ministère :** Directeur général adjoint

Direction générale adjointe des ressources humaines, financières et informationnelles (C154600)

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES AGIT À TITRE DE MEMBRE 2015-2016

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Réseau des répondants ministériels en gestion des connaissances et transfert d'expertise	Échanges entre les représentants des Direction des ressources humaines des différents ministères et organismes à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Conseiller en gestion des ressources humaines
Comité d'échanges interministériels sur la dotation	Échanges entre les représentants des Direction des ressources humaines des différents ministères et organismes à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	**Ministère responsable :** à tour de rôle pour l'animation et les comptes-rendus **Titre du représentant Ministère:** Conseiller en gestion des ressources humaines
Réseau des responsables en matière de conflits et harcèlement	Permet le partage, la collaboration et l'entraide avec des responsables des autres ministères	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Conseiller en gestion des ressources humaines

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité interministériel des responsables en développement	Échanges entre les représentants des Direction des ressources humaines des différents ministères et organismes à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation. Permet de maintenir les connaissances et connaître les plus récents développements dans ce secteur d'activités.	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Chef de service
Regroupement des Programme d'aide aux employés de la Colline	Comité constitué d'une vingtaine de ministères ou organismes et qui est dédié à l'organisation de conférences midi « Programme d'aide aux employés », axées sur des thèmes relatifs à la santé psychologique.	**Ministère responsable :** à tour de rôle pour l'animation et les comptes-rendus **Titre du représentant Ministère:** Intervenant ministériel au Programme d'aide aux employés.
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail – secteur Administration provinciale : la Direction des ressources humaines est membre du conseil d'administration, comme représentant patronal avec d'autres ministères et organismes de la Fonction publique.	Développement d'une offre de service paritaire en matière de prévention des accidents du travail et de maladies professionnelles. Les services de l'Association paritaire sont offerts à tous les ministères et organismes. Échanges entre les représentants des différents ministères et organismes et des associations accréditées à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Chef du Service des relations professionnelles et de la santé-sécurité.
Réseau des répondants en Gestion de la planification de la main-d'œuvre	Mandat d'échange et de consultation sur les besoins et les orientations en Gestion de la planification de la main-d'œuvre.	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Conseiller en gestion des ressources humaines

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité de concertation en évaluation	Lieu d'échange et d'information sur les outils, les pratiques, les orientations et les services en matière de moyens d'évaluation.	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Conseiller en gestion des ressources humaines
Communauté de pratique en ressource humaine – SAGIR	Plateforme d'échange entre les ministères pour favoriser la collaboration et le partage des connaissances entre des utilisateurs SAGIR, spécialisés en ressources humaines. Cela permet aux membres de formaliser leurs façons de faire et valoriser les meilleures pratiques destinées à servir de cadre de référence à l'ensemble des utilisateurs SAGIR, en ressources humaines.	**Ministère responsable :** DGSAGIR et Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Conseiller en gestion des ressources humaines
Comité consultatif des directeurs et directrices des ressources humaines SGR2-L2 et SGR3	Échanges entre les directeurs et directrices des ressources humaines de 12 ministères et organismes sur l'état d'avancement et les impacts de SAGIR.	**Ministère responsable :** DGSAGIR et Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Directeur des ressources humaines
SGR2- Comité interministériel du suivi de l'implantation des livraisons 1.2, 2 en continu	Échanges entre les représentants des Directeur en ressources humaines des différents ministères et organismes à des fins de partage, de maintien d'expertise et de concertation.	**Ministère responsable :** DGSAGIR et Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Conseiller en gestion des ressources humaines

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Forum des directeurs en ressources humaines, sur la Stratégie de gestion des ressources humaines 2012-2017.	Agir à titre de comités consultatifs auprès du Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines et du Sous-secrétariat aux relations de travail du Secrétariat du Conseil du trésor pour la réalisation des projets et mesures découlant de la Stratégie.	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor et Forum des directeurs en ressources humaines **Titre du représentant Ministère:** Directeur des ressources humaines
Comité interministériel des répondants en matière d'accès à l'égalité.	Échanges sur les différents programmes gouvernementaux concernant principalement les membres de communautés culturelles et les personnes handicapées.	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Titre du représentant Ministère:** Conseiller en gestion des ressources humaines
Comité de concertation en recrutement et en promotion	Le comité constitue une tribune permettant aux membres d'exprimer leur point de vue et de faire valoir les différents enjeux concernant la programmation interministérielle et ministérielle des processus de qualification en recrutement et promotion	**Ministères responsables :** Secrétariat du Conseil du trésor et Centre de services partagés du Québec **Titre du représentant Ministère:** Conseiller en gestion des ressources humaines
Comité client	État de situation des différents dossiers portant sur la rémunération, les assurances et la retraite quant aux services rendus par le Centre de services partagés du Québec.	**Ministères responsables :** Centre de services partagés du Québec **Titre du représentant Ministère:** Directeur des ressources humaines et Chef de service

SOURCE: Direction des ressources humaines (C154510)

Comités interministériels où la Direction des technologies de l'information agit à titre de membre

2015-2016

NOM DU COMITÉ	MANDAT / RÉSULTATS	MEMBRES
Groupe de partage des données de la région de Montréal	Le groupe de partage rassemble les principaux intervenants en géomatique dans la région de Montréal en vue de partager de l'information et occasionnellement des données principalement sur la localisation des services publics.	**Ministère responsable :** Plusieurs ministères impliqués, dont le ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports **Représentant du Ministère** : Chef de la division de la géomatique.
Comité directeur Adresses Québec	Superviser en partenariat interministériel la mise en place et le processus de mise à jour d'Adresses Québec.	**Ministère responsable :** Plusieurs ministères impliqués, dont le ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports **Représentant du Ministère** : Chef de la division de la géomatique
Conseil de gestion de l'ACRIGéo (Approche de Coopération en Réseau pour l'Information Géographique),	Mettre en place et superviser en partenariat le partage et la production en commun de l'information géographique au gouvernement du Québec.	**Ministères responsables** : Ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports et ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles **Représentant du Ministère** : Chef

Comités interministériels où la Direction des technologies de l'information agit à titre de membre

2015-2016

NOM DU COMITÉ	MANDAT / RÉSULTATS	MEMBRES
		de la division de la géomatique
Table des partenaires de l'ACRIGéo	Table de tous les partenaires de l'ACRIGéo visant à diffuser l'information de la communauté géomatique et à collecter les besoins gouvernementaux en géomatique.	**Ministère responsable :** Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques **Représentant du Ministère** : Chef de la division de la géomatique
Comité directeur du projet de Réseau de transport terrestre du Québec	Superviser la production et la mise à jour des données géographiques des différents réseaux de transport terrestre (routier, forestier, VHR, vélo, etc.) au Québec.	**Ministères responsables** : Ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports et ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles **Représentant du Ministère** : Chef de la division de la géomatique

Comités interministériels où la Direction des technologies de l'information agit à titre de membre

2015-2016

NOM DU COMITÉ	MANDAT / RÉSULTATS	MEMBRES
Comité de gestion de l'Infrastructure Géomatique Ouverte	Le comité de gestion supervise la mise en place et l'évolution d'une infrastructure géomatique ouverte au gouvernement du Québec.	**Ministères responsables :** Plusieurs ministères impliqués, dont le ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports **Représentant du Ministère** : Chef de la division géomatique
Conseil d'administration du réseau Convergence	Le réseau convergence est un réseau de chercheur universitaire en géomatique. La participation du ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports au Réseau Convergence permet d'orienter la recherche universitaire en géomatique.	**Ministères responsables :** Ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, Université Laval, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles **Représentant du Ministère** : Chef de la division géomatique

Source : Direction des technologies de l'information (C154530)

Comités interministériels où la Direction des technologies de l'information agit à titre de membre

2015-2016

NOM DU COMITÉ	MANDAT / RÉSULTATS	MEMBRES
Comité sur l'infonuagique	**Mandat :** Produire les orientations gouvernementales en matière d'infonuagique.	**Ministères responsables :** Secrétariat du Conseil du trésor et Centre de services partagés du Québec **Représentant du Ministère** : Architecte d'affaires techno. et Directeur des technologies de l'information.
Forum du Dirigeant principal de l'information	Rencontres de suivi périodique (habituellement aux 2 mois) des grands dossiers en technologie d'information au gouvernement du Québec.	**Ministères responsables :** Secrétariat du Conseil du trésor et Centre de services partagés du Québec **Représentant du Ministère** : Directeur des technologies de l'information.
Cercle d'échange des responsables des métriques des technologies de l'information du gouvernement du Québec	Groupe d'échange sur les types d'indicateurs de gestion utilisés pour entretenir ou estimer les systèmes. Échange sur les différentes façons d'estimer les projets en technologie d'information.	**Ministères responsables** : Plusieurs ministères **Représentant du Ministère** : Service de la planification et de l'intégration

Source : Direction des technologies de l'information (C154530)

Comités interministériels où la Direction des technologies de l'information agit à titre de membre

2015-2016

NOM DU COMITÉ	MANDAT / RÉSULTATS	MEMBRES
Groupe de travail sur les Pénalités concernant la fourniture de ressources humaines dans les contrats en technologie d'information	Groupe de travail visant à discuter d'un projet de clause de pénalités sur la fourniture de ressources humaines dans les contrats en technologie d'information.	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Représentant du Ministère** : Chef du Service de la planification et de l'intégration
Groupe d'échanges inter M/O sur le processus de livraison de solutions d'affaires	Tirer parti des expériences et réalisation de chacun des ministères et organismes participants.	**Ministères responsables** : Plusieurs ministères, dont le ministère des transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Source : Direction des technologies de l'information (C154530)

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS 2015-2016
OÙ LA DIRECTION DU SOUTIEN À LA GESTION DES RESSOURCES AGIT À TITRE DE MEMBRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité SAGIR • Centre d'assistance	Rencontre d'information et d'échanges pour discuter des sujets d'intérêt commun avec les responsables des centres d'assistance des ministères et organismes et des organismes autres que budgétaires.	**Ministère responsable :** Centre de services partagés du Québec **Représentant du Ministère :** Service du pilotage intégré des systèmes informationnels
Comité SAGIR • Ressources matérielles	Table opérationnelle d'échanges traitant de l'utilisation du volet acquisition de la solution et visant à assurer la diffusion et le partage d'information aux responsables en ressources matérielles des différents ministères et organismes.	**Ministère responsable :** Centre de services partagés du Québec **Représentant du Ministère :** Service de pilotages intégrés des systèmes informationnels
Comité SAGIR • Ressources humaines	Table opérationnelle d'échanges traitant de l'implantation et l'utilisation du volet RH de la solution et visant à assurer la diffusion et le partage d'information aux responsables en ressources matérielles des différents ministères et organismes.	**Ministère responsable :** Centre de services partagés du Québec **Représentant du Ministère :** Service de pilotages intégrés des systèmes informationnels

SOURCE : Direction du soutien à la gestion des ressources (C154550)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Forum des gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec	Lieu d'échanges entre les gestionnaires des ministères et organismes afin de promouvoir l'utilisation efficace et efficiente des ressources matérielles des ministères et des organismes publics du Québec dans les secteurs de la *gestion contractuelle* et de *l'approvisionnement*, de la *gestion immobilière*, de la *gestion des télécommunications* et de la *gestion des services auxiliaires*. À cette fin, il assure la réalisation des mandats de concertation, de consultation et de développement des compétences de ses membres en matière de gestion des ressources matérielles.	**Ministère responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Représentant du Ministère :** Chef du Service du soutien aux occupants
Comité en lien avec ce forum : Comité sur la gestion immobilière	Lieu d'échanges entre les gestionnaires des ministères et organismes sur le développement et les façons de faire efficaces et efficientes en gestion immobilière des ministères et des organismes publics du Québec.	Coordonnatrice du Secteur de la gestion immobilière Note : La coordonnatrice est responsable de ce comité et préside les rencontres.

SOURCE : Direction du soutien à la gestion des ressources (C154550)

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET DE L'EXPERTISE IMMOBILIÈRE AGIT À TITRE DE MEMBRE

2015-2016

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Forum des gestionnaires en ressources financières	Promouvoir l'échange, le développement, la concertation et l'action dans le but d'améliorer la gestion des ressources financières des ministères et organismes.	**Représentant du Ministère:** Chef du Service du budget et de la comptabilité.
Groupe de travail sur la décontamination des sols	Ce groupe de travail a été créé dans le cadre de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour les années 2016-2019 dans lequel le gouvernement s'est engagé à analyser l'opportunité de privilégier la décontamination des terrains sous sa responsabilité situés en milieu urbain et représentant un fort potentiel de développement économique.	**Ministère responsable** : Ministère des Finances **Représentants du Ministère**: Service du budget et de la comptabilité.

SOURCE: DSGR (C154520)

COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OÙ LA DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DES MARCHÉS ET DE L'OBSERVATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES AGIT À TITRE DE MEMBRE
2015-2016

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Rencontre des responsables de l'observation des règles contractuelles ministères et organismes.	Échanger sur les meilleures pratiques en gestion contractuelle, partager des réflexions et consulter les plus gros ministères sur l'état de la gestion contractuelle.	**Ministère Responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Représentant du Ministère :** Responsable de l'Observation des règles contractuelles
Table de concertation sur la protection de l'intégrité des contrats dans le domaine de la construction et de l'entretien du réseau routier et ses deux comités opérationnels, soit le comité Vérification-enquête et le comité Prévention	• Donner les orientations en matière de prévention et de détection de la collusion aux comités opérationnels; • Assurer l'efficacité, l'efficience et la cohérence dans les travaux des comités opérationnels, dans le respect des règles liées à la confidentialité, à la protection des renseignements personnels et à la protection des enquêtes; • Approuver les mécanismes d'échanges de renseignements et d'informations en matière de collusion, selon les rôles et responsabilités du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports et de l'Unité permanente anticorruption (UPAC); • Discuter des préoccupations du Ministère et de l'UPAC au regard des dossiers stratégiques impliquant le Ministère.	**Ministère Responsable :** UPAC et ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports **Représentant du Ministère :** Table de concertation : • Directrice de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles. Comité opérationnel « Vérification-enquête » : • Directrice de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles • Chef du Service de l'analyse de marché et des réclamations Comité opérationnel « Prévention » : • Directrice de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles • Chef du Service de l'observation des règles contractuelles

SOURCE : Direction de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles (C154590)

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES
Comité gouvernemental pour l'élaboration du Plan d'action visant la mise en œuvre des recommandations du rapport final de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction	• Évaluer les recommandations formulées dans le rapport final de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction; • Élaborer un plan d'action gouvernemental visant à répondre aux recommandations formulées.	**Ministère Responsable :** Ministère de la Justice **Représentant du Ministère :** Directrice de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles
Comité permanent sur la gestion contractuelle et l'approvisionnement	• Comité relevant du Forum des gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec • Communauté de pratique et d'échange sur les questions relatives à la gestion contractuelle et sur l'approvisionnement	**Ministère Responsable :** Secrétariat du Conseil du trésor **Représentant du Ministère :** Chef du Service de l'observation des règles contractuelles
Communauté gouvernementale sur le logiciel libre	• Émettre des recommandations relativement aux solutions de logiciel libre en fonction des besoins gouvernementaux • Communauté de pratique et d'échange sur les expériences vécues au niveau gouvernemental en matière de logiciel libre.	**Ministère Responsable :** Centre de services partagés du Québec **Représentant du Ministère :** Pilote du système ministériel de gestion intégrée des documents

SOURCE : Direction de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles (C154590)

Table des Matières

Direction de la Mauricie-Centre-du-Québec 2
1. Comité interministériel régional dans le cadre de l'entente entre le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), du Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) et du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et Lutte contre les changements climatiques(MDDELCC) 2
2. Comité de travail sur la sécurité de la route 116 entre Victoriaville et Plessisville. 2
Direction de la Capitale-Nationale 3
3. Le comité de mobilité Québec-Lévis 3
4. Le comité de transfert d'autorité et procédure cadastrale 3
5. Le comité du covoiturage sur accotements d'autoroutes 3
6. Le comité de mise en œuvre de la voie de covoiturage de l'autoroute Robert-Bourassa 3
Direction des Laurentides-Lanaudière 5
7. Comité interministériel régional MTMDET-MFFP-MDDELCC 5
Bureau de la coordination du Nord-du-Québec 6
8. Comité interministériel pour le suivi de l'entente MTQ-MFFP- MDDELCC 6
Direction de Laval–Mille-Îles 7
9. Comité interministériel régional Entente MTMDET/MDDELCC/MFFP 7
Direction de l'Outaouais 8
10. Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET-MERN-MDDELCC 8
Direction de l'Estrie 9
11. Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET-MFFP-MDDELCC 9
Direction de l'Abitibi-Témiscamingue 10
12. Comité interministériel régional – Entente MTMDET-MFFP-MDDELCC – Région Abitibi-Témiscamingue 10
13. Comité interministériel régional – Entente MTMDET-MFFP-MDDELCC – Région Nord-du-Québec 10
Direction générale adjointe des projets stratégiques 12
14. Comité interministériel régional Entente MTMDET/MDDELCC/MFFP 12
15. Comité directeur avec les partenaires – échangeur dorval 12
16. Comité de suivi du projet avec les partenaires financiers – Échangeur Dorval. 13
17. Comité directeur MTMDET-Société québécoise des infrastructures (SQI) – Échangeur Dorval 13
18. Comité de suivi du dossier affaires – Échangeur dorval 13
19. Comité de coordination avec la Ville de Montréal – Échangeur Saint-Pierre ... 14
20. Comité de suivi du dossier d'opportunité – Réfection du tunnel L.-H-La Fontaine 14
21. Comité de gérance - Réfection du tunnel L.-H-La Fontaine 14
22. Comité de suivi des mesures d'atténuation - Réfection du tunnel L.-H-La Fontaine 15
23. Comité de suivi de la conception - Amélioration des accès au port 15
24. Comité de suivi pour l'étude des options – Autoroute Métropolitaine 15
25. Comité directeur – pôle multimodal Vendôme 16
26. Comité directeur – garage Côte-Vertu 16
27. Comité MTMDET-SQ – Surveillance policière accrue sur les chantiers ciblés sur le territoire de l'Île-de-Montréal 16
28. Comité directeur Mobilité Montréal 17
29. Comité aviseur Mobilité Montréal 17

Liste 1 – Comités interministérielles sous la responsabilité du MTQ

Direction de la Mauricie-Centre-du-Québec

1. *Comité interministériel régional dans le cadre de l'entente entre le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), du Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) et du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)*

Mandat
Comité interministériel sous la responsabilité du MTMDET, qui répond à l'entente entre trois ministères. Une rencontre annuelle permet de dresser le bilan environnemental de la saison passée et de présenter la programmation des travaux pour l'année suivante.

Liste des membres
Le MTMDET, le MFFP et le MDDELCC. Les directeurs, les chefs de services ainsi que des professionnels de chaque ministère sont présents.

Budget dépensé en 2015-2016
0 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0 $

Résultats
Dépôt du bilan.

2. *Comité de travail sur la sécurité de la route 116 entre Victoriaville et Plessisville*

Mandat
Comité créé par le MTMDET pour discuter de mesures pouvant être déployées en vue d'accroître la sécurité sur la route 116. Comme la sécurité des usagers repose sur plusieurs enjeux, et non strictement sur l'environnement routier, la contribution de différents intervenants du milieu est sollicitée.

Liste des membres :
Représentants du MTMDET (le directeur territorial, deux chefs de service, un ingénieur et un responsable des communications) de la SQ, de la SAAQ, des municipalités de Victoriaville, Princeville et Plessisville, de la paroisse de Plessisville ainsi que des MRC d'Arthabaska et de l'Érable et du bureau de la députée.

Budget dépensé en 2015-2016
28,60 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
28,60 $ (repas)

Résultats
Le comité s'est réuni 6 fois jusqu'à présent et, au cours des rencontres, a retenu des pistes de solution. Les travaux avancent positivement; le comité a comme objectif de déposer son plan d'action à l'automne 2016.

Direction de la Capitale-Nationale

3. Le comité de mobilité Québec-Lévis

Mandat
Favoriser un arrimage des projets régionaux pour limiter les entraves et impacts sur les déplacements des usagers.

Liste des membres
- STL
- RTC
- Ville de Québec
- Ville de Lévis
- Luc Tremblay, chef du Service des projets DCNAT
- Kim Perry, Services des projets DCNAT

4. Le comité de transfert d'autorité et procédure cadastrale

Mandat
Faciliter la procédure d'arpentage pour accélérer les transferts d'autorité entre le MTMDET – MERN – MDDELCC.

Liste des membres
- Marie-Renée Chauveau, DSO
- Daniel Bélair, DPBEI
- Nathalie Massé, DCNAT
- André Gingras, DSO
- Gérald Laflamme, DPBEI
- MRN
- MERN

5. Le comité du covoiturage sur accotements d'autoroutes

Mandat
Évaluer l'opportunité et la faisabilité d'implanter des voies réservées pour covoiturage sur les accotements des axes autoroutiers de la région de la Capitale-Nationale ainsi que sur le réseau municipal des villes de Québec et de Lévis.

Liste des membres
- Membre du comité directeur MTMDET
- Villes de Québec
- Ville de Lévis
- Comité technique MTMDET
- Stéphane Dallaire, chef par intérim du SIP DCNAT
- Michel Marmette, SIP
- Jocelyn Vézina, SIP
- Maryse Hamel, SIP
- RTC
- ST Lévis
- Ville de Québec
- Ville de Lévis

6. Le comité de mise en œuvre de la voie de covoiturage de l'autoroute Robert-Bourassa

Mandat
Définir les conditions de mise en place, de contrôle et de suivi du covoiturage sur l'autoroute Robert-Bourassa.

Liste des membres
- MSP
- Ville de Québec

- RTC
- Luc Tremblay, chef du Service des projets DCNAT
- Michel Marmette, SIP
- Stéphane Dallaire, Chef par intérim du SIP DCNAT
- Jean-François Saulnier, directeur DCNAT

Direction des Laurentides-Lanaudière

7. COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉGIONAL MTMDET-MFFP-MDDELCC

Mandat
Assurer la mise en œuvre et le suivi de l'entente MTMDET-MFFP-MDDELCC;
Proposer au comité interministériel central toute modification permettant d'améliorer l'application de l'entente;
Faire rapport annuellement au comité interministériel central le ou avant le 15 février.

Liste des membres
- 1 directeur territorial, MTMDET
- 1 chef de service des inventaires et du Plan, MTMDET
- 1 chef de service des projets, MTMDET
- 2 biologistes, MTMDET
- 2 directeurs régionaux, MDDELCC
- 1 directeur régional, MFFP

Budget dépensé en 2015-2016
0 $ pour le MTMDET

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0 $ pour le MTMDET

Résultats atteints
L'entente MTMDET-MFFP-MDDELCC a été mise en œuvre et suivie pour 29 projets routiers en 2015-2016.

Bureau de la coordination du Nord-du-Québec

8. *Comité interministériel pour le suivi de l'entente MTQ-MFFP-MDDELCC*

Mandat
Sous l'autorité du MTMDET, dresser le bilan des demandes d'autorisation du MTMDET auprès de ces organismes

Liste des membres
Représentants des ministères et organismes suivants : MTMDET, MFFP, MDDELCC

Budget dépensé
0 $. 2 rencontres par visio-conférence (30 avril 2015 et 22 janvier 2016)

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0$

Résultats
Dépôt du bilan annuel

Direction de Laval–Mille-Îles

9. Comité interministériel régional Entente MTMDET/MDDELCC/MFFP

Mandat
Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

Voir à améliorer le contenu et l'application de l'entente administrative;

Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 mars.

Liste des membres
- Yves St-Laurent, directeur int. de la Direction de Laval–Mille-Îles, MTMDET
- Jonathan Ménard, arpsé, Direction de Laval–Mille-Îles, MTMDET
- Fadi Moubayed, directeur de l'Île-de-Montréal, MTMDET
- Stéphanie Giguet, arpsé, Direction de l'Île-de-Montréal, MTMDET
- Marilou Tremblay, MDDELCC
- Marie Dion, MDDELCC
- Geneviève Pépin, MDDELCC
- Donald Jean, MFFP
- Pierre Bilodeau, MFFP
- Étienne Drouin, MFFP
- Marianne Théberge, MFFP

Budget dépensé
Aucune rencontre n'a été tenue en 2015-2016. Les échanges se sont faits par courriels. Aucune dépense encourue.

Montant ventilé
Non applicable

Résultats atteints
Mettre en application une entente qui permet au MTMDET de réaliser les travaux routiers dans le respect des lois qui sont sous la juridiction du MDDELCC et du MFFP et de faciliter l'obtention des autorisations de réalisation de ces travaux.

Direction de l'Outaouais

10. Comité interministériel régional de l'Entente administrative MTMDET-MERN-MDDELCC

Mandat
Ce comité a été formé dans le cadre de l'Entente administrative MTQ-MRN-MDDELCC. Cette entente concerne l'autorisation générale découlant de l'**article 128.8** de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'**article 22** de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

Liste des membres
MTMDET
- Jacques Henry, ing. Directeur régional
- Stéphane Lauzon, ing. Gestionnaire délégué
- Yves Boutin, coordonnateur en environnement
- Bibiane Racette, biologiste, Responsable de l'entente
- Nicolas Wampach, Technicien de la faune

MERN
MDDELCC

Budget dépensé en 2015- 2016
Aucun budget n'est attribué à ce comité pour l'année 2015-2016

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

Direction de l’Estrie

11. Comité interministériel régional de l’Entente administrative MTMDET-MFFP-MDDELCC

Mandat

Comité découlant de l’entente tripartite MTQ-MRNF-MDDEP. Il a pour mandat :

- d'assurer la mise en œuvre et le suivi de l’Entente;

- de proposer au comité interministériel central toute modification permettant d'améliorer l'application de l'Entente;

- de faire rapport annuellement au comité interministériel central le ou avant le 15 février de chaque année.

Le comité doit tenir au moins deux réunions annuelles : une pour échanger sur les travaux projetés par le MTMDET et une autre pour préparer le rapport annuel qui doit être déposé le 15 février de chaque année. En raison de la réorganisation de la région administrative de l’Estrie du Ministère, une réunion a eu lieu à Longueuil, en plus des deux réunions tenues à Sherbrooke.

Liste des membres

Nom, prénom	**ORGANISME**
Marie-France Bergeron	MTMDET
Guy Bédard	MTMDET
Ariane Bouffard	MTMDET
Steven Charron	MTMDET
Alain Côté	MTMDET
Richard Lebel	MTMDET
Pierluc Marcoux-Viel	MTMDET
Joanna M’Seffar	MTMDET
Yves Poulin	MTMDET
Lucie Tremblay	MTMDET
Louis Versailles	MTMDET
Emmanuelle Viau	MTMDET
Pierre Bilodeau	MFFP
Renée Gravel	MFFP
Sylvain Roy	MFFP
Jean-François Cloutier	MDDELCC
André Demers	MDDELCC
Nathalie Provost	MDDELCC
Armel Joseph Seh	MDDELCC
Richard Smith	MDDELCC
Lise Vaillancourt	MDDELCC

Budget dépensé en 2015- 2016
36,60 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Deux repas (28,60 $) et des frais de stationnement (8,00 $)

Résultats atteints
Non applicable

Direction de l'Abitibi-Témiscamingue

12. Comité interministériel régional – Entente MTMDET-MFFP-MDDELCC – Région Abitibi-Témiscamingue

Mandat
Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement;
Voir à améliorer le contenu et l'application;
Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 mars.

Liste des membres :

- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) - Région Abitibi-Témiscamingue :

  Jean-François Turcotte, chef du Service des inventaires et plan – MTMDET, Martin Bélanger, conseiller en environnement – MTMDET, Véronique Riel Ducharme, conseillère en environnement – MTMDET
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) :

  Anick Lavoie – MDDELCC, Annie Cassista – MDDELCC, Édith Hallé – MDDELCC, Jonathan Gagnon – MDDELCC
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) :

  Daniel Spalding – MFFP, Danny Dumont – MFFP, Myriam Paquette – MFFP, Isabelle Lemieux-Leblanc – MFFP, Nancy Binette - MFFP

Budget dépensé en 2015-2016 :
0 $

Frais de déplacement, de repas ou autres :
0 $

Résultats atteints :
N-A

13. Comité interministériel régional – Entente MTMDET-MFFP-MDDELCC – Région Nord-du-Québec

Mandat

- veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement;
- voir à améliorer le contenu et l'application;
- produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 mars.

Liste des membres

- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) – Région Abitibi-Témiscamingue :

  Jean-François Turcotte, chef du Service des inventaires et plan – MTMDET, Martin Bélanger, conseiller en environnement – MTMDET, Véronique Riel Ducharme, conseillère en environnement – MTMDET
- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) – Région Saguenay−Lac-St-Jean :

Jean-François Leclerc, chef du Service des inventaires et plan – MTMDET, Sonia Boucher, chef du service des inventaires et plan par intérim – MTMDET, Jean-Marc Mergeay, professionnel – Service des inventaires et plan – MTMDET, Denis Gagnon, technicien – Service des inventaires et plan – MTMDET

- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) – Bureau de la coordination du Nord-du-Québec (BCNQ) :

  Denis Audet, professionnel – BCNQ, Julie Langevin, professionnel – BCNQ

- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) :

  Anick Lavoie – MDDELCC, Annie Cassista – MDDELCC, Jonathan Gagnon – MDDELCC, Édith Hallé – MDDELCC

- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) :

  Élisabeth Harvey – MFFP, Isabelle Lemieux-Leblanc – MFFP, Julien Second – MFFP, Alexandre Riverin – MFFP, Maryse Lapointe – MFFP

Budget dépensé en 2015-2016
0 $

Frais de déplacement, de repas ou autres : 0 $

Résultats atteints : N/A

Direction générale adjointe des projets stratégiques

14. Comité interministériel régional Entente MTMDET/MDDELCC/MFFP

Mandat

- Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement et la délivrance de l'autorisation découlant de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement;
- Voir à améliorer le contenu et l'application de l'entente administrative;
- Produire aux autorités des trois ministères un rapport annuel sur le suivi et l'application de l'entente le ou avant le 15 mars.

Liste des membres

- 5 représentants du MTMDET :
  - Directeur – Direction de Laval–Mille-Îles ;
  - Chef du service des inventaires et du Plan – Direction de Laval–Mille-Îles ;
  - Agent de recherche et de planification socio-économique – Direction de Laval–Mille-Îles ;
  - Chef du service des inventaires et du Plan – Direction de l'Île-de-Montréal ;
  - Agente de recherche et de planification socio-économique – Direction de l'Île-de-Montréal
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

15. Comité directeur avec les partenaires – échangeur Dorval

Mandat
Assurer les suivis nécessaires aux processus du cheminement du projet (planification, budget, activités de construction) et le respect des ententes avec les partenaires

Liste des membres

- Sous-ministre adjointe de la Direction générale adjointe des projets stratégiques (DGAPS-MTMDET) ;
- Directeur de la Direction des projets routiers stratégiques (DPRS-MTMDET) ;
- Chef du Service du projet de l'échangeur Dorval (SPD-MTMDET) ;
- Gérant de projet du SPD-MTMDET ;
- Représentants de la Ville de Montréal, d'Aéroports de Montréal (ADM) et de Transports Canada (TC) ;
- Représentant de la Cité de Dorval.

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

16. Comité de suivi du projet avec les partenaires financiers – Échangeur Dorval

Mandat
Rendre compte aux partenaires financiers de l'état d'avancement des travaux et des défis techniques rencontrés

Liste des membres
- Chef du SPD-MTMDET ;
- Gérant de projet du SPD-MTMDET ;
- Chargé de la surveillance du SPD-MTMDET ;
- Chargé de la conception du SPD-MTMDET ;
- Représentants de la Ville de Montréal, d'ADM et de TC.

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

17. Comité directeur MTMDET-Société québécoise des infrastructures (SQI) – Échangeur Dorval

Mandat
Suivre l'état d'avancement des travaux et des livrables en respect des exigences du Guide d'élaboration d'un projet routier

Liste des membres
- Chef du SPD-MTMDET ;
- Gérant de projet du SPD-MTMDET ;
- Représentants de la SQI;

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

18. Comité de suivi du dossier affaires – Échangeur dorval

Mandat
Assurer le suivi du projet et de l'élaboration du dossier d'affaires du projet

Liste des membres
- Directeur DPRS-MTMDET;
- Chef du SPD-MTMDET;
- Conseiller stratégique au président-directeur général (SQI);
- Directeur de projet (SQI);
- Conseiller stratégique en planification de projets (SQI);
- Mandataire du dossier d'affaires (SQI).

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

19. Comité de coordination avec la Ville de Montréal – Échangeur Saint-Pierre

Mandat
Coordonner les démarches du MTMDET pour l'élaboration du dossier d'opportunité du projet majeur de l'échangeur Saint-Pierre avec celles de la Ville de Montréal pour le projet de planification stratégique du secteur Turcot-Lachine-Est.

Liste des membres
- Chef du Service des projets – Ponts de l'Île-aux-Tourtes, pont Honoré-Mercier et échangeur Saint-Pierre (SPITHMSP-MTMDET) ;
- Gérant de projet du SPITHMSP-MTMDET ;
- Responsable d'études du SPITHMSP-MTMDET;
- Représentant de la Direction de l'Île-de-Montréal (MTMDET);
- Représentants Ville de Montréal;

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

20. Comité de suivi du dossier d'opportunité – Réfection du tunnel L.-H-La Fontaine

Mandat
Assurer le suivi de l'élaboration du dossier d'opportunité du projet en respect des exigences de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Liste des membres
- Chef du SPTAM-MTMDET;
- Gérant de projet du SPTAM-MTMDET;
- Directeur de projet (SQI);
- Représentants de la SQI.

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

21. Comité de gérance - Réfection du tunnel L.-H-La Fontaine

Mandat
Retenir les orientations pour l'avancement du projet et pour l'élaboration du dossier d'opportunité du projet en respect des exigences de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique

Liste des membres
- Sous-ministre adjointe de la DGAPS-MTMDET ;
- Directeur de la DPRS-MTMDET ;
- Chef du SPTAM-MTMDET ;
- Représentant de la SQI.

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

22. Comité de suivi des mesures d'atténuation - Réfection du tunnel L.-H-La Fontaine

Mandat
Assurer le suivi de la conception des mesures d'atténuation pour le projet.

Liste des membres
- Chef du SPTAM-MTMDET ;
- Gérant de projet du SPTAM-MTMDET ;
- Représentant de l'Agence métropolitaine de transport (AMT).

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

23. Comité de suivi de la conception - Amélioration des accès au port

Mandat
Assurer le suivi de la conception du projet (plans et devis).

Liste des membres
- Chef du Service des projets – Tunnels et autoroute Métropolitaine (SPTAM-MTMDET);
- Gérant de projet du SPTAM-MTMDET;
- Chargé de planification de la Ville de Montréal;
- Représentants de la Ville de Montréal et des arrondissements;
- Représentants des partenaires et parties prenantes : Gaz Métro, Commission des services électriques de Montréal, Bell, Hydro-Québec, Administration portuaire de Montréal, Institut universitaire de santé mentale de Montréal, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Société de transport de Montréal, Réseau de transport de Longueuil.

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

24. Comité de suivi pour l'étude des options – Autoroute Métropolitaine

Mandat
Assurer le suivi de la réalisation de l'étude des options.

Liste des membres
- Chef du SPTAM-MTMDET;
- Gérant de projet du SPTAM-MTMDET;
- Chargé de planification de la Ville de Montréal.

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

25. Comité directeur – pôle multimodal Vendôme

Mandat
Assurer le suivi du projet.

Liste des membres
- MTMDET : Directeur adjoint, Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine
- Agence métropolitaine de transport (AMT)
- Représentant de la Société de transport de Montréal (STM)
- Centre universitaire de santé McGill (CUSM)

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

26. Comité directeur – garage Côte-Vertu

Mandat
Assurer le suivi du projet.

Liste des membres
- MTMDET : Directeur adjoint, Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine
- Représentant de la Société de transport de Montréal (STM)

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

27. Comité MTMDET-SQ – Surveillance policière accrue sur les chantiers ciblés sur le territoire de l'Île-de-Montréal

Mandat
Déterminer les stratégies de surveillance policière aux abords des chantiers de façon à maintenir la sécurité des usagers de la route et des travailleurs.

Liste des membres
- 4 représentants du MTMDET :
  - Trois agents de recherche et de planification socio-économique, Direction de l'Île-de-Montréal, MTQ
  - Un répondant en sécurité civile (analyste de l'informatique et des procédés administratifs), Direction de l'Île-de-Montréal
- Sûreté du Québec

Budget dépensé en 2015-2016
Le MTMDET a prévu un budget de 420 000 $ pour financer les heures supplémentaires des policiers de la SQ affectés à la surveillance accrue sur les chantiers ciblés pour l'année financière 2015-2016. Ce budget correspondant à 5 712 heures de surveillance policière. En date du 25 février 2016, les coûts pour la surveillance policière s'élèvent à 416 987 $ (pour 5 665 heures).

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas

1.2 – Liste des comités co-présidés par le ministère :

28. *COMITÉ DIRECTEUR MOBILITÉ MONTRÉAL*

Mandat
Coordonner les travaux et les mesures d'atténuation relatives aux différents chantiers sur le réseau de la grande région de la Communauté métropolitaine de Montréal, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux.

Liste des membres

- Membres MTMDET :
  Ministre
  Directeur de cabinet
  Sous-ministre
  Sous-ministre associé, Direction générale des territoires
  Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointes des projets stratégiques
  Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe du projet Turcot et du suivi des projets routiers
  Directrice, Direction des projets de transport collectif
  et de la planification métropolitaine
  Directeurs territoriaux de Montréal, Laval et de la Montérégie
  Directeur, Service des projets de transport collectif

- Co-présidents :
  Villes de Montréal, Laval et Longueuil

- Autres membres :
  Ville de Brossard
  MRC Roussillon
  MRC Thérèse-De-Blainville
  MRC Vallée-du-Richelieu
  Agence métropolitaine de transport
  Association du camionnage du Québec
  Association québécoise du transport intermunicipal et municipal (AQTIM) Rive-Sud
  Canadien National
  Chambre de commerce du Montréal Métropolitain
  Conseil Mohawk de Kahnawake
  Réseau de transport de Longueuil
  Société de transport de Montréal
  Société les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée
  Université de Montréal

Budget dépensé en 2015-2016
Environ 80 $ par rencontre

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Café, jus, eau

29. COMITÉ AVISEUR MOBILITÉ MONTRÉAL

Mandat
S'assurer de l'efficacité des concertations au comité technique, de formuler des recommandations et des suggestions facilitant ainsi la prise de décisions sur une base régulière.

Liste des membres
Membres MTMDET :
Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques
Directrice, Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine
Directeur, Direction de l'Île-de-Montréal
Directeur, Service des projets de transport collectif
Chef du Service des projets, Direction de l'Île-de-Montréal
Chef du Service des communications métropolitaines

Co-président :
Communauté Métropolitaine de Montréal

Autres membres :
Ville de Montréal
Ville de Longueuil
Ville de Laval
Ville de Brossard
Ville de Châteauguay
MRC Thérèse-De-Blainville
MRC Vallée-du-Richelieu
Agence métropolitaine de transport
Association du camionnage du Québec
Association québécoise du transport intermunicipal et municipal (AQTIM) Rive-Sud
Canadien National
Cargo M
Chambre de commerce du Montréal Métropolitain
Conseil Mohawk de Kahnawake
Réseau de transport de Longueuil
Secrétariat à la région métropolitaine
Société de transport de Laval
Société de transport de Montréal
Société les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée
Université de Montréal

Budget dépensé en 2015-2016
Environ 80 $ par rencontre

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Café, jus, eau

Table des Matières

Direction de la Côte-Nord 3
1) Comité route 389 3
2) Comité consultatif régional de la traverse Tadoussac/Baie-Ste-Catherine 3
3) Comité route 385 3
4) Conférence administrative régionale de la Côte-Nord 4
5) Comité ZIP Côte-Nord 5
6) Conférence d'embauche de la main-d'œuvre régionale Côte-Nord 5
7) Table intersectorielle régionale pour les saines habitudes de vie 5
8) Table de concertation nord-côtière sur l'énergie 6
Direction du Saguenay - Lac-St-Jean - Chibougamau 7
9) Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Nord-du-Québec 7
10) Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Saguenay-Lac-Saint-Jean 7
11) Table régionale sur les saines habitudes de vie au Saguenay—Lac-Saint-Jean 8
12) Conférence administrative régionale CAR (Saguenay) 8
13) Table ministérielle d'échanges sur les PTMD 8
14) Comité table VHR avec la CRÉ 9
15) Groupe de travail transport (comité local de concertation ZIP) 9
16) Groupe de travail transport 9
17) Groupe de travail sur les Premières Nations 10
Direction Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine 11
18) Table de concertation régionale – Plan d'affectation du territoire public de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine 11
19) Table de concertation régionale – Plan d'affectation du territoire public du Bas-Saint-Laurent 11
20) Conférence administrative régionale de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine 12
21) Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent 12
Direction de la Chaudière Appalaches 13
22) Rencontre préparatoire à l'hiver 2014-2015 de la DCA 13
23) Entente administrative MDDELCC-MFFP-MTQ Comité régional 13
24) Table sur les saines habitudes de vie - pilotée par l'Agence de la santé et des services sociaux 13
25) Conférence administrative régionale de Chaudière-Appalaches (CAR) 14
26) Comité de concertation de l'autoroute 73 (Robert-Cliche) 14
27) Rencontre du comité de suivi avec le milieu du projet de relocalisation de la route 112 15
28) ORSC 03-12 15
Direction de la Mauricie-Centre-du-Québec 17
29) Organisation régionale de sécurité civile (ORSC) Mauricie–Centre-du-Québec 17
30) Table de concertation Véhicules hors route (VHR) – Centre-du-Québec 17
31) Comité administrative régionale – Plan d'action gouvernemental (CAR-PAG) de la Mauricie 17
32) Conférence administrative régionale (CAR) – Mauricie 18
33) Conférence administrative régionale (CAR) – Centre-du-Québec 18
34) Comité sur l'eau potable à Saint-Étienne-des-Grès 18
Direction de la Capitale-Nationale 20
35) Le comité RENIR 20
36) Le comité de coordination et directeur de l'entente administrative MTQ – MFFP – MDDELCC 20
37) Le comité mode de vie physiquement actif 20
38) Le comité de suivi des Parcs éoliens de la Seigneurie de Beaupré 20
39) Le comité du plan directeur du Littoral Est 21
Bureau de la Coordination du Nord-du-Québec 22
40) Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec (CARNQ) 22
41) Comité interministériel sur la route de la Baie-James 22
42) Organisation régionale de la sécurité civile au Nunavik 22
Direction de l'Est-de-la-Montérégie 24

43) Conférence administrative régionale (CAR) qui était présidée par la direction régionale du MAMROT. 24
44) L'organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) 24
Direction de l'ouest-de-la-Montérégie 25
45) Organisation régionale de sécurité civile (ORSC) 25
46) Comité technique en aménagement (CTA) 25
Direction des Laurentides-Lanaudière 26
47) Conférences administratives régionales (CAR) des Laurentides et Lanaudière 26
48) Comité de sécurité et gestion de la circulation Ironman Mont-Tremblant 26
Direction de l'Estrie 28
49) Plan d'affectation du territoire public de la Région de l'Estrie Table de concertation gouvernementale 28
50) Comité Aménagement du territoire (CAT) De la Conférence Administrative régionale (CAR) de l'Estrie 28
51) Comité de pilotage du centre de mobilité durable de Sherbrooke (CMDS) 29
52) Conférence administrative régionale (CAR) Estrie 29
53) Comité de paysages Estriens 31
Direction de l'Abitibi-Temiscamingue 32
54) Conférence administrative régionale de l'Abitibi-Témiscamingue 32
55) Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec 32
Direction de la programmation et des ressources territoriales 34
56) Groupe interministériel de soutien (GIS) 34
Direction générale adjointe des projets stratégiques 35
57) Comité opérationnel – CDPQ Infra / Québec 35
58) Comité de gouvernance des projets stratégiques 35
59) Comité directeur principal – prolongement du réseau de métro 35
60) Comité directeur – Service rapide par bus (SRB) Pie-IX 36
61) Comité directeur – Centre d'entretien Lachine et Pointe-Saint-Charles 36
62) Comité directeur – Réno-tunnel 36
63) Comité de gérance – Train de l'Est 37
Direction générale adjointe du projet Turcot et du suivi des projets routiers 38
64) Suivi du projet Turcot 38

Liste 2 – Comités interministérielles dont le MTQ est membre

Direction de la Côte-Nord

1) Comité route 389

Mandat
Étudier les problématiques de la route 389 et élaborer des solutions

Liste des membres
- Directrice générale MRC de Manicouagan (présidente du comité),
- MTMDET (chef du CS de Baie-Comeau, agente d'information, chef des opérations du CS de Baie-Comeau)
- Sûreté du Québec
- Kruger
- Abitibi Consolidated
- Scierie des Outardes
- Centre intégré de Santé et service sociaux de la Côte-Nord
- Hydro-Québec
- MRC de Caniapiscau

Budget dépensé
0$

Résultats atteints
Une meilleure collaboration entre les partenaires et une sensibilisation des usagers à la sécurité sur cette route

2) Comité consultatif régional de la traverse Tadoussac/Baie-Ste-Catherine

Mandat
Comité ayant pour objet de discuter des problématiques autour de l'opération du service de traversiers entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine

Liste des membres
- Société des Traversiers du Québec (président)
- Table des préfets des MRC de la Côte-Nord
- MRC de Charlevoix-Est
- Municipalités de Tadoussac et de Baie-Sainte-Catherine
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
- Société du pont sur le Saguenay
- Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
- Chambres de commerce de la région Côte-Nord
- Abitibi-Consolidated, Parcs Québec et TR Manicouagan
- Tourisme L'Isle-aux-Coudres
- Association professionnelle des chauffeurs de camion
- Sûreté du Québec de Charlevoix
- MTMDET (Centre de services de La Malbaie et Direction de la Capitale nationale)
- MTMDET (chef du Service des inventaires et du Plan et chef du Centre de services de Baie-Comeau.)

Budget dépensé
31,10 $: 2 rencontres

Résultats atteints
Une meilleure sensibilisation des usagers à l'approche de la traverse. Meilleure échange entre la STQ et les partenaires.

3) Comité route 385

Mandat
Étudier les problématiques de la route 385 et préciser des solutions.

Liste des membres
- Ville de Forestville (président)
- MTMDET (chef du CS de Baie-Comeau et chef des opérations du CS de Bergeronnes)
- Berscifor
- Société de l'assurance automobile du Québec (contrôle routier)
- Président syndicat des technologues 957 H-Q
- Boisaco inc.
- Marcellin Savard et fils
- Sûreté du Québec

Budget dépensé
30 $ (2 dîners)

Résultats atteints
Une meilleure collaboration entre les partenaires et une sensibilisation accrue des usagers à la sécurité sur cette route.

4) Conférence administrative régionale de la Côte-Nord

Mandat
Contribuer à la concertation interministérielle dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales, exercer un leadership mobilisateur et faire preuve d'initiative et de solidarité dans l'implantation des priorités d'action établies par le gouvernement.
À la table de la CAR, différents sujets d'intérêt commun sont discutés (décentralisation) :
- Rapport et état d'avancement sur les différents comités de la CAR : comité sur la régionalisation, comité de la table sur l'érosion des berges;
- Ententes régionales avec les CRÉ;
- Point sur la situation de la négociation relative aux autochtones;
- Plan d'affaires du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles;
- Comité de la CAR sur l'aménagement du territoire;
- État de situation des projets Hydro-Québec en région;
- Comité de développement de la Basse-Côte-Nord;
- Subvention aux entreprises de poissonnerie en Basse-Côte-Nord.

Liste des membres
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (président)
- Un représentant pour chacun des organismes et Ministères de la Côte-Nord (MTMDET-Le directeur)
- Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord
- Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations ;
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs ;
- Ministère de la Sécurité publique ;
- Ministère de la Culture et des Communications ;
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles ;
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ;
- Société Plan Nord ;
- CRÉ Côte-Nord ;
- CNESST ;
- Hydro-Québec.

Budget dépensé
230 $ (hébergement et repas) 3 rencontres

Résultats atteints
Meilleure concertation et collaboration des partenaires dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales.

5) Comité ZIP Côte-Nord

Mandat
Favoriser la création d'occasions d'affaires liées à l'économie maritime et encourager la réalisation d'initiatives locales de protection, de mise en valeur et d'éducation relativement aux ressources du Saint-Laurent dans une perspective de développement durable.

Liste des membres
- Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations (MEIE) (président);
- MTMDET (chef du CS de Baie-Comeau, chef des opérations du CS de Bergeronnes et agente d'information);
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ;
- CDE de plusieurs municipalités;
- Chambre de commerce et plusieurs municipalités;
- Plusieurs municipalités.

Budget dépensé
14,30 $

Résultats atteints
Faire connaître le programme ZIP, ainsi que les habitudes de vie saine et respectueuse pour la sauvegarde et la protection de l'environnement fluvial. Prendre des actions nécessaires pour développer les projets d'investissements manufacturiers.

6) Conférence d'embauche de la main-d'œuvre régionale Côte-Nord

Mandat
Comité formé à la suite de la dénonciation des syndicats régionaux concernant la proportion des travailleurs locaux sur les chantiers de la Côte-Nord afin de résoudre et documenter cette problématique.

Liste des membres
- Société Plan Nord (président) ;
- Un représentant pour chacun des organismes et ministères de la Côte-Nord (MTMDET - Le directeur) ;
- Commission de la construction du Québec ;
- Fédération des travailleurs du Québec ;
- Confédération des syndicats nationaux ;
- Association des constructeurs de routes et des grands travaux du Québec ;
- Emploi Québec ;
- Ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire ;
- Hydro-Québec.

Budget dépensé
240 $ (hébergement et repas) : 3 rencontres

Résultats atteints
Un projet-pilote annoncé par le ministre Arcand qui vise à accroître la présence de travailleurs nord-côtiers sur les grands chantiers de la région. De plus, un portrait de la situation a été établi.

7) Table intersectorielle régionale pour les saines habitudes de vie

Mandat
Créer et maintenir des environnements favorables afin d'améliorer la qualité de vie de tous les Nord-Côtiers par la prise en compte durable de saines habitudes de vie dans la planification et la réalisation de leurs actions.

Liste des membres
- Centre intégré de Santé et service sociaux de la Côte-Nord [CISSS] (président) ;
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ;
- MTMDET (directeur territorial et conseillère en planification et aménagement du territoire) ;

- Ministère des Finances ;
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ;
- Ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation;
- CRÉ Côte-Nord ;
- Québec en Forme ;
- Forum Jeunesse.

Budget dépensé
0 $

Résultats atteints
Mise en œuvre d'un plan d'action quinquennal 2014-2017. Ce dernier a été révisé et grandement amélioré à la suite de certaines constatations et le comité a proposé un nouveau modèle de plan d'action pour 2016-2018.

8) Table de concertation nord-côtière sur l'énergie

Mandat
Réduire la consommation de pétrole sur la Côte-Nord :
- Assurer le suivi du plan d'action régional;
- Identifier les conditions nécessaires à mettre de l'avant pour l'élaboration, l'adoption et la mise en oeuvre d'un plan régional de réduction de la consommation de pétrole;
- Promouvoir l'intégration de mesures de réduction de consommation du pétrole à l'échelle régionale;
- Agir comme plate-forme d'information sur les enjeux liés à la consommation de pétrole.

Liste des membres
- CRÉ Côte-Nord (président) ;
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire ;
- MTMDET (conseillère en planification et aménagement du territoire) ;
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ;
- Représentant : Mines et métallurgie ;
- Représentant : Grande Industrie ;
- Représentant : Énergie renouvelable ;
- Représentant : Aménagement du territoire ;
- Représentant : Développement régional ;
- Représentant : Développement durable ;
- Représentant : Environnement ;
- Représentant : Biomasse forestière.

Budget dépensé
0 $

Résultats atteints
Réalisation d'un portrait énergétique qui a permis d'identifier les opportunités, mais aussi les défis à la réduction de la consommation de pétrole sur la Côte-Nord. Ce qui a permis de pointer les sept axes d'intervention prioritaires et des mesures de suivi ont été décrites afin de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs fixés.

Direction du Saguenay - Lac-St-Jean - Chibougamau

9) Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Nord-du-Québec

Mandat
Faire le suivi deux fois l'an des projets assujettis à l'entente administrative et soulever les problématiques rencontrées dans son application.

Liste des membres
- M. Jean-François Leclerc, MTMDET
- M. Jean-Marc Mergeay, MTMDET
- M. Denis Gagnon, MTMDET
- M. Denis Audette, MTMDET
- M^{me} Julie Langevin, MTMDET
- Mme Véronique Riel Ducharme, MTMDET
- M. Martin Bélanger, MTMDET
- M. Jean-François Turcotte, MTMDET
- M^{me} Maryse Lapointe, MFFP
- M^{me} Alexandra Riverin, MFFP
- M. Julien Secona, MFFP
- Mme Élisabeth Harvey, MFFP
- M. Jonathan Gagnon, MDDELCC
- M^{me} Anick Lavoie, MDDELCC

Budget dépensé en 2015-2016
Aucun budget à l'exception des salaires

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0 $

Résultats atteints
Les rencontres du comité ont permis de clarifier certains aspects de l'entente et de rapporter des problématiques particulières au comité provincial de suivi de l'entente.
Coût : 1 jour/année - 4 personnes

10) Comité de suivi régional de l'entente interministérielle – Saguenay-Lac-Saint-Jean

Mandat
Faire le suivi deux fois l'an des projets assujettis à l'entente administrative et soulever les problématiques rencontrées dans son application.

Liste des membres
- M. Jean-François Leclerc, MTMDET
- M. Jean-Marc Mergeay, MTMDET
- M. Denis Gagnon, MTMDET
- M^{me} Édith Tremblay, MDDEFP
- M^{me} Véronique Tremblay, MDDEFP
- M. Frédéric Chouinard, MDDEFP
- Mme Karine Bélair, MDDEFP
- Mme Pascale Gobeil, MDDEFP
- M. Sylvain Rangers, MDDEFP
- Mme Diane Larose, MFFP

Budget dépensé en 2015-2016
Aucun budget à l'exception des salaires

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0 $

Les résultats atteints
Les rencontres du comité ont permis de clarifier certains aspects de l'entente et de rapporter des problématiques particulières au comité provincial de suivi de l'entente.
Coût : 1 jour/année/3 personnes

11) Table régionale sur les saines habitudes de vie au Saguenay—Lac-Saint-Jean

Mandat
Assurer la mobilisation et la concertation des acteurs intersectoriels en saines habitudes de vie.

Faire le lien avec le Plan d'action gouvernemental (PAG) sur la promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids.

Mettre en œuvre le plan d'action régional en saines habitudes de vie.

Liste des membres
Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2015-2016
0 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0 $

Résultats atteints
Contribuer à la mise en œuvre des actions inscrites au Plan d'action régional en saines habitudes de vie.

12) Conférence administrative régionale CAR (Saguenay)

Mandat
Assurer la coordination, l'harmonisation et une unité d'actions entre les différents ministères au niveau régional.

Liste des membres
Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2015-2016
14,30 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
14,30 $ (repas)

Résultats atteints
Connaissance des problématiques régionales et des dossiers interministériels et gouvernementaux.

13) Table ministérielle d'échanges sur les PTMD

Mandat
Favoriser les échanges entre les équipes de travail, permettre le partage des connaissances et de l'expérience acquise en cours de réalisation des travaux.

Soutenir les DT dans l'élaboration d'une version préliminaire du PTMD (enjeux, orientations, objectifs, indicateurs et cibles).

Liste des membres
Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2015-2016
0 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Pas de dépense pour la direction territoriale. Une rencontre a eu lieu par conférence téléphonique.

Résultats atteints
- Optimisation des échanges entre les différentes directions territoriales.
- Mise à niveau périodique sur l'état d'avancement des travaux menés par chacune des directions territoriales.

Production d'une version préliminaire du PTMD déposée le 31 décembre 2014.
En attente des orientations à donner au PTMD par les autorités.

14) Comité table VHR avec la CRÉ

Mandat
Établir des sentiers permanents de VHR

Liste des membres
Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2015-2016
0 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Pas de dépense pour la direction territoriale. Aucune rencontre.

Résultats atteints
- Travail sur l'établissement de sentiers permanents;
- Livraison du diagnostic quads et motoneiges;
- Livraison des fichiers géomantiques, sentiers durables quads et motoneiges.

En attente de décisions des autorités concernant la suite à donner à la table VHR (dissolution de la CRÉ)

15) Groupe de travail transport (comité local de concertation ZIP)

Mandat
Favoriser le développement industriel lié au port de Grande-Anse.

Liste des membres
Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2015-2016
28,60 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
28,60 $ (repas)

Résultats atteints
Soutenir les membres dans l'élaboration d'une entente de collaboration dans le cadre de la Stratégie maritime du Québec.
Soutenir les membres dans l'élaboration d'un plan de développement.

16) Groupe de travail transport

Mandat
Créé à la suite de la tenue du Sommet économique régional en juin 2015, le groupe de travail sur les transports a comme premier mandat d'optimiser le réseau de transport régional en tant qu'actif stratégique pour maximiser les retombées d'exploitation des ressources naturelles ainsi que les activités reliées au Plan Nord et à la Stratégie maritime. Le MTMDET agit à titre de ministère parrain de ce groupe de travail.

Liste des membres
Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2015-2016
373,20 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
316 $ (location de salles, café et viennoiseries)
57,20 $ (repas)

Résultats atteints
- Identifier des pistes de solutions visant à optimiser la capacité du réseau ferroviaire
- Élaborer un plan régional intermodal.

17) Groupe de travail sur les Premières Nations

Mandat
Créé à la suite du Sommet économique régional de juin 2015, le mandat consiste à renforcer une culture de partenariat par la mise en place de projets de développement entre Innus et les autres acteurs régionaux. Le MTMDET agit à titre de ministère collaborateur.

Liste des membres
Voir liste ci-jointe

Budget dépensé en 2015-2016
0 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0 $

Résultats atteints
Soutenir les membres dans l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques par la mise en place de projets de développement entre les Innus et le milieu régional.

Direction Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

18) Table de concertation régionale – Plan d'affectation du territoire public de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Mandat :
Élaborer et mettre en œuvre le Plan d'affectation du territoire public de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine sous la responsabilité du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Le gouvernement du Québec doit s'assurer que les terres du domaine de l'État sont utilisées judicieusement au profit de la collectivité et dans une optique de développement durable. À cet égard, la Loi sur les terres du domaine de l'État confie à la ministre des Ressources naturelles le mandat de préparer, en collaboration avec les ministères concernés, un plan d'affectation pour toute partie des terres du domaine de l'État qu'elle détermine. Ce plan, qui établit et véhicule les orientations gouvernementales en matière d'utilisation du territoire public et de ses ressources, lie tous les ministères à l'œuvre sur les terres du domaine de l'État.

Liste des membres
- Hydro-Québec
- MCC
- MERN
- MAPAQ
- MDDELCC
- MSP
- MFFP
- MAMOT
- MEIE
- MTMDET (Carol Lévesque, agent de recherche et de planification).

Budget dépensé en 2015-2016
Aucune rencontre

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres :
Ne s'applique pas.

Résultats atteints :
Ne s'applique pas.

19) Table de concertation régionale – Plan d'affectation du territoire public du Bas-Saint-Laurent

Mandat :
Élaborer et mettre en œuvre le Plan d'affectation du territoire public du Bas-Saint-Laurent sous la responsabilité du ministère des Ressources naturelles.

Le gouvernement du Québec doit s'assurer que les terres du domaine de l'État sont utilisées judicieusement au profit de la collectivité et dans une optique de développement durable. À cet égard, la Loi sur les terres du domaine de l'État confie à la ministre des Ressources naturelles le mandat de préparer, en collaboration avec les ministères concernés, un plan d'affectation pour toute partie des terres du domaine de l'État qu'elle détermine. Ce plan, qui établit et véhicule les orientations gouvernementales en matière d'utilisation du territoire public et de ses ressources, lie tous les ministères à l'œuvre sur les terres du domaine de l'État.

Liste des membres
- Hydro-Québec
- MCC
- MERN
- MAPAQ
- MDDELCC
- MSP

- MFFP
- MAMOT
- MEIE
- MTMDET (Carol Lévesque, agent de recherche et de planification).

Budget dépensé en 2015-2016
Aucune rencontre du comité.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas.

Résultats atteints
Ne s'applique pas.

20) Conférence administrative régionale de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Mandat
Concertation des actions administratives dans la région.

Liste des membres
Ministères et organismes gouvernementaux.

Budget dépensé en 2015-2016
35 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
1 rencontre à Sainte-Anne-des-Monts en 2015-2016.

Résultats atteints
Consensus sur les actions interministérielles et orientations à prendre en région.

21) Conférence administrative régionale du Bas-Saint-Laurent

Mandat
Concertation des actions administratives dans la région.

Liste des membres
Ministères et organismes gouvernementaux.

Budget dépensé en 2015-2016 : ne s'applique pas.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Ne s'applique pas – 2 réunions d'une demi-journée à Rimouski.

Résultats atteints
Consensus sur les actions interministérielles et orientations à prendre en région.

Direction de la Chaudière Appalaches

22) Rencontre préparatoire à l'hiver 2014-2015 de la DCA

Mandat
L'objectif étant d'améliorer la coordination et les communications entre les partenaires lors des fermetures de route.

Liste des membres
MTMDET représenté par les directions territoriales Chaudière-Appalaches, Capitale-Nationale, Mauricie-Centre-du-Québec et Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le MSP (ministère de la Sécurité publique), les villes de Lévis, Sainte-Marie et Montmagny, la Sûreté du Québec (SQ), le Contrôle routier Québec (CRQ), l'Agence de la santé et des services sociaux Chaudière-Appalaches (ASSSCA), la Centrale d'appels d'urgence de Chaudière-Appalaches (CAUCA) et des commissions scolaires.

Budget dépensé en 2015-2016
Aucun budget n'est alloué par la direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Utilisation d'un véhicule pour assister aux rencontres, si requis.

Résultats atteints
Permet d'établir les rôles et responsabilités de chacun lors de fermeture de routes pour conditions climatiques difficiles.

La rencontre préparatoire a eu lieu le 20 octobre 2015.

23) Entente administrative MDDELCC-MFFP-MTQ Comité régional

Mandat
Suivi de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement et la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.

Liste des membres
MTMDET représenté par la DCA et représentants du ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP).

Budget dépensé en 2015-2016
Aucun budget n'est alloué par la direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Quatre dîners (environ 55 $) lors d'une rencontre à Sainte-Marie (bureau du MDDELCC) et utilisation d'un véhicule pour assister aux rencontres.

Résultats atteints
Convenir avec le MDDELCC et le MFFP que les actions réalisées sont conformes aux lois et établir le plan d'action pour la prochaine année.

Pour l'année 2015-2016, le comité s'est rencontré les 21 avril 2015, 20 mai 2015 et 2 février 2016. Une prochaine rencontre devrait se tenir avant la fin du mois de mars 2016 pour la présentation de certains projets 2016-2017.

24) Table sur les saines habitudes de vie - pilotée par l'Agence de la santé et des services sociaux

Mandat
La Table a pour mission d'être un lieu de concertation et de réseautage régional pour favoriser l'adoption et le maintien des saines habitudes de vie par les jeunes et leurs familles en Chaudière-Appalaches. Elle influence, soutient et appuie les acteurs locaux,

régionaux et nationaux en vue de créer une région dynamique et engagée en matière d'environnements favorables aux saines habitudes de vie.

Liste des membres
MTMDET représenté par la DCA, Accès transports viables, ASSSCA, Centraide Québec et Chaudière-Appalaches, CRÉ, Direction régionale du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Direction régionale du ministère de la Famille (MFA), Direction régionale du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches, les Producteurs laitiers du Canada, Québec en Forme Chaudière-Appalaches, Regroupement des Centres de la petite enfance des régions de Québec et Chaudière-Appalaches, Réseau du sport étudiant de Québec et de Chaudière-Appalaches, Table agroalimentaire Chaudière-Appalaches, Table régionale des organismes communautaires de Chaudière-Appalaches et Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches

Budget dépensé en 2015-2016
Aucun budget n'est alloué par la direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Aucun

Résultats atteints
Établissement et suivi d'un plan d'action régional.

25) Conférence administrative régionale de Chaudière-Appalaches (CAR).

Mandat
Assurer la concertation et l'harmonisation des actions et des politiques des ministères et organismes. Favoriser le développement économique, social et culturel de la région

Liste des membres
Sous la présidence du MAMOT, les membres proviennent des ministères suivants : ASSSCS, Conseil du statut de la femme (CSF), MAPAQ, MDDELCC, MFA, MERN, MSP, Commission des normes du travail (CNT), CRÉ, MDEIE, MESS, ministère de l'Immigration et Communautés culturelles (MICC), Investissements Québec (IQ), ministère de la Culture et des Communications (MCC), Financière agricole du Québec (FADQ), ministère de la Justice (MJUST), MELS, ministère des Relations internationales (MRI), Tourisme Québec (MTOU), Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), Société immobilière du Québec (SIQ), Regroupement Loisirs Québec (RLQ) et le MTDET, représenté par la DCA.

Budget dépensé en 2015-2016
Aucun budget n'est alloué par la Direction territoriale

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Aucuns frais n'ont été réclamés. Un véhicule du MTQ a été utilisé pour se rendre aux réunions.

Résultats atteints
Le MTQ présente aux participants les dossiers qui sont d'intérêt commun, par exemple : le Plan territorial de mobilité durable, le processus de planification quinquennale, etc.

26) Comité de concertation de l'autoroute 73 (Robert-Cliche)

Mandat
Informer le milieu (municipalités et MRC) du cheminement des grands projets de l'autoroute 73 (Robert-Cliche).

Liste des membres
Les membres sont les maires des différentes municipalités directement touchées par les grands projets, les préfets des MRC et les présidents des UPA.

Budget dépensé en 2015-2016
Aucun budget n'est alloué par la direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Aucuns frais n'ont été réclamés. Un véhicule du MTQ a été utilisé pour se rendre à la réunion du 14 octobre 2015.

Résultats atteints
Le MTQ présente aux participants l'avancement des différents chantiers de construction, des impacts de ces travaux dans les municipalités et répond aux préoccupations du milieu.

27) Rencontre du comité de suivi avec le milieu du projet de relocalisation de la route 112

Mandat
Le comité a comme mandat d'informer les acteurs socio-économiques de la région de Thetford Mines sur l'évolution des travaux de relocalisation de la route 112. Ces membres sont chargés de relayer l'information dans leur milieu respectif. C'est également un forum ou les membres peuvent partager les informations et les préoccupations issues des différentes organisations qu'ils représentent.

Liste des membres
Le MTMDET représenté par la DCA, la ville de Thetford Mines, les municipalités de Saint-Joseph-de-Coleraine et de Disraeli, la SQ, le transport scolaire de la Commission scolaire des Appalaches, l'Office du tourisme des Appalaches, la Chambre de commerce et de l'industrie de Thetford Mines, la MRC des Appalaches.

Budget dépensé en 2015-2016
Aucun budget n'est alloué par la direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Utilisation d'un véhicule pour assister aux rencontres, si requis.

Résultats atteints
Les membres du comité sont informés périodiquement de l'avancement du projet et font circuler l'information. Ils nous partagent également leurs préoccupations et nous nous adaptons en fonction de ceux-ci.

Une dernière rencontre du comité de suivi s'est tenue en mai 2015.

28) ORSC 03-12

Mandat
Les organisations régionales de sécurité civile (ORSC) sont formées des coordonnateurs régionaux des ministères et organismes du gouvernement du Québec pour soutenir les municipalités touchées par un sinistre. La coordination de l'ORSC est assumée par le directeur régional de la sécurité civile (DRSC) du ministère de la Sécurité publique. Il coordonne l'engagement des ressources des ministères et des organismes en vue de soutenir les municipalités lorsqu'elles ne sont plus en mesure de faire face au sinistre et d'aider les citoyens éprouvés.

Liste des membres
Les coordonnateurs régionaux des ministères et organismes du gouvernement du Québec des régions 03 et 12.

Budget dépensé en 2015-2016
Aucun budget n'est alloué par la direction territoriale.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Dîner (environ 20 $) et utilisation d'un véhicule du MTQ pour assister aux rencontres (stationnement, environ 30 $).

Résultats atteints

Le MTQ présente aux participants les dossiers qui sont d'intérêt commun, par exemple : le Plan d'intervention d'urgence des ponts Pierre-Laporte et de Québec, etc. Présentations par le MSP de dossiers régionaux et nationaux.

Direction de la Mauricie-Centre-du-Québec

29) Organisation régionale de sécurité civile (ORSC) Mauricie–Centre-du-Québec

Mandat
Structurer les actions en matière de sécurité civile, découlant des missions des différents ministères en la matière. Échanger sur ces missions et sur les risques à considérer.

Liste des membres
L'ensemble des ministères présents en Mauricie–Centre-du-Québec; sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique. Le directeur territorial représente le MTMDET, avec la collaboration d'un professionnel.

Budget dépensé
83,20 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
83,20 $ (repas)

Résultats
Meilleure concertation et compréhension des dossiers de sécurité civile. Assurer adéquatement la mission Transport lors d'événements.

30) Table de concertation Véhicules hors route (VHR) – Centre-du-Québec

Mandat
Stabiliser les sentiers inter-régionaux pour les VHR. Favoriser la pérennité en collaboration avec tous les intervenants. Trouver des pistes de solution pour les sentiers problématiques.

Liste des membres
MAMOT, SQ, représentants des clubs de VHR, MRC et MTMDET; sous la responsabilité de l'Unité régionale de loisir et de sport. Un professionnelle représente le MTMDET.

Budget dépensé
53,30 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
53,30 $ (repas)

Résultats
Détermination de diverses solutions pour maintenir les sentiers inter-régionaux en fonction du plan de travail déposé antérieurement.

31) Comité administrative régionale – Plan d'action gouvernemental (CAR-PAG) de la Mauricie

Mandat
Échange d'informations en lien avec les saines habitudes de vie.

Liste des membres
Les ministères présents sur le territoire qui ont signé une entente sur les saines habitudes de vie; sous la responsabilité du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec. Un professionnel du SIP représente le MTMDET.

Budget dépensé
0 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

0 $

Résultats
Échange d'informations sur les saines habitudes de vie.

32) Conférence administrative régionale (CAR) – Mauricie

Mandat
Échange d'information en lien avec le développement régional.

Liste des membres
Les ministères présents sur le territoire; sous la responsabilité du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). Le directeur territorial représente le MTMDET.

Budget dépensé
0 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0 $

Résultats
4 rencontres d'échange d'informations sur le développement régional.

33) Conférence administrative régionale (CAR) – Centre-du-Québec

Mandat
Échange d'information en lien avec le développement régional.

Liste des membres
Les ministères présents sur le territoire; sous la responsabilité du MAMOT, le directeur territorial représente le MTMDET.

Budget dépensé
0 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0 $

Résultats
4 rencontres d'échange d'informations sur le développement régional.

34) Comité sur l'eau potable à Saint-Étienne-des-Grès

Mandat
Comité formé par le MTMDET pour solutionner un problème relié à la présence de sels (chlorure et sodium) dans l'eau potable à Saint-Étienne-des-Grès, dans un secteur situé à l'est de l'autoroute 55.

Liste des membres
MTMDET, Municipalité, Direction de la santé publique de la Mauricie, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, député de Maskinongé et représentants des citoyens

Budget dépensé
0 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
0 $

Résultats
Le comité s'est réuni à 4 reprises jusqu'à présent pour examiner les diverses solutions envisageables. L'une d'elle a été privilégiée, le branchement à l'aqueduc, et doit être

approfondie (notamment pour la détermination des besoins en eau de la Ville, puis la source d’approvisionnement suffisante).

Direction de la Capitale-Nationale

35) Le comité RENIR

Mandat
Agir comme pôle central pour les différents groupes techniques ainsi que pour le partage de l'information et de l'expertise. (sous la responsabilité du CSPQ)

Liste des membres
- CSPQ organisme responsable
- Denis Gérard, chef des opérations CIGC - DCNAT
- Robin Lavictoire, chef des opérations CIGC - DIM
- Pierre Charbonneau, chef des opérations CIGC – DIM

36) Le comité de coordination et directeur de l'entente administrative MTQ – MFFP – MDDELCC

Mandat
Simplification des procédures administratives, entre les ministères, pour les autorisations environnementales.

Liste des membres
- Martin Lafrance, SIP DCNAT
- MFFP
- MDDELCC

37) Le comité mode de vie physiquement actif

Mandat
Élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'action concerté régional 2014-2016 dans le cadre du Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vies et de prévention des problèmes reliés au poids (PAG). (sous la responsabilité du MSSS)

Liste des membres
- Julie Forest, SIP DCNAT
- Accès-Loisirs
- Accès transport viable
- Ville de Québec
- Commission scolaire de la Capitale
- Direction régionale de santé publique
- MRC de Charlevoix
- Québec en forme
- Société canadienne du cancer (Pédibus)
- Réseau du sport étudiant du Québec
- Unité des loisirs et du sport de la Capitale-Nationale
- Vivre en ville

38) Le comité de suivi des Parcs éoliens de la Seigneurie de Beaupré

Mandat
Assurer le suivi des activités de construction et d'opération des parcs éoliens de la Seigneurie de Beaupré. (sous la responsabilité de Boralex).
Les membres du comité sont appelés à prendre connaissance et discuter de tous les aspects afférents aux parcs éoliens, tels que les retombées économiques, l'impact de la construction dans la région, ainsi que le traitement de toutes questions et commentaires concernant les projets.
Le comité est également impliqué dans la mise en place de mesures correctives et peut aussi être impliqué dans les suivis auprès des personnes concernées. Le comité de suivi établit un canal d'information entre les promoteurs et la population.

Liste des membres
- Parc éolien de la Seigneurie de Beaupré

- Vincent Tardif, coordonnateur des interventions routières CS Québec

39) Le comité du plan directeur du Littoral Est

Mandat

Élaboration d'un plan directeur pour la mise en valeur du Littoral Est (sous la responsabilité du CCNQ).

Liste des membres

- Daniel Trottier, MTMDET
- Marie-Josée Boucher, MTMDET
- Mudzo Maractho, MTMDET
- Jocelyn Vézina, MTMDET
- Jérôme Guay, MTMDET
- Ville de Québec
- CCNQ

Bureau de la Coordination du Nord-du-Québec

40) Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec (CARNQ)

Mandat
Sous l'autorité du Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, discuter des enjeux régionaux propres au Nord-du-Québec

Liste des membres
Directeur des ministères et organismes gouvernementaux du Nord-du-Québec, Organisme responsable : MAMOT, représentant MTMDET : M. Philippe Lemire

Budget dépensé
820,60 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
- Hébergement 278,24 $
- Repas et allocations : 162,94$
- Transport : 379,42 $

Résultats
Échange d'informations visant l'avancement des projets respectifs de chacun des ministères et organismes. 3 rencontres (10 juin 2015 à Chibougamau, 21 octobre 2015 à Chibougamau, 18 février 2016 par conférence téléphonique).

41) Comité interministériel sur la route de la Baie-James

Mandat
Discuter du financement de l'entretien et de la réfection de la route de la Baie-James.

Liste des membres
Représentants de niveau décisionnel (sous-ministres) du MTMDET (directeur du Bureau de la coordination du Nord-du-Québec, M. Philippe Lemire) du MERN, du ministère des Finances, du Secrétariat au Conseil du trésor et de la Société Plan Nord et de la Société de développement de la Baie-James.

Budget dépensé
2 rencontres (22 mai 2015 à Québec et 7 et 8 décembre à Québec). Une autre rencontre est prévue le 7 mars 2016, mais il est probable que le directeur y assiste par visio-conférence. Noter que les frais reliés à la rencontre du mois de mai ont été imputés à un autre rencontre qui avait lieu la même journée.
Total : 1 959,00 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Hébergement : 156,68 $
Repas et allocations : 115,62 $
Transport : 1 686,70 $

Résultats
Décisions prises concernant la gestion du projet de réfection. Discussions sur le rôle du MTMDET dans le cadre de la réalisation des travaux.

42) Organisation régionale de la sécurité civile au Nunavik

Mandat
Sous l'autorité de la Direction de la sécurité civile, échanger sur les pratiques en sécurité civile dans le Nord-du-Québec

Liste des membres
Représentants des ministères et organismes suivants : MSP, Croix-Rouge, défense nationale, MAMOT, MAPAQ, MDDEFP, MELS, MESS, MFEQ, MRN, MSSS, Services Québec, SHQ, SQ et MTMDET.

Budget dépensé

1 rencontre (8 et 9 juin 2015 à Québec) et cinq rencontres par conférence téléphonique (26 mars, 24 septembre, 26 novembre, 24 février 2016). Une rencontre est prévue le 17 mars 2016. Total : 1 116,85 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

- Hébergement : 126,00 $
- Repas : 73,65 $
- Transport : 917,20 $

Résultats

Mise en œuvre des actions définies en matière d'interventions en sécurité civile.

Direction de l’Est-de-la-Montérégie

43) Conférence administrative régionale (CAR) qui était présidée par la direction régionale du MAMROT.

Mandat
La Direction de l’Est-de-la-Montérégie a été présente aux rencontres de la Conférence administrative régionale (CAR) qui étaient présidées par la direction régionale du MAMROT.

La mission de ces conférences est d’assurer la concertation et l’harmonisation interministérielles en région, en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l’action gouvernementale sur son territoire dans ses dimensions économique, sociale et culturelle.

Membres
La personne présente à cette conférence était Monsieur Daniel Donais, directeur de la Direction de l’Est-de-la-Montérégie.

Budget dépensé en 2015-2016
Aucune dépense n’a été encourue pour cette activité.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Aucuns frais de déplacement, de repas ou autres défrayés pour cette activité.

44) L’organisation régionale de la sécurité civile (ORSC)

Mandat
Conférences téléphoniques de l'Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) qui étaient présidées par la direction régionale de la sécurité civile et sécurité incendie de la Montérégie et de l’Estrie.

L'Organisation régionale de la sécurité civile regroupe les représentants des ministères et organismes du gouvernement du Québec présents en région. Le directeur régional de la sécurité civile et de la sécurité incendie du ministère de la Sécurité publique coordonne l'engagement de leurs ressources pour soutenir les municipalités lorsqu'elles ne sont plus en mesure de faire face au sinistre et d'aider les citoyens éprouvés.

Membres
Daniel Donais, directeur de la Direction de l’Est-de-la-Montérégie
Marie-Claude Samuel 1er substitut
Jean-Bastien Denis 2e substitut

Budget dépensé en 2015-2016
Aucune dépense n’a été encourue pour cette activité.

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Aucuns frais de déplacement, de repas ou autres défrayés pour cette activité.

Direction de l’ouest-de-la-Montérégie

45) Organisation régionale de sécurité civile (ORSC)

Mandat
L'ORSC regroupe les représentants des ministères et organismes du gouvernement du Québec présents en région. Elle constitue le mécanisme de coordination régionale permettant d'échanger rapidement l'information, d'évaluer précisément les besoins et de disposer pertinemment des ressources gouvernementales pour répondre adéquatement au sinistre.

Liste des membres
MSP, CISSS, CNESST, HQ, MAMOT, MAPAQ, MDDELCC, MERN, MESI, MFA, MFFP, MTESS, MTMDET, RBQ, SQ.

Budget dépensé en 2015-2016
30,50 $

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
30,50 $

Résultats

L’ORSC tient deux rencontres annuels avec tous les membres visant à partager nos actions et à préparer les prochains comités afin d’améliorer notre réponse lors d’événements de sécurité civile. De plus, nous avons tenu une rencontre afin de discuter du plan pour les services d’urgences en milieux isolés.

.

46) Comité technique en aménagement (CTA)

Mandat
Réunir les professionnels intervenant en aménagement du territoire sur la scène montérégienne, notamment au niveau des avis ministériels portant sur les modifications des schémas d’aménagement et de développement (SAD) des MRC.

Liste des membres
Claudine Beaudoin (MAMOT), Daniel-Joseph Chapdelaine (MAMOT), Dominic Bouchard (MTMDET), Isabelle Piché (MDDEP), Isabelle Tardif (SSSS), Jean-Sébastien Forest (MSP), Julien Gaudet (MTMDET), Geneviève Lafortune (Hydro-Québec), Luc Brunelle (MCC), Mélissa Normandin (MAPAQ), Patricia Munoz (MFFP), Stéphane Bégin (MAMOT), Sylvie Goupil (MAMOT), Marie-Ève Perreault (MAMOT), Anne Bugnet (MFFP), Guillaume Desjardins-Dutil (MTMDET), Kévin Coglano (MCC).

Budget dépensé en 2015-2016
0 $

Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Environ 30 $ (2 rencontres, 15 $ par rencontre)

Résultats

Bonification de la mise en œuvre des orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT). Permettre un discours cohérent et une approche intégrée entre les différents ministères. Parfaire les connaissances sur certaines particularités régionales.

Direction des Laurentides-Lanaudière

47) Conférences administratives régionales (CAR) des Laurentides et Lanaudière

Mandat
La Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (LAOVT) prévoit que chaque CAR favorise la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT).

Liste des membres
9 directeurs régionaux (CISSS, MFEQ, MESS, MF, MSP, MAMOT, MFFP, MERN, MDDELCC)
1 directeur territorial, MTMDET
2 représentants (HQ, OPHQ)

Le MAMOT est l'organisme responsable de ce comité.

Budget dépensé en 2015-2016
CAR Laurentides : 0 $
CAR Lanaudière : 45 $

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
CAR Laurentides : 0 $
CAR Lanaudière : 20 $ (repas) et 25 $ (essence).

Résultats atteints
5 rencontres de concertation de la CAR Laurentides en 2015-2016
4 rencontres de concertation de la CAR Lanaudière en 2015-2016

48) Comité de sécurité et gestion de la circulation Ironman Mont-Tremblant

Mandat
Élaboration et préparation des plans qui ont pour but d'assurer la sécurité des personnes, de maintenir la qualité des interventions d'urgence et de gérer la circulation dans le cadre de l'événement IRONMAN Mont-Tremblant
Coordination de la planification et des interventions à réaliser.

Liste des membres
Président du comité : 1 directeur Service de police - Ville de Mont-Tremblant
1 chargé de projet MTMDET
1 chef des opérations MTMDET
1 soutien technique MTMDET (présence occasionnelle)
1 conseillère en communication MTMDET (présence occasionnelle)
1 capitaine Sûreté du Québec - MRC des Laurentides
1 sergent Sûreté du Québec - MRC des Laurentides
1 capitaine Service de police - Ville de Mont-Tremblant
1 directeur des travaux publics - Ville de Mont-Tremblant
1 directeur Service de sécurité incendie - Ville de Mont-Tremblant
1 responsable Services pré-hospitaliers d'urgence - Ambulances Radisson
1 représentant Station Mont Tremblant
1 représentant Ironman (WTC)

Budget dépensé en 201-2016
95 000 $ pour les opérations du MTMDET liées aux deux événements, incluant la cartographie, plans de signalisation, de communication et de détour.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
300 $ pour les repas (rencontres du comité) et 4 497,82 $ pour les frais d'hébergement requis lors de la tenue des deux événements IRONMAN 2015

Résultats atteints

- Mise à jour du plan de gestion de la circulation, incluant les plans de signalisation, de communication des entraves et de détour en cas d'urgence;
- Déplacements fluides et sécuritaires (pour les usagers, athlètes, intervenants et services d'urgence…) durant les deux événements (aucun incident majeur, peu de plaintes des usagers et taux de satisfaction élevé de l'organisation IRONMAN);

Direction de l'Estrie

49) Plan d'affectation du territoire public de la Région de l'Estrie Table de concertation gouvernementale

Mandat

L'affectation du territoire public consiste à définir les grandes orientations du gouvernement relativement à l'utilisation qu'il veut faire du territoire public sur le plan de la mise en valeur ou de la protection. Elle revêt donc un caractère hautement stratégique pour la gestion des terres et des ressources du domaine de l'État.

Un plan d'affectation définit et indique des sites et des unités territoriales et détermine leur vocation en fonction des objectifs et des orientations du gouvernement.

Liste des membres

Nom, prénom	ORGANISME
Cantin Ginette	Hydro-Québec
Cloutier, Jean-François	MDDELCC
Senouci, Lahouari	MERN (chargé de projet et coordonnateur de la table)
Luissier Alain	MERN (Chargé de projet – Faune et Parcs)
Michaud, Alain	MFFP (Chargé de projet – Forêt)
Léger Éric	MFFP (Chargé de projet – Énergie)
Vézina Marie-Andrée	MFFP (Chargé de projet – Mines)
Herrero, Miguel	MAMOT
Chalifour, Patrick	MAPAQ
Ouellet, Nathalie	MCC
Meunier, Daniel	MEIE
Bédard, Joséane	MSP
M'Seffar, Joanna	MTMDET

Budget dépensé en 2014-2015

Aucun frais reliés à ces activités

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres

Non applicable

Résultats atteints

Non applicable

50) Comité Aménagement du territoire (CAT) De la Conférence Administrative régionale (CAR) de l'Estrie

Mandat

Le comité CAR – Aménagement du territoire (CAT) est une table régionale interministérielle de concertation. Le comité CAR – Aménagement du territoire (CAT) vise essentiellement le partage de l'information et l'échange notamment :

- Sur les politiques, nouvelles orientations, modifications législatives et autres aspects pouvant avoir un impact sur l'aménagement du territoire;
- Sur les différentes demandes d'avis soumises par M/O;
- Sur les différents exercices de planification réalisés ou en cours de réalisation dans les MRC de l'Estrie;
- Sur les objectifs gouvernementaux de chacun des M/O.

La mise en place du comité favorise les échanges d'informations et la sensibilisation des membres ainsi que la cohérence dans l'analyse et dans la production des avis sur différentes questions liées à l'aménagement du territoire.

Liste des membres

Ministères / organismes	Noms
HQ	Geneviève Lafortune
MAMOT	Judith Côté

MAPAQ	Patrick Chalifour
MCC	Maxime de Longue Épée
MDDELCC	Thierry Bourdeau
MESI	Daniel Meunier
MERN	Isabelle Mongrain
MFFP	Marie-Josée Goulet
MFFP	Jean-François Morin
MSP	Joséane Bédard
MSSS	Isabelle Samson
MTMDET	Joanna M'seffar
SQI	Andrée Chouinard

Budget dépensé en 2015-2016
Aucuns frais reliés à ces activités

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

51) Comité de pilotage du centre de mobilité durable de Sherbrooke (CMDS)

Mandat

Un comité paritaire copiloté par la Ville de Sherbrooke et la Société de transport de Sherbrooke (STS). Le comité participait activement dans l'élaboration du Plan de mobilité durable de Sherbrooke et par la suite il participe dans sa mise en place.

Liste des membres

Nom, prénom	**ORGANISME**
Nicole Bergeron	Comité consultatif d'urbanisme de Sherbrooke
Alexandre Demers	Conseil Régional de l'Environnement de l'Estrie
Marc Kirouac	Taxi Sherbrooke
André Lamarche	Commission scolaire de la Région de Sherbrooke
Carole Larose	Centre hospitalier de l'Université de Sherbrooke
Gilles Marcoux	Commerce Sherbrooke
Gilles Bourque	MTMDET
Louis-André Neault	Société de transport de Sherbrooke
Bruneau Vachon	Président du CMDS
Denis Gélinas	Ville de Sherbrooke
Jean Lussier	CÉGEP de Sherbrooke
Alain Webster	Université de Sherbrooke

Budget dépensé en 2014-2015
Aucun frais relié à ces activités.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

52) Conférence administrative régionale (CAR) Estrie

Mandat

La CAR est une table régionale interministérielle dont le principal mandat s'établit comme suit :

Concerter et harmoniser les efforts des ministères et organismes gouvernementaux ayant des incidences sur le développement régional.

Les fonctions principales des CAR peuvent être regroupées sous deux volets :
Soutenir les dynamismes régionaux dans le cadre :

- de la planification du développement régional (plans stratégiques)

Concerter et harmoniser les activités gouvernementales en région par :

- l'échange d'informations et la sensibilisation des membres sur les politiques et stratégies des ministères et organismes gouvernementaux
- la production d'analyse et d'avis à soumettre au gouvernement sur différentes questions qui lui sont présentées (avis sur les plans stratégiques de développement)

Les CAR sont composées de membres provenant de ministères et organismes.

Liste des membres

NOM, PRÉNOM	TITRE	M/O
Abouchar, Marianne	Dir. rég. Estrie V. analyse intérim	MDDELCC
Alarie, Lyne	Responsable Estrie	RBQ
	Chef de Service/Estrie	Curateur public
	Directeur régional	MIDI
Beauchesne, Lynda	Directrice régionale	SQI
Boucher-Poulin, Frédéric	Chef de l'unité de gestion de l'Estrie	MFFP
Bourque, Gilles	Directeur territorial	MTMDET
Briand, Denis	Directeurpar intérim	Serv. correctionnels
Charbonneau, Paul	Directeur régional intérimaire	Justice
Delvoye, Claudine	Directrice des interventions sectorielles et stratégiques	OPHQ
Desgagné, Claude	Commandant	SQ - District Sud, région Estrie / Centre-du-Québec
Desrochers, Yves	Responsable Estrie	HQ
Doire, Sébastien	Dir. gén./Séc.Civ.Incen. Intérimaire	MSP
Éthier, Anne-Marie	Directrice régionale	MESS
Gagnon, Michel-Claude	Directeur régional	CLP
Garneau, Pierre	Directeur régional Estrie	SAAQ
Lanthier, Sébastien	Dir. Rég. par intérim	MRIF
Leblanc, Mario	Directeur des opérations	CNESST
Létourneau, David	Directeur régional	MESI
Léveillé, Robert	Capitaine, Commandant intérimaire	SQ
Marchand, Julie	Responsable de la région des Cantons-de-l'Est	MTO
Mongrain, Isabelle	Responsable de la gestion du territoire public	MERN
Normandin, Caroline	Dir. Gén. - Mtl/Montérégie/Estrie	MERN
Parent, Sylvie	Directeur contrôle fiscal/Estrie intérim	MRQ
Parenteau, Serge	Directeur de portefeuille	IQ
Patry, René	Responsable Estrie (dir. rég.)	Famille
Pépin, Claire	Directrice régionale	MCC
Perras, Alain	Directeur régional	FADQ
Plamondon Renée	Directrice adjointe	MDDELCC
Poulin, Pierre	Directeur régional	MAMOT
Roy, Alain	Directeur régional	MAPAQ
Savoie, Daniel	Directeur rég. Estrie - Contrôle	MDDELCC
Turgeon, Johanne	Président dir. général	CIUSSSE-CHUS
Vachon, Stéphanie	Coordonnatrice ministérielle et secrétaire générale	MEESR
Vaillancourt, Lise	Directrice adjointe	MDDELCC
Vallée, Guy	Directeur régional	CNESST

Budget dépensé en 2015-2016
Aucuns frais reliés à ces activités

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

53)Comité de paysages Estriens

Mandat
La mission du comité de paysages estriens vise la protection et la mise en valeur du *Patrimoine paysager estrien*.

Liste des membres

ORGANISME	**NOM, Prénom**
Milieu municipal	Pelletier, Diane; 1 vacant
Milieu forestier	Jean-Paul Gendron
MTMDET	Joanna M'seffar
Milieu agricole	Bourassa, François
Milieu touristique	Robidas, Jacques
Milieu universitaire	Provencher, Léo
Milieu culturel	Mino, Pierre
Milieu de l'environnement et de la conservation	Lavigne, Hub.; Caron, Jacinthe
MAMOT	Côté Judith
MDDELCC	1 vacant
MAPAQ	Chalifour, Patrick
MCCCF	De Longue-Épée, Maxime
Architecte paysagiste	Marie-Claude Robert

Budget dépensé en 2015-2016
Aucuns frais reliés à ces activités.

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres
Non applicable

Résultats atteints
Non applicable

Direction de l'Abitibi-Temiscamingue

54) Conférence administrative régionale de l'Abitibi-Témiscamingue

Mandat
Concerter nos actions entre ministères au niveau régional

Liste des membres

Yves Coutu, ing., directeur de la Direction de l'Abitibi-Témiscamingue au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSAT), La Financière agricole du Québec (FADQ), ministère de la Culture et des Communications (MCC), Régie du bâtiment du Québec (RBQ), Centre de services partagés du Québec (CSPQ), Conseil du statut de la femme (CSF), ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), Commission de la construction du Québec (CCQ), Revenu Québec, ministère de la Famille (MF), Commission des normes et de l'équité de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), Office québécois de la langue française (OQLF), ministère des Finances (MF), ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), Office de la protection du consommateur (OPC), Hydro-Québec (H-Q), Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue (CRÉ-AT), Retraite Québec (RQ), ministère de la Sécurité publique (MSP), Société québécoise des infrastructures (SQI), Société d'habitation du Québec (SHQ), ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI).

Représentant du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) : Yves Coutu, ing., directeur de la Direction de l'Abitibi-Témiscamingue.

Organisme responsable : ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

Budget dépensé en 2015-2016
0 $

Frais de déplacement, de repas ou autres
0 $

Résultats atteints :
Concertation entre ministères sur des dossiers où les problématiques communes sont partagées afin de mettre en place des solutions adaptées au besoin régional, telles la problématique de main-d'œuvre, la mise en commun des services administratifs, etc.

55) Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec

Mandat
La Direction de l'Abitibi-Témiscamingue (DAT), porteuse de la mission « Transport » auprès de l'ORSC de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, a comme mandat de :

- fournir l'information sur l'état des systèmes de transport des personnes et des marchandises;
- fournir les moyens de transport pour répondre aux besoins de déplacement;
- entretenir, remettre en état ou mettre en place les infrastructures nécessaires;
- fournir ses ressources et son expertise.

Liste des membres

Jaclin Bégin, agent de recherche au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), ministère de la Sécurité publique (MSP), Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSAT), Centre intégré de santé et de services sociaux (CISS) Baie-James (Cris), Centre intégré de santé et de services sociaux (CISS) Nord-du-Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), Commission des normes et de l'équité de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), Hydro-Québec (H-Q), ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) Nord-du-Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Nord-du-Québec, ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Nord-du-Québec, Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), Sûreté du Québec (SQ), Centre de services partagés du Québec (CSPQ), ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI), ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Nord-du-Québec.

Représentant du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) : Jaclin Bégin, agent de recherche.

Organisme responsable : ministère de la Sécurité publique (MSP).

Budget dépensé en 2015-2016
0 $

Frais de déplacement, de repas ou autres
0

Résultats atteints

Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) a pour mission d'assurer, sur tout le territoire, la mobilité durable des personnes et des marchandises par des systèmes de transport efficaces et sécuritaires qui contribuent au développement du Québec.

Direction de la programmation et des ressources territoriales

56)Groupe interministériel de soutien (GIS)

Mandat
Établir les grandes orientations en matière de consultation autochtone et discuter d'enjeux spécifiques en cette matière

Liste des membres
MTMDET, MERN, MDDELCC, SAA, MJQ, MAMOT et autres au besoin

Budget dépensé en 2015-2016
0$

Résultats
Suivi et orientations en matière de consultation, production de fiches de positionnement et évaluation interne des cas complexes

Direction générale adjointe des projets stratégiques

57) Comité opérationnel – CDPQ Infra / Québec

Mandat
Faire le suivi des enjeux dans le dossier de l'entente-cadre et faciliter la coordination des différentes actions des organismes impliqués. Donner les orientations au comité exécutif.

Liste des membres
Membres MTMDET :
Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques

Autres membres :
CDPQ Infra
Société québécoise des infrastructures (SQI)

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas, ou autres
Ne s'applique pas

58) Comité de gouvernance des projets stratégiques

Mandat
Gouvernance centralisée des projets stratégiques d'infrastructure publique par le Secrétariat du Conseil du trésor et la Société québécoise des infrastructures. Projection des grands projets du MTMDET avec enjeux à discuter au cours des prochaines rencontres, peu importe le niveau d'avancement.

Liste des membres
Organismes responsables :
Secrétariat du Conseil du trésor
Société québécoise des infrastructures

Représentants du MTMDET :
Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe des projets stratégiques
Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe du projet Turcot et du suivi des projets routier
Sous-ministre adjointe, Direction générale des services à la gestion et de la surveillance des marchés

Budget dépensé en 2015-2016
Environ 400 $ par rencontre

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas, ou autres
Frais de déplacement : hôtel, transport et repas

59) Comité directeur principal – prolongement du réseau de métro

Mandat
Assurer le suivi du projet

Liste des membres
Organisme responsable : Agence métropolitaine de transport

Représentant du MTMDET :
- Directeur adjoint, Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine, MTMDET
- Société québécoise des infrastructures (SQI)
- Société de transport de Montréal

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas, ou autres
Ne s'applique pas

60) Comité directeur – Service rapide par bus (SRB) Pie-IX

Mandat
Assurer le suivi du projet

Liste des membres
Organisme responsable : Agence métropolitaine de transport

Représentant du MTMDET
Directeur adjoint, Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine, MTMDET

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas, ou autres
Ne s'applique pas

61) Comité directeur – Centre d'entretien Lachine et Pointe-Saint-Charles

Mandat
Assurer le suivi du projet

Liste des membres
Organisme responsable : Agence métropolitaine de transport

Représentant du MTQ :
Directeur adjoint, Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine, MTMDET

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas, ou autres
Ne s'applique pas

62) Comité directeur – Réno-tunnel

Mandat
Assurer le suivi du projet.

Liste des membres
Organisme responsable : Agence métropolitaine de transport

Représentant du MTMDET :
Directeur adjoint, Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine, MTMDET
Société québécoise des infrastructures (SQI)

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas, ou autres
Ne s'applique pas

63) Comité de gérance – Train de l'Est

Mandat
Assurer le suivi du projet

Liste des membres
Organisme responsable : Agence métropolitaine de transport

Participants :

- MTMDET, directeur, Direction de l'Île-de-Montréal
- MTMDET, professionnel, Service de la planification, des programmes et de l'aménagement
- Société québécoise des infrastructures (SQI)

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas, ou autres
Ne s'applique pas

Direction générale adjointe du projet Turcot et du suivi des projets routiers

64)Suivi du projet Turcot

Mandat
Suivi du projet Turcot

Liste des membres
Organisme participant : Société québécoise des infrastructures

Représentants du MTMDET :
Sous-ministre adjointe, Direction générale adjointe du projet Turcot et du suivi des projets routiers (présidente)
Directeur, Direction du projet Turcot (président substitut)
Directeur(trice)s adjoint(e)s, Direction du projet Turcot

Budget dépensé en 2015-2016
Ne s'applique pas

Montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas, ou autres
Ne s'applique pas

Résultats atteints :
Ne s'applique pas

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 8

Titre

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels, par secteurs, au ministère en 2016-2017 et comparaison avec les 6 années financières précédentes. Préciser, pour chaque secteur et chaque année, le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre d'employés occasionnels en 2015-2016

MTMDET	CGER	SAG	TOTAL
1 234	162	42	**1 438**

Les données de 2015-2016 sont basées sur la moyenne des 25 paies (29 février 2016) de l'exercice financier.

Excluant les étudiants et les stagiaires.

SOURCE: DGAR (C154600)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 9

Titre

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2015-2016. Fournir également le détail toute autre demande de compression du Conseil du trésor auprès du ministère ou de l'un de ses organismes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve aux réponses des questions générales 34 et 36.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 10

Titre

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2015-2016, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir le tableau en pièce jointe.

SOURCE: Direction des communications (C154130)

Question 10 - Question particulière PQ
Liste des sondages 2015-2016
Direction des communications

Sujet	Description	Coût	Fournisseur
Sondage attentes, besoins et satisfaction des usagers de la route quant au service Québec 511	Sonder la satisfaction des utilisateurs de Québec 511. Sondage annuel.	20 300,00 $	CSPQ (firme SOM)
Sondage sur les préoccupations et la satisfaction de la population en transport (analyse et rapport, dépôt du rapport).	Sonder les préoccupations et la satisfaction de la population à l'occasion des travaux du Plan stratégique 2015-2020 et de la mise à jour de la Déclaration de services aux citoyens.	7 024,60 $	CSPQ (firme SOM)
Sondage interne	Dans le cadre de la démarche de consultation du personnel en vue de l'élaboration du Plan stratégique 2015-2020 et devant la réponse positive du personnel à participer à la démarche, une demande d'augmentation du nombre de répondants a été formulée pour une période limitée.	195 $	Solutions OutsideSoft Inc.
Question omnibus sur l'utilisation du transport par taxi.	Mesurer le taux d'utilisation du taxi dans la population québécoise.	695,00 $	CSPQ (firme SOM)
Tests d'utilisabilité du nouveau site Web du ministère des Transports	À l'occasion des travaux de refonte du site Internet ministériel, la Dcom réalise des tests auprès d'internautes représentatifs de la clientèle du Ministère pour obtenir un rapport sur les ajustemenets à apporter au site en développement afin d'améliorer la réalisation des principales tâches des utilisateurs.	12 180,30 $	CSPQ (firme SOM)
Sondage post-campagne Mobilité Montréal	Sonder la portée et l'impact des activités de communication menées à l'occasion de la campagne sur le thème Mobilité Montréal.	9 168,50 $	CSPQ (firme SOM)
Sondage post-campagne sur l'électrification des transports	Sonder la notoriété, la portée et la compréhention de la campagne publicitaire. On y sonde également la connaissance générale de la population quant à l'électrification des transports.	16 358,10 $	CSPQ (firme SOM)
Sondage post-campagne sur les radars photos	Sonder la portée et l'impact des activités de communication menées à l'occasion de la campagne sur le thème des radars photo. On y sonde également des connaissances sur les appareils.	16 123,80 $	CSPQ (firme SOM)
Sondage pré-campagne sur le transport des matières dangereuses d'usage courant chez les particuliers.	Mesurer la perception de la population québécoise sur les règlements entourant le transport des matières dangereuses d'usage courant.	14 259,30 $	CSPQ (firme SOM)
Sondage de satisfaction de la réponse vocale intéractive (RVI). Sondage en deux phases (gestion conseil, première collecte de donnée téléphonique, traitement).	Première phase du sondage qui consiste à sonder une partie des usagers de la réponse vocale interactive (RVI), selon des régions prédéterminées, et ce, afin d'approfondir les motifs d'utilisation de cet outil.	11 043,10 $	CSPQ (firme SOM)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Pour l'Agence métropolitaine de transport :

Firme de traduction **Versacom**, montant payés pour l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2015 : 53 725,62 $.

SOURCE: AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE OFFICIELLE

Question 11

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour le ministère des Transports, la réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question générale 7.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Mandat : Traduction du français vers l'anglais de divers documents, tels que les avis, décisions, avis d'intention et de convocation, rapports d'inspection, etc.

Fournisseur	**Coût au 31 mars 2016**
Cogitexte inc.	5 900 $
Edgard inc.	265 $

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Frais de traduction : les firmes et les coûts

FOURNISSEUR	***DESCRIPTION***	***DEPENSE 2015***
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS (organisme gouvernemental)	*Traduction de langues étrangères vers le français, et du français vers l'anglais*	49 242,79 $
ROSS & SHEEHAN	*Traduction du français vers l'anglais*	84 006,76 $
JANE GATENSBY	*Traduction du français vers l'anglais*	14 649,95 $
JONATHAN KEATHLEY	*Traduction du français vers l'anglais*	5 982,00 $
MARIE-CHRISTINE COMEAU	*Traduction de l'anglais vers le français*	16 682,33 $

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Fournisseur	Mandat	Coût
Frédéric Poulin	Entente entretien navire	3 426,76 $
Frédéric Poulin	Politique conditions de travail	744,50 $
ANGLOCOM	Communiqué arrivée du *NM F.-A.-Gauthier*	396,78 $
ANGLOCOM	Clip vidéo	68,99 $

SOURCE: STQ – Vice-présidence à l'exploitation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2015-2016 :

- la liste de tous les concours et tirages effectués;
- les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Concours	Objectifs	Période de diffusion	Prix / Valeur des prix
Sondage Expérience client	Inciter les clients à remplir le sondage afin de mesurer les besoins et attentes de la clientèle du train de banlieue	11 au 19 décembre 2014 Tirage effectué le 13 janvier 2015	2 IPad mini : 800 $
Clients-mystères	Recruter notre clientèle afin qu'elle participe à l'évaluation de nos services (Trains, Express, Billetterie, Service à la clientèle)	Concours administré par fournisseur (Statopex). 2 tirages par mois en 2015	24 Titres de transport mensuels : 3 477 $
Enquête à bord des trains et de l'Express 90 Chevrier	Inciter les clients à remplir le sondage	10 septembre 2015 au 6 novembre 2015	50 Titres de transport mensuels : 8073$
Concours MON TRAIN	Stimuler l'essai du train sur la ligne Mont-St-Hilaire	du 31 mars 2015 au 10 mai 2015	3 Titres TRAINS annuels : 5412 $
Sondage suite aux promotions des mesures d'atténuation tarifaire 2015	Identifier le profil des participants aux offres tarifaires 2015	21 avril 2015 au 4 mai 2015	3 Titres de transport mensuels : 486 $
Concours — Finissez l'été en beauté	Promouvoir l'utilisation du transport collectif durant la période estivale	12 au 26 août 2015	5 Titres de transport mensuels : 810 $ 1000 $ en chèques cadeaux répartit comme suit : 150 $ au Spa Finlandais de Rosemère, 150 $ au restaurant Boating Club à Ste-Rose et 200 $ à l'hôtel Finlandais 150 $ à l'Étoile Nationale Dix 30 et 200 $ à l'hôtel ALT. 150 $ à l'Ateliers et saveurs de Montréal
Événement Voyagez gratuitement le 20 septembre	Inciter la population desservie par la ligne Mascouche à s'inscrire et participer à l'événement	11 au 13 septembre	5 laissez-passer familiaux pour le Musée Pointe-à-Callières : 210 $ 4 laissez-passer Famille pour Espace pour la vie : 401 $
Sondage Namur	Sondage sur les habitudes d'utilisation du stationnement Namur	22 au 30 septembre 2015	1 Titre de transport mensuel : 160 $

SOURCE : AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2015-2016 :

- La liste de tous les concours et tirages effectués;
- Les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- L'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas eu de demande de ce genre au cours de l'année financière visée.

SOURCE: Direction des communications (C154130)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2015-2016 :

- la liste de tous les concours et tirages effectués;
- les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère des Transports, de la mobilité durable et de l'électrification des transports (MTMDET) participe au concours *Chapeau, les filles! Excelle Science* organisé par le ministère de l'Éducation.

Le concours *Chapeau, les filles!* et son volet *Excelle Science* sont inscrits dans le Plan d'action 2011-2015 de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intitulée *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*.

Le concours *Chapeau, les filles!* valorise les femmes choisissant un métier traditionnellement masculin, récompense leurs efforts, favorise la réussite des étudiantes dans un groupe à prédominance masculine et donne des modèles féminins sortant des sentiers battus. Cette initiative correspond à l'objectif ministériel de faire connaître les emplois dans le domaine des transports, notamment auprès des jeunes filles et des femmes.

Le MTMDET remet un prix de 2 000 $ à une élève de la formation professionnelle du secondaire, à une élève de la formation technique du collégial et à une étudiante de la formation universitaire dans des domaines liés au secteur des transports. Par ailleurs, le MTMDET remet une somme de 5 000 $ pour le soutien des dépenses engagées au fonctionnement du concours. Au total, la participation du MTMDET s'élève donc à 11 000 $.

Cette initiative du MTMDET correspond aux objectifs d'accroître la représentativité des femmes au sein de la relève et d'encourager les activités visant la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment dans les métiers traditionnellement masculins.

La remise des prix 2014-2015 a eu lieu le 22 juin 2015 à l'Assemblée nationale. Les lauréates du concours *Chapeau, les filles ! Excelle Science*, volet « Transports » étaient : Jessica Lévesque, étudiante en mécanique automobile au Centre de formation professionnelle de Roberval–Saint-Félicien, Florence Doucet, étudiante en navigation à l'Institut maritime du Québec à Rimouski et Julie Thibault, étudiante en génie civil, génie de la construction et génie du transport à l'Université McGill de Montréal.

Pour 2015-2016, le MTMDET poursuit sa participation au concours et le gala national de remise des prix devrait avoir lieu le 22 juin 2016 à l'Assemblée nationale.

SOURCES : Direction de la révision des programmes (C154150)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2015-2016 :

- la liste de tous les concours et tirages effectués;
- les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun concours ni tirage

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2015-2016 :

- la liste de tous les concours et tirages effectués;
- les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2015

Auncun concours ou tirage effectué en 2015

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2015-2016 :

- la liste de tous les concours et tirages effectués;
- les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

<u>2015-2016</u> :

Concours **Gagnez une traversée à vie!** (mi-juillet à mi-oct. 2015)

Objectif visé : concours visant à inciter la population à utiliser le *NM F.-A.-Gauthier* dès les premiers mois de sa mise en service.

Prix remis au gagnant du concours, ainsi que la valeur des prix : une traversée aller-retour à la traverse de Matane chaque année pour un maximum de 6 passagers à bord d'un véhicule standard (valeur maximale de 9 200 $ pour une durée de 25 ans).

SOURCE: STQ – Direction principale des communications et du marketing

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 13

Titre

Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2015-2016 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu(e) pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

- Le service Communications et marketing de l'AMT conçoit lui-même la majorité des campagnes et outils qu'il diffuse. Elle fait appel à des agences de publicité et promotion ou à des pigistes quand la charge de travail interne est trop grande.
- Les coûts pour les campagnes développées par l'AMT sont attribuables aux frais de production (ex : photographie), d'impression, d'envoi postal et de placement média. À noter qu'en vertu d'ententes de partenariat, l'AMT dispose d'espaces médias gratuits dans diverses publications de Quebecor Media, dont le journal 24 Heures, ainsi que sur le réseau d'affichage Astral.

Campagnes publicitaires	**Objectifs**	**Période de diffusion**	**Coûts 2015**
Campagne hivernale	• Gérer les attentes des clients face à l'AMT à l'approche et pendant la période hivernale. • Saisir l'opportunité de proposer l'abonnement au produit AMT Chrono pour se tenir informé en tout temps de l'état du transport.	Novembre-Décembre 2015	45 805,36 $
Campagne civisme	• Modifier positivement le comportement des usagers à l'égard de certaines problématiques liées au civisme dans les trains.	Décembre 2015	26 371,14 $
Campagne Saint-Hilaire	• Campagne visant à promouvoir la ligne Mont-Saint-Hilaire afin d'inciter les citoyens à faire l'essai du train pour leurs déplacements au Centre-ville de Montréal.	Mars-Septembre 2015	157 434,92 $
Campagne de covoiturage AMT	• Promouvoir le programme de covoiturage aux stationnements incitatifs pertinents comme alternative à l'auto-solo.	Février-Mars 2015	2 105,20 $

Campagne Ligne Mascouche	• Campagne visant à accroître la notoriété de la ligne Mascouche et stimuler l'essai du train.	Septembre à Novembre 2015	303 913,26 $
Campagne 1 an ligne Mascouche	• Souligner le premier anniversaire de la ligne Mascouche auprès des utilisateurs et remercier la clientèle d'utiliser le train.	Novembre-Décembre 2015	22 839,73 $
Gratuité enfants	• Campagne faisant la promotion de la gratuité pour les enfants lorsqu'ils voyagent à bord des trains de l'AMT.	Juillet-Août 2015	2 388,75 $
Campagne OPUS+	• Promotion du programme d'abonnement OPUS+.	Avril à Juin 2015	3 114,95 $
Campagne Mon AMT	• Faire connaître la fonctionnalité « Mon AMT », une fonctionnalité du site web de l'AMT qui permet aux utilisateurs de transports collectifs de gérer les informations relatives à leurs déplacements.	Mai-Juin 2015	2 475 $
Campagne site Web de l'AMT	• Campagne visant à faire la promotion du site web de l'AMT en tant que référence en matière de planification des transports.	Novembre-Décembre 2015	33 630,15 $
Promotion de l'espace tranquillité sur la ligne Candiac	• Campagne visant à informer la clientèle de la mise en service des voitures silencieuses sur la ligne Candiac.	Septembre-Octobre 2015	23 979,41 $
Campagne Communauto	• Faire connaître le programme d'espaces réservés Communauto	janvier à mars 2015	360 $
Conseil client	• Recruter 14 nouveaux membres du conseil client de l'AMT.	Avril-Mai 2015	10 315,89 $
Ouverture des gares Sauvé et Pointe aux trembles	• Informer les citoyens de l'ouverture des gares Sauvé et Pointe-aux-Trembles.	Juin 2015	5 897,80 $
Nouveaux afficheurs dynamiques	• Informer la clientèle de l'arrivée prochaine des nouveaux afficheurs dynamiques aux terminus Centre-ville Longueuil et gare Lucien l'Allier.	Juin-Juillet 2015	745 $
Consultations publiques	• Informer la clientèle de la tenue des consultations publiques de l'AMT.	Avril-Mai 2015	8 863,04 $
Campagne Fermiers de famille	• L'AMT se joint à Équiterre afin d'offrir des points de chute des Fermiers de famille dans certaines gares et terminus du réseau. La campagne avait pour but de faire la promotion du service et d'informer les usagers de la période d'inscription.	Avril-Mai 2015	66 $

SOURCE: AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

Projets spéciaux et projets financés à 100 % par le MTQ

Campagnes financées par le MTQ	Objectifs	Période de diffusion	Coûts 2015
Mesures d'atténuation MTQ-budget 2014	Susciter l'abonnement au transport collectif à travers le programme OPUS+ entreprise : o OPUS+ entreprise 2 mois gratuits : 2 458$ Inciter les non-utilisateurs et utilisateurs occasionnels à faire l'essai du TC : 2 titres gratuits : 183 480$	Janvier à mars 2015	185 938 $
Mesures d'atténuation MTQ-budget 2015	Susciter l'abonnement au transport collectif à travers les programmes d'abonnement OPUS+ et OPUS+ entreprise : o OPUS+ 2 mois gratuits : 318 962 $ o OPUS+ entreprise 2 mois gratuits : 61 837 $ Inciter les automobilistes à faire l'essai du transport collectif : o OPUS à l'essai : 154 175 $	Septembre à décembre 2015	534 974 $

SOURCE: AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 13

Titre

Concernant les campagnes de sensibilisation pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2015-2016 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu(e) pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Campagnes de sensibilisation de masse produites en 2015 par la Société de l'assurance automobile du Québec

Thèmes des campagnes	Coûts	Agence de publicité	Périodes de diffusion	Objectifs
Drogue	474 569 $	Lg2	6 avril – 3 mai	Amener les personnes à adopter des comportements plus sécuritaires pour diminuer le nombre d'accidentés de la route
Vélo	1 118 936 $		4 mai au 31 mai 24 août – 13 sept.	
Alcool	1 108 486 $		1er au 28 juin 14 nov. – 13 déc.	
Fatigue	940 125 $		6 juillet – 2 août	
Texto	1 076 444 $		21 sept. – 18 oct.	
Conduite hivernale	186 657 $		14 au 31 décembre	

SOURCE: SAAQ

Autres campagnes de sensibilisation

Actvité	Objectif	Clientèle	Budget 2015
Vitesse	Sensibiliser les passagers à intervenir auprès d'un conducteur qui va trop vite.	Les jeunes (16 à 24 ans)	94 000 $
Chantier routier	Sensibiliser à l'imporance d'être attentif et de ralentir à l'approche des chantiers routiers.	Les conducteurs	150 000 $
Ceinture	Sensibiliser les conducteurs à l'importance de s'attacher de jour comme de nuit.	Hommes de 16 à 45 ans	90 000 $

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 13

Titre

Concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir 2015-2016 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu(e) pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour les entités suivantes :

- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports ;
- Commission des transports du Québec ;
- Société des traversiers du Québec.

La réponse de ces entités à cette question se retrouve à la réponse de la question générale 3 de leur cahier de réponses respectif.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 14

Titre

Pour 2015-2016, la liste des programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
c) le montant qui leur a été accordé.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information demandée a une portée trop large et résulterait en une liste trop volumineuse pour les besoins de l'Étude des crédits. Une demande pour un programme de financement ou de subvention en particulier peut être formulée au Service de l'éthique, de l'accès à l'information et des plaintes du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET).

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 15

Titre

Liste détaillée des travaux effectués sur l'autoroute 25 :

- échéancier des travaux;
- état de l'arpentage effectué par le partenaire privé;
- bilan des travaux réalisés et montants investis en 2015-2016;
- prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier pour 2015-2016;
- état de situation du système de péage, nombre de plaintes enregistrées et de véhicules non identifiés sur le passage payant prévus 2015-2016.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Bilan des travaux réalisés et montants investis

Travaux réalisés en 2015-2016

Honoraires professionnels :	600 000 $
Suivi conditions environnementales :	0 $
Paiement de disponibilité :	13 400 000 $

SOURCE: SERVICE DE LA GESTION DES ENTENTES DE PPP (1552203)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 16

Titre

Liste détaillée des travaux effectués pour le projet de modernisation de la rue Notre-Dame à Montréal :

- état d'avancement du projet ;
- copie de tous les rapports, ententes, études ou autres réalisés à ce jour ;
- dates de rencontres entre les fonctionnaires du MTQ et de la Ville de Montréal et état des négociations ;
- échéancier des travaux ;
- bilan des sommes investies en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 ;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

État d'avancement du projet

Aucune activité n'a été réalisée dans le cadre du projet de modernisation de la rue Notre-Dame en 2015-2016.

SOURCE: Direction de l'Île-de-Montréal (C155850)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 17

Titre

Liste détaillée des travaux effectués, coûts et échéanciers pour les routes ci-dessous. Ventiler par année pour chacune des années (2014-2015 et 2015-2016) et inclure les prévisions pour 2016-2017:

- l'autoroute 20;
- l'autoroute 19
- l'autoroute 15;
- l'autoroute 10;
- l'autoroute 50;
- l'autoroute 55;
- l'autoroute 73;
- l'autoroute 40;
- l'autoroute 75;
- l'autoroute 85
- l'autoroute 35
- l'autoroute Alma-La Baie;
- la route 132;
- la route 175 - inclure une copie de toutes les ententes de financement avec Ottawa;
- la route 169;
- la route 167;
- la route 109;
- la route 113;
- la route 116;
- la route 117;
- la route 155;
- la route 133;
- la route 138;
- la route 185;
- la route 367
- boulevard St-Michel (Montréal).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir le tableau ci-annexé.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

Programmation des projets routiers
Prévision des Investissements par route

Grand axe routier	2015-2016 (k$)
A10	19 364
A15	246 255
A19	4 351
A20	243 565
A35	12 959
A40	133 527
A50	36 479
A55	22 185
A70	7 700
A73	98 550
R109	5 372
R113	3 968
R116	6 962
R117	78 216
R132	70 166
R133	466
R138	134 146
R155	4 355
R167	9 992
R169	10 258
R175	19 937
R185	31 991
R367	7 531

Notes :
1 Pour 2015-2016, programmation initiale selon PPS en date du 17 février 2015.
2 La contribution des partenaires est incluse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 18

Titre

Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2015-2016 pour la reconstruction de l'Échangeur Turcot. Indiquer aussi :

- l'échéancier des travaux et détail des investissements prévus pour 2016-2017;
- la liste des travaux reportés depuis 2010 et échéanciers initial et modifié pour chacun des travaux;
- liste des ententes, études, analyses, rapports ou autres effectués à ce jour;
- liste des contrats octroyés jusqu'ici pour les travaux et état des appels d'offres en cours;
- coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;
- coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- **Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2015-2016**

  Les coûts totaux pour les différents travaux réalisés par le MTQ dans le cadre du projet Turcot en 2015-2016 sont de 167 685 567,25 $, en date du 29 février 2016 (Ce montant inclut ce qui a été payé dans les travaux en cours).

  De plus, les informations sur l'état d'avancement des coûts du projet Turcot sont disponibles au : http://www.turcot.gouv.qc.ca/couts/pages/avancement-couts.aspx.

- **Échéancier des travaux et détail des dépenses des investissements prévus pour 2016-2017:**
  - Début des travaux de reconstruction : 2011
  - Mise en service graduelle : 2018
  - Fin des travaux : 2020

- **Liste des travaux reportés depuis 2012 et échéanciers initial et modifié pour chacun des travaux:**

  Pour les travaux réalisés en mode conventionnel, il y a dix lots de construction qui ont fait l'objet de report. Selon l'échéancier, ces lots sont tous soit en cours ou terminés.

Description du lot	Échéancier au 30 novembre 2011		Échéancier au 31 janvier 2016	
	Début des travaux	Fin des travaux	Début des travaux	Fin des travaux
Construction d'une portion du boulevard Pullman (travaux terminés)	01/13	10/13	07/13	03/15
Construction des structures AB-3, AB-4 et AB-5	02/13	11/13	06/14	04/16
Construction du boulevard Pullman/Saint-Rémi/Saint-Jacques	01/13	03/14	02/14	11/17
Construction de la structure Angers EF-3 (travaux terminés)	02/13	07/13	05/14	06/15
Prolongement du boulevard de La Vérendrye et construction des structures EF-4	02/13	10/13	03/14	06/16
Construction d'un mur de soutènement MS1-R	02/13	10/13	09/15	05/16
Construction d'un mur de soutènement MS2-CN	02/13	11/13	07/15	08/16
Construction du pont Saint-Jacques	07/13	06/15	02/14	12/17
Construction d'une voie réservée sur l'A-20 (travaux terminés)	11/12	05/13	07/13	11/14
Construction du pont d'étagement H-2 (travaux terminés)	05/13	02/14	10/13	05/15

- **Liste des ententes, études, analyses, rapports ou autres effectués en 2015-2016**

  - Liste des ententes en cours:

Description de l'entente	Signataires	État	Date de signature
Suivi de la qualité de l'air dans le cadre du projet Turcot	Ville de Montréal	**En cours**	12 mai 2015
Projet Turcot - Prolongement du boulevard De La Vérendrye	Ville de Montréal	**En cours**	3 juin 2014
Réalisation du Plan de développement urbain, économique et social (PDUÉS) pour les secteurs Gadbois et Cabot de l'arrondissement Sud-Ouest de la Ville de Montréal	Ville de Montréal	**En cours**	21 janvier 2016
Entente relative au déplacement des voies ferrées du CN	CN	**En cours**	2 décembre 2013
Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant la construction du pont de l'autoroute 15 au-dessus du canal de Lachine et la construction du tronçon routier du boulevard Angrignon	Parcs Canada	**En cours**	29 mai 2015

  - Liste des études, analyses, rapports ou autres :

    http://www.turcot.gouv.qc.ca/couts/pages/contrats-accordes.aspx

- **Liste des contrats octroyés en 2015-2016 pour les travaux et état des appels d'offres en cours :**

  http://www.turcot.gouv.qc.ca/couts/pages/contrats-accordes.aspx

  http://www.diffusion.mtq.gouv.qc.ca/ords/pes/f?p=diff:DGC

- **Coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection des couleuvres brunes;**

  - Dépenses au 31 mars 2016 : 62 547 $

- **Coût total à ce jour et estimé des mesures relatives à la protection et au transfert de site des faucons pèlerins.**

  - Dépenses au 31 mars 2016 : 113 854 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 19

Titre

Liste détaillée et coûts des travaux effectués en 2015-2016 pour la construction du nouvel Échangeur Turcot, Indiquer aussi :

- l'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation;
- l'état des appels d'offres en cours;
- le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- **L'état d'avancement, l'échéancier et le coût des mesures d'expropriation**

L'information est disponible au :
http://www.turcot.gouv.qc.ca/infocitoyens/acquisitions_immobilieres/Pages/default.aspx

- **L'état des appels d'offres en cours**

La réponse à cette question se retrouve dans la réponse de la question 18 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

- **Le détail de toute modification (ou projet de refonte) apportée au concept initial du projet**

Aucune modification majeure n'a été apportée au concept initial du projet Turcot.

SOURCE: Direction du projet Turcot (C155130)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 20

Titre

Concernant le pont de l'Île d'Orléans :

- liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);
- bilan des travaux réalisés et montants investis en 2015-2016 et prévisions et échéancier pour 2016-2017;
- copie de toutes les ententes, études, analyses, rapports réalisés à ce jour.

Exposé et statistiques

En 2015, le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) a élaboré le dossier d'opportunité afin de présenter les besoins et les différentes options possibles pour maintenir une desserte en transport fonctionnelle et sécuritaire entre l'île d'Orléans et la rive nord du fleuve Saint-Laurent.

À la suite du dépôt du dossier d'opportunité, le 9 décembre 2015, l'option de construction d'un pont à haubans a été autorisée et retenue par le Conseil des ministres. Ce dernier a également autorisé l'amorce de la phase de planification du projet, laquelle comprendra notamment, l'élaboration du dossier d'affaires.

Les travaux d'entretien sur le pont actuel se sont poursuivis en 2015.

En 2015-2016, le MTMDET a investi :

- 200 092 $ dans le cadre de l'entente avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) pour les inventaires fauniques;
- 147 000 $ en honoraires professionnels dans le cadre du contrat d'accompagnement sur dix ans ;
- 525 000 $ en travaux d'entretien sur le pont, incluant l'achat de matériaux (remplacement et réparation de joints, remplacement de composantes structurales du tablier, injection de fissures et remplacement de trottoirs des travées d'approche).

SOURCE: Direction des projets routiers stratégiques (C155210)
Direction de la Capitale-Nationale (C155710)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 21

Titre

Concernant le pont Gouin à Saint-Jean-sur-Richelieu, fournir :

a) Liste de toutes les options envisagées pour le remplacement de l'actuel pont (en fournissant les rapports préliminaires ou finaux produits pour chacune des options jusqu'à ce jour, incluant les coûts);

b) Bilan des travaux réalisés et montants investis en 2015-2016 et prévisions et échéancier pour 2016-2017;

c) Copie de toutes les ententes, études, analyses, rapports réalisés à ce jour.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de reconstruction du pont Gouin entre les secteurs Iberville et Saint-Jean, à Saint-Jean-sur-Richelieu est assujetti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

En 2015-2016, le Ministère a poursuivi la préparation des plans et devis et l'élaboration du dossier d'affaires. Le Ministère a également poursuivi les négociations avec les partenaires (Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et Parcs Canada) en vue de la signature d'ententes de collaboration.

Montant investi en 2015-2016 : 810 000 $ (prévisions).

SOURCE: Direction des projets routiers stratégiques (C155210)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 22

Titre

Concernant les projets de haltes routières :

- liste des travaux de réfection ou de construction effectués en 2015-2016, avec les coûts détaillés ;
- prévisions et échéancier des travaux en 2016-2017 et les années suivantes, s'il y a lieu ;
- copie de toute entente signée avec un partenaire privé;
- état des appels d'offres ;
- bilan du partenariat public-privé.

Direction des parcs routiers

A. <u>Liste des travaux de réfection et de construction effectués en 2015-2016 avec les coûts détaillés</u>

Les travaux de réfection et de construction des aires de service mises en place dans le cadre du partenariat public-privé (PPP) doivent être effectués par le Partenaire, conformément à l'Entente de partenariat public-privé, soit le Séquestre nommé par la Cour depuis le 23 août 2013.

Le texte de l'Entente de partenariat peut être obtenu sur demande en contactant la Direction des parcs routiers. L'Entente de partenariat étant assujettie à des clauses de confidentialité, seule la version caviardée est disponible.

Outre ces travaux, le Ministère a réalisé les projets suivants :

o Implantation des bornes de recharge électriques, premier corridor électrique Québec-Montréal (Aut-40), <u>parachèvement du projet pilote</u>

Contrats de construction:
- Montant payé en 2015-2016 : 6 164,38 $
- Date de fin prévue : 30 septembre 2016

Contrats de surveillance :
- Montant payé en 2015-2016 : 5 585,93 $
- Date de fin prévue : 31 mars 2017

o <u>Implantation de bornes de recharge électriques dans trois (3) aires de service du PPP</u>

À la demande du Ministère, le Séquestre, nommé par la Cour, implante une borne de recharge rapide (400 V) et une borne de recharge de 240 V dans trois (3) aires de service, soit celles de Melbourne, de Rivière-Beaudette et de Rigaud. La mise en service des bornes est prévue au printemps 2016.

- Approvisionnement : 57 240,00 $
- Construction : 92 450,00 $ (prévision du 3 mars 2016)
- Services professionnels : 21 338,88 $

o <u>Expropriation de terrains à Magog</u>

Dans le cadre du PPP, le Ministère est responsable de l'approvisionnement en eau jusqu'à la limite de terrain de l'aire de service de Memphrémagog à Magog et a dû procéder à l'expropriation de terrains afin de créer une zone de protection autour de la source d'eau. L'expropriation et l'aménagement des lieux sont maintenant complétés. Les contrats ont été octroyés par la Direction de l'Estrie.

- Montant de l'expropriation et des honoraires professionnels : 38 048,45 $ (2015-2016)

B. Copie de toute entente signée avec un partenaire privé

Le texte de l'Entente de partenariat peut être obtenu sur demande en contactant la Direction des parcs routiers. L'Entente de partenariat étant assujettie à des clauses de confidentialité, seule la version caviardée est disponible.

C. État des appels d'offres

Aucun appel d'offres pour les contrats de construction n'a été tenu en 2015-2016.

D. Bilan du partenariat public-privé

Ce dossier est judiciarisé et toute divulgation risque d'interférer avec le processus judiciaire en cours.

Général

Le 30 septembre 2008, une entente de partenariat est intervenue entre le ministre des Transports du Québec et Société en commandite Aires de service Québec (le « Partenaire ») pour la conception, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et le financement de sept (7) aires de service (le « PPP »).

Les investissements du Ministère dans la réalisation, au lieu des 6,8 M$ initialement prévu, de ce PPP ont été de l'ordre de 11,8 M$, soit 7,72 M$ en investissement de base (ex. : élargissement de voies de virage, bretelles d'accès, chemins de desserte, signalisation) et 4,08 M$ en risques environnementaux au lieu des 9,6 M$ initialement prévu. Le Partenaire a, quant à lui, investi 35 M$ (3,5 M$ en mise de fonds et 31,5 M$ en prêts).

En résumé, le PPP a nécessité un investissement de l'ordre de 24 % pour le gouvernement et de l'ordre de 76 % pour le Partenaire alors que les ouvrages qui ont été réalisés par ce dernier appartiennent entièrement au gouvernement. Ces actifs ont une valeur en immobilisation d'environ 40 M$. À titre comparatif, le gouvernement ontarien avait investi pour ses aires de service publiques 200 M$ sur un projet de 300 M$, ce qui correspond à une participation gouvernementale de l'ordre de 67 %.

Les sondages réalisés depuis 2011 dans les sept (7) aires de service démontrent un taux de satisfaction moyen de près de 98 % de la clientèle par rapport aux services offerts.

Litige

Le 14 mai 2012, le Partenaire a introduit en Cour supérieure une requête introductive d'instance visant à faire constater et déclarer l'Entente résiliée en date du 5 mars 2012 et à condamner le Ministre au paiement des bonis et indemnités prévues en cas de résiliation de l'Entente.

Le Partenaire allègue dans sa requête que le Ministre est en défaut de verser les bonis prévus à l'Entente. Le Ministre conteste la prétention du Partenaire à l'effet qu'il serait en défaut.

Le 29 avril 2013, le Procureur général du Québec (PGQ) a notamment déposé dans le cadre de cette poursuite une demande reconventionnelle réclamant au Partenaire tous les dommages causés par la cessation de ses activités le 16 janvier 2013.

L'instance judiciaire se poursuit, et la date du procès n'a pas été fixée.

Séquestre

Le Séquestre exploite actuellement les sept (7) aires de service depuis sa nomination par la Cour supérieure en août 2013 à la demande des prêteurs du Partenaire.

L'analyse des données financières du Partenaire a été complétée, et l'élaboration d'un modèle financier viable pour intéresser un nouveau partenaire est actuellement en voie d'être finalisé par le Séquestre.

Le Séquestre a entrepris diverses démarches en vue de corriger les problèmes environnementaux et la mise à niveau de l'ensemble des sites pour que ceux-ci soient conformes aux exigences de l'entente de partenariat.

Certains problèmes ont été corrigés. D'autres sont en voie de l'être, la mise à niveau n'étant pas complété.

Le Séquestre, par l'entremise de ses procureurs, a déposé une requête introductive d'instance contre la Compagnie d'assurance Jevco inc, à titre de caution, ainsi que contre l'entrepreneur Ogesco Construction inc. et Immostar inc. en raison des anomalies et déficiences constatées à l'aire de service de Memphrémagog située à Magog. Les procédures sont en cours.

Le Séquestre transmet sur une base mensuelle des tableaux de suivi de ces dossiers faisant état des problèmes affectant les aires de service et des mesures de correction.

Le Séquestre participe au comité de suivi de gestion de l'Entente de partenariat dont font partie le Ministère (DPR) et la Société québécoise des infrastructures.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 23

Titre

Concernant le tunnel Mont-Royal :

- état de situation de la sécurité du tunnel et liste et copie de tout rapport ou étude à ce sujet;
- liste des travaux effectués en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La première phase du projet a été complétée en novembre 2014 pour la mise en service du Train de l'Est.

La phase 2 du projet Réno-tunnel consiste en la bonification des systèmes de détection d'intrusion dans le tunnel et l'installation d'un système de ventilation fixe et de stations bleues incluant des téléphones d'urgence, un haut-parleur et des extincteurs de même que des systèmes de détection de fumée de gaz carbonique et de chaleur.

Le 9 juillet 2014, le Conseil des ministres a mandaté le ministre des Transports d'autoriser l'AMT à procéder à l'élaboration d'un dossier d'affaires (DA) de la phase 2 en y incluant les travaux déjà réalisés dans le cadre de la phase 1. Le DA est attendu au printemps 2017 et les travaux devraient ensuite s'échelonner jusqu'en 2018.

Depuis la fin de la phase 1 des travaux, l'AMT a octroyé les mandats relatifs aux activités menant à la réalisation du dossier d'affaires. Ces mandats sont en cours d'élaboration. Le dépôt du dossier d'affaires est prévu au printemps 2017.

Les sommes investies en 2015-2016 : 3,8 M $

SOURCE: Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine (C155240)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 24

Titre

Concernant le Bureau de mise en œuvre du partenariat public-privé :

- Bilan des activités pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017;
- Ventilation du budget total ventilé par catégories pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017;
- Budget de fonctionnement pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017;
- Effectif équivalent ETC pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Bureau de mise en œuvre de partenariat public-privé n'est plus en activité, il a été remplacé le Service de la gestion des ententes de partenariat public-privé.

La mission du Service de la gestion des ententes de partenariat public-privé est d'assurer la gestion des ententes de partenariat public-privé des autoroutes 25 et 30 ainsi que les relations avec les partenaires de ces projets

A) Bilan de ses activités pour 2015-2016

Activités 2015-2016 (Gestion des ententes de partenariat public-privés)

(A-25) :

- Gestion de l'entente de partenariat en période d'exploitation-entretien-réhabilitation (paiement mensuel au partenaire privé, assurance qualité par la mise en œuvre du programme d'audits et suivi de la performance du partenaire privé, suivi des revenus de péage).

(A-30) :

- Gestion de l'entente de partenariat en période d'exploitation-entretien-réhabilitation (paiement mensuel au partenaire privé, assurance qualité par la mise en œuvre du programme d'audits et suivi de la performance du partenaire privé, suivi des revenus de péage).

B) Budget de fonctionnement

2015-2016 Total : **2 007 390 $**

C) Effectifs équivalent ETC

ETC en 2015-2016 :

1 cadre

1 secrétaire

3 techniciens

3 ingénieurs

6 professionnels

SOURCE: SERVICE DE LA GESTION DES ENTENTES DE PPP (1552203)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 25

Titre

Concernant le Bureau d'implantation du Métro de Montréal, fournir pour 2015-2016 :

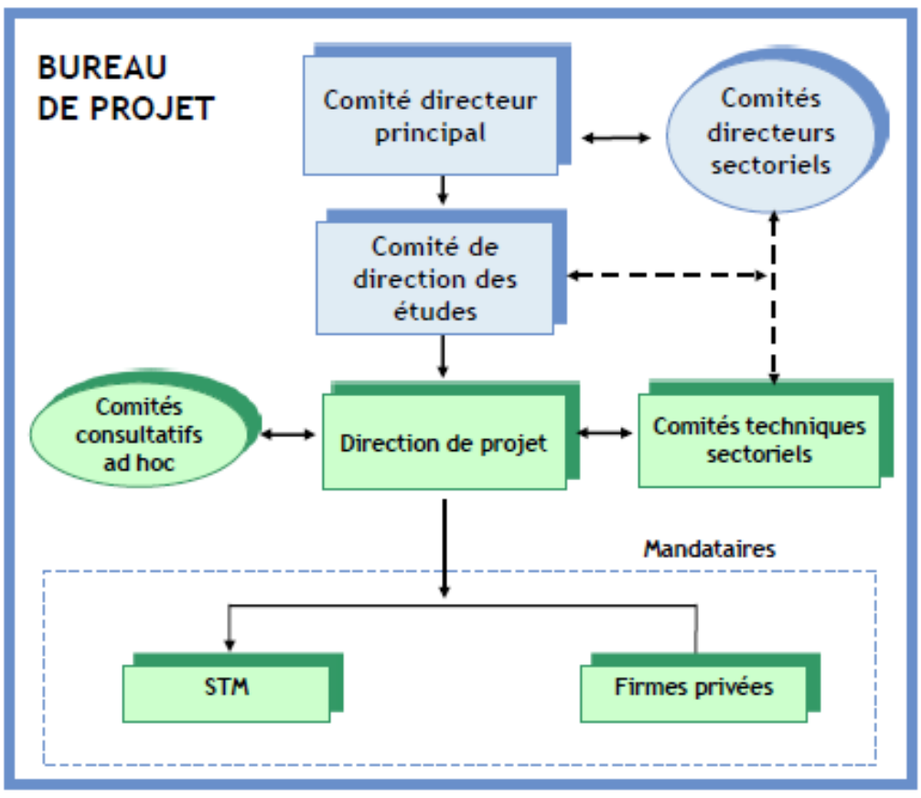
- l'organigramme;
- le nombre d'employés;
- les coûts de fonctionnement;
- le budget global et ventilé;
- bilan des activités.
- Fournir les prévisions pour 2016-2017.
- Fournir également la liste, le détail et les coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro dans la région de Montréal.

Réalisation de la phase 3 (janvier 2015 – à ce jour)

En lien avec l'annonce du gouvernement en septembre 2013 sur la suite du projet, le Bureau de projet réalise les activités d'avant-projet, soit la phase 3. Un budget de 38,8 M$ est réservé au Bureau de projet pour le fonctionnement et la réalisation des études.

Une vingtaine de personnes ont été affectées à temps plein dans le cadre de la réalisation des activités de cette phase.

Organigramme du bureau de projet



SOURCE: Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine

Titre

Concernant le Bureau d'implantation du Métro de Montréal, fournir pour 2015-2016 :

- l'organigramme;
- le nombre d'employés;
- les coûts de fonctionnement;
- le budget global et ventilé;
- bilan des activités.
- Fournir les prévisions pour 2016-2017.
- Fournir également la liste, le détail et les coûts des études concernant le prolongement des lignes de métro dans la région de Montréal.

Études

Les études d'avant-projet sont réalisées par des mandataires indépendants du Bureau de projet. Il s'agit essentiellement d'intrants qui serviront aux besoins du Bureau de projet pour la production de l'extrant désiré, soit le dossier d'opportunité (DO) tel que requis par la *Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique*. Ces extrants, soit des rapports synthèses à la fin d'une phase, sont produits par le Bureau de projet et font l'objet d'une approbation selon le cadre décisionnel du projet.

Une analyse sur les modes de transport en surface qui pourraient répondre aux besoins identifiés a été effectuée en 2015 dans le cadre des études du prolongement de la ligne bleue. Cette analyse conclut que bien que le tramway offrirait un bon potentiel de transport, il ne répondrait pas aux besoins en mobilité anticipés dans le corridor retenu pour le prolongement de la ligne bleue essentiellement en raison de la capacité inférieure de ce mode et de la hausse du temps de parcours.

Les activités en lien avec la production du DO sont en cours de finalisation. Une fois complété, ce dossier sera soumis au ministre des Transports, puis éventuellement soumis au gouvernement pour décision.

Investissement pour les années 2015 et 2016 (années civiles) : 17,6 M$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 26 a)

Titre

Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), indiquez :

a) la liste des travaux réalisés en 2015-2016 et prévisions en 2016-2017 pour chacune des circonscriptions électorales;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le tableau joint présente les investissements prévus en 2015-2016 (programmation initiale en date du 17 février 2015) relatifs à la programmation des projets routiers par circonscription électorale provinciale (CEP). Ces montants comprennent les activités connexes (honoraires professionnels, services publiques et activités immobilières) et les travaux. Ces montants comptent également la contribution des partenaires.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

Étude des crédits 2016-2017
Question PQ PART-26a
Programmation des projets routiers
Investissement par circonscription électorale provinciale

Circonscription électorale provinciale	2015-2016 (k$)
Abitibi-Est	20 483,8
Abitibi-Ouest	25 724,8
Acadie	4 154,0
Anjou-Louis-Riel	1 449,5
Argenteuil	7 313,7
Arthabaska	13 070,0
Beauce-Nord	70 600,5
Beauce-Sud	34 810,4
Beauharnois	10 606,9
Bellechasse	18 942,6
Berthier	36 762,8
Bertrand	15 827,1
Blainville	10 396,7
Bonaventure	17 427,0
Borduas	12 423,2
Bourassa-Sauvé	109,4
Bourget	19 795,8
Brome-Missisquoi	18 731,3
Chambly	6 956,1
Champlain	5 357,1
Chapleau	10 315,1
Charlesbourg	5 650,8
Charlevoix-Côte-de-Beaupré	37 674,5
Châteauguay	27 231,5
Chauveau	2 166,2
Chicoutimi	33 701,2
Chomedey	3 043,8
Chutes-de-la-Chaudière	19 686,4
Côte-du-Sud	35 771,6
Crémazie	2 402,6
D'Arcy-McGee	96,8
Deux-Montagnes	587,6
Drummond-Bois-Francs	14 806,4
Dubuc	15 694,5
Duplessis	51 301,6
Fabre	1 384,8
Gaspé	38 280,1
Gatineau	24 347,8
Gouin	-
Granby	622,2
Groulx	10 975,5
Hochelaga-Maisonneuve	-
Hull	19 319,1
Huntingdon	32 520,0
Iberville	26 843,5
Îles-de-la-Madeleine	7 205,0
Jacques-Cartier	10 478,1
Jean-Lesage	8 846,0
Jeanne-Mance-Viger	2 703,8
Jean-Talon	35 387,7
Johnson	11 887,4
Joliette	8 060,0
Jonquière	3 772,0
La Peltrie	14 139,5
La Pinière	3 778,1
La Prairie	9 786,5
Labelle	27 126,4
Lac-Saint-Jean	15 008,0
LaFontaine	58,0
Laporte	4 900,2
L'Assomption	14 749,5
Laurier-Dorion	2 804,3
Laval-des-Rapides	3 763,8
Laviolette	8 771,1
Lévis	3 817,3

Circonscription électorale provinciale	2015-2016 (k$)
Lotbinière-Frontenac	44 207,8
Louis-Hébert	5 914,6
Marguerite-Bourgeoys	8 430,8
Marie-Victorin	3 185,9
Marquette	104 180,0
Maskinongé	15 958,1
Masson	7 416,9
Matane-Matapédia	24 826,0
Mégantic	14 007,4
Mercier	-
Mille-Îles	5 380,7
Mirabel	14 445,9
Montarville	27 523,7
Montmorency	11 316,1
Mont-Royal	358,9
Nelligan	2 755,6
Nicolet-Bécancour	17 255,8
Notre-Dame-de-Grâce	56 132,3
Orford	26 638,3
Outremont	67,8
Papineau	21 825,4
Pointe-aux-Trembles	1 909,7
Pontiac	12 133,6
Portneuf	10 919,9
René-Lévesque	57 990,4
Repentigny	5 433,7
Richelieu	13 220,3
Richmond	10 950,5
Rimouski	5 151,0
Rivière-du-Loup-Témiscouata	68 786,9
Robert-Baldwin	402,3
Roberval	20 581,3
Rosemont	-
Rousseau	14 455,8
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	54 327,1
Sainte-Marie-Saint-Jacques	464,0
Sainte-Rose	2 917,3
Saint-François	23 915,6
Saint-Henri-Sainte-Anne	463 208,6
Saint-Hyacinthe	14 759,7
Saint-Jean	21 594,2
Saint-Jérôme	20 432,8
Saint-Laurent	15 632,6
Saint-Maurice	7 062,7
Sanguinet	5 564,9
Sherbrooke	3 049,0
Soulanges	11 141,6
Taillon	19 410,8
Taschereau	4 277,4
Terrebonne	1 797,2
Trois-Rivières	7 017,2
Ungava	36 034,0
Vachon	2 105,0
Vanier-Les Rivières	40 981,6
Vaudreuil	12 202,4
Verchères	7 989,6
Verdun	46,0
Viau	7 682,5
Vimont	14 139,8
Westmount-Saint-Louis	75 809,4

Notes :

1 En 2015-2016, programmation initiale en date du 17 février 2015.
2 Les montants incluent les activités connexes (honoraires professionnels, services publiques et activités immobilières) et les travaux.
3 Les montants comptent également la contribution des partenaires.
4 CEP selon le découpage du 1er août 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 26 b)

Titre

Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) :

- les détails des sommes le constituant au 31 mars 2016, les prévisions pour 2016-2017 ainsi que la répartition par durée d'amortissement;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sommes constituant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)

Poste budgétaire	Amortissement	2015-2016 (Prévisions)
Conservation des chaussées		
• non-capitalisable	comptant	22 170,8
• capitalisable	19 ans	511 727,8
Conservation des structures		
Réseau supérieur		
• non-capitalisable	comptant	20 961,8
• capitalisable	35 ans	899 515,9
Réseau Local		
• non-capitalisable	comptant	2 982,2
• capitalisable	17 ans	107 103,7
Amélioration		
• non-capitalisable	comptant	(3 396,8)
• capitalisable	45 ans	227 768,4
Développement		
• non-capitalisable	comptant	817,0
• capitalisable	45 ans	240 175,7
Développement de T.I.	5 ans	13 698,9
Activités indirectes	comptant	136 508,3
Partenariats public-privé	40 ans	15 184,4
Contributions de partenaires	à déterminer	77 289,3
Entretien du réseau	comptant	582 726,6
Aide au transport en commun	comptant	839 495,2
Parcs routiers		
• non-capitalisable	comptant	9 850,2
• capitalisable	32 ans	234,1
Contribution des automobilistes au transport en commun	comptant	84 331,7
Véhicules hors routes	comptant	15 365,4
Équipement et développement de TI	5 ans	9 634,3

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 26 c)

Titre

Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) :

- les sommes consacrées à l'amortissement et aux intérêts pour 2015-2016, répartition par durée d'amortissement, estimation pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Exercice 2015-2016

Poste budgétaire	Amortissement	Intérêts
Conservation des chaussées	400 855,1	132 684,6
Conservation des structures • réseau supérieur	234 187,9	205 835,9
Conservation des structures • réseau local	39 612,7	35 687,1
Amélioration	152 358,9	121 959,4
Développement	227 516,1	207 292,9
Routes antérieures à 1997	39 869,3	s.o.
Parc routiers	2 036,9	1 333,8
Équipement et développement en TI	23 266,3	3 489,9

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 27

Titre

Concernant le Programme d'aide financière aux municipalités pour l'entretien des routes. (PAERRL), fournir:

- les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2010-2011;
- la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2015-2016.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local

a) Budget 2015-2016 : 79 300 000 $;
b) Voir annexe.

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

Compensations du PAERRL 2015-2016

Code	Municipalité	Montant
00040	La Haute-Gaspésie, MRC	6 008 $
00050	Bonaventure, MRC	17 577 $
00070	La Matapédia, MRC	22 618 $
00140	Kamouraska, MRC	32 991 $
00620	Matawinie, MRC	48 969 $
00830	La Vallée-de-la-Gatineau, MRC	1 371 $
00850	Témiscamingue, MRC	1 904 $
00870	Abitibi-Ouest, MRC	36 260 $
00880	Abitibi, MRC	101 523 $
00971	Sept-Rivières, MRC	20 030 $
01023	Les Îles-de-la-Madeleine, M	136 767 $
02005	Percé, V	155 667 $
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé, M	44 853 $
02047	Port-Daniel-Gascons, M	86 231 $
03010	Cloridorme, CT	3 942 $
03015	Petite-Vallée, M	4 912 $
03020	Grande-Vallée, M	28 819 $
04005	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, M	8 010 $
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis, M	16 821 $
04015	Mont-Saint-Pierre, VL	3 887 $
04020	Rivière-à-Claude, M	4 685 $
04025	Marsoui, VL	19 053 $
04030	La Martre, M	26 100 $
04047	Cap-Chat, V	56 777 $
05010	Shigawake, M	44 319 $
05015	Saint-Godefroi, CT	40 926 $
05020	Hope Town, M	36 268 $
05025	Hope, CT	52 549 $
05032	Paspébiac, V	61 720 $
05040	New Carlisle, M	45 244 $
05045	Bonaventure, V	101 694 $
05050	Saint-Elzéar, M	61 718 $
05055	Saint-Siméon, P	68 989 $
05060	Caplan, M	57 189 $
05065	Saint-Alphonse, M	70 068 $
05070	New Richmond, V	50 019 $
05077	Cascapédia-Saint-Jules, M	62 036 $
06005	Maria, M	15 734 $
06020	Nouvelle, M	98 718 $
06025	Escuminac, M	76 270 $
06030	Pointe-à-la-Croix, M	14 515 $
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est, CT	32 364 $
06040	Saint-André-de-Restigouche, M	50 608 $
06045	Matapédia, M	29 900 $
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia, M	105 610 $
06055	Saint-François-d'Assise, M	52 920 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

06060	L'Ascension-de-Patapédia, M	89 423 $
07005	Sainte-Marguerite-Marie, M	17 515 $
07010	Sainte-Florence, M	59 386 $
07018	Causapscal, V	128 954 $
07025	Albertville, M	138 526 $
07030	Saint-Léon-le-Grand, P	167 893 $
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui, P	113 966 $
07040	Sainte-Irène, P	97 824 $
07057	Lac-au-Saumon, M	122 197 $
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs, P	81 052 $
07070	Saint-Tharcisius, P	116 664 $
07075	Saint-Vianney, M	51 385 $
07080	Val-Brillant, M	81 478 $
07085	Sayabec, M	5 600 $
07090	Saint-Cléophas, P	77 978 $
07095	Saint-Moïse, P	103 438 $
07100	Saint-Noël, VL	53 664 $
07105	Saint-Damase, P	105 571 $
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg, P	19 062 $
08015	Grosses-Roches, M	36 962 $
08023	Sainte-Félicité, M	49 821 $
08030	Saint-Adelme, P	59 492 $
08035	Saint-René-de-Matane, M	84 837 $
08040	Sainte-Paule, M	25 227 $
08065	Saint-Léandre, P	139 857 $
08073	Saint-Ulric, M	184 648 $
08080	Baie-des-Sables, M	83 950 $
09005	La Rédemption, P	123 670 $
09010	Saint-Charles-Garnier, P	106 540 $
09015	Les Hauteurs, M	146 109 $
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc, P	159 322 $
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski, M	124 618 $
09030	Saint-Donat, P	115 747 $
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici, M	163 172 $
09040	Padoue, M	69 742 $
09048	Métis-sur-Mer, V	66 129 $
09055	Saint-Octave-de-Métis, P	97 694 $
09060	Grand-Métis, M	37 206 $
09070	Saint-Joseph-de-Lepage, P	68 427 $
09092	Sainte-Luce, M	25 993 $
10005	Esprit-Saint, M	89 411 $
10010	La Trinité-des-Monts, P	89 667 $
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski, P	135 667 $
10025	Saint-Marcellin, P	145 843 $
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard, P	107 912 $
10043	Rimouski, V	64 268 $
10060	Saint-Valérien, P	88 641 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

10070	Saint-Fabien, P	123 477 $
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière, P	51 549 $
11005	Saint-Clément, P	122 092 $
11010	Saint-Jean-de-Dieu, M	122 178 $
11015	Sainte-Rita, M	124 543 $
11020	Saint-Guy, M	33 406 $
11025	Saint-Médard, M	22 343 $
11030	Sainte-Françoise, P	77 268 $
11035	Saint-Éloi, P	104 490 $
11045	Notre-Dame-des-Neiges, M	90 406 $
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux, P	110 445 $
11055	Saint-Simon, P	68 456 $
12005	Saint-Cyprien, M	118 810 $
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup, M	197 845 $
12015	Saint-Antonin, P	78 566 $
12020	Saint-Modeste, M	59 513 $
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger, M	46 272 $
12030	Saint-Épiphane, M	151 139 $
12035	Saint-Paul-de-la-Croix, P	215 590 $
12043	L'Isle-Verte, M	78 820 $
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, P	46 109 $
12065	Saint-Arsène, P	65 662 $
13005	Dégelis, V	84 952 $
13010	Saint-Jean-de-la-Lande, M	170 408 $
13015	Packington, P	184 362 $
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long, P	119 860 $
13025	Rivière-Bleue, M	118 445 $
13030	Saint-Eusèbe, P	143 639 $
13040	Saint-Juste-du-Lac, M	86 470 $
13045	Auclair, M	100 567 $
13050	Lejeune, M	73 274 $
13055	Biencourt, M	124 779 $
13060	Lac-des-Aigles, M	74 651 $
13065	Saint-Michel-du-Squatec, P	89 704 $
13073	Témiscouata-sur-le-Lac, V	75 941 $
13075	Saint-Pierre-de-Lamy, M	44 460 $
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!, P	148 362 $
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata, M	211 070 $
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata, M	162 041 $
13095	Pohénégamook, V	198 888 $
13100	Saint-Athanase, M	118 931 $
14005	Mont-Carmel, M	206 202 $
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska, M	129 911 $
14025	Sainte-Hélène, M	81 730 $
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska, P	119 661 $
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska, M	133 519 $
14040	Saint-André, M	38 717 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

14045	Saint-Germain, P	31 299 $
14050	Kamouraska, M	83 246 $
14055	Saint-Denis, P	37 753 $
14065	Rivière-Ouelle, M	68 097 $
14070	Saint-Pacôme, M	1 118 $
14075	Saint-Gabriel-Lalemant, M	62 650 $
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth, P	101 801 $
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière, P	60 186 $
15005	Saint-Irénée, P	38 807 $
15025	Notre-Dame-des-Monts, M	90 402 $
15030	Saint-Aimé-des-Lacs, M	11 813 $
16005	Petite-Rivière-Saint-François, M	5 723 $
16013	Baie-Saint-Paul, V	55 753 $
16048	Les Éboulements, M	57 630 $
16050	Saint-Hilarion, P	160 865 $
16055	Saint-Urbain, P	13 405 $
17005	Saint-Omer, M	112 185 $
17010	Saint-Pamphile, V	82 326 $
17015	Saint-Adalbert, M	153 949 $
17020	Saint-Marcel, M	35 410 $
17025	Sainte-Félicité, M	88 381 $
17030	Sainte-Perpétue, M	92 988 $
17035	Tourville, M	53 359 $
17040	Saint-Damase-de-L'Islet, M	100 431 $
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard, P	120 836 $
17055	Saint-Aubert, M	129 088 $
17060	Sainte-Louise, P	143 824 $
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies, P	12 648 $
17078	L'Islet, M	50 915 $
18005	Saint-Just-de-Bretenières, M	44 483 $
18010	Lac-Frontière, M	26 608 $
18015	Saint-Fabien-de-Panet, P	111 818 $
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard, M	81 893 $
18025	Sainte-Apolline-de-Patton, P	85 034 $
18030	Saint-Paul-de-Montminy, M	66 160 $
18035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, M	56 381 $
18040	Notre-Dame-du-Rosaire, M	37 088 $
18045	Cap-Saint-Ignace, M	76 887 $
18055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, P	39 446 $
18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, M	78 831 $
18070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, P	4 493 $
19005	Saint-Philémon, P	67 344 $
19010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, P	72 960 $
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester, P	79 771 $
19020	Saint-Léon-de-Standon, P	246 729 $
19025	Saint-Malachie, P	118 253 $
19030	Saint-Damien-de-Buckland, P	39 782 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

19037	Armagh, M	145 158 $
19045	Saint-Nérée, P	125 718 $
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse, M	135 523 $
19055	Sainte-Claire, M	40 134 $
19062	Saint-Anselme, M	70 315 $
19068	Saint-Henri, M	74 012 $
19070	Honfleur, M	76 300 $
19075	Saint-Gervais, M	75 870 $
19082	Saint-Raphaël, M	84 120 $
19090	La Durantaye, P	50 712 $
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse, M	32 598 $
19117	Saint-Vallier, M	27 769 $
21005	Saint-Tite-des-Caps, M	5 350 $
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval, M	2 030 $
26005	Frampton, M	230 352 $
26010	Saints-Anges, P	149 418 $
26022	Saint-Elzéar, M	152 484 $
26035	Sainte-Marguerite, P	112 481 $
26040	Sainte-Hénédine, P	23 914 $
26055	Saint-Bernard, M	71 630 $
26063	Saint-Isidore, M	69 842 $
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon, P	27 523 $
27008	Saint-Victor, M	174 212 $
27015	Saint-Alfred, M	80 009 $
27028	Beauceville, V	44 716 $
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne, P	164 643 $
27050	Saint-Joseph-des-Érables, M	27 676 $
27055	Saint-Jules, P	62 391 $
27060	Tring-Jonction, VL	18 796 $
27065	Saint-Frédéric, P	76 758 $
27070	Saint-Séverin, P	64 047 $
28005	Saint-Zacharie, M	191 682 $
28015	Sainte-Aurélie, M	87 896 $
28020	Saint-Prosper, M	44 024 $
28025	Saint-Benjamin, M	169 127 $
28030	Sainte-Rose-de-Watford, M	147 326 $
28035	Saint-Louis-de-Gonzague, M	154 128 $
28040	Saint-Cyprien, P	123 432 $
28045	Sainte-Justine, M	82 489 $
28053	Lac-Etchemin, M	155 370 $
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse, M	166 467 $
28065	Sainte-Sabine, P	89 809 $
28070	Saint-Camille-de-Lellis, P	55 029 $
28075	Saint-Magloire, M	105 837 $
29005	Saint-Théophile, M	70 664 $
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce, M	108 348 $
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset, P	19 124 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

29025	Saint-Évariste-de-Forsyth, M	113 729 $
29038	Saint-Honoré-de-Shenley, M	86 737 $
29045	Saint-Martin, P	114 055 $
29050	Saint-René, P	106 818 $
29057	Saint-Côme-Linière, M	146 382 $
29065	Saint-Philibert, M	50 757 $
29100	Saint-Benoît-Labre, M	89 037 $
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce, M	109 248 $
29120	Notre-Dame-des-Pins, P	7 993 $
29125	Saint-Simon-les-Mines, M	98 387 $
30005	Saint-Augustin-de-Woburn, P	242 $
30010	Notre-Dame-des-Bois, M	49 375 $
30015	Val-Racine, P	87 245 $
30020	Piopolis, M	2 395 $
30025	Frontenac, M	59 177 $
30035	Marston, CT	40 479 $
30040	Milan, M	82 582 $
30045	Nantes, M	97 036 $
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton, M	85 639 $
30055	Audet, M	99 243 $
30070	Saint-Robert-Bellarmin, M	70 025 $
30072	Saint-Ludger, M	168 287 $
30080	Lac-Drolet, M	94 855 $
30085	Saint-Sébastien, M	97 783 $
30090	Courcelles, M	106 334 $
30095	Lambton, M	42 957 $
30100	Saint-Romain, M	79 262 $
30105	Stornoway, M	41 785 $
30110	Stratford, CT	17 859 $
31008	Beaulac-Garthby, M	63 412 $
31020	Disraeli, P	98 167 $
31025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, P	48 130 $
31030	Saint-Fortunat, M	115 248 $
31035	Saint-Julien, M	178 490 $
31040	Irlande, M	235 280 $
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine, M	69 705 $
31050	Sainte-Praxède, P	63 750 $
31056	Adstock, M	311 709 $
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce, M	89 205 $
31095	Saint-Adrien-d'Irlande, M	108 055 $
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf, M	115 079 $
31105	Kinnear's Mills, M	119 235 $
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus, P	279 289 $
31135	Saint-Pierre-de-Broughton, M	307 941 $
31140	Saint-Jacques-de-Leeds, M	114 354 $
32013	Saint-Ferdinand, M	298 229 $
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax, M	215 664 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

32033	Princeville, V	45 254 $
32045	Plessisville, P	129 581 $
32050	Saint-Pierre-Baptiste, P	208 405 $
32058	Inverness, M	252 259 $
32065	Lyster, M	195 512 $
32072	Laurierville, M	145 031 $
32080	Notre-Dame-de-Lourdes, P	95 671 $
32085	Villeroy, M	87 300 $
33007	Saint-Sylvestre, M	148 963 $
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière, M	164 588 $
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage, M	106 973 $
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage, P	9 651 $
33035	Saint-Gilles, P	28 420 $
33040	Dosquet, M	13 259 $
33045	Saint-Agapit, M	4 085 $
33052	Saint-Flavien, M	79 533 $
33065	Saint-Janvier-de-Joly, M	106 503 $
33070	Val-Alain, M	143 835 $
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière, P	77 988 $
33085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun, P	71 056 $
33090	Saint-Apollinaire, M	163 538 $
33115	Lotbinière, M	48 113 $
33123	Leclercville, M	48 045 $
34038	Saint-Basile, V	71 167 $
34048	Portneuf, V	127 320 $
34060	Saint-Gilbert, P	33 107 $
34078	Saint-Casimir, M	61 926 $
34085	Saint-Thuribe, P	63 881 $
34090	Saint-Ubalde, M	139 489 $
34097	Saint-Alban, M	70 639 $
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne, M	60 381 $
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf, M	53 376 $
34120	Lac-Sergent, V	14 876 $
34128	Saint-Raymond, V	96 582 $
34135	Rivière-à-Pierre, M	10 034 $
35005	Notre-Dame-de-Montauban, M	114 043 $
35010	Lac-aux-Sables, P	89 343 $
35015	Saint-Adelphe, P	114 900 $
35020	Saint-Séverin, P	94 365 $
35035	Hérouxville, P	106 488 $
35040	Grandes-Piles, VL	2 395 $
35050	Sainte-Thècle, M	92 400 $
35055	Trois-Rives, M	52 381 $
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade, M	23 934 $
37210	Batiscan, M	2 435 $
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan, P	102 918 $
37225	Saint-Luc-de-Vincennes, M	66 026 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

37230	Saint-Maurice, P	84 998 $
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel, P	19 559 $
37240	Saint-Narcisse, P	145 556 $
37245	Saint-Stanislas, M	106 836 $
37250	Saint-Prosper-de-Champlain, M	78 019 $
38005	Saint-Sylvère, M	96 764 $
38015	Sainte-Marie-de-Blandford, M	89 222 $
38020	Lemieux, M	95 132 $
38028	Manseau, M	88 088 $
38035	Sainte-Françoise, M	129 315 $
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard, P	166 695 $
38047	Fortierville, M	99 380 $
38055	Parisville, P	16 651 $
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard, P	35 631 $
38065	Saint-Pierre-les-Becquets, M	4 132 $
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent, M	5 734 $
39005	Saints-Martyrs-Canadiens, P	53 738 $
39010	Ham-Nord, CT	111 782 $
39015	Notre-Dame-de-Ham, M	93 657 $
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick, P	77 861 $
39025	Tingwick, M	343 720 $
39030	Chesterville, M	205 381 $
39035	Sainte-Hélène-de-Chester, M	148 789 $
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska, M	143 985 $
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska, P	94 327 $
39077	Warwick, V	25 810 $
39085	Saint-Albert, M	55 043 $
39090	Sainte-Élizabeth-de-Warwick, M	101 768 $
39097	Kingsey Falls, V	23 351 $
39105	Sainte-Séraphine, P	60 162 $
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton, M	292 293 $
39130	Saint-Samuel, P	97 167 $
39135	Saint-Valère, M	167 609 $
39145	Saint-Rosaire, P	77 106 $
39150	Sainte-Anne-du-Sault, M	10 231 $
39165	Maddington, CT	36 565 $
39170	Saint-Louis-de-Blandford, M	130 374 $
40005	Saint-Joseph-de-Ham-Sud, M	128 367 $
40010	Saint-Adrien, M	154 735 $
40017	Wotton, M	209 304 $
40025	Saint-Camille, CT	79 715 $
40032	Saint-Georges-de-Windsor, M	120 848 $
40047	Danville, V	306 564 $
41012	Saint-Isidore-de-Clifton, M	249 957 $
41020	Chartierville, M	65 800 $
41027	La Patrie, M	95 397 $
41037	Newport, M	337 785 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

41038	Cookshire-Eaton, V	567 417 $
41055	Ascot Corner, M	112 608 $
41065	Westbury, CT	76 231 $
41070	Bury, M	286 199 $
41075	Hampden, CT	65 480 $
41080	Scotstown, V	3 797 $
41085	Lingwick, CT	147 694 $
41098	Weedon, M	188 684 $
41117	Dudswell, M	256 997 $
42005	Stoke, M	128 002 $
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton, P	72 138 $
42032	Racine, M	85 279 $
42040	Bonsecours, M	57 722 $
42045	Lawrenceville, VL	27 285 $
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle, M	98 653 $
42060	Valcourt, CT	116 949 $
42065	Maricourt, M	86 232 $
42075	Melbourne, CT	364 404 $
42078	Ulverton, M	124 823 $
42095	Val-Joli, M	9 090 $
42100	Saint-Claude, M	184 133 $
42110	Cleveland, CT	273 576 $
44003	Saint-Malo, M	147 400 $
44005	Saint-Venant-de-Paquette, M	48 805 $
44010	East Hereford, M	45 396 $
44015	Saint-Herménégilde, M	150 780 $
44023	Dixville, M	143 920 $
44037	Coaticook, V	284 557 $
44045	Barnston-Ouest, M	317 419 $
44050	Stanstead-Est, M	275 886 $
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton, CT	188 994 $
44060	Martinville, M	90 351 $
44071	Compton, M	460 095 $
44080	Waterville, V	73 954 $
45020	Ogden, M	165 622 $
45025	Stanstead, CT	127 433 $
45030	Potton, CT	206 583 $
45043	Hatley, M	108 005 $
45055	Hatley, CT	106 396 $
45060	Sainte-Catherine-de-Hatley, M	103 977 $
45080	Saint-Benoît-du-Lac, M	1 616 $
45095	Bolton-Est, M	77 742 $
45100	Saint-Étienne-de-Bolton, M	55 800 $
45105	Stukely-Sud, VL	123 209 $
46005	Abercorn, VL	28 030 $
46010	Frelighsburg, M	132 750 $
46017	Saint-Armand, M	123 499 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

46025	Saint-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River, M	40 361 $
46030	Stanbridge Station, M	50 851 $
46040	Bedford, CT	23 113 $
46045	Stanbridge East, M	87 865 $
46050	Dunham, V	299 951 $
46058	Sutton, V	54 295 $
46065	Bolton-Ouest, M	121 729 $
46070	Brome, VL	19 078 $
46075	Lac-Brome, V	90 062 $
46085	East Farnham, M	2 751 $
46090	Brigham, M	133 783 $
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge, M	132 490 $
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge, M	47 138 $
46105	Sainte-Sabine, M	83 643 $
47010	Saint-Alphonse-de-Granby, M	18 248 $
47030	Warden, VL	3 977 $
47035	Shefford, CT	106 047 $
47040	Saint-Joachim-de-Shefford, P	187 667 $
47047	Roxton Pond, M	63 463 $
47055	Sainte-Cécile-de-Milton, M	68 534 $
48005	Béthanie, M	60 126 $
48015	Roxton, CT	178 376 $
48020	Sainte-Christine, P	82 731 $
48038	Upton, M	31 652 $
48045	Saint-Théodore-d'Acton, P	78 753 $
48050	Saint-Nazaire-d'Acton, P	59 304 $
49005	Saint-Félix-de-Kingsey, M	298 088 $
49015	Durham-Sud, M	157 617 $
49020	Lefebvre, M	105 873 $
49025	L'Avenir, M	234 757 $
49030	Saint-Lucien, P	151 475 $
49040	Wickham, M	47 232 $
49048	Saint-Germain-de-Grantham, M	58 056 $
49058	Drummondville, V	14 517 $
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover, M	40 761 $
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil, P	72 635 $
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults, P	153 962 $
49095	Saint-Majorique-de-Grantham, P	45 700 $
49100	Saint-Edmond-de-Grantham, P	38 430 $
49105	Saint-Eugène, M	88 321 $
49113	Saint-Guillaume, M	84 792 $
49125	Saint-Bonaventure, M	70 954 $
49130	Saint-Pie-de-Guire, P	81 444 $
50005	Sainte-Eulalie, M	152 861 $
50013	Aston-Jonction, M	47 187 $
50023	Saint-Wenceslas, M	100 854 $
50035	Saint-Célestin, M	115 469 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

50042	Saint-Léonard-d'Aston, M	165 583 $
50050	Sainte-Perpétue, P	49 760 $
50057	Sainte-Monique, M	100 577 $
50065	Grand-Saint-Esprit, M	24 994 $
50085	La Visitation-de-Yamaska, M	77 553 $
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval, P	83 020 $
50095	Saint-Elphège, P	54 336 $
50100	Baie-du-Febvre, M	9 942 $
50113	Pierreville, M	37 837 $
50128	Saint-François-du-Lac, M	53 275 $
51008	Maskinongé, M	95 771 $
51020	Yamachiche, M	88 667 $
51025	Saint-Barnabé, P	39 888 $
51030	Saint-Sévère, P	42 863 $
51035	Saint-Léon-le-Grand, P	113 079 $
51040	Sainte-Ursule, P	71 187 $
51045	Saint-Justin, P	100 876 $
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé, M	37 461 $
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont, M	81 989 $
51060	Saint-Paulin, M	46 280 $
51065	Saint-Alexis-des-Monts, P	119 644 $
51070	Saint-Mathieu-du-Parc, M	130 665 $
51075	Saint-Élie-de-Caxton, M	109 835 $
51080	Charette, M	39 098 $
51085	Saint-Boniface, M	61 717 $
51090	Saint-Étienne-des-Grès, P	60 438 $
52030	Sainte-Élisabeth, P	56 777 $
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier, P	738 $
52045	Saint-Ignace-de-Loyola, P	266 $
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas, M	22 068 $
52055	Saint-Barthélemy, P	117 920 $
52062	Saint-Cuthbert, M	169 052 $
52070	Saint-Norbert, P	24 727 $
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon, M	5 219 $
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon, P	40 867 $
52090	Saint-Didace, P	157 104 $
52095	Mandeville, M	189 370 $
53005	Saint-David, M	129 689 $
53015	Saint-Aimé, M	28 599 $
53020	Saint-Robert, M	71 562 $
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel, M	37 609 $
53032	Saint-Ours, V	3 867 $
53072	Yamaska, M	44 395 $
53085	Saint-Gérard-Majella, P	29 214 $
54008	Saint-Pie, V	20 810 $
54035	La Présentation, M	39 191 $
54065	Saint-Valérien-de-Milton, M	127 407 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

54090	Saint-Simon, M	61 925 $
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot, M	88 124 $
54100	Saint-Hugues, M	90 200 $
54110	Saint-Jude, M	50 605 $
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville, M	68 182 $
54120	Saint-Louis, M	78 254 $
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu, M	52 654 $
55008	Ange-Gardien, M	20 982 $
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir, M	29 013 $
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville, M	89 217 $
56015	Noyan, M	47 799 $
56030	Saint-Valentin, M	62 629 $
56042	Henryville, M	67 576 $
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu, M	22 266 $
56097	Mont-Saint-Grégoire, M	11 595 $
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville, M	72 939 $
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu, M	6 348 $
59030	Calixa-Lavallée, P	27 883 $
61020	Saint-Pierre, VL	10 817 $
61027	Saint-Thomas, M	28 851 $
61050	Sainte-Mélanie, M	60 248 $
62015	Saint-Jean-de-Matha, M	47 984 $
62020	Sainte-Béatrix, M	83 065 $
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez, M	83 227 $
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare, M	32 191 $
62047	Chertsey, M	270 775 $
62055	Notre-Dame-de-la-Merci, M	164 957 $
62060	Saint-Donat, M	52 064 $
62065	Saint-Côme, P	44 967 $
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie, M	39 677 $
62075	Saint-Damien, P	83 714 $
62080	Saint-Zénon, M	133 515 $
62085	Saint-Michel-des-Saints, M	234 103 $
63005	Sainte-Marie-Salomé, P	22 546 $
63023	Saint-Alexis, M	43 479 $
63030	Saint-Esprit, M	17 244 $
63040	Saint-Roch-Ouest, M	34 481 $
63065	Saint-Liguori, P	25 950 $
67005	Saint-Mathieu, M	3 190 $
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle, P	177 320 $
68015	Hemmingford, CT	160 840 $
68020	Sainte-Clotilde, M	76 544 $
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington, P	69 163 $
68035	Saint-Cyprien-de-Napierville, M	68 692 $
68040	Saint-Jacques-le-Mineur, P	82 459 $
68045	Saint-Édouard, M	41 593 $
69005	Havelock, CT	52 088 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

69010	Franklin, M	127 651 $
69017	Saint-Chrysostome, M	107 056 $
69030	Très-Saint-Sacrement, P	109 645 $
69037	Ormstown, M	89 197 $
69045	Hinchinbrooke, M	200 901 $
69050	Elgin, M	149 174 $
69060	Godmanchester, CT	205 299 $
69070	Saint-Anicet, P	113 524 $
69075	Dundee, CT	60 111 $
70005	Saint-Urbain-Premier, M	39 628 $
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois, M	11 381 $
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka, M	31 890 $
71015	Saint-Télesphore, M	84 746 $
71020	Saint-Polycarpe, M	88 908 $
71110	Sainte-Marthe, M	29 470 $
71115	Sainte-Justine-de-Newton, M	48 323 $
75005	Saint-Colomban, V	58 329 $
75028	Sainte-Sophie, M	24 593 $
76008	Saint-André-d'Argenteuil, M	98 888 $
76025	Gore, CT	154 221 $
76030	Mille-Isles, M	79 371 $
76035	Wentworth, CT	40 392 $
76043	Brownsburg-Chatham, V	194 330 $
76052	Grenville-sur-la-rouge, M	405 893 $
76065	Harrington, CT	227 076 $
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, V	65 482 $
77060	Wentworth-Nord, M	156 620 $
77065	Saint-Adolphe-d'Howard, M	14 742 $
78015	Lantier, M	31 181 $
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides, M	96 383 $
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré, M	64 458 $
78055	Montcalm, M	34 076 $
78060	Arundel, CT	60 134 $
78065	Huberdeau, M	120 693 $
78070	Amherst, CT	228 818 $
78075	Brébeuf, P	54 150 $
78095	Lac-Supérieur, M	87 136 $
78100	Val-des-Lacs, M	84 658 $
78115	La Conception, M	161 752 $
78120	Labelle, M	130 969 $
78130	La Minerve, M	302 189 $
79005	Notre-Dame-du-Laus, M	158 654 $
79010	Notre-Dame-de-Pontmain, M	106 424 $
79015	Lac-du-Cerf, M	109 699 $
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, M	241 867 $
79025	Kiamika, M	233 934 $
79030	Nominingue, M	352 661 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

79037	Rivière-Rouge, V	370 766 $
79047	La Macaza, M	168 994 $
79050	L'Ascension, M	240 071 $
79060	Lac-Saguay, VL	96 367 $
79065	Chute-Saint-Philippe, M	257 296 $
79078	Lac-des-Écorces, M	143 797 $
79088	Mont-Laurier, V	90 395 $
79097	Ferme-Neuve, M	633 574 $
79105	Lac-Saint-Paul, M	118 048 $
79110	Mont-Saint-Michel, M	76 689 $
79115	Sainte-Anne-du-Lac, M	198 857 $
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours, M	63 412 $
80020	Notre-Dame-de-la-Paix, M	75 990 $
80027	Saint-André-Avellin, M	124 359 $
80045	Plaisance, M	41 557 $
80055	Lochaber, CT	100 477 $
80060	Lochaber-Partie-Ouest, CT	113 856 $
80065	Mayo, M	75 439 $
80070	Saint-Sixte, M	133 475 $
80078	Ripon, M	184 880 $
80085	Mulgrave-et-Derry, M	243 659 $
80090	Montpellier, M	71 439 $
80095	Lac-Simon, M	17 965 $
80103	Chénéville, M	106 167 $
80110	Namur, M	43 998 $
80115	Boileau, M	203 006 $
80125	Saint-Émile-de-Suffolk, M	83 969 $
80130	Lac-des-Plages, M	87 862 $
80135	Duhamel, M	103 321 $
80140	Val-des-Bois, M	75 604 $
80145	Bowman, M	32 095 $
82005	L'Ange-Gardien, M	237 511 $
82010	Notre-Dame-de-la-Salette, M	85 680 $
82015	Val-des-Monts, M	271 455 $
82030	Pontiac, M	410 652 $
82035	La Pêche, M	482 504 $
83005	Denholm, M	221 924 $
83010	Low, CT	368 506 $
83015	Kazabazua, M	124 789 $
83020	Lac-Sainte-Marie, M	168 907 $
83032	Gracefield, V	463 585 $
83040	Cayamant, M	146 224 $
83045	Blue Sea, M	146 094 $
83050	Bouchette, M	233 336 $
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau, M	150 117 $
83060	Messines, M	176 662 $
83070	Déléage, M	229 690 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

83075	Egan-Sud, M	74 407 $
83085	Bois-Franc, M	25 770 $
83088	Montcerf-Lytton, M	310 242 $
83090	Aumond, CT	252 145 $
83095	Grand-Remous, M	229 880 $
84005	Bristol, M	475 336 $
84015	Clarendon, M	805 542 $
84035	Île-du-Grand-Calumet, M	239 039 $
84040	Litchfield, M	195 551 $
84045	Thorne, M	206 740 $
84050	Alleyn-et-Cawood, M	161 246 $
84055	Otter Lake, M	231 849 $
84065	Mansfield-et-Pontefract, M	163 903 $
84070	Waltham, M	82 907 $
84082	L'Isle-aux-Allumettes, M	374 546 $
84090	Chichester, CT	103 281 $
84095	Sheenboro, M	120 195 $
84100	Rapides-des-Joachims, M	1 971 $
85010	Kipawa, M	21 426 $
85015	Saint-Édouard-de-Fabre, P	139 748 $
85020	Béarn, M	69 233 $
85030	Duhamel-Ouest, M	109 308 $
85037	Lorrainville, M	74 379 $
85045	Saint-Bruno-de-Guigues, M	114 337 $
85050	Laverlochère, M	75 532 $
85055	Fugèreville, M	135 476 $
85060	Latulipe-et-Gaboury, CU	95 718 $
85065	Belleterre, V	44 212 $
85070	Laforce, M	76 647 $
85075	Moffet, M	44 412 $
85080	Angliers, VL	109 432 $
85085	Saint-Eugène-de-Guigues, M	52 111 $
85090	Notre-Dame-du-Nord, M	60 346 $
85095	Guérin, CT	82 241 $
85100	Nédélec, CT	95 927 $
85105	Rémigny, M	84 566 $
87010	Rapide-Danseur, M	81 723 $
87015	Roquemaure, M	111 250 $
87020	Gallichan, M	113 560 $
87025	Palmarolle, M	89 630 $
87030	Sainte-Germaine-Boulé, M	76 063 $
87035	Poularies, M	78 258 $
87042	Taschereau, M	103 883 $
87050	Authier, M	59 346 $
87058	Macamic, V	147 181 $
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg, P	106 521 $
87075	Clerval, M	154 303 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

87080	La Reine, M	124 086 $
87085	Dupuy, M	108 553 $
87095	Chazel, M	115 059 $
87100	Authier-Nord, M	122 748 $
87105	Val-Saint-Gilles, M	68 403 $
87110	Clermont, CT	156 607 $
87115	Normétal, M	11 979 $
87120	Saint-Lambert, P	26 675 $
88005	Champneuf, M	68 549 $
88010	Rochebaucourt, M	120 492 $
88015	La Morandière, M	303 247 $
88022	Barraute, M	110 505 $
88030	La Corne, M	156 388 $
88035	Landrienne, CT	72 558 $
88040	Saint-Marc-de-Figuery, P	77 673 $
88045	La Motte, M	236 090 $
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana, M	102 423 $
88060	Saint-Félix-de-Dalquier, M	96 046 $
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire, M	119 238 $
88070	Berry, M	270 029 $
88075	Trécesson, CT	109 087 $
88080	Launay, CT	38 155 $
88085	Sainte-Gertrude-Manneville, M	181 322 $
88090	Preissac, M	47 694 $
89010	Rivière-Héva, M	85 115 $
89045	Senneterre, P	102 236 $
89050	Belcourt, M	79 029 $
90017	La Bostonnais, M	41 861 $
91005	Lac-Bouchette, M	6 206 $
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean, VL	95 056 $
91015	Saint-François-de-Sales, M	78 101 $
91030	Sainte-Hedwidge, M	88 576 $
91035	Saint-Prime, M	56 260 $
91050	La Doré, P	11 426 $
92005	Saint-Augustin, P	36 788 $
92010	Péribonka, M	66 641 $
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc, VL	152 595 $
92030	Albanel, M	66 239 $
92040	Normandin, V	95 142 $
92045	Saint-Thomas-Didyme, M	120 572 $
92050	Saint-Edmond-les-Plaines, M	61 613 $
92055	Girardville, M	83 922 $
92060	Notre-Dame-de-Lorette, M	41 470 $
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay, M	65 497 $
92070	Saint-Stanislas, M	79 844 $
93012	Métabetchouan–Lac-à-la-Croix, V	35 682 $
93020	Hébertville, M	113 417 $

Compensations du PAERRL 2015-2016

93025	Hébertville-Station, VL	23 992 $
93030	Saint-Bruno, M	31 643 $
93035	Saint-Gédéon, M	17 972 $
93045	Saint-Nazaire, M	120 591 $
93055	Labrecque, M	107 013 $
93060	Lamarche, M	57 563 $
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur, P	134 400 $
93070	Saint-Henri-de-Taillon, M	43 710 $
93075	Sainte-Monique, M	56 339 $
93080	Saint-Ludger-de-Milot, M	36 713 $
94205	Petit-Saguenay, M	48 450 $
94210	L'Anse-Saint-Jean, M	50 558 $
94215	Rivière-Éternité, M	6 646 $
94220	Ferland-et-Boilleau, M	43 077 $
94225	Saint-Félix-d'Otis, M	87 119 $
94230	Sainte-Rose-du-Nord, P	32 531 $
94235	Saint-Fulgence, M	71 782 $
94240	Saint-Honoré, M	142 147 $
94250	Bégin, M	90 009 $
94255	Saint-Ambroise, M	130 708 $
94260	Saint-Charles-de-Bourget, M	101 007 $
94265	Larouche, M	46 565 $
95010	Sacré-Coeur, M	63 949 $
95018	Les Bergeronnes, M	25 936 $
95050	Colombier, M	142 343 $
96005	Baie-Trinité, VL	5 040 $
96030	Pointe-aux-Outardes, VL	12 438 $
96040	Ragueneau, P	47 299 $
98012	Saint-Augustin, M	2 335 $
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent, M	10 194 $
98035	Baie-Johan-Beetz, M	1 111 $
98045	Longue-Pointe-de-Mingan, M	429 $
98050	Rivière-Saint-Jean, M	2 453 $
99061	Valcanton, LO	163 338 $
99063	Villebois, LO	98 480 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 28

Titre

Concernant le programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal (PAARRM), fournir:

a) les enveloppes totales accordées pour le programme depuis l'année 2010-2011;
b) la liste des municipalités ayant bénéficié du programme et les sommes accordées à chacune d'elles en 2015-2016.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier local

a) Budget disponible 2015-2016 : 40 370 661 $

b) Voir annexe

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

	RA	Municipalité	Annonce
01	Bas-Saint-Laurent	Auclair, M	185 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Baie-des-Sables, M	80 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Biencourt, M	10 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Cacouna, M	11 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Causapscal, V	50 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Dégelis, V	12 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Esprit-Saint, M	12 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Kamouraska, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	La Pocatière, V	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	La Trinité-des-Monts, P	30 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Lac-des-Aigles, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Lejeune, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	L'Isle-Verte, M	12 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Mont-Carmel, M	20 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Mont-Joli, V	50 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Notre-Dame-des-Neiges, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, P	6 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Notre-Dame-du-Portage, M	15 572 $
01	Bas-Saint-Laurent	Packington, P	49 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Pohénégamook, V	18 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Price, VL	50 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Rivière-Bleue, M	37 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Rivière-Ouelle, M	15 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Alexandre-de-Kamouraska, M	15 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Anaclet-de-Lessard, P	25 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-André, M	8 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Antonin, M	14 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Arsène, P	18 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Athanase, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Bruno-de-Kamouraska, M	15 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Clément, P	12 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Cyprien, M	9 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Denis-De La Bouteillerie, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Donat, P	18 800 $
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Anne-de-la-Pocatière, P	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Félicité, M	42 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Flavie, P	32 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Françoise, P	160 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Hélène-de-Kamouraska, M	12 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Éloi, P	28 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Elzéar-de-Témiscouata, M	8 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Paule, M	21 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Épiphane, M	19 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Sainte-Rita, M	21 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Eugène-de-Ladrière, P	40 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Eusèbe, P	10 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Fabien, P	15 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-François-Xavier-de-Viger, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Germain, P	8 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Guy, M	6 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Honoré-de-Témiscouata, M	12 500 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup, M	14 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Jean-de-Dieu, M	12 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Jean-de-la-Lande, M	12 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Joseph-de-Kamouraska, P	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Joseph-de-Lepage, P	140 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Juste-du-Lac, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Louis-du-Ha! Ha!, P	10 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Marc-du-Lac-Long, P	11 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Marcellin, P	25 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Mathieu-de-Rioux, P	10 500 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Médard, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Michel-du-Squatec, M	25 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Modeste, M	54 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Moïse, P	40 305 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Narcisse-de-Rimouski, P	30 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Onésime-d'Ixworth, M	15 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Pacôme, M	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Pascal, V	100 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Paul-de-la-Croix, P	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Philippe-de-Néri, P	10 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Pierre-de-Lamy, M	14 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-René-de-Matane, M	50 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Simon, P	15 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Saint-Valérien, P	20 346 $
01	Bas-Saint-Laurent	Sayabec, M	50 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Témiscouata-sur-le-Lac, V	35 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Trois-Pistoles, V	33 000 $
01	Bas-Saint-Laurent	Val-Brillant, M	125 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

02	SaguenayLac-Saint-Jean	Albanel, M	5 118 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Bégin, M	60 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Chambord, M	7 407 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Desbiens, V	12 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Dolbeau-Mistassini, V	6 397 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Ferland-et-Boilleau, M	30 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Girardville, M	3 838 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Hébertville, M	13 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Hébertville-Station, VL	12 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	La Doré, P	3 838 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Labrecque, M	12 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Lac-Bouchette, M	44 596 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Lamarche, M	12 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	L'Anse-Saint-Jean, M	40 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Larouche, M	12 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	L'Ascension-de-Notre-Seigneur, P	11 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Maria-Chapdelaine, MRC	1 151 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix, V	15 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Normandin, V	106 985 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Notre-Dame-de-Lorette, M	1 919 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Péribonka, M	23 199 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Petit-Saguenay, M	75 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Rivière-Éternité, M	25 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Roberval, V	4 478 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saguenay, V	186 671 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Ambroise, M	35 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean, VL	42 794 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Augustin, P	1 767 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Bruno, M	12 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Charles-de-Bourget, M	30 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-David-de-Falardeau, M	15 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Edmond-les-Plaines, M	20 298 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Sainte-Hedwidge, M	51 851 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Sainte-Jeanne-d'Arc, VL	57 574 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Sainte-Monique, M	12 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Sainte-Rose-du-Nord, P	30 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Eugène-d'Argentenay, M	3 838 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Félicien, V	12 794 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Félix-d'Otis, M	40 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-François-de-Sales, M	19 999 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Fulgence, M	35 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Gédéon, M	11 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Henri-de-Taillon, M	12 274 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Honoré, V	45 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Ludger-de-Milot, M	12 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Nazaire, M	13 000 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Prime, M	58 576 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Stanislas, M	11 515 $
02	SaguenayLac-Saint-Jean	Saint-Thomas-Didyme, M	41 598 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

03	Capitale-Nationale	Baie-Sainte-Catherine, M	10 000 $
03	Capitale-Nationale	Baie-Saint-Paul, V	30 000 $
03	Capitale-Nationale	Beaupré, V	30 000 $
03	Capitale-Nationale	Boischatel, M	30 000 $
03	Capitale-Nationale	Cap-Santé, V	40 000 $
03	Capitale-Nationale	Château-Richer, V	10 000 $
03	Capitale-Nationale	Clermont, V	15 000 $
03	Capitale-Nationale	Donnacona, V	90 000 $
03	Capitale-Nationale	La Malbaie, V	60 000 $
03	Capitale-Nationale	Lac-Beauport, M	90 738 $
03	Capitale-Nationale	Lac-Delage, V	24 000 $
03	Capitale-Nationale	L'Ange-Gardien, M	25 000 $
03	Capitale-Nationale	Les Éboulements, M	15 000 $
03	Capitale-Nationale	Neuville, V	46 393 $
03	Capitale-Nationale	Notre-Dame-des-Monts, M	10 000 $
03	Capitale-Nationale	Petite-Rivière-Saint-François, M	20 000 $
03	Capitale-Nationale	Portneuf, V	10 000 $
03	Capitale-Nationale	Rivière-à-Pierre, M	50 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Aimé-des-Lacs, M	55 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Augustin-de-Desmaures, V	23 521 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Basile, V	45 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Casimir, M	30 000 $
03	Capitale-Nationale	Sainte-Brigitte-de-Laval, V	10 487 $
03	Capitale-Nationale	Sainte-Christine-d'Auvergne, M	35 000 $
03	Capitale-Nationale	Sainte-Famille, P	15 000 $
03	Capitale-Nationale	Sainte-Pétronille, VL	- $
03	Capitale-Nationale	Saint-Ferréol-les-Neiges, M	20 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans, M	5 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Gilbert, P	30 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Hilarion, P	60 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Irénée, P	15 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans, M	15 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Joachim, P	20 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans, M	4 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Léonard-de-Portneuf, M	25 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Marc-des-Carrières, V	25 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans, M	30 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Raymond, V	50 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Thuribe, P	30 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Tite-des-Caps, M	27 082 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Ubalde, M	90 000 $
03	Capitale-Nationale	Saint-Urbain, P	30 000 $
03	Capitale-Nationale	Shannon, M	34 000 $
03	Capitale-Nationale	Stoneham-et-Tewkesbury, CU	63 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

04	Mauricie	Batiscan, M	10 000 $
04	Mauricie	Champlain, M	15 000 $
04	Mauricie	Charette, M	33 268 $
04	Mauricie	Grandes-Piles, VL	10 000 $
04	Mauricie	Hérouxville, P	65 000 $
04	Mauricie	La Bostonnais, M	5 000 $
04	Mauricie	La Tuque, V	40 000 $
04	Mauricie	Lac-aux-Sables, P	15 000 $
04	Mauricie	Lac-Édouard, M	5 000 $
04	Mauricie	Louiseville, V	130 000 $
04	Mauricie	Maskinongé, M	70 000 $
04	Mauricie	Notre-Dame-de-Montauban, M	15 000 $
04	Mauricie	Saint-Adelphe, P	15 000 $
04	Mauricie	Saint-Alexis-des-Monts, P	60 000 $
04	Mauricie	Saint-Barnabé, P	40 000 $
04	Mauricie	Sainte-Angèle-de-Prémont, M	40 000 $
04	Mauricie	Sainte-Anne-de-la-Pérade, M	15 000 $
04	Mauricie	Saint-Édouard-de-Maskinongé, M	35 000 $
04	Mauricie	Sainte-Geneviève-de-Batiscan, P	130 000 $
04	Mauricie	Saint-Élie-de-Caxton, M	20 000 $
04	Mauricie	Sainte-Thècle, M	15 000 $
04	Mauricie	Saint-Étienne-des-Grès, P	20 000 $
04	Mauricie	Sainte-Ursule, P	45 000 $
04	Mauricie	Saint-Justin, M	30 000 $
04	Mauricie	Saint-Léon-le-Grand, P	40 000 $
04	Mauricie	Saint-Luc-de-Vincennes, M	13 322 $
04	Mauricie	Saint-Maurice, P	10 000 $
04	Mauricie	Saint-Narcisse, P	15 000 $
04	Mauricie	Saint-Paulin, M	50 000 $
04	Mauricie	Saint-Prosper-de-Champlain, M	15 000 $
04	Mauricie	Saint-Roch-de-Mékinac, P	10 000 $
04	Mauricie	Saint-Sévère, P	35 000 $
04	Mauricie	Saint-Séverin, P	15 000 $
04	Mauricie	Saint-Stanislas, M	15 000 $
04	Mauricie	Saint-Tite, V	15 000 $
04	Mauricie	Shawinigan, V	75 000 $
04	Mauricie	Trois-Rives, M	21 000 $
04	Mauricie	Trois-Rivières, V	14 862 $
04	Mauricie	Yamachiche, M	70 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

05	Estrie	Asbestos, V	20 000 $
05	Estrie	Ascot Corner, M	27 000 $
05	Estrie	Audet, M	9 000 $
05	Estrie	Austin, M	22 763 $
05	Estrie	Ayer's Cliff, VL	15 424 $
05	Estrie	Barnston-Ouest, M	30 000 $
05	Estrie	Bolton-Est, M	18 598 $
05	Estrie	Bonsecours, M	16 940 $
05	Estrie	Bury, M	15 000 $
05	Estrie	Chartierville, M	35 000 $
05	Estrie	Cleveland, CT	28 000 $
05	Estrie	Coaticook, V	150 000 $
05	Estrie	Compton, M	67 808 $
05	Estrie	CookshireEaton, V	72 194 $
05	Estrie	Courcelles, M	19 000 $
05	Estrie	Danville, V	38 832 $
05	Estrie	Dixville, M	50 000 $
05	Estrie	Dudswell, M	32 000 $
05	Estrie	East Angus, V	65 000 $
05	Estrie	East Hereford, M	50 000 $
05	Estrie	Eastman, M	22 701 $
05	Estrie	Frontenac, M	58 000 $
05	Estrie	Hampden, CT	8 000 $
05	Estrie	Ham-Sud, M	14 000 $
05	Estrie	Hatley, CT	24 071 $
05	Estrie	Hatley, M	19 374 $
05	Estrie	Kingsbury, VL	5 000 $
05	Estrie	La Patrie, M	9 000 $
05	Estrie	Lac-Drolet, M	14 000 $
05	Estrie	Lac-Mégantic, V	18 000 $
05	Estrie	Lambton, M	50 000 $
05	Estrie	Lawrenceville, VL	15 424 $
05	Estrie	Lingwick, CT	18 000 $
05	Estrie	Magog, V	56 795 $
05	Estrie	Maricourt, M	13 000 $
05	Estrie	Marston, CT	9 000 $
05	Estrie	Martinville, M	32 268 $
05	Estrie	Melbourne, CT	134 000 $
05	Estrie	Milan, M	24 000 $
05	Estrie	Nantes, M	15 000 $
05	Estrie	Newport, M	27 000 $
05	Estrie	North Hatley, VL	15 424 $
05	Estrie	Notre-Dame-des-Bois, M	12 000 $
05	Estrie	Ogden, M	22 496 $
05	Estrie	Orford, CT	27 173 $
05	Estrie	Piopolis, M	10 000 $
05	Estrie	Potton, CT	38 488 $
05	Estrie	Racine, M	15 000 $
05	Estrie	Richmond, V	20 000 $
05	Estrie	Saint-Adrien, M	15 000 $
05	Estrie	Saint-Augustin-de-Woburn, P	8 000 $
05	Estrie	Saint-Camille, CT	12 000 $
05	Estrie	Saint-Claude, M	24 000 $
05	Estrie	Saint-Denis-de-Brompton, M	22 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

05	Estrie	Sainte-Anne-de-la-Rochelle, M	18 089 $
05	Estrie	Sainte-Catherine-de-Hatley, M	25 803 $
05	Estrie	Sainte-Cécile-de-Whitton, M	9 000 $
05	Estrie	Sainte-Edwidge-de-Clifton, CT	50 000 $
05	Estrie	Saint-Étienne-de-Bolton, M	16 515 $
05	Estrie	Saint-François-Xavier-de-Brompton, M	20 000 $
05	Estrie	Saint-Georges-de-Windsor, M	18 000 $
05	Estrie	Saint-Herménégilde, M	50 000 $
05	Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton, M	50 000 $
05	Estrie	Saint-Ludger, M	15 000 $
05	Estrie	Saint-Malo, M	30 000 $
05	Estrie	Saint-Robert-Bellarmin, M	10 000 $
05	Estrie	Saint-Romain, M	29 000 $
05	Estrie	Saint-Sébastien, M	20 000 $
05	Estrie	Saint-Venant-de-Paquette, M	5 000 $
05	Estrie	Scotstown, V	9 000 $
05	Estrie	Sherbrooke, V	245 107 $
05	Estrie	Stanstead, CT	27 060 $
05	Estrie	Stanstead, V	17 354 $
05	Estrie	Stanstead-Est, M	20 000 $
05	Estrie	Stoke, M	35 000 $
05	Estrie	Stornoway, M	9 000 $
05	Estrie	Stratford, CT	34 000 $
05	Estrie	Stukely-Sud, VL	22 496 $
05	Estrie	Ulverton, M	12 000 $
05	Estrie	Valcourt, CT	15 000 $
05	Estrie	Valcourt, V	20 000 $
05	Estrie	Val-Joli, M	11 000 $
05	Estrie	Val-Racine, M	19 000 $
05	Estrie	Waterville, V	50 000 $
05	Estrie	Weedon, M	38 000 $
05	Estrie	Westbury, CT	9 000 $
05	Estrie	Windsor, V	88 000 $
05	Estrie	Wotton, M	24 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

07	Outaouais	Alleyn-et-Cawood, M	25 000 $
07	Outaouais	Aumond, CT	30 000 $
07	Outaouais	Blue Sea, M	100 000 $
07	Outaouais	Boileau, M	15 000 $
07	Outaouais	Bois-Franc, M	30 000 $
07	Outaouais	Bouchette, M	30 000 $
07	Outaouais	Bowman, M	15 000 $
07	Outaouais	Bristol, M	50 000 $
07	Outaouais	Bryson, M	30 000 $
07	Outaouais	Campbell's Bay, M	64 470 $
07	Outaouais	Cantley, M	42 485 $
07	Outaouais	Cayamant, M	100 000 $
07	Outaouais	Chelsea, M	42 485 $
07	Outaouais	Chénéville, M	10 000 $
07	Outaouais	Chichester, CT	50 000 $
07	Outaouais	Clarendon, M	50 000 $
07	Outaouais	Déléage, M	100 000 $
07	Outaouais	Denholm, M	30 000 $
07	Outaouais	Duhamel, M	15 000 $
07	Outaouais	Egan-Sud, M	30 000 $
07	Outaouais	Fassett, M	15 000 $
07	Outaouais	Fort-Coulonge, VL	40 000 $
07	Outaouais	Gatineau, V	5 708 $
07	Outaouais	Gracefield, V	30 000 $
07	Outaouais	Grand-Remous, M	30 000 $
07	Outaouais	Kazabazua, M	100 000 $
07	Outaouais	La Pêche, M	42 485 $
07	Outaouais	Lac-des-Plages, M	15 000 $
07	Outaouais	Lac-Sainte-Marie, M	30 000 $
07	Outaouais	Lac-Simon, M	10 000 $
07	Outaouais	L'Ange-Gardien, M	22 000 $
07	Outaouais	L'Île-du-Grand-Calumet, M	20 850 $
07	Outaouais	L'Isle-aux-Allumettes, M	84 800 $
07	Outaouais	Litchfield, M	20 000 $
07	Outaouais	Lochaber, CT	10 000 $
07	Outaouais	Lochaber-Partie-Ouest, CT	10 000 $
07	Outaouais	Low, CT	30 000 $
07	Outaouais	Maniwaki, V	30 000 $
07	Outaouais	Mansfield-et-Pontefract, M	120 000 $
07	Outaouais	Mayo, M	12 000 $
07	Outaouais	Messines, M	30 000 $
07	Outaouais	Montcerf-Lytton, M	30 000 $
07	Outaouais	Montebello, M	16 650 $
07	Outaouais	Montpellier, M	15 000 $
07	Outaouais	Mulgrave-et-Derry, M	20 000 $
07	Outaouais	Namur, M	20 000 $
07	Outaouais	Notre-Dame-de-Bonsecours, M	10 000 $
07	Outaouais	Notre-Dame-de-la-Paix, M	10 000 $
07	Outaouais	Notre-Dame-de-la-Salette, M	15 000 $
07	Outaouais	Otter Lake, M	30 000 $
07	Outaouais	Papineauville, M	15 000 $
07	Outaouais	Plaisance, M	120 500 $
07	Outaouais	Pontiac, M	150 200 $
07	Outaouais	Portage-du-Fort, VL	40 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

07	Outaouais	Rapides-des-Joachims, M	15 000 $
07	Outaouais	Ripon, M	15 000 $
07	Outaouais	Saint-André-Avellin, M	15 000 $
07	Outaouais	Saint-Émile-de-Suffolk, M	10 000 $
07	Outaouais	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau, M	30 000 $
07	Outaouais	Saint-Sixte, M	15 000 $
07	Outaouais	Shawville, M	40 000 $
07	Outaouais	Sheenboro, M	20 000 $
07	Outaouais	Thorne, M	25 000 $
07	Outaouais	Thurso, V	15 000 $
07	Outaouais	Val-des-Bois, M	15 000 $
07	Outaouais	Val-des-Monts, M	112 488 $
07	Outaouais	Waltham, M	25 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

08	Abitibi-Témiscamingue	Angliers, VL	62 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Authier, M	12 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Authier-Nord, M	15 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Barraute, M	30 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Béarn, M	10 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Belcourt, M	10 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Belleterre, V	5 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Berry, M	30 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Champneuf, M	20 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Chazel, M	20 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Clermont, CT	15 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Duhamel-Ouest, M	14 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Duparquet, V	22 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Dupuy, M	35 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Fugèreville, M	14 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Guérin, CT	45 290 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Kipawa, M	5 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	La Morandière, M	30 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	La Motte, M	15 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	La Reine, M	18 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	La Sarre, V	52 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Laforce, M	8 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Landrienne, CT	57 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Latulipe-et-Gaboury, CU	11 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Launay, CT	21 709 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Laverlochère, M	10 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Lorrainville, M	11 500 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Macamic, V	30 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Malartic, V	35 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Moffet, M	6 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Nédélec, CT	10 800 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Normétal, M	22 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Notre-Dame-du-Nord, M	10 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Palmarolle, M	37 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Poularies, M	23 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Preissac, M	25 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Rapide-Danseur, M	47 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Rémigny, M	9 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Rivière-Héva, M	15 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda, V	202 261 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Bruno-de-Guigues, M	15 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Dominique-du-Rosaire, M	22 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Édouard-de-Fabre, P	15 400 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Sainte-Germaine-Boulé, M	25 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Sainte-Hélène-de-Mancebourg, P	26 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Eugène-de-Guigues, M	7 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Félix-de-Dalquier, M	20 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Lambert, P	15 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Marc-de-Figuery, P	36 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Saint-Mathieu-d'Harricana, M	13 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Senneterre, P	15 300 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Senneterre, V	79 500 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Taschereau, M	26 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Témiscaming, V	21 547 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

08	Abitibi-Témiscamingue	Témiscamingue, MRC	1 800 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Trécesson, CT	20 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Val-d'Or, V	263 000 $
08	Abitibi-Témiscamingue	Ville-Marie, V	1 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

09	Côte-Nord	Aguanish, M	17 000 $
09	Côte-Nord	Baie-Johan-Beetz, M	8 300 $
09	Côte-Nord	Blanc-Sablon, M	6 500 $
09	Côte-Nord	Bonne-Espérance, M	5 000 $
09	Côte-Nord	Chute-aux-Outardes, VL	10 000 $
09	Côte-Nord	Colombier, M	9 135 $
09	Côte-Nord	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent, M	28 000 $
09	Côte-Nord	Forestville, V	15 000 $
09	Côte-Nord	Godbout, VL	10 000 $
09	Côte-Nord	Gros-Mécatina, M	5 000 $
09	Côte-Nord	Havre-Saint-Pierre, M	8 000 $
09	Côte-Nord	Les Bergeronnes, M	- $
09	Côte-Nord	Les Escoumins, M	260 000 $
09	Côte-Nord	L'Île-d'Anticosti, M	5 000 $
09	Côte-Nord	Longue-Pointe-de-Mingan, M	10 000 $
09	Côte-Nord	Natashquan, CT	10 000 $
09	Côte-Nord	Pointe-aux-Outardes, VL	- $
09	Côte-Nord	Pointe-Lebel, VL	10 000 $
09	Côte-Nord	Port-Cartier, V	28 000 $
09	Côte-Nord	Ragueneau, P	10 000 $
09	Côte-Nord	Sacré-Coeur, M	- $
09	Côte-Nord	Sept-Îles, V	21 000 $
09	Côte-Nord	Tadoussac, VL	10 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

10	Nord-du-Québec	Chibougamau, V	36 105 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Bonaventure, V	12 473 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Cap-Chat, V	5 000 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Caplan, M	10 913 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Carleton-sur-Mer, V	22 196 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	CascapédiaSaint-Jules, M	4 020 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Chandler, V	35 000 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Cloridorme, CT	4 500 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Escuminac, M	6 053 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Gaspé, V	39 969 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Grande-Rivière, V	10 000 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Grande-Vallée, M	5 000 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Grosse-Île, M	12 668 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Hope, CT	6 890 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	La Martre, M	1 500 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	L'Ascension-de-Patapédia, M	3 215 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Les Îles-de-la-Madeleine, M	38 000 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Maria, M	16 525 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Matapédia, M	3 210 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	New Carlisle, M	4 250 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	New Richmond, V	17 800 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Nouvelle, M	15 800 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Paspébiac, V	14 913 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Percé, V	10 000 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Pointe-à-la-Croix, M	3 780 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Port-DanielGascons, M	14 100 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Rivière-à-Claude, M	1 500 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Saint-Alexis-de-Matapédia, M	6 056 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Saint-Alphonse, M	5 825 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Saint-André-de-Restigouche, M	6 256 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Sainte-Anne-des-Monts, V	10 000 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Saint-Elzéar, M	3 980 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Sainte-Thérèse-de-Gaspé, M	5 000 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Saint-François-d'Assise, M	5 110 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Saint-Godefroi, CT	5 627 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Saint-Maxime-du-Mont-Louis, M	5 000 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Saint-Siméon, P	7 823 $
11	GaspésieÎles-de-la-Madeleine	Shigawake, M	3 496 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

12	Chaudière-Appalaches	Adstock, M	80 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Armagh, M	90 199 $
12	Chaudière-Appalaches	Beauceville, V	39 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Beaulac-Garthby, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Beaumont, M	12 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Cap-Saint-Ignace, M	8 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Disraeli, P	39 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Disraeli, V	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Dosquet, M	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	East Broughton, M	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Frampton, M	22 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Honfleur, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	La Durantaye, P	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	La Guadeloupe, VL	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Lac-Etchemin, M	14 804 $
12	Chaudière-Appalaches	Lac-Frontière, M	12 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Lac-Poulin, VL	12 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Laurier-Station, VL	50 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Lévis, V	79 132 $
12	Chaudière-Appalaches	L'Islet, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Lotbinière, M	25 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Montmagny, V	50 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, P	64 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins, P	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-du-Rosaire, M	8 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sacré-Coeur-de-Jésus, P	65 294 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Adalbert, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Adrien-d'Irlande, M	40 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Agapit, M	40 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Alfred, M	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Anselme, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, P	9 349 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Antoine-de-Tilly, M	30 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Apollinaire, M	40 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Aubert, M	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Benjamin, M	34 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Benoît-Labre, M	40 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Bernard, M	24 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Camille-de-Lellis, P	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Charles-de-Bellechasse, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Côme-Linière, M	35 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Cyprien, P	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Cyrille-de-Lessard, P	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Damase-de-L'Islet, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Damien-de-Buckland, P	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Agathe-de-Lotbinière, M	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Apolline-de-Patton, P	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Aurélie, M	30 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Claire, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Clotilde-de-Beauce, M	13 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Croix, M	35 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, M	8 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Félicité, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Hénédine, P	15 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Justine, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Louise, P	50 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Lucie-de-Beauregard, M	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Elzéar, M	25 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Marguerite, P	16 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Marie, V	39 500 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Perpétue, M	8 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Éphrem-de-Beauce, M	19 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Praxède, P	19 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Rose-de-Watford, M	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Sainte-Sabine, P	64 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Évariste-de-Forsyth, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Fabien-de-Panet, P	8 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Fortunat, M	40 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Frédéric, P	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Gédéon-de-Beauce, M	12 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Gervais, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Gilles, P	50 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Henri, M	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Hilaire-de-Dorset, P	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Honoré-de-Shenley, M	65 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Isidore, M	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Jacques-de-Leeds, M	30 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, P	40 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Janvier-de-Joly, M	40 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Jean-Port-Joli, M	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Joseph-de-Beauce, V	18 500 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Joseph-de-Coleraine, M	50 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Joseph-des-Érables, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Jules, P	24 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Julien, M	30 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Just-de-Bretenières, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Lambert-de-Lauzon, M	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Lazare-de-Bellechasse, M	64 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Léon-de-Standon, P	69 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Louis-de-Gonzague, M	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Luc-de-Bellechasse, M	64 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Magloire, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Malachie, P	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Marcel, M	9 260 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Martin, P	30 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Michel-de-Bellechasse, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Narcisse-de-Beaurivage, P	35 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Nazaire-de-Dorchester, P	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Nérée-de-Bellechasse, M	65 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Odilon-de-Cranbourne, P	25 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Omer, M	8 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Pamphile, V	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Paul-de-Montminy, M	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Philémon, P	39 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Philibert, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Pierre-de-Broughton, M	45 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, P	150 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Prosper, M	15 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

12	Chaudière-Appalaches	Saint-Raphaël, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-René, P	35 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Roch-des-Aulnaies, P	8 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saints-Anges, P	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Séverin, P	15 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Simon-les-Mines, M	21 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Sylvestre, M	20 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Théophile, M	45 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Vallier, M	14 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Victor, M	35 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Saint-Zacharie, M	29 196 $
12	Chaudière-Appalaches	Scott, M	22 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Tourville, M	10 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Tring-Jonction, VL	29 911 $
12	Chaudière-Appalaches	Val-Alain, M	35 000 $
12	Chaudière-Appalaches	Vallée-Jonction, M	25 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

14	Lanaudière	Berthierville, V	11 000 $
14	Lanaudière	Charlemagne, V	5 000 $
14	Lanaudière	Chertsey, M	34 850 $
14	Lanaudière	Crabtree, M	12 000 $
14	Lanaudière	Entrelacs, M	15 000 $
14	Lanaudière	La Visitation-de-l'Île-Dupas, M	4 000 $
14	Lanaudière	Lanoraie, M	12 500 $
14	Lanaudière	L'Assomption, V	8 742 $
14	Lanaudière	Lavaltrie, V	19 500 $
14	Lanaudière	L'Épiphanie, P	6 000 $
14	Lanaudière	L'Épiphanie, V	5 000 $
14	Lanaudière	Mandeville, M	20 000 $
14	Lanaudière	Mascouche, V	19 559 $
14	Lanaudière	Notre-Dame-de-la-Merci, M	15 000 $
14	Lanaudière	Notre-Dame-de-Lourdes, M	12 000 $
14	Lanaudière	Rawdon, M	72 940 $
14	Lanaudière	Repentigny, V	8 000 $
14	Lanaudière	Saint-Alexis, M	9 002 $
14	Lanaudière	Saint-Alphonse-Rodriguez, M	30 000 $
14	Lanaudière	Saint-Ambroise-de-Kildare, M	12 000 $
14	Lanaudière	Saint-Barthélemy, P	16 000 $
14	Lanaudière	Saint-Calixte, M	18 860 $
14	Lanaudière	Saint-Cléophas-de-Brandon, M	4 000 $
14	Lanaudière	Saint-Côme, M	22 100 $
14	Lanaudière	Saint-Cuthbert, M	18 500 $
14	Lanaudière	Saint-Damien, P	16 000 $
14	Lanaudière	Saint-Didace, P	17 000 $
14	Lanaudière	Saint-Donat, M	10 000 $
14	Lanaudière	Sainte-Béatrix, M	12 000 $
14	Lanaudière	Sainte-Élisabeth, M	10 000 $
14	Lanaudière	Sainte-Émélie-de-l'Énergie, M	12 000 $
14	Lanaudière	Sainte-Geneviève-de-Berthier, M	8 500 $
14	Lanaudière	Sainte-Julienne, M	53 990 $
14	Lanaudière	Sainte-Marcelline-de-Kildare, M	10 500 $
14	Lanaudière	Sainte-Marie-Salomé, P	12 000 $
14	Lanaudière	Sainte-Mélanie, M	12 492 $
14	Lanaudière	Saint-Esprit, M	20 000 $
14	Lanaudière	Saint-Félix-de-Valois, M	18 000 $
14	Lanaudière	Saint-Gabriel, V	19 000 $
14	Lanaudière	Saint-Gabriel-de-Brandon, M	11 600 $
14	Lanaudière	Saint-Guillaume-Nord, TNO	4 000 $
14	Lanaudière	Saint-Ignace-de-Loyola, M	8 500 $
14	Lanaudière	Saint-Jacques, M	12 000 $
14	Lanaudière	Saint-Jean-de-Matha, M	18 646 $
14	Lanaudière	Saint-Liguori, P	12 000 $
14	Lanaudière	Saint-LinLaurentides, V	102 800 $
14	Lanaudière	Saint-Michel-des-Saints, M	31 000 $
14	Lanaudière	Saint-Norbert, P	6 000 $
14	Lanaudière	Saint-Paul, M	12 000 $
14	Lanaudière	Saint-Pierre, VL	2 000 $
14	Lanaudière	Saint-Roch-de-l'Achigan, M	28 180 $
14	Lanaudière	Saint-Roch-Ouest, M	3 000 $
14	Lanaudière	Saint-Sulpice, P	9 012 $
14	Lanaudière	Saint-Thomas, M	12 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

14	Lanaudière	Saint-Zénon, M	13 500 $
14	Lanaudière	Terrebonne, V	38 190 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

15	Laurentides	Amherst, CT	23 000 $
15	Laurentides	Arundel, CT	20 000 $
15	Laurentides	Barkmere, V	15 000 $
15	Laurentides	Boisbriand, V	6 913 $
15	Laurentides	Bois-des-Filion, V	19 939 $
15	Laurentides	Brébeuf, P	17 000 $
15	Laurentides	Brownsburg-Chatham, V	25 000 $
15	Laurentides	Chute-Saint-Philippe, M	32 613 $
15	Laurentides	Ferme-Neuve, M	119 000 $
15	Laurentides	Gore, CT	39 754 $
15	Laurentides	Grenville, VL	40 000 $
15	Laurentides	Grenville-sur-la-Rouge, M	40 000 $
15	Laurentides	Harrington, CT	17 500 $
15	Laurentides	Huberdeau, M	18 000 $
15	Laurentides	Ivry-sur-le-Lac, M	10 000 $
15	Laurentides	Kiamika, M	68 000 $
15	Laurentides	La Conception, M	100 000 $
15	Laurentides	La Macaza, M	36 000 $
15	Laurentides	La Minerve, M	17 000 $
15	Laurentides	Labelle, M	60 000 $
15	Laurentides	Lac-des-Écorces, M	20 000 $
15	Laurentides	Lac-des-Seize-Îles, M	50 000 $
15	Laurentides	Lac-du-Cerf, M	42 000 $
15	Laurentides	Lachute, V	50 000 $
15	Laurentides	Lac-Saguay, VL	15 000 $
15	Laurentides	Lac-Saint-Paul, M	15 000 $
15	Laurentides	Lac-Supérieur, M	16 000 $
15	Laurentides	Lantier, M	17 231 $
15	Laurentides	L'Ascension, M	20 000 $
15	Laurentides	Mille-Isles, M	31 000 $
15	Laurentides	Montcalm, M	35 000 $
15	Laurentides	Mont-Laurier, V	90 000 $
15	Laurentides	Mont-Saint-Michel, M	60 000 $
15	Laurentides	Mont-Tremblant, V	45 000 $
15	Laurentides	Morin-Heights, M	50 000 $
15	Laurentides	Nominingue, M	70 000 $
15	Laurentides	Notre-Dame-de-Pontmain, M	17 000 $
15	Laurentides	Notre-Dame-du-Laus, M	15 000 $
15	Laurentides	Piedmont, M	10 000 $
15	Laurentides	Prévost, V	50 000 $
15	Laurentides	Rivière-Rouge, V	54 000 $
15	Laurentides	Saint-Adolphe-d'Howard, M	25 000 $
15	Laurentides	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, M	45 000 $
15	Laurentides	Saint-André-d'Argenteuil, M	25 000 $
15	Laurentides	Saint-Colomban, V	24 500 $
15	Laurentides	Sainte-Adèle, V	50 000 $
15	Laurentides	Sainte-Agathe-des-Monts, V	70 000 $
15	Laurentides	Sainte-Anne-des-Lacs, P	15 000 $
15	Laurentides	Sainte-Anne-du-Lac, M	18 000 $
15	Laurentides	Sainte-Lucie-des-Laurentides, M	50 000 $
15	Laurentides	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, V	10 000 $
15	Laurentides	Sainte-Sophie, M	81 040 $
15	Laurentides	Saint-Eustache, V	17 233 $
15	Laurentides	Saint-FaustinLac-Carré, M	17 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

15	Laurentides	Saint-Hippolyte, M	49 020 $
15	Laurentides	Saint-Jérôme, V	15 348 $
15	Laurentides	Saint-Joseph-du-Lac, M	132 510 $
15	Laurentides	Saint-Sauveur, V	10 000 $
15	Laurentides	Val-David, VL	30 000 $
15	Laurentides	Val-des-Lacs, M	10 000 $
15	Laurentides	Val-Morin, M	20 000 $
15	Laurentides	Wentworth, CT	25 000 $
15	Laurentides	Wentworth-Nord, M	30 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

16	Montérégie	Abercorn, VL	20 000 $
16	Montérégie	Acton Vale, V	15 000 $
16	Montérégie	Ange-Gardien, M	12 000 $
16	Montérégie	Bedford, CT	25 000 $
16	Montérégie	Bedford, V	76 350 $
16	Montérégie	Béthanie, M	22 000 $
16	Montérégie	Bolton-Ouest, M	10 000 $
16	Montérégie	Boucherville, V	16 372 $
16	Montérégie	Brigham, M	20 000 $
16	Montérégie	Brome, VL	10 000 $
16	Montérégie	Calixa-Lavallée, M	5 900 $
16	Montérégie	Candiac, V	7 500 $
16	Montérégie	Carignan, V	10 811 $
16	Montérégie	Contrecoeur, V	10 250 $
16	Montérégie	Coteau-du-Lac, V	70 000 $
16	Montérégie	Delson, V	5 000 $
16	Montérégie	Dundee, CT	13 539 $
16	Montérégie	Dunham, V	30 000 $
16	Montérégie	East Farnham, M	20 000 $
16	Montérégie	Elgin, M	14 820 $
16	Montérégie	Farnham, V	10 000 $
16	Montérégie	Franklin, M	16 560 $
16	Montérégie	Frelighsburg, M	30 000 $
16	Montérégie	Godmanchester, CT	17 664 $
16	Montérégie	Granby, V	107 728 $
16	Montérégie	Havelock, CT	13 630 $
16	Montérégie	Hemmingford, CT	17 635 $
16	Montérégie	Hemmingford, VL	11 720 $
16	Montérégie	Henryville, M	12 000 $
16	Montérégie	Hinchinbrooke, M	18 168 $
16	Montérégie	Howick, M	13 004 $
16	Montérégie	Huntingdon, V	13 591 $
16	Montérégie	La Prairie, V	7 833 $
16	Montérégie	La Présentation, M	15 000 $
16	Montérégie	Lac-Brome, V	40 000 $
16	Montérégie	Lacolle, M	16 735 $
16	Montérégie	Les Cèdres, M	41 047 $
16	Montérégie	Les Coteaux, M	11 300 $
16	Montérégie	Marieville, V	12 000 $
16	Montérégie	Massueville, VL	10 000 $
16	Montérégie	Mercier, V	124 759 $
16	Montérégie	Mont-Saint-Grégoire, M	10 000 $
16	Montérégie	Napierville, M	14 533 $
16	Montérégie	Notre-Dame-de-Stanbridge, M	35 000 $
16	Montérégie	Noyan, M	12 000 $
16	Montérégie	Ormstown, M	26 522 $
16	Montérégie	Otterburn Park, V	7 959 $
16	Montérégie	Pike River, M	10 000 $
16	Montérégie	Pointe-des-Cascades, VL	22 000 $
16	Montérégie	Pointe-Fortune, VL	60 000 $
16	Montérégie	Richelieu, V	30 000 $
16	Montérégie	Rigaud, V	11 300 $
16	Montérégie	Rivière-Beaudette, M	12 000 $
16	Montérégie	Rougemont, M	11 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

16	Montérégie	Roxton Falls, VL	15 000 $
16	Montérégie	Roxton Pond, M	20 000 $
16	Montérégie	Roxton, CT	11 000 $
16	Montérégie	Saint-Aimé, M	10 000 $
16	Montérégie	Saint-Alexandre, M	12 000 $
16	Montérégie	Saint-Alphonse-de-Granby, M	50 000 $
16	Montérégie	Saint-Amable, M	10 500 $
16	Montérégie	Saint-Anicet, M	20 776 $
16	Montérégie	Saint-Antoine-sur-Richelieu, M	7 959 $
16	Montérégie	Saint-Armand, M	55 000 $
16	Montérégie	Saint-Barnabé-Sud, M	50 000 $
16	Montérégie	Saint-Bernard-de-Lacolle, P	16 563 $
16	Montérégie	Saint-Bernard-de-Michaudville, M	10 000 $
16	Montérégie	Saint-Blaise-sur-Richelieu, M	20 000 $
16	Montérégie	Saint-Bruno-de-Montarville, V	8 187 $
16	Montérégie	Saint-Césaire, V	12 000 $
16	Montérégie	Saint-Charles-sur-Richelieu, M	7 959 $
16	Montérégie	Saint-Chrysostome, M	16 830 $
16	Montérégie	Saint-Clet, M	12 000 $
16	Montérégie	Saint-Constant, V	15 376 $
16	Montérégie	Saint-Cyprien-de-Napierville, M	15 214 $
16	Montérégie	Saint-Damase, M	15 000 $
16	Montérégie	Saint-David, M	19 000 $
16	Montérégie	Saint-Denis-sur-Richelieu, M	7 958 $
16	Montérégie	Saint-Dominique, M	15 000 $
16	Montérégie	Sainte-Angèle-de-Monnoir, M	12 000 $
16	Montérégie	Sainte-Anne-de-Sabrevois, P	11 000 $
16	Montérégie	Sainte-Anne-de-Sorel, M	5 000 $
16	Montérégie	Sainte-Barbe, M	14 490 $
16	Montérégie	Sainte-Brigide-d'Iberville, M	11 000 $
16	Montérégie	Sainte-Catherine, V	13 000 $
16	Montérégie	Sainte-Cécile-de-Milton, M	11 000 $
16	Montérégie	Sainte-Christine, P	10 000 $
16	Montérégie	Sainte-Clotilde, M	15 304 $
16	Montérégie	Saint-Édouard, M	13 416 $
16	Montérégie	Sainte-Hélène-de-Bagot, M	20 000 $
16	Montérégie	Sainte-Julie, V	11 500 $
16	Montérégie	Sainte-Justine-de-Newton, M	12 000 $
16	Montérégie	Sainte-Madeleine, VL	15 959 $
16	Montérégie	Sainte-Marie-Madeleine, P	37 958 $
16	Montérégie	Sainte-Marthe, M	12 000 $
16	Montérégie	Sainte-Martine, M	52 823 $
16	Montérégie	Sainte-Sabine, M	35 000 $
16	Montérégie	Saint-Étienne-de-Beauharnois, M	47 976 $
16	Montérégie	Sainte-Victoire-de-Sorel, M	10 000 $
16	Montérégie	Saint-Georges-de-Clarenceville, M	12 934 $
16	Montérégie	Saint-Gérard-Majella, P	5 000 $
16	Montérégie	Saint-Hugues, M	50 000 $
16	Montérégie	Saint-Hyacinthe, V	32 728 $
16	Montérégie	Saint-Ignace-de-Stanbridge, M	35 000 $
16	Montérégie	Saint-Jacques-le-Mineur, M	14 743 $
16	Montérégie	Saint-Jean-Baptiste, M	7 959 $
16	Montérégie	Saint-Jean-sur-Richelieu, V	32 262 $
16	Montérégie	Saint-Joachim-de-Shefford, M	22 856 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

16	Montérégie	Saint-Jude, M	8 000 $
16	Montérégie	Saint-Lazare, V	12 000 $
16	Montérégie	Saint-Liboire, M	15 000 $
16	Montérégie	Saint-Louis, M	13 427 $
16	Montérégie	Saint-Marcel-de-Richelieu, M	12 000 $
16	Montérégie	Saint-Marc-sur-Richelieu, M	7 958 $
16	Montérégie	Saint-Mathieu, M	4 000 $
16	Montérégie	Saint-Mathieu-de-Beloeil, M	7 958 $
16	Montérégie	Saint-Michel, M	14 947 $
16	Montérégie	Saint-Nazaire-d'Acton, P	16 500 $
16	Montérégie	Saint-Ours, V	6 000 $
16	Montérégie	Saint-Patrice-de-Sherrington, M	15 467 $
16	Montérégie	Saint-Paul-d'Abbotsford, M	11 000 $
16	Montérégie	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, M	14 292 $
16	Montérégie	Saint-Philippe, M	5 000 $
16	Montérégie	Saint-Pie, V	75 000 $
16	Montérégie	Saint-Polycarpe, M	11 300 $
16	Montérégie	Saint-Rémi, V	7 000 $
16	Montérégie	Saint-Robert, M	8 000 $
16	Montérégie	Saint-Roch-de-Richelieu, M	6 000 $
16	Montérégie	Saint-Sébastien, M	11 000 $
16	Montérégie	Saint-Simon, M	15 000 $
16	Montérégie	Saint-Télesphore, M	12 000 $
16	Montérégie	Saint-Théodore-d'Acton, M	7 500 $
16	Montérégie	Saint-Urbain-Premier, M	13 730 $
16	Montérégie	Saint-Valentin, M	12 911 $
16	Montérégie	Saint-Valérien-de-Milton, M	19 000 $
16	Montérégie	Saint-Zotique, M	70 000 $
16	Montérégie	Shefford, CT	45 000 $
16	Montérégie	Stanbridge East, M	30 500 $
16	Montérégie	Stanbridge Station, M	20 000 $
16	Montérégie	Sutton, V	55 000 $
16	Montérégie	Terrasse-Vaudreuil, M	56 806 $
16	Montérégie	Très-Saint-Rédempteur, M	12 000 $
16	Montérégie	Très-Saint-Sacrement, P	17 979 $
16	Montérégie	Upton, M	15 000 $
16	Montérégie	Varennes, V	10 930 $
16	Montérégie	Venise-en-Québec, M	11 000 $
16	Montérégie	Verchères, M	10 000 $
16	Montérégie	Warden, VL	10 000 $
16	Montérégie	Waterloo, V	50 000 $
16	Montérégie	Yamaska, M	10 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

17	Centre-du-Québec	Aston-Jonction, M	12 000 $
17	Centre-du-Québec	Baie-du-Febvre, M	18 000 $
17	Centre-du-Québec	Bécancour, V	20 000 $
17	Centre-du-Québec	Chesterville, M	22 000 $
17	Centre-du-Québec	Daveluyville, V	13 000 $
17	Centre-du-Québec	Deschaillons-sur-Saint-Laurent, M	14 000 $
17	Centre-du-Québec	Durham-Sud, M	9 500 $
17	Centre-du-Québec	Fortierville, M	8 000 $
17	Centre-du-Québec	Grand-Saint-Esprit, M	9 000 $
17	Centre-du-Québec	Ham-Nord, CT	35 912 $
17	Centre-du-Québec	Inverness, M	20 000 $
17	Centre-du-Québec	Kingsey Falls, V	16 000 $
17	Centre-du-Québec	La Visitation-de-Yamaska, M	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Laurierville, M	10 000 $
17	Centre-du-Québec	L'Avenir, M	11 000 $
17	Centre-du-Québec	Lefebvre, M	9 000 $
17	Centre-du-Québec	Lemieux, M	16 351 $
17	Centre-du-Québec	Lyster, M	30 000 $
17	Centre-du-Québec	Maddington Falls, M	12 000 $
17	Centre-du-Québec	Manseau, M	5 000 $
17	Centre-du-Québec	Nicolet, V	20 000 $
17	Centre-du-Québec	Notre-Dame-de-Ham, M	13 000 $
17	Centre-du-Québec	Notre-Dame-de-Lourdes, P	4 000 $
17	Centre-du-Québec	Notre-Dame-du-Bon-Conseil, P	17 000 $
17	Centre-du-Québec	Notre-Dame-du-Bon-Conseil, VL	6 000 $
17	Centre-du-Québec	Parisville, P	9 000 $
17	Centre-du-Québec	Pierreville, M	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Plessisville, P	25 000 $
17	Centre-du-Québec	Princeville, V	35 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Albert, M	18 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Bonaventure, M	8 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Célestin, M	18 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Célestin, VL	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Christophe-d'Arthabaska, P	15 500 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Cyrille-de-Wendover, M	19 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Anne-du-Sault, M	12 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Brigitte-des-Saults, P	20 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Cécile-de-Lévrard, P	18 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Clotilde-de-Horton, M	19 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Edmond-de-Grantham, P	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Élizabeth-de-Warwick, M	14 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Eulalie, M	12 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Françoise, M	7 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Hélène-de-Chester, M	20 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Elphège, P	14 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Marie-de-Blandford, M	10 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Monique, M	10 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Perpétue, P	9 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Séraphine, P	13 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Sophie-de-Lévrard, P	9 000 $
17	Centre-du-Québec	Sainte-Sophie-d'Halifax, M	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Eugène, M	21 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Félix-de-Kingsey, M	105 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Ferdinand, M	35 000 $

Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal

Montants accordés par région administrative

17	Centre-du-Québec	Saint-Germain-de-Grantham, M	26 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Guillaume, M	12 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Léonard-d'Aston, M	18 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Louis-de-Blandford, M	3 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Lucien, M	20 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Majorique-de-Grantham, P	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Norbert-d'Arthabaska, M	2 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Pie-de-Guire, P	8 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Pierre-Baptiste, P	40 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Pierre-les-Becquets, M	9 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Rémi-de-Tingwick, M	16 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Rosaire, P	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Samuel, M	17 000 $
17	Centre-du-Québec	Saints-Martyrs-Canadiens, P	13 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Sylvère, M	10 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Valère, M	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Wenceslas, M	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Saint-Zéphirin-de-Courval, P	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Tingwick, M	32 000 $
17	Centre-du-Québec	Victoriaville, V	48 062 $
17	Centre-du-Québec	Villeroy, M	15 000 $
17	Centre-du-Québec	Warwick, V	21 000 $
17	Centre-du-Québec	Wickham, M	13 000 $

Exercice financier 2015-2016

Plan d'intervention en infrastructures routières locales (PIIRL)
(Annonces 2015-2016)

MRC	Contributions au démarrage
Marguerite-D'Youville	25 000 $
Lac-Saint-Jean-Est	37 500 $
Les Îles-de-la-Madeleine	32 500 $
Les Chenaux	45 000 $
Arthabaska	42 500 $
Pontiac	50 000 $
La Haute-Yamaska	30 000 $
Témiscamingue	45 000 $
Pierre-De-Saurel	30 000 $
Témiscouata	50 000 $
Le Haut-Saint-Laurent	50 000 $
Roussillon	25 000 $
Deux-Montagnes	25 000 $
L'Assomption	25 000 $
La Vallée-de-l'Or	25 000 $
La Côte-de-Beaupré	25 000 $

Plan d'intervention de sécurité routière en milieu municipal (PISRMM)
(annonces 2015-2016)

MRC	Contributions au démarrage
Les Îles-de-la-Madeleine	20 000 $
Les Jardins-de-Napierville	20 000 $
Le Haut-Richelieu	20 000 $
Avignon	20 000 $

Travaux situés en territoire du Nunavik

MRC	Budget disponible
Administration régionale Kativik	4 156 000 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 29

Titre

Bilan du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun, au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2014, en précisant:

- les montants versés à chacun des organismes publics de transport;
- le nombre total d'automobilistes, dans chacune des municipalités, ayant versé la contribution de 30 $;
- statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun, en %, selon la provenance des usagers

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Montants versés (en milliers de dollars au 31 mars 2016)*

Agence métropolitaine de transport	57 311
Réseau de transport de la Capitale	10 766
Société de transport de Lévis	1 400
Société de transport de l'Outaouais	5 000
Société de transport de Trois-Rivières	2 476
Société de transport du Saguenay	2 763
Société de transport de Sherbrooke	2 747

Nombre total d'automobilistes, ayant versé la contribution de 30 $, au 31 mars 2016* : **2 748 800**

* Les données sont estimées en date du 29 février 2016.

Nombre total d'automobilistes par municipalité

Agence métropolitaine de Montréal	**ANNÉE 2015 au 31 décembre**
Région de Montréal	
Richelieu	3 461
Saint-Mathias-sur-Richelieu	3 303
Chambly	17 559
Carignan	6 156
Saint-Basile-le-Grand	10 507
McMasterville	3 349
Otterburn Park	5 536
Mont-Saint-Hilaire	12 181
Beloeil	13 550
Saint-Mathieu-de-Beloeil	378
Sainte-Julie	19 138
Saint-Amable	8 154
Varennes	13 961
Saint-Philippe	4 311

La Prairie	14 623
Candiac	13 297
Delson	5 044
Sainte-Catherine	11 287
Saint-Constant	17 421
Mercier	8 456
Châteauguay	27 820
Léry	1 674
Beauharnois	6 148
L'Île-Perrot	6 888
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	7 237
Pincourt	1 511
Terrasse-Vaudreuil	1 310
Vaudreuil-Dorion	22 446
Vaudreuil-sur-le-lac	289
Hudson	3 648
Saint-Lazare	13 111
Charlemagne	3 977
Repentigny	54 074
Terrebone	70 423
Mascouche	29 733
Saint-Eustache	27 546
Deux-Montagnes	10 525
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	11 341
Pointe-Calumet	4 255
Saint-Joseph-du-Lac	4 538
Boisbriand	16 225
Sainte-Thérèse	15 663
Blainville	35 553
Rosemère	9 196
Lorraine	6 132
Bois-des-Filion	6 174
Sainte-Anne-des- Plaines	8 899
Saint-Jérôme	44 139
Verchères	3 852
Saint-Sulpice	2 455
Contrecoeur	5 263
L'Assomption	13 980
Mirabel	32 015
Total	699 711
Longueuil	
Longueuil	129 587
Brossard	46 377
Saint-Lambert	11 895
Boucherville	24 363
Saint-Bruno-de-Montarville	16 267
Total	228 489
Laval	
Laval	233 437
Montréal	
Montréal	629 465
Montréal-Est	1 809
Westmount	8 852
Montréal-Ouest	2 439
Côte-Saint-Luc	14 821
Hampstead	3 750
Mont-Royal	9 698
Dorval	10 271
Pointe-Claire	17 210
Kirkland	12 691
Beaconsfield	11 623
Baie d'Urfé	2 247
Sainte-Anne-de-Bellevue	2 517

Senneville	600
Dollard-des-Ormeaux	26 429
Total	754 420
Grand total	**1 916 057**

Communauté métropolitaine de Québec	**2015 au 31 décembre**
Région de Québec	
Boischatel	4 578
Wendake	1 455
Total	6 033
Lévis	
Lévis	90 482
Québec	
Québec	287 318
Saint-Augustin-de-Desmaures	12 624
Ancienne-Lorette	10 545
Total	310 487
Grand total	**407 003**

Outaouais	**2015 au 31 décembre**
Gatineau	154 753
Cantley	7 266
Chelsea	4 804
Total	**166 824**

Autres régions	**2015 au 31 décembre**
Sherbrooke	91 752
Saguenay	92 197
Trois-Rivières	82 612

Statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun

AOT	2014 au 31 décembre
Sociétés de transport	
S.T.Montréal	417 219 567
R.T.Capitale (Québec)	46 610 108
R.T.Longueuil	34 447 728
S.T.Laval	21 564 250
S.T.Outaouais	18 738 226
S.T.Sherbrooke	7 810 000
S.T.Saguenay	4 632 304
S.T.Lévis	3 950 654
S.T.Trois-Rivières	3 531 931
sous-total	558 504 768
Taux augm p/r année précédente	*0,00%*
Agence métropolitaine	
A.M.T. (trains de banlieue)	17 786 700
A.M.T. (autobus express)	1 535 500
sous-total	19 322 200
Taux augm p/r année précédente	*0,92%*
Sociétés de transport et AMT	577 826 968
Taux augm p/r année précédente	*0,03%*
Ensemble OMIT et CIT (voir détails*)	27 141 112
Taux augm p/r année précédente	*-0,46%*
Achalandage total	604 968 080
Taux augm p/r année précédente	*0,01%*

Statistiques d'achalandage des organismes publics de transport en commun

(suite)

* Détails OMIT et CIT (déjà inclus dans le tableau précédent)	2014 au 31 décembre
OMIT-RMR Montréal	
Chambly-Richelieu-Carignan	1 203 422
Sorel-Varennes	1 440 829
Sainte-Julie	736 671
Vallée du Richelieu	2 030 178
Laurentides	6 396 541
Haut-Saint-Laurent	
Le Richelain	1 621 032
Roussillon	1 226 059
Sud-Ouest	1 969 800
Presqu'ile	747 110
CRT Lanaudière	6 335 998
sous-total	23 707 640
OMIT-hors RMR	
Rouyn-Noranda	
Val-d'Or	
Rimouski	140 129
Drummondville	427 955
Victoriaville	130 994
Thetford-Mines	43 409
Saint-Georges	76 736
Baie-Comeau	67 546
Sept-Iles	21 492
Granby	291 099
R.T.C. de Shawinigan	316 897
Sallaberry-de-Valleyfield	47 022
Mont-Tremblant	120 976
Saint-Jean-sur-Richelieu	1 749 217
sous-total	3 433 472
Achalandage total	27 141 112
Taux augm p/r année précédente	*-0,46%*

mise à jour: 29 février 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 30

Titre

Liste des projets des organismes de transport en commun pour lesquels la SOFIL a versé des subventions en 2015-2016, ventilation des montants versés par projet. Liste des projets refusés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère n'entreprend pas de projets, mais il assure la gestion des demandes de financement des organismes de transport en commun admissibles à un programme normé, en l'occurrence le Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL), selon les conditions qui y sont prévues.

Liste des projets autorisés en 2015-2016 :

L'annexe 1 présente les projets d'immobilisations en transport en commun qui ont été autorisés par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en 2015-2016 dans le cadre de la SOFIL 2005-2010, 2010-2014 et 2014-2019. La contribution totale de la SOFIL à ces projets se chiffre à près de 92 M$, dont 44 M$ proviennent du gouvernement provincial et 48 M$, du gouvernement fédéral.

Liste des projets refusés en 2015-2016 :

Aucun projet pour la SOFIL n'a été refusé pendant l'année 2015-2016. Les organismes s'enquièrent généralement de l'admissibilité de leurs projets avant d'effectuer une demande de subvention formelle au Ministère.

ANNEXE 1

Projets de transport collectif autorisés par le MTQ en 2015-2016 dans le cadre de la SOFIL[1]

PROJETS APPROUVÉS EN 2015-2016	Montant autorisé incluant taxe et frais financiers[2]
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	
Remplacement de la sortie d'accès – Toiture centre Lebourgneuf	111 417 $
Acquisition de 32 midibus (24 en 2017 et 8 en 2018)	22 759 010 $
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL	
Projet OPUS – Vente et recharge à distance, Phase 1 (VRAD)	317 161 $
Acquisition de 26 autobus hybrides en 2015	15 918 409 $
Implantation d'un système d'aide à l'exploitation et d'information à la clientèle en temps réel pour le transport adapté – Système ACCÈS	1 077 320 $
Acquisition de 15 autobus hybrides en 2016	9 900 029 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	
Remplacement d'un camion de service	94 239 $
Gestion des effluents – Secteurs T et R	158 807 $
Programme de remplacement des équipements – Phase 3 – Acquisition d'un vérin hydraulique	34 139 $
Acquisition de 7 autobus hybrides en 2015	4 273 480 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS	
Système d'aide à la planification – Module Hastus	96 042 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS	
Système d'aide à l'exploitation en transport adapté	892 798 $
Acquisition de 7 autobus hybrides en 2015	4 453 288 $
Acquisition de 9 autobus articulés hybrides en 2016	9 111 201 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	
Équipements pétroliers	3 468 455 $
VRAD – Recharge à distance (vente et perception) – Phase I	3 722 779 $
Remplacement des équipements de production à l'usine Crémazie	475 489 $
Remplacement et acquisition de véhicules de service en 2009 et 2010	3 353 605 $
Réfection des toitures aux stations Honoré-Beaugrand et Édouard-Montpetit	634 063 $
Ajout de 17 véhicules de service entre 2013 et 2016	873 896 $
Aménagement de deux pick-up et acquisition de dix pick-up munis d'un système rail-route et d'une plate-forme	888 975 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY	
Système d'aide à l'exploitation en transport adapté	659 999 $
Acquisition d'un camion de service	87 189 $
Acquisition de 2 autobus hybrides en 2015	1 272 368 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE	
Système d'aide à l'exploitation en transport adapté	738 472 $
Acquisition d'un véhicule de service	32 505 $
Système d'aide à la planification – Module Hastus	97 784 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES	
Acquisition de 3 autobus hybrides	1 867 352 $
Système d'aide à l'exploitation en transport adapté	503 500 $
Adaptation des équipements et outillages pour véhicules hybrides	83 396 $
Système d'aide à la planification – Module Hastus	79 097 $
Achat et remplacement des installations pétrolières	235 638 $

SOURCE : Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

CIT HAUT-SAINT-LAURENT	
Acquisition d'abribus	13 507 $
CIT LAURENTIDES	
Acquisition du logiciel de gestion de transport adapté ACCÈS	926 068 $
CIT RICHELAIN	
Acquisition de sept abribus chauffés	187 082 $
CIT SOREL-VARENNES	
Acquisition d'un terminus à Sorel Tracy (solde de la subvention SOFIL 2010-2014)	698 882 $
Acquisition d'un système d'aide à la répartition	57 472 $
Acquisition de boîtes de perception électroniques	517 115 $
CIT SUD-OUEST	
Acquisition d'une boîte de perception pour formation	8 924 $
Acquisition d'un abribus	9 348 $
CIT VALLÉE-DU-RICHELIEU	
Acquisition d'un logiciel de traitement et d'analyse de données	179 698 $
CRT LANAUDIÈRE	
Acquisition d'équipements de vente et perception	1 015 285 $
Recharge à distance	44 434 $
BAIE-COMEAU (Ville de)	
Acquisition de boîtes de perception	18 457 $
DRUMMONDVILLE (Ville de)	
Acquisition et installation d'un abribus de grande dimension	21 744 $
Achat et installation d'un support à vélos sur autobus	817 $

[1] Tous les projets approuvés entre le1er avril 2015 et le 31 mars 2016 font partie de cette liste, qu'ils aient été financés dans le cadre de la SOFIL 2005-2010, de la SOFIL 2010-2014, ou de la SOFIL 2014-2019.

[2] La contribution fédérale au financement des infrastructures locales de transport varie en fonction de la période : elle représentait 82 % de la subvention pour la période 2005 à 2010, mais elle a été réduite à 57 % pour 2010-2014 et à 49 % pour 2014-2019. La contribution fédérale aux projets d'infrastructures locales de transport approuvés durant l'année financière 2014-2015 est de 13,3 M$ dans l'enveloppe 2005-2010 et de 21,3 M$ dans celle de 2010-2014. Elle est de 9,6 M$ pour les projets ayant déjà fait l'objet d'approbation dans le cadre de la SOFIL 2014-2019. La contribution fédérale pour ces trois périodes cumulées est donc de 44,2 M$ sur un total de 73,3 M$ versés par la SOFIL.

SOURCE : Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 31

Titre

Liste détaillée des contrats de démolition d'infrastructures routières octroyés par le ministère avec ou sans appel d'offres, pour des motifs d'urgence ou non, au cours de l'année 2015-2016.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Considérant le volume important possible de cette réponse, cette dernière est limitée aux contrats de démolition **sans** reconstruction.

La DGT a octroyé 4 contrats de démolition d'infrastructures routières en 2015-2016

Caractéristiques	Informations
Numéro du contrat :	6407-15-0212
Localisation :	Démolition du pont P-13704, au-dessus de l'autoroute 20 dans la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford, MRC et circonscription électorale d'Arthabaska. Sans reconstruction
Justification de l'urgence :	N/A
Nature :	Travaux de construction – Structures/ouvrages d'art considérés non complexe
Fournisseur :	Sintra inc., région du Centre-du-Québec
Dates des travaux :	2015-10-26 au 2015-11-29
Montant du contrat :	408 624 $
Mode d'octroi du contrat :	Contrat par appel d'offres public

Caractéristiques	Informations
Numéro du contrat :	6407-15-0216
Localisation :	Démolition du pont P-00587 sur la rue Garant, au-dessus de la rivière Bullstrode dans la municipalité de Victoriaville. Sans reconstruction.
Justification de l'urgence :	N/A
Nature :	Travaux de construction – Structures/ouvrages d'art considérés non complexe
Fournisseur :	Gelco Construction inc.
Dates des travaux :	2016-02-01 au 2016-03-27
Montant du contrat :	137 734 $
Mode d'octroi du contrat :	Contrat par appel d'offres public

Caractéristiques	Informations
Numéro du contrat :	7006-15-0208
Localisation :	Démolition du pont P-07360, sur le chemin des Laurentides au-dessus du ruisseau Lavergne dans la municipalité de Saint-Boniface, MRC Maskinongé, CEP Saint-Maurice.
Justification de l'urgence :	N/A
Nature :	Travaux de construction – Structures/ouvrages d'art considérés non complexe
Fournisseur :	C.F.G. Construction inc.
Dates des travaux :	2015-10-19 au 2015-11-06
Montant du contrat :	178 931 $
Mode d'octroi du contrat :	Contrat par appel d'offres public

Caractéristiques	Informations
Numéro du contrat :	8603-14-1102
Localisation :	Chemin du ruisseau nord au-dessus de l'autoroute 20 à Saint-Mathieu-de-Beloeil
Justification de l'urgence :	La démolition n'a pas été réalisée en situation d'urgence. Des fissures importantes en flexion-cisaillement ont entraîné la fermeture du pont par la Direction des Structures. La démolition a été réalisée pour des motifs de sécurité, de fluidité de la circulation et d'économie. La démolition permettait d'éviter un renforcement du pont avant l'hiver. Un renforcement aurait entraîné une réduction des voies de l'autoroute 20. La démolition interférait avec la zone d'un chantier voisin. Pour éviter l'ajout de coûts de maîtrise-d'œuvre, la démolition a été confiée à l'entrepreneur qui venait de démolir un pont dans le chantier voisin.
Nature :	Démolition complète du pont
Fournisseur :	Les Entreprises Claude Chagnon Inc.
Dates des travaux :	17 octobre 2015
Montant du contrat :	297 094,40 $
Mode d'octroi du contrat :	Par avenant

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 32

Titre

Liste et détail des montants consacrés par le Ministère en 2015-2016 à l'inspection et l'entretien des ponts, viaducs et autres structures similaires sous sa juridiction. Ventilation par structure et par dépense (entretien et inspection). Prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Montant prévu consacré par le MTMDET aux structures :

Exercice financier	**Montant[1] (M$)**
2015-2016	1 402,1

[1]Le montant correspond aux activités connexes (honoraires professionnels, services publics et activités immobilières) et aux travaux relatifs aux projets de structures MTMDET (réseau supérieur) et de structures MUN (réseau municipal sous la responsabilité du Ministère). La contribution des partenaires est incluse. Il ne comprend pas les frais généraux (administration, rémunération, frais de déplacement, loyer, frais d'intérêt temporaires, etc.). Selon la programmation initiale 2015-2016 en date du 17 février 2015.

Le Ministère a la gestion d'environ 9 600 structures au Québec, incluant les structures municipales reprises en janvier 2008. En conséquence, il est impossible de fournir dans cette réponse les montants consacrés à l'entretien et à l'inspection de chaque structure car l'information demandée est trop volumineuse.

Ainsi, les dépenses d'inspection et d'entretien par structure pourront être fournies sur demande pour des ponts en particulier seulement.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 33

Titre

Liste détaillée des acquisitions, des dispositions et des ventes de terrains et d'immeubles par le Ministère en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir les tableaux :

- Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016
- Tableau des ventes d'immeubles en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 21 mars 2016

SOURCE : Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	300,00 $	2015-12-01	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	300,00 $	2015-10-26	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	300,00 $	2015-11-04	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	420,00 $	2015-06-16	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	300,00 $	2015-06-26	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	300,00 $	2015-07-10	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Palmarolle (M)	2 104,00 $	2015-10-19	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Palmarolle (M)	1 113,00 $	2015-10-09	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Rouyn-Noranda (V)	73 026,00 $	2015-12-09	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Sainte-Gertrude-Manneville (M)	565,00 $	2015-10-20	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Ville-Marie (V)	1 313,00 $	2015-04-07	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	Amos (V)	4 600,00 $		2015-06-29
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	L'Isle-Verte (M)	16 000,00 $	2015-07-28	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	L'Isle-Verte (M)	42 500,00 $	2015-08-18	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Lac-au-Saumon (M)	2 041,00 $	2015-11-25	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Notre-Dame-des-Neiges (M)	20 000,00 $	2015-07-27	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Gaspé (V)	1 000,00 $	2015-11-04	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Cloridorme (CT)	22 400,00 $	2015-04-30	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Cloridorme (CT)	2 000,00 $	2015-07-10	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-Donat (P)	650,00 $	2015-11-30	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-Germain (P)	1 250,00 $	2015-07-29	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Caplan (M)	1 350,00 $	2015-08-17	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Chandler (V)	850,00 $	2015-05-08	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Chandler (V)	500,00 $	2015-05-12	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Chandler (V)	4 500,00 $	2015-06-04	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Chandler (V)	3 500,00 $	2015-05-20	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Sainte-Luce (M)	750,00 $	2016-02-25	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Sainte-Luce (M)	9 250,00 $	2015-05-07	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Sainte-Luce (M)	1 500,00 $	2015-04-22	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Matane (V)	500,00 $	2015-06-22	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Sainte-Félicité (M)	500,00 $	2015-10-19	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Matane (V)	500,00 $	2015-04-28	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Sainte-Jeanne-d'Arc (P)	500,00 $	2015-11-30	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-François-Xavier-de-Viger (M)	500,00 $	2010-05-07	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-François-Xavier-de-Viger (M)	500,00 $	2015-12-21	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Gaspé (V)	1 200,00 $	2015-11-30	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Gaspé (V)	1 050,00 $	2016-01-27	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Sainte-Irène (P)	500,00 $	2015-05-28	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Sainte-Irène (P)	500,00 $	2015-07-06	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-Guy (M)	53 500,00 $	2015-04-15	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made		2 110,00 $	2016-02-25	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Sainte-Angèle-de-Mérici (M)	64 650,00 $	2015-07-20	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Kamouraska (M)	1 000,00 $	2015-08-03	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Rimouski (V)	2 100,00 $	2015-11-30	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-Alexandre-de-Kamouraska (M)	1 075,00 $	2016-01-19	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Grande-Rivière (V)	500,00 $	2016-02-05	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Notre-Dame-des-Neiges (M) et autres	810,00 $	2015-12-22	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	L'Isle-Verte (M)	22 500,00 $	2015-08-18	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-Louis-du-Ha! Ha! (P)	1 000,00 $	2015-07-17	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-Anaclet-de-Lessard (P)	5 000,00 $	2015-05-11	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Chandler (V)	5 000,00 $	2015-05-20	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Gaspé (V)	5 500,00 $	2015-05-11	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Nouvelle (M)	6 500,00 $	2015-07-22	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Gaspé (V)	2 100,00 $	2015-11-30	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-Damase (P)	900,00 $	2015-05-15	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Notre-Dame-des-Neiges (M)	1 500,00 $	2015-04-20	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Témiscouata-sur-le-Lac (V)	16 500,00 $	2015-07-23	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	1 000,00 $	2015-07-24	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-Louis-du-Ha! Ha! (P)	500,00 $	2015-06-26	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Caplan (M)	2 000,00 $	2015-09-08	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	3 000,00 $	2015-04-15	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-Michel-du-Squatec (M)	1 190,00 $	2015-05-14	

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Causapscal (V)	1 000,00 $	2015-11-25	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Percé (V)	700,00 $	2015-12-14	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-André-de-Restigouche (M)	800,00 $	2015-11-27	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Saint-André-de-Restigouche (M)	1 131,00 $	2015-08-19	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Les Îles-de-la-Madeleine (M)	1 000,00 $	2015-07-24	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Percé (V)	500,00 $	2015-11-30	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Percé (V)	200,00 $	2016-01-05	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Percé (V)	500,00 $	2016-01-22	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Notre-Dame-des-Neiges (M)	1 000,00 $	2015-04-23	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Kamouraska (M)	1 300,00 $	2015-07-30	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Sainte-Florence (M)	1 000,00 $	2015-11-25	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Rimouski (V)	6 950,00 $	2015-09-04	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Lac-au-Saumon (M)	2 000,00 $	2015-09-18	
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	L'Isle-Verte (M)	300,00 $		2015-11-02
DT Bas-St-Laur-Gaspé-Iles-Made	Notre-Dame-des-Neiges (M) et autres	200,00 $		2015-12-09
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Martin (P)	324,00 $	2016-01-08	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Joseph-des-Érables (M)	0,00 $	2015-06-25	
DT Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-des-Pins (P)	344 000,00 $	2016-02-02	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Martin (P)	77 500,00 $	2015-07-24	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Martin (P)	52 020,00 $	2015-11-10	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Martin (P)	20 480,00 $	2015-11-10	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	38 000,00 $	2015-07-15	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	6 000,00 $	2015-07-28	
DT Chaudière-Appalaches	Armagh (M)	400,00 $	2015-07-20	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Cyrille-de-Lessard (P)	10 000,00 $	2015-06-19	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Cyrille-de-Lessard (P)	1 538,00 $	2015-06-19	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Cyrille-de-Lessard (P)	350,00 $	2015-07-20	
DT Chaudière-Appalaches	Cap-Saint-Ignace (M)	8 000,00 $	2015-09-17	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	16 672,00 $	2015-04-24	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	8 000,00 $	2015-06-01	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	13 350,00 $	2015-06-25	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	4 700,00 $	2015-05-15	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	7 800,00 $	2015-05-15	
DT Chaudière-Appalaches	Cap-Saint-Ignace (M)	1 550,00 $	2015-06-15	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	3 000,00 $	2015-05-07	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Lazare-de-Bellechasse (M)	1 700,00 $	2015-05-13	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	500,00 $	2015-10-30	
DT Chaudière-Appalaches	Irlande (M)	3 650,00 $	2015-09-14	
DT Chaudière-Appalaches	Irlande (M)	900,00 $	2015-05-08	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Damien-de-Buckland (P)	1 000,00 $	2015-11-05	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Damien-de-Buckland (P)	450,00 $	2015-09-14	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Damien-de-Buckland (P)	4 000,00 $	2015-07-17	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Damien-de-Buckland (P)	3 850,00 $	2015-09-11	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Perpétue (M)	400,00 $	2015-05-05	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Perpétue (M)	500,00 $	2015-05-25	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Perpétue (M)	400,00 $	2015-04-13	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Malachie (P)	400,00 $	2015-10-28	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Malachie (P)	1 300,00 $	2015-08-27	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Malachie (P)	1 000,00 $	2015-06-02	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Malachie (P)	2 250,00 $	2015-10-28	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Rose-de-Watford (M)	11 800,00 $	2015-11-03	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Rose-de-Watford (M)	5 300,00 $	2015-11-05	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Rose-de-Watford (M)	4 900,00 $	2015-11-04	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Agathe-de-Lotbinière (M)	400,00 $	2016-02-03	
DT Chaudière-Appalaches	Sacré-Coeur-de-Jésus (P)	350,00 $	2015-09-16	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	10 200,00 $	2015-09-02	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Léon-de-Standon (P)	1 300,00 $	2016-03-16	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Léon-de-Standon (P)	650,00 $	2015-11-10	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Justine (M)	31 215,00 $	2015-12-15	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Jean-Port-Joli (M)	1 200,00 $	2016-03-21	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Jean-Port-Joli (M)	1 450,00 $	2016-02-07	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Janvier-de-Joly (M)	700,00 $	2016-02-01	

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Zacharie (M)	500,00 $	2016-03-22	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	30 000,00 $	2015-12-24	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Henri (M)	38 550,00 $	2015-05-20	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	20 000,00 $	2015-11-18	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	28 000,00 $	2016-01-12	
DT Chaudière-Appalaches	Thetford Mines (V)	217 000,00 $	2015-05-08	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	30 000,00 $	2015-12-10	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	44 000,00 $	2016-01-12	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	36 000,00 $	2015-11-10	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	24 000,00 $	2015-07-16	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	30 000,00 $	2015-06-11	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Alfred (M)	1 500,00 $	2015-07-16	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	2 700,00 $	2015-11-02	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	9 000,00 $	2015-06-29	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	450,00 $	2015-10-01	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Patrice-de-Beaurivage (M)	2 000,00 $	2015-08-12	
DT Chaudière-Appalaches	Lévis (V)	4 200,00 $	2015-08-31	
DT Chaudière-Appalaches	Irlande (M)	1 100,00 $	2015-09-10	
DT Chaudière-Appalaches	Sainte-Agathe-de-Lotbinière (M)	1 650,00 $	2016-02-03	
DT Chaudière-Appalaches	Sacré-Coeur-de-Jésus (P)	475,00 $	2016-02-22	
DT Chaudière-Appalaches	Sacré-Coeur-de-Jésus (P)	1 200,00 $	2016-02-22	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Jacques-de-Leeds (M)	500,00 $	2015-11-23	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Patrice-de-Beaurivage (M)	2 800,00 $	2016-01-28	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Patrice-de-Beaurivage (M)	2 700,00 $	2016-01-22	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Janvier-de-Joly (M)	1 200,00 $	2016-02-26	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Patrice-de-Beaurivage (M)	800,00 $	2016-01-29	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	500,00 $	2015-07-07	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	3 500,00 $	2015-06-25	
DT Chaudière-Appalaches	Beauceville (V)	20 000,00 $	2015-04-27	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Roch-des-Aulnaies (P)	2 200,00 $	2015-10-15	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Roch-des-Aulnaies (P)	10 000,00 $	2016-02-10	
DT Chaudière-Appalaches	Sacré-Coeur-de-Jésus (P)	1 750,00 $	2015-09-16	
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Henri (M)	145 382,00 $		2015-06-22
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	7 000,00 $		2015-05-13
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	5 495,00 $		2015-10-21
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Georges (V)	25 785,00 $		2015-09-25
DT Chaudière-Appalaches	Saint-Martin (P)	1 413,00 $		2015-05-08
DT Côte-Nord	Tadoussac (VL)	4 500,00 $	2015-06-12	
DT Côte-Nord	Colombier (M)	750,00 $	2016-03-07	
DT Côte-Nord	Colombier (M)	500,00 $	2016-02-24	
DT Côte-Nord	Longue-Rive (M)	53 953,00 $	2015-11-26	
DT Côte-Nord	Portneuf-sur-Mer (M)	1 000,00 $	2016-03-07	
Total DT Côte-Nord		60 703,00 $		
DT Est-de-la-Montérégie	Farnham (V)	35 000,00 $	2015-07-16	
DT Est-de-la-Montérégie	Lac-Brome (V)	3 500,00 $	2015-10-15	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Antoine-sur-Richelieu (M)	2 800,00 $	2015-04-08	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Denis-sur-Richelieu (M)	3 800,00 $	2015-12-09	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Simon (M)	0,00 $	2015-06-12	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Simon (M)	0,00 $	2015-06-12	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Simon (M)	0,00 $	2015-06-12	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Simon (M)	0,00 $	2015-06-12	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Simon (M)	0,00 $	2015-06-12	
DT Est-de-la-Montérégie	Brossard (V)	0,00 $	2015-07-24	
DT Est-de-la-Montérégie	Longueuil (V)	4 000,00 $	2015-05-06	
DT Est-de-la-Montérégie	Saint-Mathieu-de-Beloeil (M)			2016-03-23
DT Estrie	Sherbrooke (V)	9 500,00 $	2015-10-23	
DT Estrie	Sherbrooke (V)	2 100 000,00 $	2015-09-14	
DT Estrie	Dixville (M)	1 850,00 $	2015-10-14	
DT Estrie	Hatley (CT)	5 117,00 $	2016-02-25	
DT Estrie	Hatley (CT)	1 900,00 $	2015-07-03	
DT Estrie	Dudswell (M)	561,00 $	2015-10-22	

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Estrie	Saint-Georges-de-Windsor (M)	3 700,00 $	2015-05-26	
DT Estrie	Saint-Claude (M)	1 100,00 $	2015-07-15	
DT Estrie	Saint-Claude (M)	1 600,00 $	2015-11-09	
DT Estrie	Magog (V)	810,00 $	2015-12-14	
DT Estrie	Magog (V)	1 792,00 $	2015-12-14	
DT Estrie	Saint-Venant-de-Paquette (M)	2 350,00 $	2015-11-09	
DT Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton (M)	350,00 $	2015-05-13	
DT Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton (M)	350,00 $	2015-06-17	
DT Estrie	Ayer's Cliff (VL)	1 512,00 $	2015-11-24	
DT Estrie	Ayer's Cliff (VL)	3 500,00 $	2015-09-15	
DT Estrie	Ayer's Cliff (VL)	1 100,00 $	2015-11-11	
DT Estrie	Coaticook (V)	800,00 $	2016-01-15	
DT Estrie	Coaticook (V)	376,00 $	2016-01-08	
DT Estrie	Coaticook (V)	360,00 $	2016-01-06	
DT Estrie	Saint-Malo (M)	525,00 $	2015-10-26	
DT Estrie	Saint-Malo (M)	343,00 $	2015-10-28	
DT Estrie	Bonsecours (M)	435,00 $	2015-12-09	
DT Estrie	Bonsecours (M)	1 290,00 $	2015-12-23	
DT Estrie	Milan (M)	325,00 $	2015-11-16	
DT Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton (M)	560,00 $	2016-02-02	
DT Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton (M)	440,00 $	2016-01-11	
DT Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton (M)	415,00 $	2015-12-14	
DT Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton (M)	400,00 $	2015-01-15	
DT Estrie	Saint-Isidore-de-Clifton (M)	355,00 $	2015-12-10	
DT Estrie	Saint-Étienne-de-Bolton (M)	40 000,00 $	2016-02-17	
DT Estrie	Sherbrooke (V)	0,00 $	2016-03-21	
DT Estrie	Sherbrooke (V)	1 936 469,00 $	2015-12-22	
DT Estrie	Hatley (CT)	14 000,00 $	2015-04-21	
DT Estrie	Magog (V)	423 469,00 $	2015-06-09	
DT Estrie	Frontenac (M)	10 075,00 $	2015-09-18	
DT Estrie	Frontenac (M)	1 011,00 $	2015-10-14	
DT Estrie	Sainte-Edwidge-de-Clifton (CT)	1 900,00 $	2015-11-10	
DT Estrie	Sherbrooke (V)	152 000,00 $	2015-11-11	
DT Estrie	Hatley (CT)	70 092,00 $	2016-01-14	
DT Estrie	Valcourt (V)	600,00 $	2015-09-08	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	2,00 $	2015-10-30	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	15 000,00 $	2015-10-30	
DT Ile-de-Montréal	Baie-D'Urfé (V)	0,00 $	2016-02-09	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	433 400,00 $	2015-09-18	
DT Ile-de-Montréal	Westmount (V)	276 624,00 $	2015-04-20	
DT Ile-de-Montréal	Dorval (V)	101 000,00 $	2015-07-21	
DT Ile-de-Montréal	Dorval (V)	27 000,00 $	2015-07-21	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	47 000,00 $	2015-06-22	
DT Ile-de-Montréal	Montréal-Ouest (V)	4 000,00 $	2015-12-02	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	202 288,00 $	2015-07-30	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	75 277,00 $	2015-05-07	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	0,00 $	2015-04-08	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	36 000,00 $	2015-07-10	
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	313 625,00 $		2015-08-14
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	5 295 665,00 $		2015-04-22
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V)	57 500,00 $		2015-05-06
DT Ile-de-Montréal	Westmount (V) et autres	1 005 000,00 $		2016-02-03
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V) et autres	1,00 $		2016-02-03
DT Ile-de-Montréal	Montréal (V) et autres	30 543,00 $		2015-11-12
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-André-d'Argenteuil (M)	134 756,00 $	2015-04-13	
DT Laurentides-Lanaudière	Montcalm (M)	48 000,00 $	2015-08-03	
DT Laurentides-Lanaudière	Montcalm (M)	53 000,00 $	2015-08-03	
DT Laurentides-Lanaudière	Rivière-Rouge (V)	18 093,00 $	2015-04-14	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	5 033,00 $	2015-08-27	
DT Laurentides-Lanaudière	Mille-Isles (M)	2 175,00 $	2015-11-06	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	4 158,00 $	2015-08-19	

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	5 112,00 $	2015-07-17	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	4 262,00 $	2015-04-23	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	5 664,00 $	2015-09-03	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	2 449,00 $	2015-12-09	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	4 426,00 $	2015-05-05	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	9 346,00 $	2015-06-09	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	6 372,00 $	2015-05-19	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	6 204,00 $	2015-04-07	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	4 635,00 $	2015-09-14	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	2 319,00 $	2015-04-22	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	4 789,00 $	2015-06-04	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	5 992,00 $	2015-09-15	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	7 848,00 $	2015-09-16	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	13 000,00 $	2015-04-01	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	5 646,00 $	2015-06-10	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	6 449,00 $	2015-07-27	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	728,00 $	2015-06-12	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	3 374,00 $	2015-06-22	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	9 051,00 $	2015-08-24	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	8 449,00 $	2015-07-20	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	6 636,00 $	2015-04-01	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	9 543,00 $	2015-07-08	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	3 769,00 $	2015-08-19	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	5 970,00 $	2015-09-11	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	591,00 $	2015-06-16	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	58 529,00 $	2015-05-27	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	9 984,00 $	2015-11-16	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	11 693,00 $	2015-07-13	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	6 065,00 $	2015-04-29	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	8 243,00 $	2015-10-15	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	3 117,00 $	2015-06-23	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	3 744,00 $	2015-04-21	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	3 429,00 $	2015-07-02	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	8 861,00 $	2015-07-02	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	11 697,00 $	2015-06-17	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	636,00 $	2015-06-23	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	12 000,00 $	2015-05-06	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	2 086,00 $	2015-07-23	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Lin - Laurentides (V)	1 072,00 $	2015-07-22	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	4 000,00 $	2015-08-12	
DT Laurentides-Lanaudière	Piedmont (M)	760,00 $	2015-04-08	
DT Laurentides-Lanaudière	Amherst (CT)	1 000,00 $	2015-09-24	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	6 522,00 $	2015-07-02	
DT Laurentides-Lanaudière	Mont-Laurier (V)	1 000,00 $	2015-06-26	
DT Laurentides-Lanaudière	Mont-Laurier (V)	600,00 $	2015-10-22	
DT Laurentides-Lanaudière	Mont-Laurier (V)	600,00 $	2015-10-14	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Adolphe-d'Howard (M)	600,00 $	2015-11-19	
DT Laurentides-Lanaudière	Morin-Heights (M)	600,00 $	2015-05-01	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Faustin - Lac-Carré (M)	4 433,00 $	2015-04-15	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Faustin - Lac-Carré (M)	1 974,00 $	2015-04-02	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Faustin - Lac-Carré (M)	3 111,00 $	2015-09-10	
DT Laurentides-Lanaudière	Lac-des-Écorces (M)	4 000,00 $	2015-08-06	
DT Laurentides-Lanaudière	Montcalm (M)	1 550,00 $	2015-10-28	
DT Laurentides-Lanaudière	Morin-Heights (M)	500,00 $	2015-05-01	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Faustin - Lac-Carré (M)	2 488,00 $	2015-06-15	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	16 000,00 $	2015-11-30	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	9 002,00 $	2015-07-23	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	9 784,00 $	2015-07-14	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	11 591,00 $	2015-04-01	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	2 698,00 $	2015-12-22	
DT Laurentides-Lanaudière	Lanoraie (M)	8 254,00 $	2015-07-06	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Lin - Laurentides (V)	1 907,00 $	2015-05-12	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	4 291,00 $	2015-04-02	

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Laurentides-Lanaudière	Nominingue (M)	4 517,00 $	2015-10-07	
DT Laurentides-Lanaudière	Nominingue (M)	700,00 $	2015-09-21	
DT Laurentides-Lanaudière	Brownsburg-Chatham (V)	1 800,00 $	2016-01-19	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Esprit (M)	7 990,00 $	2015-04-16	
DT Laurentides-Lanaudière	Rivière-Rouge (V)	7 500,00 $	2015-06-15	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Calixte (M)	255,00 $	2015-06-10	
DT Laurentides-Lanaudière	Mont-Tremblant (V)	600,00 $	2015-12-14	
DT Laurentides-Lanaudière	Brownsburg-Chatham (V)	400,00 $	2015-06-16	
DT Laurentides-Lanaudière	Rivière-Rouge (V)	3 400,00 $	2015-09-17	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Colomban (V)	1 344,00 $	2015-11-06	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Colomban (V)	973,00 $	2016-02-03	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	2 200,00 $	2015-05-12	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	400,00 $	2015-05-21	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	1 300,00 $	2015-06-22	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	300,00 $	2015-05-21	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Calixte (M)	500,00 $	2015-05-29	
DT Laurentides-Lanaudière	Sainte-Julienne (M)	400,00 $	2015-11-24	
DT Laurentides-Lanaudière	Lachute (V)	0,00 $	2015-11-09	
DT Laurentides-Lanaudière	Notre-Dame-de-Pontmain (M)	500,00 $	2015-08-12	
DT Laurentides-Lanaudière	Notre-Dame-de-Pontmain (M)	500,00 $	2015-08-14	
DT Laurentides-Lanaudière	Brownsburg-Chatham (V)	1 600,00 $	2015-10-16	
DT Laurentides-Lanaudière	Saint-Colomban (V)	500,00 $	2016-01-14	
DT Laurentides-Lanaudière	Rivière-Rouge (V)	6 739,00 $		2015-09-29
DT Laurentides-Lanaudière	Rivière-Rouge (V)	8 700,00 $		2015-05-26
DT Laurentides-Lanaudière	Rivière-Rouge (V)	880,00 $		2016-02-24
DT Laurentides-Lanaudière	Rivière-Rouge (V)			2015-09-29
DT Laval-Mille-Iles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	1 155,00 $	2015-10-22	
DT Laval-Mille-Iles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	7 847,00 $	2016-01-22	
DT Laval-Mille-Iles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	19 981,00 $	2016-01-22	
DT Laval-Mille-Iles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	2 239,00 $	2016-02-09	
DT Laval-Mille-Iles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	10 027,00 $	2016-02-10	
DT Laval-Mille-Iles	Saint-Joseph-du-Lac (M)	5 255,00 $	2016-01-26	
DT Laval-Mille-Iles	Terrebonne (V)	6 243,00 $	2015-11-19	
DT Laval-Mille-Iles	L'Assomption (V)	612,00 $	2015-05-14	
DT Laval-Mille-Iles	Montréal (V)	11 451,00 $	2015-04-08	
DT Laval-Mille-Iles	Oka (M)	0,00 $	2015-08-31	
DT Laval-Mille-Iles	L'Épiphanie (P)	517,00 $	2015-04-20	
DT Laval-Mille-Iles	L'Épiphanie (P)	10 000,00 $	2015-06-11	
DT Laval-Mille-Iles	L'Épiphanie (P)	2 432,00 $	2015-05-21	
DT Laval-Mille-Iles	L'Épiphanie (P)	525,00 $	2015-05-04	
DT Laval-Mille-Iles	L'Épiphanie (P)	9 452,00 $	2015-05-04	
DT Laval-Mille-Iles	Saint-Eustache (V)	3 000,00 $	2015-12-17	
DT Mauricie/Centre du Québec	Bécancour (V)		2015-04-24	
DT Mauricie/Centre du Québec	Saint-Barnabé (P)	2 000,00 $	2015-06-11	
DT Mauricie/Centre du Québec	Yamachiche (M)	600,00 $	2015-04-09	
DT Mauricie/Centre du Québec	Yamachiche (M)	600,00 $	2015-04-09	
DT Mauricie/Centre du Québec	Bécancour (V)	600,00 $	2015-06-05	
DT Mauricie/Centre du Québec	Bécancour (V)	2 000,00 $	2015-08-13	
DT Mauricie/Centre du Québec	Saint-Rosaire (P)	3 000,00 $	2015-05-28	
DT Mauricie/Centre du Québec	Durham-Sud (M)	1 792,00 $	2015-09-02	
DT Mauricie/Centre du Québec	Lefebvre (M)	533,00 $	2015-08-28	
DT Mauricie/Centre du Québec	Lefebvre (M)	346,00 $	2015-06-19	
DT Mauricie/Centre du Québec	Lefebvre (M)	1 904,00 $	2015-10-23	
DT Mauricie/Centre du Québec	Lefebvre (M)	469,00 $	2015-06-08	
DT Mauricie/Centre du Québec	Drummondville (V)	273,00 $	2015-11-04	
DT Mauricie/Centre du Québec	Fortierville (M)	600,00 $	2015-08-06	
DT Mauricie/Centre du Québec	Fortierville (M)	850,00 $	2015-08-18	
DT Mauricie/Centre du Québec	Fortierville (M)	1 000,00 $	2015-08-12	
DT Mauricie/Centre du Québec	Fortierville (M)	600,00 $	2015-08-10	
DT Mauricie/Centre du Québec	Saint-Félix-de-Kingsey (M)	4 000,00 $	2015-07-02	
DT Mauricie/Centre du Québec	Saint-Félix-de-Kingsey (M)	800,00 $	2015-07-02	

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Mauricie/Centre du Québec	Yamachiche (M)	2 200,00 $	2015-04-22	
DT Mauricie/Centre du Québec	Inverness (M)	1 000,00 $	2015-06-15	
DT Mauricie/Centre du Québec	Saint-Jean-de-Brébeuf (M)	1 000,00 $	2015-06-15	
DT Mauricie/Centre du Québec	Saint-Pie-de-Guire (P)	2 000,00 $	2015-07-02	
DT Mauricie/Centre du Québec	Saint-Rosaire (P)	4 000,00 $	2015-09-10	
DT Mauricie/Centre du Québec	Saint-Prosper-de-Champlain (M)	1 000,00 $	2015-05-11	
DT Mauricie/Centre du Québec	Parisville (P)	500,00 $	2015-06-04	
DT Mauricie/Centre du Québec	Parisville (P)	1 000,00 $	2015-05-26	
DT Mauricie/Centre du Québec	Lefebvre (M)	1 143,00 $	2015-06-08	
DT Mauricie/Centre du Québec	Drummondville (V)	1 179,00 $	2015-09-18	
DT Mauricie/Centre du Québec	Drummondville (V)	651,00 $	2015-11-24	
DT Mauricie/Centre du Québec	Sainte-Hélène-de-Chester (M)	1 100,00 $	2015-06-18	
DT Mauricie/Centre du Québec	Ham-Sud (M)	7 000,00 $	2015-11-04	
DT Mauricie/Centre du Québec	Ham-Nord (CT)	4 500,00 $	2015-07-27	
DT Mauricie/Centre du Québec	Ham-Nord (CT)	2 631,00 $	2015-07-03	
DT Mauricie/Centre du Québec	Louiseville (V)	3 000,00 $	2015-06-29	
DT Mauricie/Centre du Québec	Inverness (M)	5 000,00 $	2015-06-22	
DT Mauricie/Centre du Québec	Inverness (M)	750,00 $	2015-06-23	
DT Mauricie/Centre du Québec	Lefebvre (M)	252,00 $	2015-07-22	
DT Mauricie/Centre du Québec	Trois-Rivières (V)	1 000,00 $	2015-09-09	
DT Mauricie/Centre du Québec	Trois-Rivières (V)	700,00 $	2015-11-18	
DT Mauricie/Centre du Québec	Durham-Sud (M)	1 886,00 $		2016-02-01
DT Mauricie/Centre du Québec	Durham-Sud (M)	2 209,00 $		2016-02-01
DT Mauricie/Centre du Québec	Saint-Justin (M)	6 000,00 $		2015-11-30
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Constant (V)	225 000,00 $	2015-10-14	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Jean-sur-Richelieu (V)		2015-10-15	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Michel (M)	23 505,00 $	2015-04-30	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Candiac (V)	8 000,00 $	2015-08-12	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Lacolle (M)	3 700,00 $	2015-04-10	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Lacolle (M)	0,00 $	2015-04-07	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Beauharnois (V)		2015-12-22	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Napierville (M)	230 000,00 $	2015-11-09	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Cyprien-de-Napierville (M)	1 600,00 $	2015-09-04	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Hemmingford (CT)	4 673,00 $	2015-07-03	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Sainte-Marthe (M)	13 500,00 $	2016-02-12	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Jacques-le-Mineur (M)	9 300,00 $	2015-12-16	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Jacques-le-Mineur (M)	2 300,00 $	2015-12-15	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Havelock (CT)	2 600,00 $	2015-05-07	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Havelock (CT)	4 700,00 $	2015-11-10	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Havelock (CT)	2 000,00 $	2015-10-16	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Lacolle (M)	8 100,00 $	2015-05-19	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Cyprien-de-Napierville (M)	3 000,00 $	2015-08-10	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Napierville (M) et autres	9 500,00 $	2015-06-02	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Lacolle (M)	3 500,00 $	2015-04-07	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Venise-en-Québec (M)	3 100,00 $	2016-02-12	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Venise-en-Québec (M)	27 700,00 $	2016-01-25	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Venise-en-Québec (M)	12 000,00 $	2016-02-12	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Delson (V)		2015-11-06	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Candiac (V)	10 000,00 $	2015-07-03	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Cyprien-de-Napierville (M)	320,00 $	2015-09-11	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Jean-sur-Richelieu (V)	1,00 $	2015-11-18	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Saint-Jean-sur-Richelieu (V)	3,00 $	2015-11-18	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Napierville (M)	7 000,00 $	2015-08-07	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Sainte-Justine-de-Newton (M)	3 800,00 $	2016-01-28	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Sainte-Marthe (M)	3 300,00 $	2015-12-14	
DT Ouest-de-la-Montérégie	Godmanchester (CT)	2 150,00 $	2015-11-06	
DT Outaouais	Pontiac (M)	756,00 $	2015-11-16	
DT Outaouais	Pontiac (M)	758.00	2015-11-16	
DT Outaouais	Papineauville (M)	1 350 000,00 $	2016-03-15	
DT Outaouais	Notre-Dame-de-Bonsecours (M)	440 000,00 $	2015-08-26	
DT Outaouais	Gracefield (V)	3 000,00 $	2015-04-08	

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Outaouais	Bouchette (M)	500,00 $	2015-11-25	
DT Outaouais	Bouchette (M)	2547.00	2016-03-08	
DT Outaouais	Mansfield-et-Pontefract (M)	625,00 $	2015-12-11	
DT Outaouais	Mansfield-et-Pontefract (M)	593,00 $	2015-12-11	
DT Outaouais	Mansfield-et-Pontefract (M)	1 500,00 $	2016-02-24	
DT Outaouais	Gatineau (V)	4 290,00 $	2015-09-03	
DT Outaouais	La Pêche (M)	5 159,00 $	2015-09-24	
DT Outaouais	Chénéville (M)	1 126,00 $	2015-06-23	
DT Outaouais	Chénéville (M)	3 757,00 $	2015-04-08	
DT Outaouais	Notre-Dame-de-Bonsecours (M)	32 357,00 $	2016-02-16	
DT Outaouais	L'Ange-Gardien (M)	0,00 $	2015-12-04	
DT Outaouais	Fassett (M)	1 601,00 $	2015-08-26	
DT Outaouais	Pontiac (M)	1 097,00 $	2015-11-16	
DT Outaouais	Lac-des-Plages (M)	11 000,00 $	2015-04-07	
DT Outaouais	Gatineau (V)	1 000,00 $	2015-06-15	
DT Outaouais	Saint-André-Avellin (M)	13 200,00 $	2015-05-13	
DT Outaouais	Val-des-Monts (M)	359,00 $	2015-04-17	
DT Outaouais	Lac-Simon (M)	6 000,00 $	2015-07-29	
DT Outaouais		595,00 $		2016-03-04
DT Outaouais		6 581,00 $		2016-03-04
DT Québec	Saint-Augustin-de-Desmaures (V)	141 000,00 $	2016-03-04	
DT Québec	L'Isle-aux-Coudres (M)	5 000,00 $	2015-01-11	
DT Québec	Stoneham-et-Tewkesbury (CU)	230 000,00 $	2015-06-03	
DT Québec	Stoneham-et-Tewkesbury (CU)	4 500,00 $	2015-05-19	
DT Québec	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier (V)	13 593,00 $	2015-07-08	
DT Québec	Stoneham-et-Tewkesbury (CU)	132 000,00 $	2015-06-03	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	3 500,00 $	2015-04-08	
DT Québec	Rivière-à-Pierre (M)	22 800,00 $	2015-04-14	
DT Québec	Saint-Siméon (M)	500,00 $	2015-10-19	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	6 000,00 $	2015-06-01	
DT Québec	Neuville (V)	6 500,00 $	2016-02-18	
DT Québec	Saint-Siméon (M)	3 000,00 $	2015-08-13	
DT Québec	L'Isle-aux-Coudres (M)	10 000,00 $	2015-05-11	
DT Québec	L'Isle-aux-Coudres (M)	7 000,00 $	2015-04-09	
DT Québec	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans (M)	1 000,00 $	2015-08-24	
DT Québec	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans (M)	1 000,00 $	2015-07-31	
DT Québec	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans (M)	1 500,00 $	2015-09-29	
DT Québec	Sainte-Famille (P)	1 550,00 $	2015-10-15	
DT Québec	Sainte-Famille (P)	1 800,00 $	2015-10-09	
DT Québec	Sainte-Famille (P)	3 000,00 $	2015-10-29	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	12 500,00 $	2015-06-01	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	2 600,00 $	2015-06-04	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	15 000,00 $	2015-10-19	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	2 000,00 $	2016-03-29	
DT Québec	Québec (V)	74 200,00 $	2015-10-07	
DT Québec	L'Isle-aux-Coudres (M)	1 000,00 $	2015-04-09	
DT Québec	Saint-Raymond (V)	1 500,00 $	2015-09-25	
DT Québec	Saint-Casimir (M)	750,00 $	2015-11-13	
DT Québec	L'Isle-aux-Coudres (M)	1,00 $	2015-06-08	
DT Québec	Saint-Ferréol-les-Neiges (M)	3 000,00 $	2015-05-26	
DT Québec	Saint-Ferréol-les-Neiges (M)	500,00 $	2015-09-09	
DT Québec	Clermont (V) et autres	1 500,00 $	2015-04-14	
DT Québec	Saint-Aimé-des-Lacs (M) et autres	1 000,00 $	2016-03-14	
DT Québec	Saint-Urbain (P)	1 000,00 $	2015-09-15	
DT Québec	Beaupré (V)	70 000,00 $	2015-12-16	
DT Québec	Baie-Saint-Paul (V)	730,00 $	2015-07-02	
DT Québec	Sainte-Anne-de-Beaupré (V)	750,00 $	2015-08-24	
DT Québec	La Malbaie (V)	3 500,00 $	2015-10-22	
DT Québec	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier (V)	40 500,00 $		2015-10-01
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saguenay (V)	1 000,00 $	2015-10-23	

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

Dossiers avec acquisitions de terrains ou achats de bâtiments en 2015-2016 pour la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Unité administrative	Municipalité	Montant	Date publication du contrat	Date publication avis transfert
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saguenay (V)	60 000,00 $	2015-06-23	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saguenay (V)	4 000,00 $	2015-11-06	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saguenay (V)	13 934,00 $	2015-10-23	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saguenay (V)	5 000,00 $	2105-12-23	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Ferland-et-Boilleau (M)	900,00 $	2015-07-27	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Ambroise (M)	2 000,00 $	2016-02-11	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Ambroise (M)	1 500,00 $	2016-02-17	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Sainte-Jeanne-d'Arc (VL)	500,00 $	2015-05-11	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Sainte-Jeanne-d'Arc (VL)	800,00 $	2015-06-04	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Notre-Dame-de-Lorette (M)	700,00 $	2015-10-16	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Notre-Dame-de-Lorette (M)	800,00 $	2015-05-11	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Notre-Dame-de-Lorette (M)	2 000,00 $	2015-06-03	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	127 500,00 $	2015-12-22	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Ferland-et-Boilleau (M)	500,00 $	2015-07-27	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Sainte-Rose-du-Nord (P)	1 200,00 $	2015-11-06	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Notre-Dame-de-Lorette (M)	1 000,00 $	2015-12-03	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	L'Anse-Saint-Jean (M)	5 000,00 $	2015-11-02	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	L'Anse-Saint-Jean (M)	700,00 $	2015-09-18	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	L'Anse-Saint-Jean (M)	700,00 $	2015-09-18	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saint-Stanislas (M)	800,00 $	2015-09-29	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saguenay (V)	99 000,00 $	2015-07-14	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Saguenay (V)	700,00 $	2015-10-22	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Bégin (M)	1 000,00 $	2015-11-23	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Roberval (V)	1 800,00 $	2015-12-23	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Roberval (V)	2 000,00 $	2016-01-21	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Dolbeau-Mistassini (V)	1 402 738,00 $		2016-02-10
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	Alma (V)	34 000,00 $		2015-07-13

Tableau des ventes d'immeubles 2015-2016

pour la période de 1er avril 2015 au 21 mars 2016

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
6301_GAS_IL_MAD	I1	P1 RG3	Gaspé	2015-11-12	1 500,00 $	Vente de terrain
6301_GAS_IL_MAD	I1	P19 RG O RIV NOUVEL L	Nouvelle	2015-08-17	500,00 $	Vente de terrain
Total 6301_GAS_IL_MAD					2 000,00 $	
6401_CNTR_QUEBC	5 185 536		Drummondville	2015-09-01	192 372,00 $	Échange
Total 6401_CNTR_QUEBC					192 372,00 $	
6501_6301_BSGIM	3 146 281		Gaspé	2015-06-25	5 300,00 $	Vente de terrain
6501_6301_BSGIM	2 616 411 Ptie, 2 6 16 306 Ptie		Cabano	2015-07-21	6 144,39 $	Échange
6501_6301_BSGIM	1D Ptie, 4 469 997, 4 714 137 Ptie	, Rang 1 Bois Brûlé	Gaspé	2015-08-28	53,92 $	Échange
6501_6301_BSGIM	1D Ptie, 4 469 997, 4 714 137 Ptie	, Rang 1 Bois Brûlé	Gaspé	2015-08-28	143 103,00 $	Vente terrain bâtim
6501_6301_BSGIM	5 459 092, 4056 92 7, 5 459 091, 4 056 929		Rivière-du-Loup	2015-06-30	11 000,00 $	Vente de terrain
6501_6301_BSGIM	5 459 092, 4056 92 7, 5 459 091, 4 056 929		Rivière-du-Loup	2015-07-08	20 955,00 $	Vente de terrain
6501_6301_BSGIM	I1	P-57-A-1-1 RG-1, P-57-A-3 RG 1	Gaspé	2015-09-17	2 525,00 $	Vente de terrain
6501_6301_BSGIM			Pabos,	2015-06-10	300,00 $	Levée de non accès
6501_6301_BSGIM	3 619 096 Ptie		Gaspé	2015-09-24	55 251,00 $	Vente terrain bâtim
6501_6301_BSGIM	101 Ptie, 96 Ptie		Pabos,	2016-02-23	1,00 $	Vente de bâtiment
6501_6301_BSGIM	58 Ptie, 56 Ptie, 57 Ptie, 56-1 Ptie, 56-2		Notre-Dame-du-Lac	2015-05-20	600,00 $	Échange

Tableau des ventes d'immeubles 2015-2016

pour la période de 1er avril 2015 au 21 mars 2016

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
6501_6301_BSGIM	I1, 4 530 746, 4 53 0 746 Ptie	P-43, P-44,	Notre-Dame-du-Portage	2015-10-26	22 300,00 $	Vente de terrain
6501_6301_BSGIM	4 370 300		Sainte-Angèle-de-Mérici	2015-10-09	1,00 $	Vente de bâtiment
Total 6501_6301_BSGIM					267 534,31 $	
6501_BAS-ST-LAU	I1, 4 146 619	, P199 RANG 1	Saint-Fabien	2015-11-27	500,00 $	Vente de terrain
6501_BAS-ST-LAU	4 071 862, 4071 86 2 Ptie, 4 071 861, 4 071 861 Ptie, 5 17 5 629 Ptie	, --	Sainte-Luce,	2015-08-20	775,00 $	Vente de terrain
Total 6501_BAS-ST-LAU					1 275,00 $	
6601_CHAUD_APPA	5 755 169		Saint-Étienne-de-Beaumont,	2015-11-09	2 500,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	4 543 780		East Broughton	2015-05-14	12 000,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	3 432 634		Lévis	2016-01-18	4 000,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	2 938 832, 2938 86 5 Ptie, 2 938 832 Pt ie, 2 938 865		L'Islet-sur-Mer--Saint-Eugèn	2015-12-01	3 000,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	3 061 424 ptie		Montmagny	2016-02-24	3 000,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	232A		Saint-Éphrem-de-Beauce	2015-04-23	11 000,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	26B Ptie, 26A Ptie	Rang 1	Saint-Martin	2015-11-10	1 680,37 $	Échange
6601_CHAUD_APPA	5 636 056		Lévis	2015-04-28	3 500,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	5 849 144		Saint-Apollinaire	2015-11-18	10 000,00 $	Vente de terrain

Tableau des ventes d'immeubles 2015-2016

pour la période de 1er avril 2015 au 21 mars 2016

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
6601_CHAUD_APPA	4 275 654		Armagh	2015-09-01	500,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	3 629 633 Ptie		Notre-Dame-des-Pins	2015-04-23	7 500,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	5 629 169, 5629 170, 3 949 810		Laurier-Station	2015-09-16	685,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	3 173 615		Saint-Isidore	2015-07-21	500,00 $	Levée de non accès
6601_CHAUD_APPA	26A Ptie	Rang 1	Saint-Martin	2016-01-08	284,00 $	Échange
6601_CHAUD_APPA			Lévis	2015-12-07	1 533,00 $	Servitude publique
6601_CHAUD_APPA	5 560 196		Saint-Henri	2015-09-25	33 300,00 $	Vente terrain bâtim
6601_CHAUD_APPA	5 676 660		Saint-Apollinaire	2016-01-14	6 500,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA	192-27 Ptie, 192-26 Ptie		Val-Alain	2015-10-15	84 000,00 $	Vente de terrain
6601_CHAUD_APPA			Saint-Patrice-de-Beaurivage	2016-01-28	695,80 $	Échange
Total 6601_CHAUD_APPA					186 178,17 $	
7001_6401_MACQ	51 Ptie, 52 Ptie	Rang 1	La Tuque	2015-05-20	9 522,00 $	Cession
7001_6401_MACQ	5 441 877 ptie, 5 438 264 ptie, 5 438 262		Shawinigan	2015-04-27	96 800,00 $	Levée de non accès
Total 7001_6401_MACQ					106 322,00 $	
7001_MAURICIE	1383103, 1129648, 1383059			2015-07-16	5 125,00 $	Vente de terrain
Total 7001_MAURICIE					5 125,00 $	
7101_QUEBEC	5 807 966, 5807 966 Ptie		Lac-Beauport	2016-02-24	6 700,00 $	Vente de terrain

Tableau des ventes d'immeubles 2015-2016

pour la période de 1er avril 2015 au 21 mars 2016

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
7101_QUEBEC	I1	P-586-106 ET AUTRES		2016-01-29	565 000,00 $	Vente terrain bâtim
7101_QUEBEC	3 507 504 Ptie, 3 5 07 504		Neuville	2015-09-16	2 780,00 $	Vente de terrain
7101_QUEBEC	3 056 240 Ptie, 3 0 56 240		Saint-Augustin-de-Desmaure	2015-05-28	71 694,00 $	Vente de terrain
7101_QUEBEC	5 523 778		Saint-Raymond	2015-09-25	1 304,63 $	Échange
Total 7101_QUEBEC					647 478,63 $	
8401_LAVAL_MILE	1 945 346 ptie, 1 94 5 346		Charlemagne	2015-05-20	4 470,00 $	Vente de terrain
8401_LAVAL_MILE	2 438 629, 4974 16 6			2015-09-30	75 000,00 $	Vente de terrain
8401_LAVAL_MILE	2 438 629, 4974 16 6			2015-09-30	7 866,99 $	Autre
8401_LAVAL_MILE	4 963 074, 4963 07 2		Sainte-Marthe-sur-le-Lac	2015-09-17	315 000,00 $	Levée de non accès
8401_LAVAL_MILE			Terrebonne	2015-05-26	1 312 500,00 $	Levée de non accès
8401_LAVAL_MILE	1 391 986		Laval	2015-12-15	80 000,00 $	Levée de non accès
Total 8401_LAVAL_MILE					1 794 836,99 $	
8501_ILE_MONTRE	I1	P-98-28	Montréal	2015-07-15	11 165,00 $	Vente de terrain
8501_ILE_MONTRE			Montréal	2015-05-19	6 304,00 $	Servitude publique
8501_ILE_MONTRE			Montréal	2015-06-18	90 055,00 $	Vente de terrain
Total 8501_ILE_MONTRE					107 524,00 $	
8701_MONTE_OUES	3978284		Saint-Jean-sur-Richelieu,	2015-07-30	254 919,00 $	Vente de terrain
8701_MONTE_OUES	I1	P.583	Rigaud	2015-04-22	16 500,00 $	Vente de terrain
8701_MONTE_OUES	3978283		Saint-Jean-sur-Richelieu,	2015-07-30	318 309,64 $	Vente de terrain
8701_MONTE_OUES	153-1 ptie		Beauharnois	2015-07-30	91 700,00 $	Vente de terrain

Tableau des ventes d'immeubles 2015-2016

pour la période de 1er avril 2015 au 21 mars 2016

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
8701_MONTE_OUES	3 166 715, 2426481, 3551228 ptie, 2 714 202, 3551228		Delson	2015-09-10	3 700,00 $	Autre
8701_MONTE_OUES	4232012 ptie, 4151106 ptie, 4151107 ptie		Saint-Jean-sur-Richelieu,	2015-06-02	411 200,00 $	Levée de non accès
8701_MONTE_OUES	4399762 ptie, 4399764 ptie		Saint-Jean-sur-Richelieu,	2015-11-17	482 432,00 $	Levée de non accès
8701_MONTE_OUES	5 333 200		Saint-Constant	2015-12-09	40 000,00 $	Vente de terrain
8701_MONTE_OUES	5 333 198		Saint-Constant	2015-12-09	40 000,00 $	Vente de terrain
8701_MONTE_OUES	2 426 498		Saint-Mathieu	2015-09-10	3 700,00 $	Autre
8701_MONTE_OUES	2 714 202		Saint-Philippe	2015-09-10	3 700,00 $	Servitude publique
8701_MONTE_OUES	3 166 715		Saint-Philippe	2015-09-10	3 700,00 $	Servitude publique
Total 8701_MONTE_OUES					1 669 860,64 $	
8801_LAUR_LANAU	4 783 114	P151	Saint-Thomas	2015-07-08	1 255,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU	P150,P174		Mirabel	2015-07-15	300 000,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU	P92-192,P92		Mirabel	2015-06-22	350 000,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU	I1	P.264 JANVIER		2015-04-10	700 000,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU	I1	P17A,P18	Arundel	2016-03-09	4 300,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU	93-242 ptie		Mirabel	2015-12-14	4 000,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU	93-243 ptie		Mirabel	2015-12-14	4 000,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU	93-270 ptie		Mirabel	2015-12-14	10 000,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU	93-166 ptie		Mirabel	2015-12-14	10 000,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU			Saint-Jacques	2015-06-08	5 550,00 $	Vente de terrain
8801_LAUR_LANAU	5 010 797		Labelle	2016-02-09	10 000,00 $	Levée de non accès

Tableau des ventes d'immeubles 2015-2016

pour la période de 1er avril 2015 au 21 mars 2016

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
8801_LAUR_LANAU	21 ptie, 20 ptie, sdc	Sud-Ouest de la Rivière-Rouge	Rivière-Rouge	2015-06-11	3 913,89 $	Échange
8801_LAUR_LANAU			Mont-Tremblant	2015-08-25	865,00 $	Vente de terrain
Total 8801_LAUR_LANAU					1 403 883,89 $	
8901_OUTAOUAIS	4 998 513 ptie	--, ----	Papineauville	2015-10-05	0,00 $	Cession
8901_OUTAOUAIS	32 ptie, 31 ptie		Fassett	2015-08-26	5 947,00 $	Échange
8901_OUTAOUAIS	34 ptie, 33 ptie		Fassett	2015-08-26	0,00 $	Échange
8901_OUTAOUAIS	5 363 550, 5363 774		Notre-Dame-de-Bonsecours,	2016-02-15	16 094,00 $	Cession
Total 8901_OUTAOUAIS					22 041,00 $	
	ptie, 5 363 774		Notre-Dame-de-Bonsecours,			
8901_OUTAOUAIS	5 363 771, 5364 203, 5 363 774 ptie, 5 770 296, 5 362 085, 5 770 297, 5 362 084, 5 363 770		Notre-Dame-de-Bonsecours,	2016-02-15	16 094,00 $	Cession
8901_OUTAOUAIS	2 683 584 ptie	---	Pontiac	2015-11-16	716,00 $	Échange
8901_OUTAOUAIS	2 683 585 ptie	---	Pontiac	2015-11-16	716,00 $	Échange
8901_OUTAOUAIS	607 ptie, 4 998 418 ptie, 4 998 283 lot, 603 ptie, 608 ptie, 605 ptie, 602 ptie	-----, ---, ----	Papineauville	2015-07-21	0,00 $	Cession
8901_OUTAOUAIS	3 891 208	---	Pontiac	2015-11-16	716,00 $	Échange

Tableau des ventes d'immeubles 2015-2016

pour la période de 1er avril 2015 au 21 mars 2016

Nom DT	Lot	Rang	Municipalité	Date contrat	Montant facture	Type transaction
8901_OUTAOUAIS	4 505 798, 4505 799		L'Ange-Gardien	2015-12-02	1,00 $	Échange
8901_OUTAOUAIS	I1			2015-10-05	1 600,00 $	Vente de terrain
Total 8901_OUTAOUAIS					19 843,00 $	
9001_ESTRIE	5 020 506, 5020 508		Magog	2015-07-03	5 000,00 $	Servitude publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 34

Titre

Liste et détail des consultations menées par le Ministère auprès des communautés autochtones en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017. Fournir les noms et le salaire (ou les contrats octroyés) de tout négociateur embauché par le Ministère pour mener ces consultations.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) L'objet des consultations :

Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) a l'obligation de consulter et d'accommoder, s'il y a lieu, les communautés autochtones lorsque des projets peuvent porter atteinte à leurs droits.

Les projets suivants ont fait l'objet de consultations de la part du MTMDET en 2015-2016 :

1) Programme d'amélioration de la route 212;
2) Route 109 - remplacement d'un ponceau;
3) Route 389 (km 365) - pont de la Rivière Beaupin;
4) Route 389 (km 374) - pont de la Rivière Hart-Jaune.

D'autres consultations amorcées avant 2015-2016 par le MTMDET sont toujours en cours, mais n'ont donné lieu à aucune activité au cours de la dernière année. Notons en particulier la consultation des Innus d'Unamen Shipu dans le cadre du projet de prolongement de la route 138 entre Kegaska et La Romaine. De plus, malgré que le Ministère considère avoir rempli ses obligations en matière de consultation avec la Première Nation malécite de Viger dans le cadre du projet de construction de l'autoroute 85 entre Saint-Antonin et Saint-Louis-du-Ha! Ha! et avec les communautés Innues de Pessamit, Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam et Matimekosh–Lac-John dans le cadre du programme d'amélioration de la route 389, le Ministère demeure ouvert au dialogue.

b) Le moyen utilisé :

Dans le cadre des démarches de consultation menées par le MTMDET, les communautés autochtones sont d'abord contactées par lettre, puis des rencontres sont ensuite organisées au besoin.

c) La date des rencontres :

1) Programme d'amélioration de la route 212 :

- 10 février 2016, à Obedjiwan.

2) Route 109

- 21 juillet 2015, conférence téléphonique à Pikogan;
- 31 juillet 2015, à Pikogan;
- 24 août 2015, à Pikogan.

d) Les communautés et les personnes consultées :

1) Conseil des Attikameks d'Obedjiwan et Conseil des Innus de Mashteuiatsh;
2) Conseil des Algonquins de Pikogan;
3) Conseil des Innus de Pessamit;
4) Conseil des Innus de Pessamit.

e) Négociateurs

Le MTMDET n'a eu recours à aucun négociateur dans le cadre des consultations tenues en 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 35

Titre

Crédits affectés, par programme, au transport en commun en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017. Ventiler en spécifiant la part de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le gouvernement du Québec apporte un soutien financier important au transport collectif. Le tableau qui suit présente, pour l'année 2015-2016, l'implication financière du gouvernement dans les transports collectifs pour l'ensemble du Québec. Sont présentées les sommes consacrées par le MTMDET au transport collectif provenant des crédits annuels et les sommes provenant de la SOFIL.

	2015-2016 (prévision) **(M$)**	**Ventilation des sources de revenus**
Montants versés — SOFIL (1) :	**95,6**	SOFIL
Aide aux immobilisations (service de dette) (2) :	517,1	FORT
Aide aux CIT et OMIT (3) :	27,7	FORT
Aide au transport adapté (3) :	90,0	Crédits
Adaptation des taxis et autocars (4) :	2,5	Crédits
Aide gouvernementale du Fonds vert :	155,6	Fonds vert
Aide à l'acquisition d'autobus scolaires :	4,2	Crédits
Autres subventions (5) :	68,8	FORT
Sous-total (subventions) :	**865,9**	
Droit sur l'immatriculation (30 $) :	82,5	FORT
Essence région de Montréal (6) :	98,7	Extra budgétaire
Essence Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (7) :	1,3	FORT
Sous-total (automobilistes) :	**182,5**	
Total sur la base des dépenses de crédit :	**1 144,0**	

(1) Enveloppe comptant. Au 26 février 2016.
(2) Comprend le service de dette du PAGTCP, du métro et de la SOFIL.
(3) Données budgétaires.
(4)Sous réserve de l'approbation du CT qui doit être soumis à la séance du 8 mai 2016.
(5) Inclut une subvention d'équilibre versée à l'AMT.
(6) Correspond au 1,5 cent le litre d'essence versé à l'AMT depuis 1996 ainsi que la majoration de 1,5 cent demandée par la CMM en 2010.
(7) Correspond au 1,0 cent le litre d'essence versé au RéGIM depuis 2012.

SOURCE : Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 36

Titre

Crédits affectés, par programme, à la voirie locale depuis 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Ventiler en spécifiant les parts respectives de la SOFIL, du Fonds des réseaux de transport terrestre et du gouvernement fédéral.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Crédits affectés à la voirie locale par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Programme	Budget ($) 2015-2016	MTQ (850)	FORT (807)
Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local	79 300 000		
Programme d'aide à l'amélioration du réseau routier local	40 370 661		100%
Programme d'aide à la réfection des ouvrages d'art municipaux	2 000 000		
Programme d'aide à l'entretien des routes d'accès aux localités isolées	1 435 207	62,5%	37,5%
Réhabilitation du réseau routier local	50 000 000		100%

SOFIL et gouvernement fédéral

Le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec (TECQ) résulte d'une entente Canada-Québec relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence, afin d'assurer le financement des infrastructures municipales et locales, dans une perspective de développement durable.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) est le gestionnaire du programme, il est la porte d'entrée des programmations municipales et il en assure la gestion financière par la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL). En vertu des règles du programme, la SOFIL a le mandat de verser une aide financière aux municipalités et organismes municipaux qui auront reçu l'autorisation du ministère des Transports (MTQ) en ce qui a trait à la programmation des travaux en voirie locale.

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 37

Titre

Liste des projets de voies réservées à l'étude sur le réseau routier du Québec (avec échéancier et investissements prévus pour chacun). Fournir pour chaque région la liste des projets reportés depuis 2007, et la liste des projets réalisés en 2015-2016 (avec leurs coûts).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ces projets sont tous relatifs aux projets de l'Agence métropolitaine de transport (AMT) ou d'autorités organisatrices de transports (AOT) et, en conséquence, sont associés à leur territoire et à leur créneau d'intervention.

SOURCE: Direction des projets routiers et de transport collectif (C155210)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 38

Titre

Sommes dépensées par le ministère en 2015-2016 pour l'achat ou l'entretien de véhicules électriques ou hybrides. Fournir le nombre total de ces véhicules faisant partie du parc automobile du Ministère, en pourcentage du total.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère compte dans son parc 194 véhicules* à haut rendement énergétique, essentiellement des véhicules légers (incluant ceux utilisés par le CGER). Ce nombre représente 4,5 % de l'ensemble de son parc ou 11,7 % de son parc de véhicules légers.

De ces 194 véhicules, 14 ont été achetés en 2015-2016 pour un montant total de 516 112,13 $.

Le montant dépensé pour l'entretien périodique et l'ensemble des réparations de ces véhicules pour l'année en cours est de 300 349 $.

* Données extraites le 29 février 2016

SOURCE : Fonds de gestion de l'équipement roulant

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 39

Titre

Sommes octroyées en vertu du Programme d'aide visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre PAREGES et liste des programmes financés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le programme PAREGES est terminé depuis le 31 décembre 2012. Par conséquent, aucun montant n'a été octroyé en 2015-2016 en vertu de ce programme.

Source : Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 40

Titre

État d'avancement et coûts reliés aux études et/ou scénarios et/ou analyses concernant les projets de tramway à Québec, Montréal, Laval et toute autre ville du Québec (s'il y a lieu).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

À l'hiver 2015, les maires des municipalités de Québec et Lévis ont tenu une conférence de presse pour faire part de résultats des études sur l'implantation d'un réseau de tramway, qui ont conclu à l'opportunité de mettre en place un système rapide par bus (SRB) sur une emprise exclusive composée de deux lignes sur une distance de 37,8 km, plutôt qu'un tramway. Le coût de l'étude de faisabilité Tramway/SRB réalisée conjointement par les villes de Québec et de Lévis et le ministère des Transports est de cinq millions de dollars.

Le Réseau de transport de la Capitale (RTC) en collaboration de la Société de transport de Lévis (STLévis) souhaite mettre en place un bureau de projet dont le mandat consistera à mener l'ensemble des travaux nécessaires à la préparation du projet. En fonction de l'envergure du projet, le Conseil du trésor (CT), dans sa décision du 18 août 2015 , a décidé de rendre la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique (Directive) applicable à ce projet du RTC et de la STLévis, et ce, en application de l'article 15 de la Loi sur les infrastructures publiques. Ainsi, l'autorisation de sa mise à l'étude par le Conseil des ministres est requise.

Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) en collaboration avec le RTC a préparé un mémoire ainsi qu'une fiche d'avant-projet qui visent l'autorisation et la mise à l'étude du projet par le Conseil des ministres.

Pour la Ville de Montréal, la Société de transport de Montréal (STM) avait prévu, à son Plan stratégique 2020, l'étude d'un projet de tramway dans l'axe Côte-des-Neiges/Centre-ville/Vieux-Montréal. Une analyse préparée par le consortium Génivar/Systra sur ce trajet a été déposée en 2009 à la Ville; le coût du trajet (12,5 km) a été évalué à environ 750 M$, ce qui représente un coût moyen de près de 60 M$/km. Toutefois, ce projet n'apparaît pas au Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2016-2018 de la STM.

Quant à la Ville de Laval, son PTI 2016-2017-2018 ne prévoit aucun projet de tramway. La Ville de Laval a déjà considéré la mise en place d'un tramway aérien dans son centre-ville, ce projet a toutefois été abandonné en 2012.

SOURCE: Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine (C155240) 2016-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 41

Titre

État d'avancement, montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures (PQI) **2014-2024**, liste des différents scénarios analysés (incluant, s'il y a lieu, pour chacun des scénarios, les coûts totaux et l'achalandage quotidien et annuel estimés), et coûts reliés aux études relatives aux projets suivants:

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a. **Élargissement de l'autoroute Henri-IV à Québec ;**
b. **Prolongement du réseau de métro de Montréal (ensemble des lignes à l'étude);**
c. **Transit sur le nouveau pont Champlain;**
d. **Connexion du nouveau pont Champlain au réseau routier québécois;**
e. **Train de l'Ouest;**
f. **Train de l'Est;**
   En réalisation : 730,7 M$
g. **Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont;**
h. **Faisabilité de la voie de contournement à Lac-Mégantic;**
i. **Parachèvement de l'autoroute 19;**
j. **Construction de trois traversiers;**
   En réalisation, 345 M$ (175, 85 et 85 M$)
k. **Accès aux ports de Québec et de Montréal (stratégie maritime);**
   Deux projets en planification port de Montréal
   Un projet à l'étude au port de Québec :
l. **Pôle logistique en Montérégie de la stratégie maritime.**

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 42

Titre

État d'avancement, liste des différents scénarios analysés (incluant les coûts estimés pour chacun des scénarios et les coûts reliés aux études ou aux analyses) relatives au lien ferroviaire du Nord.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question doit être relayée à la Société du Plan Nord qui a le mandat de réaliser ces analyses.

Pour 2015-2016, le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports n'a eu aucun mandat de réaliser de telles analyses.

SOURCE: Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 43

Titre

État d'avancement et ventilation des sommes allouées à l'électrification des transports dans le budget 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le 9 octobre 2015, le gouvernement lançait un nouveau **Plan d'action en électrification des transports 2015-2020** (PAET). Ce plan d'action vise à positionner le Québec comme un chef de file de l'utilisation de moyens de transport propulsés par l'électricité et un précurseur en matière de mobilité durable.

Doté d'un budget de **420 millions de dollars répartis sur cinq ans**, dont 60 % des sommes proviennent du Fonds vert, ce plan d'action comprend une série de mesures concrètes qui contribueront à faire du Québec une économie sobre en carbone, telles que :

- Des mesures pour **inciter la population à faire la transition vers les véhicules électriques** :
  - Le programme *Roulez électrique* (MERN), qui offre un rabais à l'achat ou à la location d'un VÉ d'un montant maximal fixé à 8 000 $ et le financement de l'achat et de l'installation de bornes de recharge à domicile jusqu'à 600 $, et ce, jusqu'au 31 décembre 2020. De son entrée en vigueur, soit le 1er janvier 2012 au 31 décembre 2015, plus de 65 M$ ont été versés en aide financière pour soutenir l'acquisition de 7 338 véhicules électriques et hybrides rechargeables et 3 139 bornes de recharge à domicile.
  - Le programme *Branché au travail* (MERN), qui subventionne l'achat et l'installation de bornes de recharge en milieu de travail. Au 31 décembre 2015, près de 900 bornes ont été financées totalisant des dépenses de 2,7 M$.
  - Le déploiement d'une infrastructure de recharge publique sur l'ensemble du territoire. En collaboration avec le Circuit électrique, le réseau de bornes de recharge publique opéré par Hydro-Québec, le gouvernement entend accélérer l'implantation de bornes de recharge rapide le long des principaux axes routiers du Québec et créer des corridors électrifiés avec les provinces et états voisins. En 2015-2016, des travaux ont été effectués pour équiper de bornes de recharge trois aires de service du ministère des Transports, soit Rigaud, Rivière-Beaudette et Melbourne, pour un montant de 211 000 $.
  - La gratuité pour les VÉ des passages aux ponts à péage des autoroutes 30 et 25, ainsi qu'aux traverses payantes opérées par la Société de traversiers du Québec, depuis le 1er janvier 2016.
  - L'accès pour les VÉ à une dizaine de voies réservées sur le réseau supérieur, tant dans la région de Québec que de Montréal.
- Des mesures pour **encourager les entreprises à innover**, en développant des solutions novatrices visant à réduire les émissions de GES, telles que les projets mobilisateurs en électrification des transports (MESI) qui visent la création de nouveaux produits. Un premier appel à projets a été lancé à l'automne 2015. Aucune dépense n'a été engagée en 2015-2016.
- Des mesures pour **illustrer notre savoir-faire**, en soutenant des projets de démonstration de nouveaux produits ou de nouvelles technologies tant en transport collectif que de marchandises, comme le projet *Cité Mobilité Montréal* (MTMDET), qui consiste à mettre à l'essai au cours des trois prochaines années, trois autobus entièrement électriques recourant à une technologie de recharge rapide par conduction en début et fin de ligne, sur un trajet avec passagers. Aucune dépense n'a été engagée en 2015-2016.
- Des mesures pour **inciter les entreprises à utiliser des technologies d'électrification**, soit :
  - Le Programme d'aide à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF) (MTMDET). Au 29 février 2016, huit projets d'électrification ont été approuvés depuis l'entrée en vigueur du programme, pour des engagements maximaux de 7,2 M$. Parmi ces derniers, mentionnons le projet de branchement à quai des navires au port de Montréal (subvention de 3 M$). Aucun projet n'a été approuvé en 2015-2016.
  - Le Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI) (MTMDET). En 2015-2016, deux demandes d'aide ont été acceptées, pour des engagements maximaux de 3,2 M$. Il s'agissait des deux premières demandes liées à l'électrification depuis la mise en place de

ce programme. Parmi ces projets, l'un vise à remplacer 2 grues-portiques fonctionnant au diesel par 2 grues électriques Post-Panamax au port de Montréal.

- Le Programme Écocamionnage (MTMDET). En 2015-2016 (au 29 février 2016), 150 équipements liés à l'électrification (77 systèmes de climatisation électrique, ainsi que 73 unités de réfrigération hybride) ont été subventionnés, pour un total d'environ 414 740,44 $. À ce jour, 309 équipements liés à l'électrification (143 systèmes de climatisation électrique ainsi que 166 unités de réfrigération hybride) ont été subventionnés, pour un total d'environ 677 062,32 $.

- Des mesures pour **renforcer l'expertise industrielle québécoise**, et qui permettent de soutenir notamment :
  - Des projets de recherche et de développement via les regroupements sectoriels de recherche industrielle qui permettent un rapprochement entre les entreprises et les centres de recherche universitaires. En 2015-2016, le consortium InnovÉÉ a lancé 3 appels à projets, qui ont donné lieu à l'approbation de 7 projets pour un montant de 1,4 M$ en aides financières accordées. (MESI)
  - Des projets d'investissement d'entreprises québécoises comme d'entreprises étrangères qui souhaiteraient s'implanter au Québec, entre autres. C'est le cas notamment du projet visant le partage d'expertise dans le domaine des composants pour véhicules électriques haute performance, réalisé par Exagon Motors en partenariat avec PSA Peugeot Citroën, Investissement Québec et Hydro-Québec IndusTech, et pour lequel le gouvernement a octroyé un soutien financier de 16 M$.(MESI)
  - La commercialisation de produits ou de technologies en électrification des transports. En janvier 2016, le Centre d'excellence en efficacité énergétique (C3E) a investi 350 000 $ chez NORDRESA Inc. pour soutenir la commercialisation de ses systèmes de motorisation pour véhicules électriques comprenant les batteries, les systèmes de recharge, les convertisseurs de puissance et de contrôle ainsi que les diverses interfaces (électriques, mécaniques et thermiques). (MESI)

- Des mesures pour **donner l'exemple**, comme le Programme de soutien au déploiement des autobus scolaires électriques pour encourager les opérateurs de transport scolaire à opter pour des véhicules à motorisation électrique (MTMDET), ou le Programme de soutien à des projets de démonstration de taxis électriques (MTMDET). Également, l'électrification progressive du parc automobile gouvernemental vise l'introduction de 1 000 VÉ d'ici 2020. À ce jour, la flotte gouvernementale compte 362 véhicules électriques en service. (CGER)

- Des mesures pour **se démarquer et afficher la volonté gouvernementale d'électrifier les transports**, telles que :
  - La mise sur pied, en collaboration avec les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Californie, de l'Alliance internationale sur les véhicules zéro émission (Alliance VZE) qui vise à accélérer le déploiement de ce type de véhicule.(MDDELCC)
  - L'appui à l'organisation d'événements internationaux scientifiques et techniques comme le 29^{e} symposium international du véhicule électrique (EVS29), l'un des rendez-vous mondiaux les plus prestigieux et les plus courus dans le domaine des véhicules électriques, qui se tiendra à Montréal du 19 au 22 juin 2016. En 2015-2016, une somme de 142 000 $ sera engagée.(MTMDET)
  - La réalisation, du 9 octobre 2015 au 8 novembre 2015, d'une vaste campagne de communication afin de promouvoir l'action gouvernementale et les véhicules électriques, suivi d'un sondage de notoriété en ligne. Faits saillants : sur les 1 529 répondants qui ont pris part à l'enquête, 70 % d'entre eux ont déjà entendu parler de l'électrification des transports (vs 37 % en 2013); 61 % ont vu la publicité à la télévision et 24 % considéreront l'acquisition d'un véhicule électrique au cours des cinq prochaines années. Une somme d'un million de dollars a été consacrée à cette campagne.(MTMDET)

Portrait du Québec électrique :

- Près de 8 500 véhicules électriques et hybrides rechargeables (VÉ) en circulation alors que c'était 5250 l'an passé.
- Au premier rang des ventes de VÉ au Canada.
- Plus de 1 000 bornes de recharge publiques en service, dont une quarantaine de bornes de recharge rapide.
- 6 réseaux de recharge : Azra, Circuit électrique, Doc borné, RéseauVER, Sun Country Highway et Tesla.
- 3 000 emplois directs et indirects dans une trentaine d'entreprises spécialisées, notamment AddÉnergie, Autobus Lion, Solutions bleues Canada, TM4, Varitron, etc.
- Une expertise dans des domaines de pointe, tels que la motorisation électrique, les batteries, l'électronique de puissance, les systèmes de recharge, etc.
- Un réseau de recherche bien établi avec une trentaine de centres de recherche publics ou universitaires et de centres collégiaux de transfert technologique spécialisés.

SOURCE: Direction de la planification (C154340)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 44

Titre

Liste détaillée des projets et des sommes allouées (par projet) à l'électrification des transports en 2015-2016.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se trouve à la question particulière 43 de l'opposition officielle.

SOURCE: Direction de la planification (C154340)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 45

Titre

État d'avancement, montants alloués dans le budget 2016-2017 et ventilation des sommes allouées à la Stratégie de mobilité durable.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière 35 de l'opposition officielle car ce sont les sommes consacrées par le Ministère au transport collectif provenant des crédits annuels et des sommes provenant de la SOFIL qui contribuent à la Stratégie de mobilité durable.

SOURCE : Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 46

Titre

Ventilation des montants alloués au Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration des services du transport collectif, pour l'année 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2015, le Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) a remplacé le précédent Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration des services du transport collectif (PAGASTC).

En 2015-2016, les subventions autorisées et en cours d'autorisation dans le cadre du PADTC totalisent 129,7 M$ pour le volet I, amélioration des services de transport en commun, 10,7 M$ pour le volet II, transport collectif régional et 1,1 M$ pour le volet III (0,5 M$ pour les projets de promotion et 0,6 M$ pour les centres de gestion des déplacements) pour un grand total de 141,5 M$.

SOURCE : Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 47

Titre

Liste détaillée des travaux effectués sur le pont Honoré Mercier :

- échéancier des travaux;
- bilan des travaux réalisés et montants investis en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- fournir toutes les prévisions d'achalandage et d'évolution du trafic routier réalisées par le ministère;
- fournir toutes les études réalisées ou les projets d'études pour sa réfection ou son remplacement;
- montant du budget provisionné dans le Plan québécois des infrastructures 2014-2024.

Exposé et statistiques

Bilan des travaux et investissements :

	2015-2016
Travaux	9,0 M$
Honoraires professionnels et techniques	3,76 M$
Interventions	• Renforcement des éléments structuraux • Structure d'acier • Réparation de la dalle

Dans le but de préserver l'intégrité de la structure, des travaux de maintien du pont Honoré-Mercier se poursuivront jusqu'à la réalisation des travaux majeurs prévus à long terme.

SOURCE: Direction des projets routiers stratégiques (C155210)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 48

Titre

Sommes versées en 2015-2016 pour le transport collectif pour les régions du Québec et des communautés rurales. Ventiler les montants par région et par MRC. Prévisions des sommes pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Transport collectif en milieu rural

RÉGIONS	SOMMES VERSÉES * 2015-2016
Gaspésie	660 000 $
Bas-Saint-Laurent	827 430 $
Saguenay–Lac-Saint-Jean	485 000 $
Capitale-Nationale	925 000 $
Chaudière-Appalaches	1 104 382 $
Mauricie	482 000 $
Centre-du-Québec	482 078 $
Estrie	606 858 $
Montérégie	1 005 707 $
Laurentides	910 000 $
Lanaudière	385 000 $
Abitibi-Témiscamingue	389 734 $
Outaouais	450 000 $
Côte-Nord	174 729 $
Nord-du-Québec	424 550 $

* : **Estimation en date de 26 février 2016.**

SOURCE : Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 49

Titre

Crédits affectés aux différents programmes de la Route verte pour 2015-2016, ventilés par projet et par région administrative. Fournir les prévisions pour 2016-2017. Impact de la coupe de 2,8 M$ du programme d'entretien de la Route verte sur l'ensemble du réseau.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2015-2016, le programme d'aide financière aux infrastructures de transport actif (Véloce II) s'est poursuivi, avec un budget similaire à l'année précédente pour les volets 2 et 3 visant respectivement le développement et la conservation de la Route verte et de ses embranchements. Les engagements de ce programme, pour 2015-2016, et le budget alloué aux aménagements cyclables par le Ministère sur ses propres routes, sont les suivants :

Programme Véloce II	**2015-2016**
Volet 2- Développement de la Route verte et de ses embranchements	100 557 $
Volet 3- Conservation des infrastructures de transport actif	79 940 $
Volet 4- Entretien de la Route verte	0 $
Politique sur le vélo (investissement du MTQ sur les routes relevant de sa gestion)	2 208 713 $ (non validé)

Le volet 1 de ce programme, financé par le Fonds vert, concerne le développement des infrastructures de transport actif dans les périmètres d'urbanisation, ce qui ne concerne pas directement la construction de la Route verte. Le programme Véloce II se termine le 31 mars 2016 et les modalités pour sa prolongation ne sont pas encore déterminées.

La Route verte est réalisée à 95 % au 31 octobre 2015, soit 5 041 km sur un total à terme de 5 299 km.

Le volet 4 du programme portant sur l'entretien de la Route verte est aboli pour 2015-2016, dans le cadre du pacte fiscal transitoire 2015-2016 avec les municipalités et tel que reconduit lors de l'Accord de partenariat 2016-2019 avec les municipalités. Toutefois, le budget 2016-2017 a fait l'annonce d'un investissement de 0,5 M$ pour l'entretien de la Route verte en 2016-2017 et de 2,5 M$/an pour les années subséquentes.

En plus de ces investissements annoncés, le MTMDET a fait l'annonce, le 31 mars 2016, d'une aide financière de 2 M$ pour le maintien de la Route verte en 2015-2016. Cette aide est accessible aux MRC et aux municipalités de moins de 100 000 habitants qui ont fait des travaux d'entretien et de conservation sur les pistes cyclables hors route en 2015-2016.

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 50

Titre

État d'avancement, copie de toute étude et échéancier (s'il y a lieu) des projets de train rapide Québec-Windsor et tout autre projet de train reliant le Québec à une ville américaine. Fournir les coûts reliés à toute étude.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Corridor Québec-Windsor

Il n'y a aucune étude en cours sur des projets de train rapide dans le corridor Québec-Windsor.

Corridor Montréal-New York

Il n'y a aucune étude en cours sur des projets de train rapide dans le corridor Montréal-New York.

Corridor Montréal-Boston

Une étude réalisée par les États du Massachusetts et du Vermont, la Northern New England Intercity Rail Initiative, est en cours et devrait se terminer en 2016. Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports a participé au comité des intervenants de cette étude. Aucun financement du Ministère n'a été accordé pour la réalisation de cette étude.

SOURCE: Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 51

Titre

État d'avancement et sommes engagées par le ministère pour le projet de navette ferroviaire passager entre l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau de Montréal et le centre-ville de Montréal pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques

La réponse à cette question sera répondue par la réponse à la question particulière du deuxième groupe d'opposition 160.

SOURCE: Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine (C155240)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 52

Titre

Ventilation des ressources financières consacrées en 2015-2016, par année et par région administrative, au programme de transport adapté. Préciser pour chaque région le nombre de personnes en attente de services et la durée moyenne des délais d'attente. Prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Pour l'année 2015-2016, le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) a consacré 90 M$ au transport adapté. L'annexe 1 présente une ventilation des crédits affectés au transport adapté en 2015-2016, et ce, par direction territoriale.

Annexe 1

Transport adapté

Ventilation de l'enveloppe budgétaire du Ministère

	Budget consacré au transport adapté
Direction territoriale	**2015-2016**
Abitibi–Témiscamingue	1 472 804 $
Bas-Saint-Laurent	1 921 002 $
Capitale Nationale	8 442 726 $
Centre-du-Québec	1 390 504 $
Chaudière–Appalaches	2 988 234 $
Côte-Nord	740 250 $
Est-de-la-Montérégie	6 811 363 $
Estrie	4 246 678 $
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 213 026 $
Île-de-Montréal	40 209 444 $
Laurentides–Lanaudière	1 100 710 $
Laval–Mille-Îles	8 098 702 $
Mauricie	1 633 258 $
Nord-du-Québec	54 474 $
Ouest-de-la-Montérégie	2 724 689 $
Outaouais	3 804 983 $
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 147 153 $

SOURCE : Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 53

Titre

Sommes investies en 2015-2016 pour la réfection/modernisation de l'Aéroport international Jean-Lesage et provenance de ces fonds. Inclure les détails de l'avancement des travaux et la liste détaillée des contrats octroyés jusqu'à présent. Prévisions pour 2016-2017.

Inclure également le détail des sommes investies et l'échéancier pour l'ouverture du centre de pré-dédouanement américain sur le territoire de l'aéroport.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le projet (phases I et II) relève de la responsabilité d'Aéroport de Québec inc. (AQi) qui doit s'assurer du respect des lois et règlements, procéder aux appels d'offres, s'assurer de l'état d'avancement des travaux et du respect des échéanciers, procéder aux paiements des factures et tenir une comptabilité financière distingues des travaux réalisés. C'est AQi qui détient la liste des contrats relatifs à ce projet.

<u>Phase l du projet de modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec</u>

- Les travaux de la phase I ont coûté 72,5 M$. Ils sont complétés.
- La nouvelle aérogare a été inaugurée le 1er juin 2008.
- En date du 1er avril 2016, le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (Ministère) a versé 1 315 946,26 $ pour l'exercice financier 2015-2016.
- Le remboursement du service de dette, qui provient des crédits réguliers du Ministère, se fait trimestriellement sur une période de quinze ans, soit jusqu'en avril 2022.

<u>Phase ll du projet de modernisation de l'aéroport international Jean-Lesage de Québec</u>

- Le coût total des travaux pour la phase II est estimé à 225 M$. La contribution financière du Québec visait la construction d'un stationnement étagé sur le site de l'aéroport et l'agrandissement du terminal des arrivées internationales de l'aéroport.
- Les travaux de construction du stationnement étagé sur le site de l'aéroport sont terminés depuis juin 2014. Ceux pour l'agrandissement du terminal des arrivées internationales devraient se terminer au plus tard le 31 décembre 2017.
- En date du 1er avril 2016, le Ministère a versé au total 3 386 951,98 $, pour l'exercice financier 2015-2016, dont 283 047,21 $ pour les frais d'émission des obligations.
- Le remboursement du service de dette, qui provient des crédits réguliers du Ministère, se fait trimestriellement sur une période de quinze ans, soit jusqu'en mai 2030.

<u>Centre de pré dédouanement américain à l'aéroport international Jean-Lesage de Québec</u>

- Le Ministère n'a déboursé aucun montant pour l'implantation d'un centre de pré dédouanement américain à l'aéroport.
- AQi travaille actuellement sur la mise à jour des coûts des travaux et de l'échéancier des travaux pour l'implantation d'un centre de pré dédouanement américain à l'aéroport qui était évalué à près de 35 M$ en octobre 2015.

Source : Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 54

Titre

Pour l'unité anticollusion du ministère :

- nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC);
- sommes ventilées affectées à l'unité en 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
- bilan des activités de l'unité au cours de la dernière année.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'Unité anti-collusion a été transférée à l'Unité permanente anticorruption et les activités relèvent maintenant du ministère de la Sécurité publique, et ce, depuis le 6 septembre 2012.

SOURCE: Direction des enquêtes et de l'audit interne (C154660)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 55

Titre

Liste de tous les contrats octroyés ou honoraires professionnels versés par le Ministère à la Table québécoise de la sécurité routière, à son président, à un de ses membres ou à un de ses organismes y siégeant dans le cadre des travaux de la Table, et ce pour chaque année financière depuis 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis le 1er avril 2015, la Table québécoise de la sécurité routière (TQSR) relève de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

Aucun contrat n'a été octroyé et aucun honoraire professionnel n'a été versé par le Ministère dans le cadre de la TQSR pour l'année financière 2015-2016.

SOURCE: Direction de la sécurité en transport (C154360)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 56

Titre

Liste et détail des ententes signées entre le ministère et une compagnie ou organisme privé pour la construction, le prolongement et l'entretien d'une route.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

5 ententes à la DGT :

1) Chemin Joe Mann

1) Numéro de l'entente : 37-125

2) Objet : Entretien été/hiver du chemin Joe Mann conduisant aux installations minières de la compagnie d'une longueur de 18,753 kilomètres situé dans le canton de la Dauversière, circonscription électorale d'Ungava, MRC Jamésie.

3) Date de signature : L'entente initiale a débuté le 1er avril 2005 et prenait fin le 31 mars 2008. Par la suite, l'entente est automatiquement renouvelée pour une ou plusieurs périodes additionnelles de trois ans.
Entente actuelle se terminera le 31 mars 2017.

4) Compagnie impliquée : Legault Métal inc.

- L'entente initiale a été signée avec Les Ressources Meston inc. le 12 novembre 2005; toutefois, il y a eu vente des actifs à la mine Legault Métal inc. en 2008.

5) Montants impliqués en 2015-2016 : 62 399,06 $

2) Convention établissant les modalités pour l'utilisation du chemin de Pénétration de Béarn par des camions hors normes

1) Numéro de l'entente : Aucun

2) Objet : Modalités d'utilisation d'un chemin par des camions hors normes (en surcharge)

3) Date de signature : 8 juillet 2011

4) Compagnie impliquée : Tembec (usine de Béarn)

5) Montants impliqués en 2015-2016 : Non applicable

3) Convention établissant les modalités pour l'utilisation d'un tronçon du chemin de Rapide-Sept par des camions hors normes

1) Numéro de l'entente : Aucun

2) Objet : Modalités d'utilisation d'un chemin par des camions hors normes (en surcharge)

3) Date de signature : 17 septembre 2010

4) Compagnie impliquée : Eacom Timber corporation

5) Montants impliqués en 2015-2016 : Non applicable

4) Autoroute 25

1) Numéro de l'entente : contrat 850-748-122

2) Objet : Parachèvement de l'A25 en PPP

3) Date de signature : 13 septembre 2007

4) Compagnie impliquée : Concession Autoroute 25, s.e.c.

5) Montants impliqués en 2015-2016 : Versement mensuel d'environ 1,1 M$ pour couvrir la part du MTMDET des coûts de construction.
Par ailleurs, le MTMDET reçoit environ 1,2 M$ mensuellement en partage des revenus de péage.

5) Autoroute 30

1) Numéro de l'entente : contrat 850-752-110

2) Objet : Parachèvement de l'A30 en PPP

3) Date de signature : 25 septembre 2008

4) Compagnie impliquée : Nouvelle Autoroute 30, s.e.n.c.

5) Montants impliqués en 2015-2016 : Non applicable

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 57

Titre

Concernant le projet de remplacement des panneaux de signalisation du réseau routier québécois :

- état d'avancement des projets et coûts totaux engagés à ce jour ;
- estimation du coût total du projet ;
- liste et détail des contrats octroyés en 2015-2016 à cette fin, incluant le coût et le nom du fournisseur ;
- liste des appels d'offres en cours ;
- fournir les prévision pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Pour les contrats inférieurs à 24 999 $ adjugés par le Ministère, l'information est incluse dans les listes fournies à la question générale 7.

- Pour les contrats de 25 000 $ et plus, l'information se trouve sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec https://seao.ca .

SOURCE: Direction des contrats (C154540)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 58

Titre

Liste et détail de tous les mandats donnés à la vérification interne et de l'évaluation de programmes en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Mandats réalisés par la Direction des enquêtes et de l'audit interne et par la Direction de la révision des programmes en 2015-2016 :

- Validation du rapport annuel du Ministère 2014-2015;
- Validation du rapport annuel du Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER) 2014-2015;
- Gestion des contrats : validation des dossiers contractuels après octroi;
- Vérification de l'entente de service intervenue entre la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) et le Ministère;
- Vérification des subventions en transport collectif;
- Examen de certaines problématiques financières reliées au programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes du Québec
- Audit des professionnels en conformité des processus.

SOURCE: Direction des enquêtes et de l'audit interne (C154660) / Direction de la révision des programmes (C154150)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 59

Titre

Concernant les vérificateurs internes, fournir pour chacune des 14 directions territoriales :

- la liste des vérificateurs pour chaque direction, ainsi que leur rémunération;
- un état de situation de leurs activités et le détail des rapports remis au comité de vérification du Ministère *;*
- le bilan de mise en œuvre de cette mesure depuis novembre 2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Liste des auditeurs

La liste des auditeurs est fournie en annexe. En ce qui a trait à leur rémunération, ce renseignement n'est pas divulgué en vertu de l'article 57 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Rapports d'audit interne

Ces renseignements ne sont pas communiqués en application de l'article 41 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Bilan de mise en œuvre

En 2010, 12 auditeurs internes sont entrés en fonction dans les directions territoriales suivantes :

- Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Capitale-Nationale
- Chaudière-Appalaches
- Est-de-la-Montérégie
- Estrie
- Île-de-Montréal
- Laurentides-Lanaudière
- Laval-Mille-Îles
- Mauricie-Centre-du-Québec
- Ouest-de-la-Montérégie
- Outaouais
- Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau

Les auditeurs de Québec ont assuré, jusqu'en 2011, la validation du processus avant octroi des contrats pour les directions territoriales suivantes :

- Abitibi
- Côte-Nord

En 2011, un auditeur est entré en fonction à la direction territoriale de l'Abitibi-Témiscamingue et dessert aussi le Bureau de coordination du Nord-du-Québec. De plus, la Côte-Nord est desservie à partir de Montréal par un auditeur attitré.

Pour la période d'avril 2013 à août 2013, les directions territoriales suivantes n'avaient pas d'auditeur attitré :

- Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Chaudière-Appalaches
- Laval-Mille-Îles
- Ouest de la Montérégie
- Outaouais

En l'absence d'auditeur dans ces régions, des mesures compensatoires ont été mises en place pour assurer la validation avant octroi du contrat. Par exemple, des auditeurs internes travaillant dans d'autres directions ont agi à titre de substituts. De plus, l'obtention de l'autorisation du sous-ministre adjoint était requise pour l'octroi des contrats avant validation.

Le 31 août 2013, les auditeurs internes ont cessé de valider les contrats avant leur octroi, ce travail ayant été confié aux professionnels en conformité des processus (PCP) embauchés dans les directions territoriales.

Depuis le 1er septembre 2013, les auditeurs en directions territoriales effectuent la validation de dossiers contractuels après octroi.

Au 18 février 2016, la Direction des enquêtes et de l'audit interne compte 8 auditeurs internes situés dans les directions territoriales suivantes :

- Abitibi
- Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Capitale-Nationale
- Estrie
- Île-de-Montréal
- Laurentides-Lanaudière
- Laval-Mille-Îles
- Outaouais

Ces 8 auditeurs réalisent également les audits après octroi des contrats dans les directions territoriales où il n'y a pas d'auditeur interne attitré :

- Chaudière-Appalaches
- Côte-Nord
- Est-de-la-Montérégie
- Mauricie-Centre-du-Québec
- Ouest-de-la-Montérégie
- Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau

SOURCE: Direction des enquêtes et de l'audit interne (C154660)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 60

Titre

Liste des contrats accordés par la SAAQ en 2015-2016 en indiquant :

a) la nature du contrat;
b) le mode d'octroi;
c) le nom de l'entreprise qui a eu le contrat;
d) le coût initial prévu et le coût initial, incluant les avenants ou les suppléments.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir la liste des contrats d'acquisition de travaux de construction, de biens et de services ≥ 10 000 $ et < 25 000$ ci-annexée. Cette liste comprend les contrats qui ont été accordés au cours de l'année financière 2015.

SOURCE : SAAQ

SAAQ CONTRATS ≥ 10 000 $ ET < 25 000 $ OCTROYÉS EN 2015

Répartition par fournisseur et mode d'octroi

#	NUMERO DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	MONTANT ACTUEL DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
1	CT1040250	20 000,00	20 000,00	9149-6190 QUEBEC INC. (KINATEX SPORTS PHYSIO)	SERVICES CONSEILS EN ANALYSE MEDICO-LEGALE DES DOSSIERS D'INDEMNISATION	APPEL D'OFFRES PUBLIC
2	CT1040876	15 920,00	15 920,00	9242-4985 QUEBEC INC. (MULTI SERVICES PREMIER)	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER DE DIVERS POSTES DE CONTROLE ROUTIER	APPEL D'OFFRES PUBLIC
3	C01514104	17 847,31	17 847,31	ADVANCED SOFTWARE PRODUCTS GROUP INC. (ASPG)	SERVICES D'ENTRETIEN DU LOGICIEL DE SUPPORT "HELPKEY"	GRÉ À GRÉ
4	C01523295	16 068,78	16 068,78	ARIVA	ACQUISITION DE PAPIER 9,5 X 11 PO POUR IMPRIMANTES	APPEL D'OFFRES PUBLIC
5	CT1040154	14 089,00	14 089,00	AV-TECH INC.	SERVICES D'ENTRETIEN PREVENTIF MECANIQUE ET ELECTRIQUE POUR LE POSTE DE CONTROLE DE ST-SULPICE	APPEL D'OFFRES PUBLIC
6	CT1040715	13 102,00	13 102,00	AV-TECH INC.	ENTRETIEN MECANIQUE ET ELECTRIQUE ET VERIFICATION PREVENTIVE	GRÉ À GRÉ
7	C01522481	10 000,00	10 000,00	BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE (CIBC)	TRAITEMENT DES DEPOTS	GRÉ À GRÉ
8	C01191655	19 820,00	19 820,00	BELL AND HOWELL LTEE	EQUIPEMENT POUR FORMULAIRES IMPRIMES (INCLUANT MAIN-D'OEUVRE)	GRÉ À GRÉ
9	C01514124	13 694,72	13 694,72	BELL CANADA	ACQUISITION DE LICENCES "ASA 5500"	GRÉ À GRÉ
10	CT1040783	20 000,00	20 000,00	BLA BLA REDACTION S.E.N.C.	SERVICES DE REVISION LINGUISTIQUE	GRÉ À GRÉ
11	C01514186	10 350,00	10 350,00	BLACKBERRY LIMITED	ACQUISITION DE LICENCES "GOLD BES"	GRÉ À GRÉ
12	C01514170	21 000,00	21 000,00	BUREAU D'ASSURANCE DU CANADA	DROITS D'UTILISATION DE LA LICENCE "VINLINK"	GRÉ À GRÉ
13	C01524181	14 246,11	14 246,11	CA CANADA COMPANY	SERVICES DE MAINTENANCE DU LOGICIEL "CA-XCOM"	GRÉ À GRÉ
14	CT1040597	20 000,00	20 000,00	CENDRINE AUDET	SERVICES DE REVISION LINGUISTIQUE	GRÉ À GRÉ

#	NUMERO DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	MONTANT ACTUEL DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
15	C01516202	15 900,00	15 900,00	CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUEBEC	ANALYSE DES EXEMPLAIRES LORS DES ESSAIS DE VOLUME	GRÉ À GRÉ
16	C01191649	20 415,39	20 415,39	COMPUGEN INC.	ACQUISITION DE BLOCS DE LICENCES "COMM VAULT VSA"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
17	C01340351	10 772,00	10 772,00	COOPERATIVE L'UNIVERSITE LAVAL	ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE ET GARANTIE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
18	C01514162	15 000,00	15 000,00	CSPQ - DGACQ	SERVICE D'IMPRESSION DES RAPPORTS SAGIP	ORGANISME PUBLIC
19	C01514159	24 500,00	24 500,00	CSPQ - DGACQ	UTILISATION DES SYSTEMES INFORMATISES EN RESSOURCES HUMAINES DU CSPQ	ORGANISME PUBLIC
20	C01514161	14 400,00	14 400,00	CSST - DCGI	COUTS ASSOCIES A L'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS POUR 2016	ORGANISME PUBLIC
21	C01524503	14 400,00	14 400,00	CSST - DCGI	COUTS ASSOCIES A L'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS POUR 2015	ORGANISME PUBLIC
22	C01523359	22 320,00	22 320,00	DESCHAMPS IMPRESSION INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DU GUIDE PRATIQUE "SAISIE DE VEHICULE ROUTIER ET SUSPENSION DE PERMIS DE CONDUIRE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
23	C01522480	12 375,00	12 375,00	ENAP - ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	ACCOMPAGNEMENT ET PRODUCTION DE DESCRIPTIONS D'EMPLOI	ORGANISME PUBLIC
24	C01522475	16 211,00	16 211,00	ENAP - ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	ACCOMPAGNEMENT ET PRODUCTION DE DESCRIPTIONS D'EMPLOI	ORGANISME PUBLIC
25	C01522477	16 332,00	16 332,00	ENAP - ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	ACCOMPAGNEMENT ET PRODUCTION DE DESCRIPTIONS D'EMPLOI	ORGANISME PUBLIC
26	C01522479	19 332,50	19 332,50	ENAP - ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	ACCOMPAGNEMENT ET PRODUCTION DE DESCRIPTIONS D'EMPLOI	ORGANISME PUBLIC
27	C01522476	19 943,00	19 943,00	ENAP - ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	ACCOMPAGNEMENT ET PRODUCTION DE DESCRIPTIONS D'EMPLOI	ORGANISME PUBLIC
28	C01523310	21 978,00	21 978,00	ENVELOPPE LAURENTIDE INC.	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES STANDARD	APPEL D'OFFRES PUBLIC
29	C01523264	14 842,80	14 842,80	ENVELOPPE LAURENTIDE INC.	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES DE RETOUR	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION

#	NUMERO DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	MONTANT ACTUEL DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
30	C01523275	21 978,00	21 978,00	ENVELOPPE LAURENTIDE INC.	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES D'EXPEDITION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
31	C01523292	16 012,50	11 437,50	ETIQUETTES PDF INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE VIGNETTES DE CONFORMITE EXTERNES ET INTERNES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
32	CT1039721	19 720,00	19 720,00	FERME TRANSLIEU	SERVICES DE DENEIGEMENT MECANIQUE ET MANUEL DU POSTE DE CONTROLE ROUTIER DE TEMISCOUATA-SUR-LE-LAC, AUTOROUTE 85 NORD	APPEL D'OFFRES PUBLIC
33	C01513407	11 500,00	11 500,00	GESTION JEAN BOURDEAU INC.	SERVICES PROFESSIONNELS DE COACHING EN GESTION DE CRISE	GRÉ À GRÉ
34	C01513408	11 900,00	14 100,00	GEXELEC INC.	MODIFICATIONS A APPORTER AUX SYSTEMES "MOST"	GRÉ À GRÉ
35	C01340350	19 273,00	19 273,00	GOSECURE	SERVICES DE MAINTENANCE DES LOGICIELS DES FAMILLES "TIVOLI SECURITY SERVER" ET "PROVENTIA INTRUSION PREVENTION"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
36	C01514179	12 400,00	12 400,00	GRANDITE	SERVICES DE MAINTENANCE DU LOGICIEL "SILVERUN DFD" ET DU LOGICIEL "SILVERUN MRD ENTREPRISE"	GRÉ À GRÉ
37	CT1039713	18 439,96	18 439,96	GRH ENTRETIEN INC.	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER, DE DENEIGEMENT ET DE TONTE DE GAZON DU POSTE DE CONTROLE ROUTIER DE POINTE-LEBEL, ROUTE 138 EST	APPEL D'OFFRES PUBLIC
38	C01523326	21 666,00	21 666,00	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "CONFIRMATION DE CHANGEMENT D'ADRESSE VERSION POSTALE AVEC AUTOCOLLANT"	APPEL D'OFFRES PUBLIC
39	C01523265	13 653,90	13 653,90	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DES FORMULAIRES AVIS DE PAIEMENT	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
40	C01523278	15 003,20	15 003,20	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "CERTIFICAT D'IMMATRICULATION"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
41	C01523267	19 089,98	19 089,98	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION D'AVIS DE PRELEVEMENTS BANCAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
42	C01523339	21 352,64	21 377,82	GROUPE DATA LTEE	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "PORTE-CARTES POUR ENVOI DU PERMIS DE CONDUIRE PLASTIFIE"	GRÉ À GRÉ
43	C01523256	16 354,00	16 354,00	IMPART LITHO	FABRICATION ET IMPRESSION DE BROCHURES "VERIFICATION AVANT DEPART"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
44	C01523328	11 138,40	11 138,40	IMPRIMERIE NORECOB INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE FEUILLETS "HALLOWEEN 2015"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION

#	NUMERO DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	MONTANT ACTUEL DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
45	C01523355	14 495,00	14 495,00	IMPRIMERIE NORECOB INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE BROCHURES "BIENTOT CONDUCTEUR D'UN VEHICULE DE PROMENADE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
46	C01523314	18 040,00	18 040,00	IMPRIMERIE SOLISCO INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DU "GUIDE DE L'ACCOMPAGNATEUR - VEHICULE DE PROMENADE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
47	C01523284	18 767,50	18 767,50	IMPRIMERIE SOLISCO INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE BROCHURES "OBLIGATIONS DES UTILISATEURS DE VEHICULES LOURDS"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
48	CT1039823	22 995,43	24 338,13	INDUSTRO-TECH INC.	PROJET PILOTE DE CHAUFFAGE DES BALANCES AU POSTE DE CONTROLE DE STONEHAM	GRÉ À GRÉ
49	C01524209	19 250,00	19 250,00	INSTITUT SAS (CANADA) INC.	SERVICES PROFESSIONNELS POUR SUPPORTER L'IMPLANTATION DE LA TECHNOLOGIE SAS/IT	GRÉ À GRÉ
50	CT1040821	20 000,00	20 000,00	JANE GATENSBY	SERVICES DE TRADUCTION ET DE REVISION DE DOCUMENTS DU FRANCAIS VERS L'ANGLAIS	GRÉ À GRÉ
51	CT1039546	24 000,00	24 000,00	JONATHAN KEATHLEY	SERVICES DE TRADUCTION ET DE REVISION DE DOCUMENTS DU FRANCAIS VERS L'ANGLAIS	GRÉ À GRÉ
52	C01522483	20 600,00	20 600,00	LAGACE ELECTRIQUE INC.	RECONSTRUCTION DE L'ALIMENTATION ELECTRIQUE DES FEUX CLIGNOTANTS ET DE LA CAMERA - PHASE 1 AU POSTE DE CONTROLE DE LES CEDRES, AUTOROUTE 20 EST	GRÉ À GRÉ
53	C01513601	15 000,00	15 080,95	LAVERY, DE BILLY, S.E.N.C.R.L.	OPINION JURIDIQUE	GRÉ À GRÉ
54	C01514154	17 500,00	19 079,23	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
55	C01510046	19 200,00	19 200,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
56	C01510048	19 200,00	19 200,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
57	C01514105	19 200,00	19 200,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
58	C01514134	19 200,00	19 200,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
59	C01514135	19 200,00	19 200,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC

#	NUMERO DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	MONTANT ACTUEL DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
60	C01514136	19 200,00	19 200,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
61	C01515721	19 200,00	19 200,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
62	C01514146	19 200,00	19 340,69	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
63	C01514156	19 400,00	19 400,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
64	C01514158	19 400,00	19 400,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
65	C01514163	19 500,00	19 500,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
66	C01514181	19 600,00	19 600,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
67	C01514143	19 200,00	19 847,66	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
68	C01510047	21 800,00	21 800,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
69	C01510052	21 800,00	22 165,76	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
70	C01514127	22 300,00	22 300,00	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
71	C01340348	22 300,00	22 372,37	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
72	C01510053	21 800,00	22 531,31	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
73	C01514107	22 300,00	23 230,24	LES ATELIERS DE L'E.D.Q.	AMENAGEMENT DE VEHICULE	ORGANISME PUBLIC
74	C01523319	11 840,00	11 840,00	LES EDITIONS S.R. (1995) INC.	SERVICES DE MISES A JOUR DU VOLUME "TRANSPORT DES MATIERES DANGEREUSES"	GRÉ À GRÉ

#	NUMERO DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	MONTANT ACTUEL DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
75	C01523331	13 489,00	13 489,00	LES EDITIONS S.R. (1995) INC.	SERVICES DE MISES A JOUR DU VOLUME "LOI SUR LES TRANSPORTS"	GRÉ À GRÉ
76	C01523325	21 643,00	21 643,00	LES EDITIONS S.R. (1995) INC.	SERVICES DE MISES A JOUR DES VOLUMES "CODE DE LA SECURITE ROUTIERE", "CODE DE LA SECURITE ROUTIERE ANALYTIQUE" ET "CODE DE LA SECURITE ROUTIERE"	GRÉ À GRÉ
77	C01514175	13 294,40	13 294,40	LES SOLUTIONS VICTRIX INC.	ACQUISITION DE LICENCES "MCAFEE"	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
78	C01523344	12 799,95	13 384,95	LITHO CHIC INC.	FABRICATION ET IMPRESSION DE FEUILLETS "SERVICES EN LIGNE SAAQCLIC"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
79	CT1040263	20 000,00	20 000,00	MARIE-EVE BLOUIN	SERVICES CONSEILS EN ANALYSE MEDICO-LEGALE DES DOSSIERS D'INDEMNISATION	APPEL D'OFFRES PUBLIC
80	CT1039702	14 100,00	14 100,00	MENAGEZ-VOUS INC.	SERVICES D'ENTRETIEN MENAGER, DE DENEIGEMENT ET DE TONTE DE GAZON DU POSTE DE CONTROLE ROUTIER DE TROIS-PISTOLES, ROUTE 132 EST	APPEL D'OFFRES PUBLIC
81	CT1040480	24 000,00	24 000,00	MICHEL SANSCHAGRIN	SERVICES D'UN EXPERT DANS LES DOSSIERS EN LITIGE DE LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ
82	C01514121	22 164,50	22 164,50	MICRO LOGIC	ACQUISITION DE JETONS	GRÉ À GRÉ
83	C01340352	19 268,48	19 268,48	MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTEE	ACQUISITION D'ECRANS 22 POUCES ET DE DISPLAY PORT	APPEL D'OFFRES PUBLIC
84	C01516201	17 000,00	17 000,00	MINISTERE DES TRANSPORTS DU QUEBEC	REFECTION ET REPARATION DU PAVAGE D'UN POSTE DE CONTROLE	ORGANISME PUBLIC
85	C01523301	12 667,20	12 667,20	MOORE CANADA CORPORATION	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "PERMIS DE CONDUIRE (POSTAL)"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
86	C01523327	18 622,08	18 622,08	MOORE CANADA CORPORATION	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES "PORTE-CARTE POUR ENVOI DU PERMIS DE CONDUIRE PLASTIFIE"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
87	C01523283	20 364,00	20 364,00	MOORE CANADA CORPORATION	FABRICATION ET IMPRESSION D'ENVELOPPES D'EXPEDITION SECURITAIRES ET D'ENVELOPPES DE DEPOT	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
88	C01523351	20 997,12	20 997,12	MOORE CANADA CORPORATION	FABRICATION ET IMPRESSION DE FORMULAIRES DE BASE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
89	CT1039673	24 000,00	24 000,00	MYRNA GERMANOS AVOCATE	PLAIDOIERIES, FORMATIONS ET DIVERS DOSSIERS JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ

#	NUMERO DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	MONTANT ACTUEL DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
90	C01514106	22 322,09	22 322,09	NATRIX TECHNOLOGIES INC.	ACQUISITION D'UN LOGICIEL ANTI-POURRIEL ET SERVICES DE MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ
91	CT1040146	23 667,70	23 677,70	ONICO INC.	SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE REFECTION DU STATIONNEMENT DU SOUS-SOL	GRÉ À GRÉ
92	C01514140	15 329,25	15 329,25	OPEN TEXT INC.	SERVICES DE MAINTENANCE DU LOGICIEL "FAX SERVER, RIGHTFAX ENTERPRISE"	GRÉ À GRÉ
93	C01515727	24 960,00	24 960,00	OPEX CORPORATION	SERVICES D'ENTRETIEN DE MACHINES POUR L'OUVERTURE ET LE TRI DU COURRIER	GRÉ À GRÉ
94	C01191645	14 989,00	14 989,00	OPTRICS INC.	SERVICES DE SOUTIEN DU LOGICIEL "SNMPC ENTERPRISE"	GRÉ À GRÉ
95	C01514137	10 678,78	10 678,78	ORPALIS (EURL)	SERVICES DE MAINTENANCE DU LOGICIEL "GDPICTURE.NET"	GRÉ À GRÉ
96	CT1040394	22 000,00	22 000,00	PANORAMA GOVERNMENT SOLUTIONS	SERVICES DE SURVEILLANCE DE L'IMPLANTATION DU PROJET PGI	GRÉ À GRÉ
97	C01514126	15 000,00	15 000,00	POSTES CANADA	FRAIS ENCOURUS POUR L'UTILISATION DE LA SOLUTION WEB "ADRESSE COMPLETE"	ORGANISME PUBLIC
98	C00200192	17 352,54	17 352,54	POSTES CANADA	FRAIS ASSOCIES A LA CUEILLETTE ET AUX ENVOIS/RETOURS XPRESSPOST	ORGANISME PUBLIC
99	C01524187	14 583,34	14 583,34	PRAENESTE TECHNOLOGIES INC.	SERVICES DE MAINTENANCE POUR LE LOGICIEL "SPAGE"	GRÉ À GRÉ
100	C01514130	11 832,00	11 832,00	PROCONTACT INFORMATIQUE	ACQUISITION DE TABLETTES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
101	CT1039603	24 000,00	24 000,00	RAYMONDE MAYOT	SERVICES D'UNE CONSEILLERE MEDICALE POUR LE TRAITEMENT DES AVIS MEDICAUX	GRÉ À GRÉ
102	CT1040503	21 875,00	21 875,00	RECYCLAGE VANIER	DESTRUCTION DES DOCUMENTS CONFIDENTIELS	APPEL D'OFFRES PUBLIC
103	C01514110	13 782,00	13 782,00	RESEAUX EMPOWERED INC.	SERVICES DE MAINTENANCE POUR "OPVXG-16B GOLD SUPPORT"	GRÉ À GRÉ
104	C01514182	16 399,29	16 399,29	RESSOURCE LASER	ACQUISITION DE DIVERSES CARTOUCHES POUR IMPRIMANTE COULEUR	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION

#	NUMERO DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	MONTANT ACTUEL DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
105	C01514101	13 004,76	13 004,76	RESSOURCE LASER	ACQUISITION DE DIVERSES CARTOUCHES POUR IMPRIMANTES	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
106	C01510054	16 851,58	16 851,58	RESSOURCE LASER	ACQUISITION DE DIVERSES CARTOUCHES POUR IMPRIMANTES	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
107	C01514142	17 029,75	17 029,75	RESSOURCE LASER	ACQUISITION DE DIVERSES CARTOUCHES POUR IMPRIMANTES	REGROUPEMENT D'ORGANISMES
108	C01514148	10 740,25	10 583,25	RICOH CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE IMPRIMANTE INCLUANT LES ACCESSOIRES ET L'ENTRETIEN	GRÉ À GRÉ
109	C01514187	19 387,50	19 387,50	RICOH CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE LICENCE INCLUANT MAINTENANCE, INSTALLATION, CONFIGURATION ET TEST DU PILOTE	GRÉ À GRÉ
110	CT1040359	16 280,39	16 280,39	ROBERGE ET LEDUC, ARCHITECTES	PREPARATION DE PLANS ET DE DEVIS D'ARCHITECTURE	GRÉ À GRÉ
111	CT1039624	24 600,00	24 600,00	SERVICE D'INTERPRETATION POUR PERSONNES SOURDES DE L'ESTRIE	SERVICES D'INTERPRETATION GESTUELLE POUR LA CLIENTELE MALENTENDANTE	GRÉ À GRÉ
112	CT1039645	19 672,00	19 672,00	SERVICE REGIONAL INTERPRETARIAT DE LANAUDIERE	SERVICES D'INTERPRETATION GESTUELLE POUR LA CLIENTELE MALENTENDANTE	GRÉ À GRÉ
113	CT1040612	11 000,00	11 000,00	SERVIR + SOINS ET SOUTIEN A DOMICILE INC. (SERVIRPLUS)	PORTION DE LA PART EMPLOYEUR POUR LA VACCINATION 2015	GRÉ À GRÉ
114	C01340341	20 000,00	20 000,00	SOCIETE CONSEIL GROUPE LGS	HEBERGEMENT DE LA SOLUTION "GPA"	GRÉ À GRÉ
115	C01514122	14 009,52	14 009,52	SOFTCHOICE LP	SERVICES DE MAINTENANCE DU LOGICIEL "PGP COMMAND LINE"	GRÉ À GRÉ
116	C01524199	11 730,40	11 730,40	SONO VIDEO INC.	ACQUISITION D'UNE CAMERA	GRÉ À GRÉ
117	C01524188	11 443,50	11 443,50	SUBMAIN	SERVICES DE MAINTENANCE DU LOGICIEL "CODEIRIGHT"	GRÉ À GRÉ
118	C01191648	15 755,18	15 755,18	SYMANTEC CANADA	CERTIFICATS DE CHIFFREMENT A CLE PUBLIQUE	GRÉ À GRÉ
119	C01514167	22 306,90	22 306,90	TOWERS WATSON CANADA INC.	ACQUISITION DE LICENCES DU LOGICIEL "EMBLEM"	GRÉ À GRÉ

#	NUMERO DU CONTRAT	MONTANT INITIAL DU CONTRAT	MONTANT ACTUEL DU CONTRAT	FOURNISSEUR	NATURE DU CONTRAT	MODE D'OCTROI
120	C01514116	24 074,00	24 074,40	UNISYS CANADA	SERVICES D'ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT DE TRAITEMENT DES AVIS DE PAIEMENT	GRÉ À GRÉ
121	C01340349	11 391,49	11 391,49	VILLE DE MONTREAL	INSTALLATION D'UN CONDUIT SOUTERRAIN	ORGANISME PUBLIC
122	CT1040543	15 136,00	15 136,00	VITALITE TRAITEUR INC.	SERVICES DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITE DE RECONNAISSANCE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
123	C01523334	11 308,20	11 308,20	WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE	SERVICES DE MISES A JOUR DU VOLUME "SECURITE ROUTIERE - LEGISLATION APPLICABLE AU QUEBEC"	GRÉ À GRÉ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 61

Titre

Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2015-2016 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Industrie du camionnage :

1. **Réalisation d'une mise à niveau du logiciel Visual Truck pour l'évaluation de la performance dynamique des véhicules.**

    - Coût : 79 248,00 $

SOURCE: Direction du transport routier des marchandises (C154350)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 61

Titre

Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2015-2016 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

UTILISATION DES RADARS PHOTO

Conformément aux dispositions de l'article 36 du chapitre 15 des lois du Québec de 2012, le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports doit, au plus tard le 6 décembre 2013 et par la suite tous les 12 mois pendant quatre ans, faire un rapport au gouvernement sur l'application du cinémomètre photographique et du système photographique de contrôle de circulation aux feux rouges.

Le rapport d'évaluation 2015 : Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges a été transmis au greffe du Conseil exécutif en décembre 2015.

Ce rapport a été présenté au Conseil des ministres le 4 décembre 2015 et devrait être déposé par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports à l'Assemblée nationale au cours du mois de mars 2016.

Le rapport contient onze sections : 1- Contexte; 2- Bilan de l'utilisation des appareils de contrôle automatisé (ACA); 3- Bilan du traitement des infractions; 4- Désignation du conducteur; 5- Changements normatifs à la signalisation routière; 6- Utilisation des ACA; 7- Phase 2 du déploiement des nouveaux ACA; 8- Projet pilote de coopération municipale 9- Information à la population; 10- Fonds de la sécurité routière; 11- Développement informatique.

L'expérience de l'utilisation des ACA sur le réseau routier québécois présente plusieurs aspects positifs pour la sécurité routière. En effet, aux endroits contrôlés par ces appareils, on constate une diminution importante du nombre d'accidents avec blessures et du nombre global d'accidents. Indubitablement, ces équipements améliorent le bilan routier et contribuent à diminuer les coûts sociaux imputables aux accidents de la route.

PROJET D'ÉTUDE RELATIF AUX AIDES À LA MOBILITÉ MOTORISÉES

En juillet 2011, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a publié un avis de santé publique sur la circulation des aides à la mobilité motorisées (AMM : fauteuil roulant motorisé, triporteur et quadriporteur) sur le réseau routier. Cet avis avait été demandé par la Société de l'assurance automobile du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2008. À cette période, les AMM n'avaient pas de statut défini dans le Code de la sécurité routière. Le nombre croissant de ces appareils et des conflits possibles avec d'autres usagers de la route rendaient nécessaire un meilleur encadrement de leur utilisation.

Suivant les recommandations de l'avis de l'INSPQ, le Ministère s'est engagé à mettre en place un projet pilote afin d'expérimenter des nouvelles règles de circulation encadrant la circulation des AMM au Québec.

Au cours de l'été 2012, une étude, financée en partie par le Ministère, a été entamée par l'INSPQ, en collaboration avec l'Université de Sherbrooke, afin de documenter les impacts

des nouvelles règles sur la circulation des AMM. La première phase de l'étude a eu lieu à Montréal, à Victoriaville et à Magog. Des capteurs vidéo ainsi que des GPS ont été fixés sur les AMM d'une soixantaine de participants afin d'observer où et comment les conducteurs d'AMM circulent dans le contexte où ils n'y avaient pas de règles formelles à suivre.

À la lumière de cet exercice, le projet pilote relatif aux AMM a été publié le 20 avril 2015. Il est entré en vigueur le 1er juin 2015, et ce, pour une durée de 3 ans.

Après un été d'application des nouvelles règles de circulation pour les utilisateurs d'AMM, issues du projet pilote, une seconde étude de terrain a été menée. Des sondages pour connaître la compréhension et l'appréciation des règles du projet pilote chez les participants ont été réalisés. De même, des caméras vidéo et des GPS ont permis aux chercheurs de voir si les façons de se déplacer avaient changé. L'analyse des résultats est en cours. Le dépôt du rapport de recherche est prévu d'ici la fin mars 2016. Cet exercice, se concluant à mi-chemin du projet pilote, permettra d'ajuster toute activité en lien avec celui-ci, au besoin.

Le dernier versement du financement du Ministère a été octroyé à l'INSPQ à la fin de l'année 2015.

PROJET DE RECHERCHE « ÉVALUATION DU POTENTIEL D'APPLICATION DE LA DÉMARCHE « CODE DE LA RUE » POUR LE QUÉBEC ET IDENTIFICATION DES ENJEUX ET STRATÉGIES LIÉS À SA MISE EN ŒUVRE

Le Code de la rue est une démarche élaborée en Europe francophone afin d'améliorer la sécurité des déplacements des usagers vulnérables en agglomération. Elle prône une démarche intégrée de planification, notamment par l'encouragement à la participation citoyenne, la mobilisation des pouvoirs publics, et la planification concertée entre usagers et aménagistes pour que la rue devienne un véritable milieu de vie, et non uniquement un espace de circulation.

Le projet de recherche réalisé par des chercheurs de Polytechnique Montréal vise à évaluer le potentiel pour appliquer une démarche « Code de la rue » au Québec, afin d'améliorer la sécurité des usagers vulnérables en agglomération et de promouvoir l'intégration de la gestion de la demande dans la planification et la gestion de l'infrastructure publique.

La version préliminaire du rapport final de ce projet de recherche a été déposée à la Direction de la sécurité en transport le 29 février 2016. L'analyse du rapport sera effectuée au cours du mois de mars 2016 et les commentaires du MTMDET seront acheminés au chercheur en vue de l'élaboration de la version finale du rapport.

Ce projet s'est échelonné sur une période d'environ quatre ans, de janvier 2012 à mars 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 61

Titre

Copie des études, analyses et avis réalisés par ou pour la SAAQ ou le ministère des Transports pour 2015-2016 et les suites qui leur ont été données concernant tout sujet relatif à la sécurité routière. Fournir les coûts de réalisation pour chaque.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) La conduite en état d'ébriété

1) Taux d'alcoolémie des conducteurs décédés dans les accidents de véhicules routiers. Annexe I du dossier statistique « Bilan 2014 – Accidents, parc automobile, permis de conduire ». Tableaux de l'annexe I produits chaque année dans le cadre du Bilan routier.
2) SOM (2015) Évaluation de la campagne alcool 2015 « On ressent les effets longtemps » - Rapport d'analyse. 85 p. (coût du sondage : 10 030 $)
3) SOM (2015) Évaluation du message de prévention de l'alcool au volant « Sans permis tu vas marcher longtemps » - Rapport d'analyse. 34 p. (coût du sondage : 5 680 $)
4) SOM (2015) Évaluation du volet radio francophone de la campagne alcool (secteurs Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Georges).- Rapport d'analyse. 32 p. (coût du sondage : 2 945 $)

b) Les récidivistes et l'alcool au volant

1) Tardif, F. (2015) Les infractions et les sanctions reliées à la conduite d'un véhicule routier – 2004 à 2014, Dossier statistique, SAAQ. 195 p.

c) Le cellulaire au volant – distractions

1) SOM (2015) Évaluation de la campagne textos 2015 « S.V.P.. empêchez-vous. Au volant, on ne texte pas ». - Rapport d'analyse. 112 p. (coût du sondage : 13 400 $)
2) Profil détaillé des faits et des statistiques touchant la distraction au volant. SAAQ – 20 p.

d) La conduite automobile et l'utilisation de drogues

1) Nombre de conducteurs décédés ayant subi un test de dépistage de drogues ou de médicaments selon la présence ou non de substance dépistée. Annexe I du dossier statistique « Bilan 2014 – Accidents, parc automobile, permis de conduire ». Tableaux 5 à 8 de l'annexe I pour le Bilan routier 2014.
2) SOM (2015) Évaluation de la campagne drogue 2015 « Toutes les drogues sont détectables » - Rapport d'analyse. 66 p. (coût du sondage : 8 355 $)

e) Tout autre sujet important en sécurité routière

1) Profil détaillé des faits et des statistiques touchant la vitesse. SAAQ – 30 p.
2) Profil détaillé des faits et des statistiques touchant les véhicules lourds. SAAQ – 20 p.

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 62

Titre

Bilan de l'implantation du Système de reconnaissance des plaques d'immatriculation (SRPI), en précisant :

- les coûts détaillés et les revenus engendrés par le projet-pilote;
- les coûts ventilés d'implantation du système;
- le nombre de constats d'infraction du système en 2015-2016;
- le nombre d'appareils de service;
- prévisions 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) Les coûts détaillés et les revenus engendrés par le SRPI

En 2015, la Société n'a versé aucune subvention pour le SRPI.

La Société ne tire aucun revenu de l'utilisation du SRPI. Le montant des amendes est versé au *Fonds consolidé du revenu* ou aux cours municipales. Considérant le montant minimum des amendes prévues au Code de la sécurité routière pour la très grande majorité des infractions, le total perçu en 2013 était d'environ 3 à 4 millions $ sans les frais.

L'avantage que retire la Société des SRPI se situe au niveau de la régularisation financière de dossiers de permis de conduire et d'immatriculation, mais surtout au niveau de la sécurité routière et de l'amélioration du bilan routier. Entre autres, le SRPI augmente la perception du risque d'être intercepté ce qui incite les conducteurs à adopter des comportements plus sécuritaires.

b) Les coûts ventilés d'implantation du système

Aucun coût d'implantation en 2015

c) Le nombre de constats d'infraction du système en 2014 et 2015

26 580 constats en 2014
31 343 constats en 2015

La Société ne possède pas de données sur la valeur de ces constats.

d) Le nombre d'appareils en service

181 appareils en service au 31 décembre 2015.

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 63

Titre

Pour chaque programme éducatif et campagne de sensibilisation de la SAAQ, fournir pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

- le budget détaillé, subventions accordées et/ou coûts engendrés ;
- le détail et le bilan des activités de chacun des programmes ;
- les ressources humaines qui y sont affectées ;
- le nom de la ou des firmes responsables (s) du programme ou de la campagne, s'il y a lieu;
- la liste des projets réalisés dans le cadre de ces programmes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Campagnes de sensibilisation 2015

Actvité	Objectif	Clientèle	Budget 2015
Bouclez-la!	Sensibiliser à l'utilisation de la ceinture de sécurité	les jeunes conducteurs	60 000 $
Fédération québécoise des sports cyclistes pour les « Tour du silence »	Sensibiliser les conducteurs à la vulnérabilité des cyclistes	les conducteurs et les cyclistes	25 000 $
Opération Nez rouge	Sensibiliser à la conduite avec les facultés affaiblies et soutenir le service de raccompagnement. La campagne se déroule en décembre	les conducteurs	470 000 $
Fédération des transporteurs par autobus (avant Association du transport écolier du Québec)	Sensibiliser à la sécurité en transport scolaire	les enfants du préscolaire, du 1er et du 2e cycle du primaire et les parents	12 356 $

SOURCE: SAAQ

Programmes éducatifs 2015

Programme	Budget 2015	Bilan sommaire 2015
Le pouvoir de tout changer	1 874 $	programme de sensibilisation à la sécurité routière pour les jeunes de 5e secondaire; production, coordination et relance dans toutes les écoles de ce niveau • 200 DVD distribués
Sur la route des dragons	209 277,29 $	programme clé en main de sensibilisation à la sécurité routière pour les enfants de 5 à 8 ans • 370 animations • 125 écoles visitées
Génivélo	25 367 $	programme de sensibilisation à la sécurité à vélo en collaboration avec les policiers • 1 250 casques de vélo distribués production de matériel pour soutenir les activités • 43 685 petits guides • 36 082 dépliants • 413 DVD
Brigades scolaires	20 000 $	activités de promotion et diffusion du programme des brigades scolaires
Baladine	9 070 $	Outil d'animation pour sensibiliser les parents et les jeunes enfants de 0 à 5 ans dans les CPE à l'utilisation correcte des sièges d'auto pour enfants. • 45 cd vidéoclip animé
Au volant de ma santé	0 $	Atelier visant à sensibiliser les conducteurs âgés aux liens entre la santé et la conduite automobile, les changements pouvant être apportés aux habitudes de conduite, l'évaluation de santé et les solutions de rechange possibles à la conduite d'un véhicule. • 50 conférences ont permis de rejoindre près de 2000 personnes • 11 396 dépliants distribués

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 64

Titre

Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le ministère et par la SAAQ aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivantes, pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

a) En ville sans ma voiture ;
b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant et Semaine de la courtoisie au volant ;
c) Mois du piéton ;
d) Coupe ton moteur.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) En ville sans ma voiture

2015-2016

Bénéficiaire	Projet	Montant accordé
Association des centres de gestion des déplacements du Québec	Défi sans auto solo 2015	100 000 $
Roulons Vert	Semaine d'activités de sensibilisation aux transports alternatifs à l'automobile	100 000 $
Accès transports viables	Semaine des transports collectifs et actifs Québec - Gatineau	100 000 $

SOURCE : Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 64

Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le ministère et par la SAAQ aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivantes, pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

a) En ville sans ma voiture ;
b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant et Semaine de la courtoisie au volant ;
c) Mois du piéton ;
d) **Coupe ton moteur.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Coupe ton moteur :

La DTRM n'est pas touchée par ce sujet.

Le volet « Coupe ton moteur » de ce programme est administré par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

SOURCE: Direction du transport routier des marchandises (C154350)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 64

Titre

Budgets détaillés et liste des subventions accordées par le ministère et par la SAAQ aux événements, programmes de sensibilisation ou campagnes suivantes pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017 :

a) En ville sans ma voiture ;
b) **Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant et Semaine de la courtoisie au volant ;**
c) **Mois du piéton ;**
d) Coupe ton moteur.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2015

a) En ville sans ma voiture : 0 $

b) Campagne de sensibilisation sur la courtoisie au volant : 0 $

Semaine de la courtoisie : En 2015, il n'y a pas eu de Semaine de la courtoisie

c) Mois du piéton (Bon pied bon œil): 46 300 $

d) Coupe ton moteur : 0 $

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 65

Titre

Pour chacune des catégories d'emploi (contrôleurs routiers sur route, en entreprise et en vérification mécanique), liste détaillée des effectifs de la Société de l'assurance automobile du Québec (Société) pour chaque année depuis 2003. Prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Effectifs en ETC[1] contrôleurs routiers au 31 décembre 2015

	2015
Contrôleurs routiers sur route	244
Contrôleurs routiers en entreprise	18
Contrôleurs routiers en vérification mécanique	7

[1] ETC : Unité de mesure utilisée pour calculer l'effectif gouvernemental et correspondant, sur une base annuelle, à une durée normale de travail, selon les conditions de travail.

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 66

Titre

Nombre de contrôleurs routiers à l'emploi de la SAAQ et ventilés par région. Nombre d'interventions effectuées et de constats donnés pour 2015-2016 et pour les quatre années financières précédentes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Nombre de contrôleurs routiers[1] à l'emploi de la Société ventilés par région :

	Contrôleurs routiers sur route	Contrôleurs routiers en vérification mécanique	Contrôleurs routiers en entreprise
Direction régionale de Québec et de l'Est-du-Québec			
Service CR – Bas-Saint-Laurent-Est – Gaspésie	10,20		0,74
Service CR – Bas-Saint-Laurent-Ouest	7,92		0,57
Service CR – Saguenay–Lac-Saint-Jean	12,69		0,92
Service CR – Côte-Nord	5,53		0,41
Service CR – Capitale-Nationale	18,96	0,01	1,37
Service CR – Chaudière-Appalaches	20,23	0,01	1,46
Direction régionale du Centre-du-Québec et périphéries			
Service CR – Mauricie–Centre-du-Québec	17,64	0,01	1,28
Service CR – Estrie	16,31	0,01	1,18
Service CR – Rouyn-Noranda-Témiscamingue	6,95		0,50
Service CR - Val-d'Or – Nord-du-Québec	5,77		0,42
Direction régionale du Grand-Montréal			
Service CR – Montréal-Est–Laval-Est–Lanaudière	26,39	0,01	1,91
Service CR – Montréal-Ouest–Laval-Ouest-Laurentides	27,80	0,01	2,01
Service CR – St-Bruno	28,92	0,01	2,09
Service CR – Saint-Jean	19,88	0,01	1,44
Service CR – Outaouais	14,25		1,03
Siège social	4,77	7,17	1,05

[1] Les données sont au 31 décembre 2015 et sont transmises en ETC (unité de mesure utilisée pour calculer l'effectif gouvernemental et correspondant, sur une base annuelle, à une durée normale de travail, selon les conditions de travail).

Nombre d'interventions effectuées et constats donnés (1er janvier au 31 décembre 2015)

	2015
Interventions sur route	93 134
Interventions en entreprise	403
Contrôle en continuité d'une intervention sur la route	745
Infractions sur route	32 877
Infractions en entreprise	785

SOURCE : SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 67

Titre

Nombre et liste des accidents ferroviaires au Québec pour chaque année depuis 2003 et détails des causes et conséquences de ces accidents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En vertu de la Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé et du Règlement sur la sécurité ferroviaire entré en vigueur le 1er janvier 2001, les compagnies de chemin de fer de compétence québécoise doivent aviser sans délai le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports de tout accident impliquant un matériel roulant.

- Un accident ferroviaire présente généralement des dommages et un arrêt des opérations ferroviaires, soit : une collision en voie principale, un déraillement en voie principale, un accident à un passage à niveau, une collision, un incendie ou une explosion.
- Un incident ferroviaire présente un risque d'accident concernant les sujets suivants : non-respect des règles d'exploitation, mauvaise manœuvre, aiguillage mal orienté, risque de collision, déversement de marchandises dangereuses ou autres.

Tableau 1 – Incidents et accidents sur les chemins de fer et sites industriels relevant de la juridiction du Québec

Année	Incidents et accidents		Victimes				
			Morts		Blessés		Total de victimes
	Nombre*	Passages à niveau	Passages à niveau	Total (incluant passages à niveau)	Passages à niveau	Total (incluant passages à niveau)	
2015	16	3	0	0	1	1	1

* Comprend les incidents et les accidents aux passages à niveau

Source : MTMDET - Service du transport ferroviaire : **Ces données sont à jour en date du 25 février 2016**.

Tableau 2 – Accidents aux passages à niveau situés sur les chemins de fer relevant de la juridiction du Québec et du Canada

Année	Nombre	Morts	Blessés graves	Blessés légers	Total de victimes
2015	39	3	0	7	10

Source : SAAQ - Société de l'assurance automobile du Québec : **Ces données sont à jour en date du 25 février 2016.**

SOURCE : Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 68

Titre

Liste des accidents impliquant des véhicules de déneigement répertoriés pour l'année 2015-2016 :

- Liste des membres du Comité stratégique sur le déneigement
- Liste des activités

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015 (données de la saison hivernale 2014-2015) : 547 accidents :

- Nombre d'accidents avec décès : 5
- Nombre d'accidents avec blessés graves : 6
- Nombre d'accidents avec blessés légers : 67
- Nombre d'accidents avec dommages matériels seulement : 469

En mai 2013, la vocation du Comité stratégique sur le déneigement a été modifiée pour rendre permanente une des recommandations du rapport Neige, sous le vocable « Vigie-accidents ». Cette nouvelle formule permet aux membres de maintenir les liens de collaboration qui ont été établis, permettant de travailler de façon concertée en considération de la complémentarité des rôles et responsabilités.

Les membres de la « Vigie-accidents » sont :

- Claude Boucher, Vice-présidence au contrôle routier et à la sécurité des véhicules – SAAQ
- Gaétan Bergeron, Vice-présidence au contrôle routier et à la sécurité des véhicules – SAAQ
- René Désaulniers, Vice-présidence au contrôle routier et à la sécurité des véhicules – SAAQ
- Lucie Bernard, Vice-présidence au contrôle routier et à la sécurité des véhicules – SAAQ
- Lyne Vézina, Vice-présidence aux affaires publiques et à la stratégie de prévention routière - SAAQ
- François Gilbert, Ministère de la Sécurité publique
- Sylvain Noël, Ministère des Transports du Québec
- Pierre Bourgeois, Association des directeurs de police du Québec
- Marianne Rivest, Service de police de la Ville de Montréal
- Jean-François Campeau, Sûreté du Québec

Le Comité Vigie-Accidents ne se réunit pas. Les membres, lors d'accidents, sont informés et collaborent selon les situations en fonction de leurs rôles et responsabilités.

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 69

Titre

Ventilation de toutes les sanctions, amendes, pénalités ou avertissements octroyés aux conducteurs de véhicules lourds, selon le type d'infraction (limiteur de vitesse, fatigue au volant, etc.), par année depuis 2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Limiteur de vitesse :

Pour l'année 2015, soit du 1er janvier au 31 décembre, Contrôle routier Québec (CRQ) a réalisé:

- Interventions reliées aux limiteurs de vitesse : 439
- Infractions émises reliées aux vérifications du limiteur de vitesse : 97

Fatigue au volant :

Du 1er janvier au 31 décembre 2015,

- 2 856 infractions en contravention au Règlement sur les heures de conduites et de repos des conducteurs de véhicule lourd.
- 540 mises hors service d'un conducteur en contravention au Règlement sur les heures de conduites et de repos des conducteurs de véhicule lourd.

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 70

Titre

Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2015-2016 pour les véhicules lourds.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports peut délivrer des permis spéciaux de circulation en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 633 du Code de la sécurité routière. Ces permis autorisent la circulation de véhicules hors normes à l'égard des charges ou des dimensions. Ils sont délivrés essentiellement pour permettre la circulation de véhicules expérimentaux, pour harmoniser nos normes avec celles des autres administrations nord-américaines ou pour laisser le temps à l'industrie de s'adapter à une situation particulière. Des analyses d'impact sur les infrastructures et sur la sécurité des usagers sont effectuées pour chaque type de permis.

ENJEUX

Ces permis contribuent au soutien du développement technologique, à favoriser la compétitivité des entreprises de transport et à rendre les normes québécoises rapidement compatibles avec celles des administrations voisines. Cette souplesse profite à notre industrie. L'absence de permis délivrés par le ministre obligerait le gouvernement à modifier fréquemment le Règlement sur les normes de charges et de dimensions applicables aux véhicules routiers et aux ensembles de véhicules routiers. Les délais nécessaires à ces modifications pourraient être préjudiciables à l'industrie du transport dans certaines situations.

Permis émis selon l'article 633 du CSR

Année	Nombre de permis
2015	5 280

Permis de grand train routier (Hivernal (1))

Année	Nombre de permis
2015	503

(1) Permis émis en période hivernale (décembre à mars) en projet-pilote 2011-2012-2013-2014-2015

SOURCE: Direction du transport routier des marchandises (C154350)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 70

Titre

Nombre de permis spéciaux octroyés par le ministre et par le ministère en 2015-2016 pour les véhicules lourds.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2015,

38 107 permis spéciaux délivrés par la SAAQ.

SOURCE: SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 71

Titre
Nombre de certificats d'exemptions de pneus d'hiver émis pour l'année 2015-2016 avec le détail des motifs d'exemption. Fournir les coûts administratifs reliés à la gestion et la délivrance de ces exemptions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) ne comptabilise pas les demandes refusées. Toutefois, le tableau ci-dessous démontre la répartition de l'émission des certificats d'exemption pour les pneus d'hiver :

Année	Centre de services et Unité mobile	Mandataires	Opérations centralisées	Internet	Total général
2015	3 385	6 185	41	24 250	33 861
Pourcentage	10 %	18,28 %	0,06 %	71,66 %	100 %

Les coûts administratifs pour l'année 2015 : **135 202 $**

SOURCE : SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 72

Titre

État de situation de la mise en place de la stratégie maritime, incluant tous les projets annoncés et financés depuis le lancement de la stratégie et les prévisions pour l'année 2016-2016. Inclure la provenance des sommes et l'échéancier des travaux et des investissements. Ventiler par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne relève pas du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. Elle doit être répondue par le Secrétariat aux Affaires maritimes du ministère du Conseil exécutif.

SOURCE: Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 73

Titre

Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI 2014-2024, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir ?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits 2016-2017.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 74

Titre

Donner la liste des projets de transport ou d'infrastructures identifiés par le gouvernement pour recevoir du financement par les divers fonds d'infrastructures fédéraux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'annexe 1 présente les projets d'immobilisations en transport en commun qui ont été autorisés par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en 2015-2016 dans le cadre de la SOFIL 2005-2010, 2010-2014 et 2014-2019. La contribution totale de la SOFIL à ces projets se chiffre à près de 92 M$, dont 48 M$ proviennent du gouvernement fédéral.

SOURCE: Direction générale adjointe des parcs routiers et des relations extérieures (C154800)

ANNEXE 1

Projets de transport collectif autorisés par le MTQ en 2015-2016 dans le cadre de la SOFIL[1]

PROJETS APPROUVÉS EN 2015-2016	Montant autorisé incluant taxe et frais financiers[2]
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE	
Remplacement de la sortie d'accès – Toiture centre Lebourgneuf	111 417 $
Acquisition de 32 midibus (24 en 2017 et 8 en 2018)	22 759 010 $
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL	
Projet OPUS – Vente et recharge à distance, Phase 1 (VRAD)	317 161 $
Acquisition de 26 autobus hybrides en 2015	15 918 409 $
Implantation d'un système d'aide à l'exploitation et d'information à la clientèle en temps réel pour le transport adapté – Système ACCÈS	1 077 320 $
Acquisition de 15 autobus hybrides en 2016	9 900 029 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL	
Remplacement d'un camion de service	94 239 $
Gestion des effluents – Secteurs T et R	158 807 $
Programme de remplacement des équipements – Phase 3 – Acquisition d'un vérin hydraulique	34 139 $
Acquisition de 7 autobus hybrides en 2015	4 273 480 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS	
Système d'aide à la planification – Module Hastus	96 042 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS	
Système d'aide à l'exploitation en transport adapté	892 798 $
Acquisition de 7 autobus hybrides en 2015	4 453 288 $
Acquisition de 9 autobus articulés hybrides en 2016	9 111 201 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	
Équipements pétroliers	3 468 455 $
VRAD – Recharge à distance (vente et perception) – Phase I	3 722 779 $
Remplacement des équipements de production à l'usine Crémazie	475 489 $
Remplacement et acquisition de véhicules de service en 2009 et 2010	3 353 605 $
Réfection des toitures aux stations Honoré-Beaugrand et Édouard-Montpetit	634 063 $
Ajout de 17 véhicules de service entre 2013 et 2016	873 896 $
Aménagement de deux pick-up et acquisition de dix pick-up munis d'un système rail-route et d'une plate-forme	888 975 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY	
Système d'aide à l'exploitation en transport adapté	659 999 $
Acquisition d'un camion de service	87 189 $
Acquisition de 2 autobus hybrides en 2015	1 272 368 $
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE	
Système d'aide à l'exploitation en transport adapté	738 472 $
Acquisition d'un véhicule de service	32 505 $
Système d'aide à la planification – Module Hastus	97 784 $

SOURCE: Direction générale adjointe des parcs routiers et des relations extérieures (C154800)

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES	
Acquisition de 3 autobus hybrides	1 867 352 $
Système d'aide à l'exploitation en transport adapté	503 500 $
Adaptation des équipements et outillages pour véhicules hybrides	83 396 $
Système d'aide à la planification – Module Hastus	79 097 $
Achat et remplacement des installations pétrolières	235 638 $
CIT HAUT-SAINT-LAURENT	
Acquisition d'abribus	13 507 $
CIT LAURENTIDES	
Acquisition du logiciel de gestion de transport adapté ACCÈS	926 068 $
CIT RICHELAIN	
Acquisition de sept abribus chauffés	187 082 $
CIT SOREL-VARENNES	
Acquisition d'un terminus à Sorel Tracy (solde de la subvention SOFIL 2010-2014)	698 882 $
Acquisition d'un système d'aide à la répartition	57 472 $
Acquisition de boîtes de perception électroniques	517 115 $
CIT SUD-OUEST	
Acquisition d'une boîte de perception pour formation	8 924 $
Acquisition d'un abribus	9 348 $
CIT VALLÉE-DU-RICHELIEU	
Acquisition d'un logiciel de traitement et d'analyse de données	179 698 $
CRT LANAUDIÈRE	
Acquisition d'équipements de vente et perception	1 015 285 $
Recharge à distance	44 434 $
BAIE-COMEAU (Ville de)	
Acquisition de boîtes de perception	18 457 $
DRUMMONDVILLE (Ville de)	
Acquisition et installation d'un abribus de grande dimension	21 744 $
Achat et installation d'un support à vélos sur autobus	817 $

[1] Tous les projets approuvés entre le1er avril 2015 et le 31 mars 2016 font partie de cette liste, qu'ils aient été financés dans le cadre de la SOFIL 2005-2010, de la SOFIL 2010-2014, ou de la SOFIL 2014-2019.

[2] La contribution fédérale au financement des infrastructures locales de transport varie en fonction de la période : elle représentait 82 % de la subvention pour la période 2005 à 2010, mais elle a été réduite à 57 % pour 2010-2014 et à 49 % pour 2014-2019. La contribution fédérale aux projets d'infrastructures locales de transport approuvés durant l'année financière 2014-2015 est de 13,3 M$ dans l'enveloppe 2005-2010 et de 21,3 M$ dans celle de 2010-2014. Elle est de 9,6 M$ pour les projets ayant déjà fait l'objet d'approbation dans le cadre de la SOFIL 2014-2019. La contribution fédérale pour ces trois périodes cumulées est donc de 44,2 M$ sur un total de 73,3 M$ versés par la SOFIL.

SOURCE: Direction générale adjointe des parcs routiers et des relations extérieures (C154800)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 75

Titre

État de situation pour le renouvellement des voitures de métro MR-73. Indiquer les détails du plan de renouvellement et l'échéancier pour le remplacement de l'ensemble des voitures.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La Société de transport de Montréal (STM) prévoit prolonger la durée de vie utile de 20 ans des voitures de métro MR-73 afin qu'elles soient en service jusqu'en 2040 plutôt qu'un projet de remplacement à court terme Le projet de réfection des MR-73 n'apparaissait pas à la programmation PQI 2015-2025 car, au moment de son adoption, le plan de travaux et d'investissement de la STM n'était pas encore complété. Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports travaille de concert avec la STM pour prévoir les montants nécessaires à la participation gouvernementale à ce projet de réfection des MR-73.

Par ailleurs, rappelons que le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports aura investi près de 1,9 G$ pour le remplacement des voitures de métro de première génération (MR-63). La fin des livraisons des 468 voitures de métro est prévue à la fin de 2018.

SOURCE: Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine (C155240)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 76

Concernant le Fonds de la sécurité routière, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2015-2016 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide et le montant reçu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière (pour des mesures ou des programmes de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route aux victimes de la route)

Actuellement, l'acquisition, l'installation et l'exploitation des appareils de contrôle automatisé (aussi appelés radars photo) est la seule mesure financée par le Fonds de la sécurité routière.

Toutefois, le programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière est en cours d'élaboration. Les surplus du Fonds pourront y être affectés. Le Programme devrait soutenir financièrement des mesures ou des programmes de sécurité routière et d'aide aux victimes de la route proposés par des organismes œuvrant dans ces milieux.

SOURCE: Direction de la sécurité en transport (C154360)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 77

Titre

État de situation, liste des travaux et sommes investies dans le dossier du prolongement de la route 138 depuis la résiliation de l'entente-cadre de 100 M$ pour le projet de développement d'un lien routier entre les localités de Kegaska et de Vieux-Fort, sur la Basse-Côte-Nord, avec la compagnie Pakatan Meskanau de la Grande Séduction.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis la résiliation de l'entente avec Pakatan, tous les travaux et les investissements ont été suspendus. Seules des négociations concernant des activités de fouilles archéologiques se poursuivent avec la communauté d'Unamen Shipu en vue de leur réalisation au printemps 2016.

Le Ministère doit tenir compte des recours juridiques en cours dans ce dossier, le tout ayant une incidence sur les délais.

En avril 2015, des investissements de 232 M$ pour les cinq prochaines années ont été annoncés par la Société du Plan Nord (SPN) dans le cadre de la stratégie de relance du Plan Nord. Les tronçons Kegaska/La Romaine et Tête-à-la-Baleine/La Tabatière ont été priorisés.

Le projet de prolongement de la 138 est assujetti à la *Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.*

SOURCE: Direction de la Côte-Nord (C155670)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 78

Titre

Copie des notes ministérielles, des avis de pertinence, des mémos, de la correspondance, des courriels ou de tout autre document pertinent qui ont motivé la décision du ministre d'ajouter l'étude d'un train de surface au mandat du bureau de projet sur le prolongement de la ligne bleue de l'AMT.

Exposé et statistiques

Le 16 septembre 2009, le gouvernement du Québec annonçait la création d'un Bureau de projet sur le prolongement du réseau de métro de la région métropolitaine de Montréal. Sous la responsabilité conjointe du ministère des Transports du Québec (MTQ) et de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), le Bureau de projet, appuyé par les acteurs municipaux concernés, a le mandat de réaliser les études de faisabilité des prolongements projetés sur le réseau de métro de Montréal, notamment d'identifier les tracés, préciser le nombre et la localisation des stations de métro.

Le dossier de présentation stratégique (DPS) du projet a été produit. Le DPS préconise de faire de la ligne bleue jusqu'à Anjou le premier prolongement des lignes de métro et de poursuivre le travail sur les autres lignes avant de choisir le prochain stade de prolongement.
Le prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal par l'ajout de cinq stations, de Saint-Michel à Anjou a annoncé le 20 septembre 2013. Un budget de 38,8 M$ a été réservé au Bureau de projet pour la continuité des études, soit la réalisation des études d'avant-projet pour la ligne bleue et des études complémentaires des lignes jaune et orange.

En conformité avec la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique, un dossier d'opportunité (DO) pour approbation par le Conseil des ministres est en préparation. C'est sur la base de ce dossier que sera donnée l'autorisation de procéder à l'élaboration du dossier d'affaires du premier tronçon à réaliser.

- **Élargissement du mandat**

Une analyse sur les modes de transport en surface qui pourraient répondre aux besoins identifiés a été effectuée en 2015 dans le cadre des études du prolongement de la ligne bleue. Cette analyse conclut que bien que le tramway offrirait un bon potentiel de transport, il ne répondrait pas aux besoins en mobilité anticipés dans le corridor retenu pour le prolongement de la ligne bleue essentiellement en raison de la capacité inférieure de ce mode et de la hausse du temps de parcours.

Au printemps 2015, l'AMT, a transmis au ministre des Transports les résultats de l'étude comparative des modes de surface. Cette analyse conclut que le tramway offrirait le meilleur potentiel de transport parmi ceux évalués. Toutefois, ce mode ne répondrait pas aux besoins en mobilité anticipés dans le corridor retenu pour le prolongement de la ligne bleue. En effet, le tramway générerait une diminution de 45 % à 65 % de l'achalandage potentiellement généré par un prolongement de métro, essentiellement causée par sa capacité inférieure de ce mode et de la hausse du temps de parcours.
Avant d'entreprendre une seconde étape, l'Agence a demandé d'obtenir l'orientation du ministre quant à la suite à donner au mandat, soit l'autorisation de procéder, le cas échéant, à l'étude d'achalandage préliminaire du mode de surface le plus favorable.
Le 1er juin 2015, le ministre des Transports a annoncé par voie de communiqué qu'il était satisfait de l'étude préliminaire comparative des modes de transport de surface et des conclusions qui s'en dégageaient. De plus, le ministre a exprimé le souhait que le Bureau de projet de métro poursuive principalement les activités permettant la production du DO selon l'échéancier établi.

Les activités en lien avec la production du DO sont en cours de finalisation par l'AMT. Une fois complété, ce dossier sera soumis au ministre des Transports, puis éventuellement soumis au gouvernement pour décision.

SOURCE: Direction des projets de transport collectif et de la planification métropolitaine (C155240)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 79

Titre

Indiquer les programmes auxquels seront affectées les sommes prévues pour les transports collectifs et actifs d'ici 2020, notamment le différentiel entre les sommes transférées au MTQ (1200 M$ du Fonds vert) et les dépenses de programme annoncées à ce jour (660 M$).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les sommes du PACC 2013-2020, virées au FORT, sont affectées aux programmes suivants :

- Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes ;
- Programmes d'aide financière aux infrastructures cyclables et piétonnes (Véloce II) ;
- Programme d'aide au développement du transport collectif ;
- Projet de démonstration de trois autobus entièrement électriques rechargés par « biberonnage » ;
- Programme de soutien à des projets de démonstration en transport collectif ;
- Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques.

SOURCE : Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 80

Titre

Quels seront, en 2016-2017, les transferts du Fonds vert en direction du MTQ, et à quelles fins ces sommes seront-elles affectées ?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve dans la réponse de la question particulière 81 de l'opposition officielle.

SOURCE: Direction de la planification (C154340)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 81

Titre

Quels ont été, en 2015-2016, les transferts du Fonds vert en direction du MTQ, et à quelles fins ces sommes ont été affectées ?

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le décret 485-2015, adopté le 10 juin 2015, déterminait qu'une somme totale de 244,35 M$, répartie en trois versements (juillet et octobre 2015, mars 2016), soit virée du Fonds vert au FORT en 2015-2016.

Cette somme a été affectée à des mesures applicables au transport en commun et à des programmes d'aide financière qui favorisent le développement et l'utilisation du transport en commun des personnes ou le développement et l'utilisation de modes de transport de personnes, à l'exception du véhicule de promenade dont le seul occupant est le conducteur.

Le montant du virement a été fixé pour le financement en 2015-2016 de six programmes ou mesures liés à la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2030) :

- Le Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) (140,0 M$);
- Le Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes (PAGTCP) (89,7 M$);
- Véloce II-volet 1 : développement des transports actifs dans les périmètres urbains (5 M$);
- Le projet de démonstration de la Société de transport de Montréal de trois autobus entièrement électriques recourant à une technologie de recharge par «biberonnage» (Cité mobilité) (6 M$);
- Le Programme de soutien à des projets de démonstration en transport collectif électrique (3,0 M$);
- Le Programme de soutien à la réalisation de projets de démonstration de taxis électriques (0,65 M$).

SOURCE: Direction de la planification (C154340)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 82

Titre

Concernant le Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), identifier les sommes allouées (totales et ventilées) en 2015-2016 et pour les trois dernières années. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2016-2017 pour le FORT.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière 26 de l'opposition officielle.

SOURCE: Direction de la gestion financière et de l'expertise immobilière (C154520)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 83

Titre

Nombre de véhicules électriques, de véhicules hybrides «branchables» et de véhicules hybrides immatriculés au Québec pour les années 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015. Inclure la ventilation par modèle et par marque de véhicule.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

AU 31 DÉCEMBRE 2015 :

<u>Véhicules électriques</u> :

- Véhicules entièrement électriques : **3 821**
- Véhicules hybrides rechargeables : **4 367**

<u>Véhicules hybrides</u> : **34 400**

SOURCE : SAAQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 84

Titre

Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2015-2016 concernant l'élargissement de l'autoroute Henri-IV. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Description du projet :

Le projet d'élargissement de l'autoroute Henri-IV a démarré au mois de septembre 2014 en conformité avec la *Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique* (Directive). L'élaboration du dossier d'opportunité (DO) était en cours en 2015.

Le projet consiste à élargir l'autoroute Henri-IV entre les échangeurs Henri-IV/Charest et Henri-IV/Félix-Leclerc ainsi qu'à faire une réfection majeure des infrastructures existantes.

Deux projets routiers sont inscrits au Plan québécois des infrastructures 2015-2025 : l'un dans la catégorie des projets en réalisation pour la phase I (hors Directive) et l'autre dans la catégorie des projets à l'étude pour la phase II (assujettie à la Directive).

Investissements réalisés en 2015-2016 :

Phase I en réalisation : 19 081 957 $

Phase II à l'étude : 675 900 $

Principales activités réalisées en 2015-2016 et échéanciers en cours et à venir :

Concernant la phase I du projet, les travaux de reconstruction des structures surplombant la rue Rideau et la rivière Lorette ont débuté en 2014 et se sont poursuivis en 2015.

Quant à la phase II, outre le DO, les études d'avant-projet préliminaire sont également en cours d'élaboration. Dans ce cadre, un contrat de simulation des impacts du projet sur les débits de circulation a débuté au mois d'octobre 2015.

SOURCE: Direction des projets routiers stratégiques (C155210)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 85

Titre

Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2015-2016 concernant la reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le projet de reconstruction des échangeurs au nord des ponts de Québec vise à améliorer la fonctionnalité et la sécurité du réseau routier, à formaliser une signature distinctive pour la porte d'entrée de la capitale nationale et à intégrer le transport collectif en site propre dans l'axe du pont de Québec et sur le boulevard Laurier.

Certaines interventions sont prévues sur les structures du secteur à l'étude au cours des prochaines années. La stratégie de réalisation peut se déployer sur plusieurs années (le schéma directeur constitue une base pour les actions futures du Ministère).

À cette étape du projet, les coûts totaux demeurent préliminaires et ils seront précisés dans le cadre des étapes prévues à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Investissements réalisés en 2015-2016 :

- Schéma directeur : 38 000 $
- Honoraires et travaux de réparation bretelle Laurier-Duplessis: 3,2 M$

Principales activités réalisées en 2015-2016 et échéancier en cours et à venir :

Travaux de réparation de la structure Laurier vers Duplessis en tenant compte des objectifs du schéma directeur (concept architectural).

Poursuite de la préparation du schéma directeur pour l'entrée de la capitale nationale (plan de géométrie de l'échangeur nord, concepts architecturaux).

SOURCE: Direction des projets routiers stratégiques (C155210)
Direction de la Capitale-Nationale (C155710)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 86

Titre

Dépôt des études, analyses, fiches et de tout autre document réalisés en 2015-2016 concernant l'impact sur le réseau routier de la construction de l'édifice Le Phare par le groupe Dallaire à Québec. Inclure une ventilation des coûts liés à leur production.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune somme n'a été investie par le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports concernant l'analyse des impacts sur le réseau routier de la construction de l'édifice Le Phare.

SOURCE: Direction des projets routiers stratégiques (C155210)
Direction de la Capitale-Nationale (C155710) (2016-04-01)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 87

Titre

Coût de l'étude de faisabilité Tramway/SRB réalisée conjointement par les villes de Québec et de Lévis et le ministère des Transports.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière 40 de l'opposition officielle.

SOURCE: Direction générale adjointe de la métropole et des projets stratégiques (C155240) (2016-04-04)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 88

Titre

Nombre de contraventions remises par l'utilisation des radars photo depuis leur installation (montant des amendes perçues; ventilation par radar photo). Indiquer aussi la destination et l'utilisation des sommes perçues (fonds consolidé du revenu, financement d'un programme spécifique, etc).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Statistiques portant sur les contraventions

- Pour obtenir les données statistiques de 2015 et 2016 relatives aux contraventions décernées suite à une photographie prise par un appareil de contrôle automatique, il faut consulter le site Web du ministère de la Justice au lien suivant : http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/ministere/acces/doc-public/radars.htm

Destination et utilisation des sommes perçues

- La question du financement d'un programme spécifique a été répondue à la question 76, « Étude des crédits 2016-2017 - Demandes de renseignement particuliers de l'opposition officielle - fiche explicative ».

- La section 10.2 du *Rapport d'évaluation 2015 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges* fournit également cette information. Utiliser le lien Internet suivant : https://www.mtq.gouv.qc.ca/centredocumentation/Documents/Securite-transport/Photo%20radar/Rapport_Evaluation_2015.pdf

SOURCE: Direction de la sécurité en transport (C154360)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 89

Titre

Fournir la copie de l'étude de circulation pour un nouveau pont à Chicoutimi tel qu'annoncé dans la stratégie du pont Dubuc le 1er mars 2014. Fournir une copie de l'échéancier, étude des coûts et tout autre document pertinent.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le plan d'action pour la réfection du pont Dubuc et ses approches, annoncé le 28 février 2014, prévoit la réalisation d'une étude de circulation complète comprenant une enquête Origine-destination sur le territoire de Saguenay.

- Il s'agit de la première vaste étude de circulation dans la région administrative du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Elle a pour objectif de mieux connaître les besoins en déplacements sur les réseaux de la région métropolitaine de recensement de Saguenay.

- L'étude sur la circulation est en cours depuis le 30 septembre 2015. Le rapport final devrait être disponible à l'automne 2017. Les résultats de l'enquête de circulation seront très utiles au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports mais aussi à ses partenaires, dont la Ville de Saguenay et la Société de transport du Saguenay. Ils constitueront une source d'information importante dans le cadre des travaux d'évaluation des besoins de développement actuels et futurs du réseau de transport régional.

- Le contrat a été accordé par appel d'offres publiques en mai 2015 au Consortium WSP/ UniMarketing /Segma Recherche au coût de 410 945 $.

SOURCE: Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Chibougamau (155680) (2016-04-04)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 90

Titre

Concernant les travaux du comité de concertation du ministère des Transports (MTQ) et des firmes de génie-conseil, relancé le ou vers le 15 février 2016, fournir la liste des membres, le nombre de rencontres tenues jusqu'à maintenant, une copie des ordres du jour et tout autre document pertinent depuis 2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Créé en 2004, la Table d'échanges MTMDET-AFG regroupe des représentants du Ministère et des firmes de génie-conseil membres de l'Association des firmes de génie conseil. Jusqu'en mai 2015, cette association était l'AICQ (Association des ingénieurs-conseils du Québec.

Après un temps d'arrêt de plus ou moins deux ans, les travaux de la Table d'échanges ont repris le 15 février 2016.

Lors de cette rencontre, il a été convenu que le mandat serait révisé et que le nombre de participants de l'AFG serait limité à 3 personnes.

Mandat actuel de la table d'échanges (en révision)

- Maintenir un processus dynamique d'échanges dans les domaines des chaussées et des ouvrages d'art (conception – surveillance).
- Discuter des problèmes de l'industrie et deux du Ministère et proposer des pistes de solutions concrètes qui tiennent compte des besoins du donneur d'ouvrage et des préoccupations des firmes.
- Au besoin, mandater des tables techniques sectorielles, assurer le suivi des travaux, identifier les intervenants.
- Assurer le cheminement et la diffusion des éléments retenus à la suite d'échanges.
- Tenir deux réunions par année (printemps et automne).

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

Annexe
Liste des participants
de Table d'échanges MTMDET-AFG
(février 2016)

Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Anne-Marie Leclerc, coprésidente	Direction générale des infrastructures et des technologies (DGIT)
Hélène Gingras, coordonnatrice	DGIT — Direction du soutien aux opérations
Fadi Moubayed, directeur	DGAPS — Direction de l'Île-de-Montréal
Donald Desjardins, directeur	DGSMA —Direction des contrats
Daniel Bouchard, directeur	DGIT — Direction des structures
Éric Breton, directeur	DGIT — Direction du soutien aux opérations
Guy Tremblay, directeur	DGIT — Direction du laboratoire des chaussées

Association des firmes de génie-conseil du Québec

André Rainville, coprésident	Président-directeur général de l'AFG
Paul-Émile Bélanger	Norda Stelo
Yvan Côté	Beaudoin, Hurens inc.
Gaétan Couture	Exp
Jean-Marc Drolet	ARUP
Denis Gamache	CIMA +
Émile Hanna	SNC-Lavalin inc.
Martin Hétu	WSP
Hugues Latulippe	WSP
Stéphane Lavoie	Englobe corp.
Jonathan Lefebvre	Pluritec Ltée
Manuelle Martineau	AXOR Experts-Conseils
Martin Thibault	Stantec

Invités	
André Caron, sous-ministre associé	Direction générale des territoires (DGT)
Danièle Cantin, sous-ministre adjointe	Direction générale de la surveillance des marchés et de l'administration
Nathalie Noël, directrice	DGSMA — Direction de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles
Richard Côté, chef de service	DGIT — DSO — Service de la gestion des projets routiers
Richard Dionne, directeur général adjoint	DGT — Direction générale adjointe à la coordination des ressources territoriales
Carl Bélanger, directeur	DGIT — Direction de la Mauricie–Centre-du-Québec
Jean-Philippe McKenzie, chef de service	DGSMA — Direction de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles

N.B. : La participation est variable à chaque rencontre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 91

Titre
Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Justice coordonne la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes dans le cadre des réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE: Direction de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles (C154590)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 92

Titre
État de la situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière 91, de l'opposition officielle.

SOURCE: Direction de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles CC154590)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 93

Titre
Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question particulière 91, de l'opposition officielle.

SOURCE: Direction de la surveillance des marchés et de l'observation des règles contractuelles (C154590)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 94

Titre

État de situation pour chacun des navires de la flotte (en indiquant leur lieu d'opération) de la Société des traversiers du Québec, incluant les navires en construction et les projets futurs.

a) Inclure les travaux d'entretiens passés et futurs prévus pour les navires en opération.

b) Pour les navires en construction, détailler les coûts prévus à chacune des étapes de la construction, incluant la conception et la mise en chantiers, avec les modifications au projet initial et les impacts financiers associés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Inventaire de la flotte de traversiers

Nom du navire	Valeur de remplacement	Année de construction	Mise à niveau	Durée de vie
NM Alphonse-Desjardins	65 000 000 $	1971	2003	50 – 60 ans
NM Lomer-Gouin	65 000 000 $	1971	2003	50 – 60 ans
NM Camille-Marcoux	120 000 000 $	1974	-	50 ans
NM Radisson	50 000 000 $	1954	-	60 ans
NM Lucien-L.	50 000 000 $	1967	-	50 ans
NM Armand-Imbeau	70 000 000 $	1980	-	50 – 60 ans
NM Jos-Deschênes	70 000 000 $	1980	-	50 – 60 ans
NM Grue-des-Îles	45 000 000 $	1980	2011	50 ans
NM Joseph-Savard	60 000 000 $	1985	-	40 – 50 ans
NM Catherine-Legardeur	60 000 000 $	1985	-	40 – 50 ans
NM Félix-Antoine-Savard	80 000 000 $	1997	-	40 – 50 ans
NM Ivan-Quinn	8 000 000 $	2009	-	40 – 50 ans
Mécatina II	1 000 000 $	1989	2010	40 ans
NM Les eaux scintillantes	500 000 $	1989	2012	40 ans
Royal Sea 23	250 000 $	1987	2011	40 ans
VCA L'Esprit-de-Pakuashipi	3 000 000 $	2012	-	15 – 20 ans
NM Peter-Fraser	12 000 000 $	2013	-	40 – 50 ans
Hydroglisseur 1	250 000 $	2013	-	15 – 20 ans
NM F.-A.-Gauthier	170 000 000 $	2014	-	40 – 50 ans

- État de situation et données financières en 2015-2016.

montant maximal au PQI 2015-2025

	Navire de Matane	Navires de Tadoussac
Au 31-12-2015	169 867 803 $	106 263 603 $
Janvier à mars 2016	132 197 $	5 209 350 $
Au 31 03-2016	170 000 000 $	111 473 313 $

SOURCE: STQ – Vice-présidence aux immobilisations

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 95

Titre

État de situation et échéancier pour les grands projets en transports dans la région de la capitale nationale et les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 96

Titre

Indiquer les sommes engagées et les rapports produits dans l'étude du «troisième lien» entre les rives Nord et Sud de Québec pour les 5 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Un seul mandat octroyé en lien avec un éventuel « troisième lien » entre les rives Nord et Sud de Québec au cours des cinq dernières années.

Le 31 août 2015, le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) signait un contrat avec l'école Polytechnique de Montréal pour la réalisation d'une étude de faisabilité technique et des coûts sur le cycle de vie d'un tunnel reliant les villes de Lévis et de Québec. Le mandat a été confié à monsieur Bruno Massicotte, ing., pH. D., professeur titulaire de génie civil.

SOURCE: Direction de la Chaudière-Appalaches (C1556601) (2016-04-04)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 97

Titre

Indiquer les sommes engagées et les rapports ou autres documents produits en prévision des travaux sur la tête des ponts à Sainte-Foy.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la réponse de la question officielle 85 de l'opposition officielle.

SOURCE: Direction des projets routiers stratégiques (C155210)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE INTERNE

Question 98

Titre

Pour le programme «Écocamionnage (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;

réponse : Pour l'année financière 2015-2016, 893 projets ont été acceptés par le ministre et l'aide financière totale octroyée par le ministère s'élève à 7 M$.

Un tableau indiquant le nom de chaque bénéficiaire, la description du projet, le montant de la subvention accordée et la date de création des dossiers est disponible, mais en raison de son volume (90 pages), il ne peut être transmis. Il peut cependant être exigé via une demande d'accès à l'information.

b) la description du projet;

réponse : Les projets concernent tous le versement de subventions pour l'acquisition et l'installation d'équipements permettant de réduire les émissions de GES. Les équipements subventionnés sont répartis entre les catégories suivantes :

- Systèmes anti-ralenti ;
- Ordinateurs de bord ;
- Équipements améliorant l'aérodynamisme des véhicules
- Unités de réfrigération ;
- Véhicules fonctionnant au gaz naturel liquéfié (GNL)
- Autres équipements

Tous les équipements subventionnés ont été homologués et sont prévus à l'intérieur d'une liste d'équipements admissibles disponible sur la page du programme sur le site du Ministère. Le tableau à la fin de la note (question F) indique le nombre d'équipements subventionnés.

c) la date de versement de l'aide financière accordée;

réponse : La totalité des aides financières ont été versées dans l'année financière 2015-2016. De façon générale, elles sont versées de six à huit semaines après la date de réception de la demande. Les délais peuvent être prolongés si les demandes sont incomplètes ou pour différentes raisons administratives affectant leur traitement

d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);

L'aide financière totale octroyée par le ministère s'élève à 7 M$ pour le volet « acquisition ». Un tableau indiquant le nom de chaque bénéficiaire, la description du projet, le montant de la subvention accordée et la date de création des dossiers est disponible mais en raison de son volume (90 pages) il ne peut être transmis. Il peut cependant être exigé via une Demande d'accès à l'information.

e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);

réponse : La totalité des sommes octroyées proviennent du Fonds vert.

f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

réponse : La réduction des émissions de GES n'est pas comptabilisée pour chaque projet. Par ailleurs, la réduction totale des émissions de GES pour l'année financière 2015-2016 est d'environ 55 kt.

Dans le tableau suivant, la répartition des réductions de GES par types d'équipements.

Technologie	Nombre d'équipements	Réduction de GES (tonne)
Système anti-ralenti	**2231**	15123,0
Ordinateur de bord	**2100**	12390,0
Aérodynamisme	**2279**	25403,6
Autres équipements	**98**	482,7
Véhicule hybride	**0**	0,0
Véhicule GNL	**79**	1734,1
Fourgon éco	**44**	57,2
Unité de réfrigération	**49**	201,4
Total	**6880**	55392,0

Description sommaire du programme :

Le programme Écocamionnage a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'industrie du transport routier des marchandises et des véhicules lourds par des mesures permettant l'amélioration de l'efficacité énergétique ou par l'utilisation d'énergies de remplacement. L'élaboration de ce programme a été réalisée par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET), et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a été consulté.

SOURCE: Direction du transport routier des marchandises (C154350)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 99

Titre

Pour le programme «Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Programme a pour but de réduire ou d'éviter les émissions de GES générées par le transport maritime, aérien et ferroviaire, notamment par l'utilisation de matériel et d'équipements de transport plus performants et le recours à des énergies émettant moins de GES. Il dispose d'une enveloppe de 20,1 M$ d'ici le 31 mars 2017.

COMPOSANTES ET VOLETS

Le Programme est constitué de deux volets :

Volet 1 : Infrastructures et équipements
Volet 2 : Études et projets pilotes

ORGANISMES ADMISSIBLES

Les entreprises, les organismes municipaux et les autres organismes légalement constitués ayant un établissement au Québec sont admissibles.

CONTRIBUTION FINANCIÈRE

L'aide maximale par projet est de 1 000 $ la tonne des émissions de GES réduites, sans toutefois dépasser 50 % des dépenses admissibles, et ce, jusqu'à concurrence de 3 M$.

Dans le cadre d'un projet de recherche ou d'un projet pilote, l'aide maximale par projet est de 50 % des dépenses admissibles, et ce, jusqu'à concurrence de 150 000 $.

La contribution financière par tonne d'émissions de GES réduites ou évitées pour les projets déposés dans le cadre du volet 1 et qui visent l'électrification des opérations de transport ou de manutention par la substitution des énergies fossiles par l'hydroélectricité peut être doublée pour atteindre 2 000 $.

SOURCE: Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

PETMAF – Projets acceptés en 2015-2016

Demandeur	Volet	Description du projet	Dépenses admissibles	Montant engagé	Date d'engagement	Cible de réduction GES (TonneÉq. CO2tonnes/an)
Canada Steamship Lines	2	Conception et développement d'un système de supervision en temps réel des différents paramètres d'opération de la flotte de navires	242 300 $	121 150 $	2015-11-27	160
Canada Steamship Lines	2	Modification du circuit de distribution de chauffage du combustible du moteur principal afin d'améliorer le rendement du système de récupération de chaleur de la cheminée sur le CSL St-Laurent et le CSL Welland	299 600 $	80 000 $	2015-11-27	659
Air Inuit	1	Remplacement d'un avion de type HS 748 par un DASH 8-300 pour le transport de marchandises dans le nord du Québec	13 500 000 $	2 300 000 $	2015-09-08	2 327
Rio Tinto Fer et Titane (Sorel)	1	Achat et installation des modules de préchauffage moteur HotStart, d'économiseur de batterie SmartStart, d'un système PowerHouse sur une nouvelle locomotive qui sera achetée par RTFT	1 500 000 $	47 000 $	2015-09-03	47

Toutes les sommes proviennent du Fonds vert.

Aucune somme n'a été encore versée pour chacun de ces projets. Les premiers versements devraient s'effectuer en 2016-2017 lors du dépôt des factures et des preuves de paiement. Les seconds versements devraient avoir lieu en 2017-2018 lors de la production du rapport de vérification attestant des réductions des émissions de GES.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 100

Titre

Pour le programme «Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC) vise à soutenir les organismes de transport en commun dans leurs efforts pour accroître l'offre des services en transport en commun (volet I), à favoriser le développement et l'utilisation du transport collectif en région (volet II) et à soutenir financièrement les centres de gestion des déplacements dans leurs efforts pour offrir un soutien à l'utilisation de modes de transport autres que l'auto-solo et à promouvoir des modes de transport alternatifs à l'automobile (volet III). Ce programme est financé entièrement par des crédits du Fonds Vert.

Il est possible de calculer la réduction attendue des émissions de GES seulement pour les projets du volet I du PADTC. Cette réduction des émissions de GES fera l'objet d'une reddition de comptes dans le Rapport annuel de gestion 2015-2016 du Ministère. À titre illustratif, pour l'année 2014-2015, le résultat obtenu s'établit à 59 kilotonnes.

Volet I

Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant accordé	Date du dernier versement	Montant versé à date
Conseil intermunicipal de transport Chambly-Richelieu-Carignan	Amélioration des services	1 781 726,00	8 oct. 2015	1 603 553,00
Société de transport de Montréal	Amélioration des services	55 628 282,00	4 oct. 2015	45 908 127,00
Réseau de transport de Longueuil	Amélioration des services	6 274 413,00	9 oct. 2015	5 646 972,00
Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu	Amélioration des services	1 540 774,00	14 oct. 2015	1 386 697,00
Conseil intermunicipal de transport des Laurentides	Amélioration des services	5 523 229,00	2 oct. 2015	4 970 906,00
Ville de Granby	Amélioration des services	596 603,00	14 oct. 2015	536 943,00
Ville de Sainte-Julie	Amélioration des services	849 157,00	14 oct. 2015	764 241,00
Ville de Rimouski	Amélioration des services	295 974,00	8 oct. 2015	266 377,00
Conseil régional de transport de Lanaudière	Amélioration des services	4 225 947,00	2 oct. 2015	1 901 676,00
Société de transport de Laval	Amélioration des services	10 197 699,00	8 oct. 2015	9 177 929,00
Société de transport du Saguenay	Amélioration des services	767 377,00	22 janv. 2016	690 640,00
Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest	Amélioration des services	2 169 673,00	8 oct. 2015	1 616 832,00
Société de transport de Lévis	Amélioration des services	2 236 926,00	2 oct. 2015	2 013 233,00
Société de transport de Trois-Rivières	Amélioration des services	858 332,00	17 déc. 2015	772 499,00

Réseau de transport de la Capitale	Amélioration des services	12 546 950,00	21 déc. 2015	11 292 255,00
Agence métropolitaine de transport	Amélioration des services	9 700 627,00	22 oct. 2015	8 730 564,00
Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes	Amélioration des services	1 471 801,00	9 oct. 2015	1 324 621,00
Société de transport de l'Outaouais	Amélioration des services	6 850 147,00	2 oct. 2015	6 165 132,00
Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île	Amélioration des services	1 272 414,00	18 nov. 2015	1 145 172,00
Conseil intermunicipal de transport le Richelain	Amélioration des services	1 392 008,00	9 oct. 2015	1 252 807,00
Conseil intermunicipal de transport de Roussillon	Amélioration des services	1 296 031,00	9 oct. 2015	1 049 785,00
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	Amélioration des services	599 408,00	22 oct. 2015	539 467,00
Société de transport de Sherbrooke	Amélioration des services	980 627,00	14 oct. 2015	882 564,00
Ville de Victoriaville	Amélioration des services	84 354,00	21 déc. 2015	37 959,00
Conseil intermunicipal de transport du Haut St-Laurent	Amélioration des services	149 337,00	22 déc. 2015	91 976,00
Ville de Baie-Comeau	Amélioration des services	56 910,00	17 déc. 2015	44 892,00
Ville de Drummondville	Amélioration des services	227 041,00	21 déc. 2015	46 236,00
Ville de Rouyn-Noranda	Amélioration des services	51 844,00		
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	Amélioration des services	6 129,00		
Ville de Val D'Or	Amélioration des services	61 694,00		

Volet II

Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant accordé	Date du dernier versement	Montant versé à date
MRC de Beauharnois-Salaberry	Exploitation des services de transport collectif	78 000,00	28 juil. 2015	78 000,00
MRC de l'Islet	Étude des besoins	10 000,00	28 sept. 2015	10 000,00
MRC des Maskoutains	Exploitation des services de transport collectif	59 229,00	10 sept. 2015	59 229,00
MRC de Charlevoix-Est	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	28 juil. 2015	125 000,00
MRC d'Argenteuil	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	20 août 2015	100 000,00
MRC de La Côte-de-Beaupré	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	28 juil. 2015	200 000,00
MRC de Charlevoix	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	28 juil. 2015	125 000,00
MRC de La Mitis	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	10 sept. 2015	125 000,00
MRC de Rivière-du-Loup	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	10 sept. 2015	125 000,00
MRC de La Jacques-Cartier	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	14 sept. 2015	200 000,00
MRC de Pierre-De Saurel	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	14 oct. 2015	100 000,00
MRC de L'Île-d'Orléans	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	28 juil. 2015	100 000,00
MRC de Portneuf	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	28 août 2015	200 000,00
MRC de Maskinongé	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	18 sept. 2015	200 000,00
MRC de Kamouraska	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	18 sept. 2015	125 000,00
MRC de l'Érable	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	18 sept. 2015	200 000,00
MRC du Val-Saint-François	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	2 oct. 2015	100 000,00
MRC de Memphrémagog	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	2 oct. 2015	100 000,00
MRC d'Autray	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	28 sept. 2015	125 000,00
MRC de la Vallée de la Gatineau	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	19 août 2015	100 000,00
MRC de Pontiac	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	19 août 2015	100 000,00
MRC de La Matapédia	Exploitation des services de transport collectif	46 570,00	28 août 2015	46 570,00
MRC de Témiscouata	Exploitation des services de transport collectif	63 000,00	28 sept. 2015	63 000,00
Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Exploitation des services de transport collectif (5 MRC, 1 municipalité)	600 000,00	10 sept. 2015	600 000,00
Administration régionale Kativik	Exploitation des services de transport collectif	340 000,00	28 sept. 2015	340 000,00
MRC de Rimouski-Neigette	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	18 sept. 2015	100 000,00
MRC de La Matanie	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	10 sept. 2015	100 000,00
MRC de Montmagny	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	28 août 2015	125 000,00

MRC de l'Islet	Exploitation des services de transport collectif	93 000,00	28 sept. 2015	93 000,00
MRC de Beauce-Sartigan	Exploitation des services de transport collectif	82 000,00	18 sept. 2015	82 000,00
MRC des Etchemins	Exploitation des services de transport collectif	110 678,00	28 sept. 2015	110 678,00
MRC des Basques	Exploitation des services de transport collectif	62 860,00	18 sept. 2015	62 860,00
MRC de Maskinongé	Étude des besoins	10 000,00	18 sept. 2015	10 000,00
MRC des Laurentides	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	28 sept. 2015	200 000,00
MRC des Pays-d'en-Haut	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	28 sept. 2015	200 000,00
MRC de La Haute-Yamaska	Exploitation des services de transport collectif	120 216,00	27 oct. 2015	120 216,00
Ville de La Tuque	Exploitation des services de transport collectif	47 000,00	28 sept. 2015	47 000,00
MRC des Jardins-de-Napierville	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	28 août 2015	100 000,00
MRC d'Antoine-Labelle	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	4 nov. 2015	100 000,00
MRC de La Nouvelle-Beauce	Exploitation des services de transport collectif	196 716,00	28 août 2015	196 716,00
MRC de Robert-Cliche	Exploitation des services de transport collectif	180 080,00	18 sept. 2015	180 080,00
MRC de Papineau	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	28 sept. 2015	125 000,00
MRC de La Nouvelle-Beauce	Étude des besoins	10 000,00	18 sept. 2015	10 000,00
MRC de Lotbinière	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	18 sept. 2015	200 000,00
MRC d'Acton	Exploitation des services de transport collectif	72 640,00	14 oct. 2015	72 640,00
MRC de Matawinie	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	14 oct. 2015	100 000,00
MRC de La Rivière-du-Nord	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	14 oct. 2015	200 000,00
MRC de Vaudreuil-Soulanges	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	22 oct. 2015	100 000,00
MRC d'Antoine-Labelle	Étude des besoins	10 000,00	4 nov. 2015	10 000,00
MRC de Mékinac	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	15 nov. 2015	100 000,00
MRC de Montcalm	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	18 nov. 2015	125 000,00
MRC de Bécancour	Étude des besoins	10 000,00	2 déc. 2015	10 000,00
MRC de Kamouraska	Étude des besoins	10 000,00	12 févr. 2016	10 000,00
MRC de La Matanie	Étude des besoins	10 000,00	12 févr. 2016	10 000,00
MRC de La Matapédia	Étude des besoins	10 000,00	12 févr. 2016	10 000,00
MRC de La Mitis	Étude des besoins	10 000,00	12 févr. 2016	10 000,00
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	Étude des besoins	10 000,00	21 janv. 2016	10 000,00
MRC de Rimouski-Neigette	Étude des besoins	10 000,00	12 févr. 2016	10 000,00
MRC de Rivière-du-Loup	Étude des besoins	10 000,00	12 févr. 2016	10 000,00
MRC de Témiscouata	Étude des besoins	10 000,00	12 févr. 2016	10 000,00
MRC des Basques	Étude des besoins	10 000,00	12 févr. 2016	10 000,00
Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Étude des besoins	60 000,00	21 déc. 2015	60 000,00
MRC de Brome-Missisquoi	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	3 déc. 2015	100 000,00
MRC de Coaticook	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	16 févr. 2016	200 000,00
MRC de La Haute-Côte-Nord	Exploitation des services de transport collectif	49 729,00	2 déc. 2015	49 729,00
MRC de Lac-Saint-Jean-Est	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	22 févr. 2016	100 000,00
MRC de Maria-Chapdelaine	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	21 janv. 2016	125 000,00
MRC du Domaine-du-Roy	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	21 janv. 2016	125 000,00
MRC de Sept-Rivières	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	22 févr. 2016	125 000,00
MRC des Collines de l'Outaouais	Exploitation des services de transport collectif	200 000,00	29 févr. 2016	200 000,00
MRC des Sources	Exploitation des services de transport collectif	59 000,00	21 déc. 2015	59 000,00
MRC d'Arthabaska	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	21 mars 2016	125 000,00
MRC du Fjord-du-Saguenay	Exploitation des services de transport collectif	125 000,00	7 déc. 2015	125 000,00
MRC du Granit	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	16 févr. 2016	100 000,00
MRC du Haut-Saint-Laurent	Exploitation des services de transport collectif	100 000,00	3 déc. 2015	100 000,00
MRC des Appalaches	Aide d'abandon de service	100 000,00	18 déc. 2014	50 000,00
Ville de La Tuque	Aide d'abandon de service	140 000,00	7 févr. 2016	135 000,00

Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Aide d'abandon de service	530 000,00	18 déc. 2014	200 000,00
MRC de Maskinongé	Aide d'abandon de service	125 580,00	11 févr. 2016	57 500,00
MRC de Minganie	Maintien d'un service de transport par autocar	74 238,00	25 juin 2015	74 238,00
MRC de Minganie	Maintien d'un service de transport par autocar	9 213,00	30 juil. 2015	9 213,00
MRC de La Mitis	Maintien d'un service de transport par autocar	95 960,00	17 juil. 2015	95 960,00
MRC de Maria-Chapdelaine	Maintien d'un service de transport par autocar	150 000,00	4 nov. 2015	150 000,00
MRC d'Antoine-Labelle	Maintien d'un service de transport par autocar	15 000,00	4 nov. 2015	15 000,00
MRC de La Jacques-Cartier	Aide d'urgence	65 804,00	14 sept. 2015	65 804,00
MRC des Appalaches	Maintien d'un service de transport par autocar	45 000,00	30 nov. 2015	45 000,00
MRC d'Argenteuil	Maintien d'un service de transport par autocar	39 478,00	20 août 2015	39 478,00
MRC du Haut-Saint-François	Maintien d'un service de transport par autocar	79 422,00	22 janv. 2016	79 422,00

Volet III

Nom du bénéficiaire	Description du projet	Montant accordé	Date du dernier versement	Montant versé à date
Centre de gestion des déplacements de Gatineau	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	28 août 2015	90 000,00
Centre alternatif de déplacement urbain du Saguenay	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	18 sept. 2015	90 000,00
Centre de gestion des déplacements Voyagez Futé Montréal	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	20 août 2015	90 000,00
Centre de gestion des déplacements Développement économique Saint-Laurent	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	20 août 2015	90 000,00
Mobili T. Centre de gestion des déplacements du Québec métropolitain	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	28 août 2015	90 000,00
Roulons Vert	Fonctionnement d'un CGD	100 000,00	1 août 2015	90 000,00
Fondation Monique-Fitz-Back	Promotion des modes alternatifs	36 000,00	9 oct. 2015	32 400,00
Accès transports viables	Promotion des modes alternatifs	100 000,00	22 févr. 2016	100 000,00
Vélo Québec	Promotion des modes alternatifs	15 000,00	2 févr. 2016	15 000,00
Vivre en Ville	Promotion des modes alternatifs	100 000,00	10 sept. 2015	90 000,00
Roulons Vert	Promotion des modes alternatifs	100 000,00	18 sept. 2015	90 000,00
Association des centres de gestion des déplacements du Québec	Promotion des modes alternatifs	100 000,00	18 sept. 2015	90 000,00
Vélo Québec	Promotion des modes alternatifs	70 000,00	22 févr. 2016	63 000,00

SOURCE: Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 101

Titre

Pour le programme «Programme véloce II», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le programme Véloce II est un programme d'aide aux infrastructures cyclables et piétonnes soutenant les partenaires municipaux dans le but d'augmenter les déplacements actifs en milieu urbain (volet 1 – PACC 2013-2020), de développer la Route verte et ses embranchements (Volet 2 – MTMDET) et de consolider les infrastructures existantes (Volet 3 – MTMDET). Les aides versées dans tous les volets couvrent jusqu'à 50 % des coûts des travaux admissibles.

a) Le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;

Le nom du bénéficiaire de chaque subvention engagée dans le programme Véloce II apparaît dans le tableau joint.

b) La description du projet;

La description du projet de chaque subvention engagée dans le programme Véloce II apparaît dans le tableau joint.

c) La date de versement de l'aide financière accordée;

La date inscrite au tableau correspond à la date de l'engagement de l'aide financière. Le versement au bénéficiaire se fait à 50% lors de la signature de la lettre d'engagement et à 50% lorsque les travaux sont complétés. Le montant apparaissant dans la colonne « versé » correspond à ce qui a été versé en date du 29 février 2016.

d) Le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);

Le montant de l'aide financière accordée, par volet, apparaît dans le tableau joint.

e) Les montants qui composent cette aide financière et leur origine

L'aide financière du volet 1 pour le développement des transports actifs dans les périmètres urbains est de 7,5 M$ pour 2015-2016 et provient du Fonds vert puisque ce volet est une mesure du PACC 2013-2020. Les aides financières des autres volets proviennent des crédits affectés au programme par le Ministère (0,2 M$ pour 2015-2016).

f) La réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Pour le volet 1, les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020. Pour les autres volets, les objectifs principaux ne sont pas en lien avec la réduction des émissions de GES, mais davantage en lien avec le développement de la Route verte et la conservation des infrastructures existantes.

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

Véloce II

Volet 1 - Développement des transports actifs dans les périmètres urbain (PACC 2013-2020 - Fonds vert)

Nom du bénéficiaire	Description du projet	Longueur (km)	Montant de l'aide accordée	Date d'engagement	Montant versé (fév. 2016)	Provenance
Ville de Gatineau	Sentier multifonctionnel hors-chaussée sur la rue Jacques-Cartier. Des coûts non admissibles ont été retirés du projet (éclairage).	1,6	536 428 $	2015-08-20	268 214 $	Fonds vert
Ville de Montréal (#944)	Poursuivre le lien de la rue Sainte-Croix/O'Brien entre Hodge et Côte-de-Liesse. Bande cyclable vers le sud et piste unidirectionnelle surélevée vers le nord.	0,4	198 000 $	2015-08-20	99 000 $	Fonds vert
Ville de Québec (avenue Legendre)	Piste cyclable sur l'avenue Legendre, entre Auclair et Gilles-Villeneuve. Prêt à réaliser mais solution à réviser pour les balises sur la structure. Coûts révisés et validés par la Ville.	0,8	108 378 $	2015-10-21	108 378 $	Fonds vert
Ville de Québec (rue Bourdages)	Passerelle cyclopédestre de la rue Bourdages, au dessus de la rivière Saint-Charles, dans le prolongement de la rue Monseigneur-Plessis. Le montant du projet réellement admissible est réduit à 1 957 815 $ après analyse (remboursement de taxes) donnant droit à une subvention de 978 908 $ (50 %). Préparation plans et devis en 2014, réalisation 2015. Projet 2013-V1-48 redéposé en 2015.	0,1	970 000 $	2015-10-21	970 000 $	Fonds vert
Ville de Brossard	Ajout de feux de circulation et piétons à l'intersection de la piste cyclble avec le boul. Chevrier.	0,0	84 000 $	2015-08-15	42 000 $	Fonds vert
Saint-Basile-le-Grand	Raccordement d'une piste cyclable le long de la route 116 pour atteindre la gare de train de banlieue. Demande initiale pour un projet de 120 000 $ dont une partie a été amputée parce que non conforme.	0,2	30 000 $	2015-08-09	15 000 $	Fonds vert
Saint-Joseph-du-Lac	Piste cyclable 555 m dans l'emprise du Trans-Northern Pipelines Inc. et aménagement d'un corridor scolaire (bandes cyclables) rues Réjean et Caron pour desservir une nouvelle école primaire.	1,8	239 838 $	2015-08-20	239 838 $	Fonds vert
Ville de Québec (rue Soumande)	Passerelle secteur Soumande à partir du site de l'amphithéâtre.	0,1	960 000 $	2015-10-21	960 000 $	Fonds vert
Municipalité de Saint-Amable	Bandes cyclables unidirectionnelles sur la rue Principale, dans le centre de la municipalité. La municipalité a présenté une demande pour la reconstruction globale d'une rue, incluant de bandes cyclables unidirectionnelles (subvention de 629 335 $). Travaux prévus en 2016.	0,8	22 500 $	2015-11-17	11 250 $	Fonds vert
Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie (École Saint-Jean-de-la-Lande)	Apaisement de la circulation dans le corridor scolaire de l'école Saint-Jean-de-la Lande	0,0	249 823 $	2015-08-20	124 912 $	Fonds vert
Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie (École Saint-Albert-Le-Grand)	Apaisement de la circlulation dans le corridor scolaire de l'École Saint-Albert-Le-Grand	0,0	250 000 $	2015-08-20	125 000 $	Fonds vert
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal (École Saint-Louis-de-Gonzague)	Apaisement de la circulation dans le corridor scolaire de l'école Saint-Louis-de-Gonzague	0,0	133 677 $	2015-08-20	66 839 $	Fonds vert
Arrondissement Saint-Laurent (supports à vélo)	60 supports à vélo. Correction de la subvention en fonction des dépenses admissibles au programme.	0,0	35 631 $	2015-09-03	17 816 $	Fonds vert
Ville de Terrebonne	Prolongement de la Trans-Terrebonne, reliant deux sections de la Route verte. Compte tenu de la longueur et du type d'aménagement, la subvention maximale est de 920 000 $. Seuls les travaux préparatoires (plans et devis, appel d'offre, acquisition de terrain) seront faits en 2014. Travaux de réalisation sur le terrain en 2015 et 2016.	9,2	920 000 $	2015-08-20	754 400 $	Fonds vert
Ville de Montréal (#1211)	Piste cyclable et chaussée désignée sur la rue Marseille reliant les liens cyclables existants sur les rues Pierre-Bernard et Lapointe.	0,9	95 000 $	2015-08-20	47 500 $	Fonds vert
Municipalité de Rigaud	Piste cyclable dans le périmètre d'urbanisation sur EFA reliant des quartiers résidentiels, des commerces, écoles et la gare.	1,0	122 898 $	2015-09-01	61 449 $	Fonds vert
Beauharnois	Pistes cyclables bidirectionnelles dans le cadre de la reconstruction de rues. Les travaux et les sections non admissibles ont été retirés.	0,9	253 545 $	2015-08-20	253 545 $	Fonds vert
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal (École Lanaudière)	Apaisement de la circulation dans le corridor de l'école Lanaudière	0,0	126 537 $	2015-08-20	63 269 $	Fonds vert
Ville de Gatineau	Construction d'un sentier polyvalent	0,3	180 967 $	2015-09-11	90 483 $	Fonds vert
Ville de Montréal (#1313)	Bande cyclable et chaussée désignée sur Dudemaine, accès à la gare Bois-Franc, traversée sécurisée de l'A-15 et accès à la Véloroute.	3,0	88 600 $	2015-08-20	44 300 $	Fonds vert
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal (École Saint-Pierre-Claver)	Apaisement de la circulation dans le corridor scolaire de l'école Saint-Pierre-Claver	0,0	40 787 $	2015-08-20	20 394 $	Fonds vert
Ville de Montmagny	Piste multifonctionnelle dans l'emprise de la route 132, à proximité de la polyvalente.	0,5	243 875 $	2015-09-04	204 675 $	Fonds vert
Ville de Drummondville	Promenade le long de la rivière Saint-François, sur la rive est.	3,5	1 000 000 $	2015-11-12	500 000 $	Fonds vert
Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie (École Nesbitt)	Apaisement de la circulation dans le corridor scolaire de l'école Nesbitt.	0,0	132 247 $	2015-08-20	66 124 $	Fonds vert
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal (École Au Pied de la Montagne)	Apaisement de la circulation dans le corridor scolaire de l'école Au Pied de la Montagne	0,0	178 163 $	2015-08-20	89 082 $	Fonds vert
Municipalité de Havre-Saint-Pierre	Piste cyclable en milieu urbain pour nouveau développement et lien pour plusieurs services de proximité (école, CS).	1,0	124 108 $	2015-09-03	124 108 $	Fonds vert
Municipalité de Saint-Rémi	Piste cyclable aux abords des écoles primaires et secondaires.	0,7	50 000 $	2015-09-04	25 000 $	Fonds vert
Ville de Richelieu	Réseau cyclable en milieu urbain en 5 phases, dont une seule en 2015 (24 063 $).	3,4	24 063 $	2015-09-02	24 063 $	Fonds vert
Groupe Beau-Village Rivière-au-Renard	Aménagements cyclables dans le périmètre urbain de Rivière-au-Renard.	2,9	23 000 $	2015-09-03	11 500 $	Fonds vert
Ville de Pincourt	Piste cyclable et trottoir reliant Pincourt au réseau de l'Île-Perrot. Travaux réalisés en 2014. Les coûts du trottoir ont été déduits.	0,6	46 916 $	2015-09-04	46 916 $	Fonds vert
Rimouski	Accotements asphaltés sur la rue des Vétérans dans Pointe-au-Père (zone résidentielle). Le projet permettrait de régler un secteur reconnu problématique depuis plusieurs années dues au manque d'espace dans un corridor scolaire. Relié à la ligne taxi bus et au service taxi-vélo. Le projet permettrait de relier une école et les installations de la ville soit un parc et le centre communautaire. Possibilité d'une connexion éventuelle à la Route verte.	0,4	25 000 $	2015-09-03	12 500 $	Fonds vert
Ville de Waterville	Piste cyclable dans le coeur de la municipalité. Reçu après la date limite. Mais prêt à réaliser en 2015.	0,3	4 000 $	2015-08-20	4 000 $	Fonds vert

Véloce II

Volet 2 - Développement de la Route verte et de ses embranchements (crédits MTMDET)

Nom du bénéficiaire	Description du projet	Longueur (km)	Montant de l'aide accordée	Date d'engagement	Montant versé (fév. 2016)	Provenance
MRC de la Jacques-Cartier	Réalisation des plans et devis pour la phase 1 du projet de connexion entre la piste La Liseuse et la Route verte. Le projet total fait 5,3 km une fois complété.	5,3	75 000 $	2015-10-21	37 500 $	Crédits MTMDET
Ville de Mont-Joli	Lien cyclable autour de la Route verte	5,5	25 557 $	2015-09-03	12 779 $	Crédits MTMDET

Véloce II

Volet 3 - Conservation des infrastructures de transport actif (crédits MTMDET)

Nom du bénéficiaire	Description du projet	Longueur (km)	Montant de l'aide accordée	Date d'engagement	Montant versé (fév. 2016)	Provenance
Municipalité de Saint-Zotique	Finalisation d'un tronçon de piste relocalisée sur l'itinéraire de la Route verte (asphaltage et signalisation).	0,4	27 878 $	2015-09-04	27 878 $	Crédits MTMDET
Ville de Montréal (#M1202)	Correction de la courbe de la piste cyclable Christophe-Colomb à l'entrée du parc Gouin.	0,0	14 500 $	2015-08-20	7 250 $	Crédits MTMDET
Ville de Matane	Changement de tracé de la Route verte : Asphaltage des accotements sur la partie ouest du Chemin de la Grève. Installation de la signalisation pour une chaussée désignée sur la partie est. Amélioration de la condition des cyclistes passant d'un accotement asphalté sur la route national 132 à une route de bord de mer de faible débit et vitesse. Homologation à confirmer par Vélo Québec	3,7	34 662 $	2015-09-03	17 331 $	Crédits MTMDET

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 102

Titre

Pour le programme «Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI)», fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes. Ventiler par projet et indiquer pour chacun :

a) le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée ;
b) la description du projet;
c) la date de versement de l'aide financière accordée;
d) le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
e) les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple: XX$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
f) la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Programme a pour objectif de réduire ou d'éviter les émissions de GES générées par le transport des marchandises et des personnes par l'implantation de projets intermodaux et par la promotion des services maritimes et ferroviaires. Il dispose d'une enveloppe de 41 M$ d'ici le 31 mars 2017.

COMPOSANTES ET VOLETS

Le Programme est constitué de cinq volets :

Volet 1 : Projets avec dépenses d'infrastructures
- 1-A : projets dont le coût est égal ou supérieur à 1 M$
- 1-B : projets dont le coût est inférieur à 1 M$

Volet 2 : Projets sans dépenses d'infrastructures
Volet 3 : Projets pilotes
Volet 4 : Études
Volet 5 : Promotion des modes de transport maritime ou ferroviaire

CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Volet 1-A
L'aide maximale par projet est de 500 $ la tonne des émissions de GES réduites ou évitées, sans toutefois dépasser 50 % des dépenses admissibles reliées au projet, et ce, jusqu'à concurrence de 4 M$.

Volet 1-B
L'aide financière est établie à un maximum de 50 % des dépenses admissibles. Cependant, l'aide accordée en vertu de ce volet ne peut pas dépasser 750 $ par tonne d'émissions de GES réduites ou évitées.

Volet 2
L'aide maximale par projet est de 400 $ la tonne des émissions de GES réduites ou évitées, et ce, jusqu'à concurrence de 3 M$.

Volet 3
L'aide financière du programme est établie à un maximum de 50 % des dépenses admissibles liées au projet, jusqu'à concurrence d'une aide maximale de 1 M$ par projet par année.

Volet 4
L’aide financière est établie à un maximum de 20 % (si l’étude est non publique) ou à 50 % (si l’étude est publique) des dépenses admissibles liées au projet.

Volet 5
L’aide financière est établie à un maximum de 50 % des dépenses admissibles liées au projet, jusqu’à concurrence d’une aide maximale de 50 000 $ par projet.

SOURCE: Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

PREGTI – Projets acceptés en 2015-2016

Demandeur	Volet	Description du projet	Montant engagé	Date d'engagement	Dépenses admissibles	Cible de réduction des GES (ton. Éq.CO2/an)	Montant déboursé en 2015-2016
Aliments Breton Inc.	1-A	Construction d'un centre de transbordement pour les grains à Scott	550 000 $	2015-08-20	6 962 068 $	1 109	- $
Commission régionale du port de Gros-Cacouna	4	Réaliser une étude pour la mise en place d'un service roulier entre Gros-Cacouna et un port à déterminer sur la Côte-Nord	9 500 $	2015-05-28	47 743 $	SO	8 781 $
Track Vale International (9306-4855 Québec Inc)	1-A	Aménagement d'un centre de transbordement intermodal pour les métaux recyclés en vrac	600 000 $	2015-09-10	1 505 000 $	7 293	300 000 $
Distribution Upton inc.	4	Étude visant à évaluer le potentiel de diversification et d'expansion du centre de transbordement ferroviaire	17 500 $	2015-09-10	35 000 $	SO	12 974 $
Distribution Upton inc.	1-B	Construction d'un centre de transbordement du tourteau de soya biologique	75 000 $	2015-10-08	405 972 $	3 670	- $
Administration portuaire du Saguenay	4	Étude de faisabilité pour la construction d'un débarcadère de grande capacité pour l'expédition de pièces de grandes dimensions ou de poids excessifs	4 000 $	2015-10-21	20 000 $	SO	- $
Termont Montréal Inc.	1-A	Remplacement de 2 grues fonctionnant au diesel par 2 grues électriques Post-Panamax	3 200 000 $	2015-09-04	19 800 000 $	4 766	- $
Traversier le Passeur Inc.	4	Étude pour la faisabilité de l'électrification du traversier NM Le Passeur	23 855 $	2015-08-26	36 700 $	SO	- $

Toutes ces sommes proviennent du Fonds vert.

TUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 103

Titre

Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Écocamionnage (Programme d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le transport routier des marchandises)», fournir la ventilation suivante :

- **a)** l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
- **b)** le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
- **c)** le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
- **d)** la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
- **e)** les investissements totaux des projets (en millions$);
- **f)** les aides financières totales· du ministère (en millions$);
- **g)** le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
- **h)** le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- **a)** l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);

réponse : Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

- **b)** le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);

réponse : Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

- **c)** le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;

réponse : Pour l'année financière 2015-2016, 893 projets ont été acceptés par le ministre.

- **d)** la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);

réponse : Les réductions des émissions de GES en lien avec ces projets est d'environ 50 kt

- **e)** les investissements totaux des projets (en millions$);

réponse : Les investissements totaux en lien avec ces projets s'élèvent à 29,1 M$. Par ailleurs, les dépenses admissibles en lien avec ces mêmes demandes s'élèvent à 23,5 M$. L'aide financière est calculée en fonction des dépenses admissibles.

f) les aides financières totales· du ministère (en millions$);

réponse : L'aide financière totale octroyée par le ministère s'élève à 7 M$.

g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);

réponse : Le coût moyen des projets en terme de $ / tonne réduite est de 140 $ pour le programme. Cependant, si on considère que les technologies subventionnées ont une durée de vie utile moyenne de 5 ans, ce coût diminue à environ 30 $ / tonne.

h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

réponse : Cette information n'est pas disponible. Le programme Écocamionnage est un programme incitatif et il est impossible de déterminer le nombre d'emplois créés ou maintenus grâce à celui-ci.

SOURCE: Direction du transport routier des marchandises (C154350)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 104

Titre

Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Programme d'aide gouvernementale à l'amélioration de l'efficacité du transport maritime, aérien et ferroviaire (PETMAF)», fournir la ventilation suivante :

- **a)** l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
- **b)** le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
- **c)** le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
- **d)** la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
- **e)** les investissements totaux des projets (en millions$);
- **f)** les aides financières totales· du ministère (en millions$);
- **g)** le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
- **h)** le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sous question A :

Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports dans le cadre du Plan d'action 2013 2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

Sous-question B :

Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

Sous-questions C à G :

Voir le tableau ci-joint

La sous-question G n'est pas claire. Le Ministère a compris que la demande visait à obtenir le coût de revient des subventions octroyées (en $) par tonne de GES réduit en tenant compte de la durée de vie des projets.

Sous-question H :

Le Ministère ne dispose pas d'information uniforme et précise à cet effet.

SOURCE: Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

Réponses aux sous-questions C à G

Total des projets acceptés	Total des dépenses admissibles	Total des montants engagés	Total des cibles de réduction des GES (t.éq. CO_2/an)	Moyenne de Durée de vie des projets	Subvention moyenne par projet	Réduction moyenne de GES par projet (t/éq. CO_2/année)	Subvention moyenne par tonne de GES réduit par projet	Coût moyen de la subvention par année de vie du projet ($/tonne GES/an)
11	85 869 578 $	10 680 681 $	44 558	19	970 971 $	4 051	240 $	12 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 105

Titre

Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Programme d'aide au développement du transport collectif (PADTC)», fournir la ventilation suivante :

- **a)** l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
- **b)** le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
- **c)** le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
- **d)** la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
- **e)** les investissements totaux des projets (en millions$);
- **f)** les aides financières totales· du ministère (en millions$);
- **g)** le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
- **h)** le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Programme d'aide au développement du transport collectif découle du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques. Il fait donc l'objet d'une reddition de comptes qui comprend un objectif de réduction des émissions de GES pour 2017 et pour 2020. Le Ministère dispose des informations nécessaires à l'établissement d'un objectif pour le volet concernant l'amélioration des services de transport en commun, qui concerne la majorité des sommes octroyées dans le cadre de ce programme.

Pour ce volet, un total de 30 demandes répondaient aux critères d'admissibilité du programme et ont donc reçu une lettre de confirmation d'aide financière dont le total pour l'année 2015 s'élève à 129,7 M$. Cette aide représente 50% des coûts admissibles.

Les cibles et les potentiels de réduction et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

SOURCE: Direction du transport terrestre des personnes (C154320)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 106

Titre

Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Programme Véloce II», fournir la ventilation suivante :

a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
e) les investissements totaux des projets (en millions$);
f) les aides financières totales· du ministère (en millions$);
g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);

Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);

Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;

29 projets ont été acceptés par le Ministère en 2015-2016, sur un total de 56 projets déposés.

d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);

Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

e) les investissements totaux des projets (en millions$);

Les projets retenus représentent un investissement total de 30,3 M$.

f) les aides financières totales· du ministère (en millions$);

L'aide financière octroyée est de 7,5 M$ en 2015-2016, compte tenu des travaux admissibles et des plafonds de dépenses autorisés.

g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);

N/d

h) **le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.**

N/d

SOURCE: Direction générale des infrastructures et des technologies (C154400)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 107

Titre

Fiches de suivi descriptives des actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques

Pour le programme «Programme visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre par le développement du transport intermodal (PREGTI)», fournir la ventilation suivante :

- **a)** l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt C02);
- **b)** le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C02);
- **c)** le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre ;
- **d)** la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C02);
- **e)** les investissements totaux des projets (en millions$);
- **f)** les aides financières totales· du ministère (en millions$);
- **g)** le coût moyen des projets sur la durée de vie (en $/tonne);
- **h)** le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sous question A :

Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

Sous-question B :

Les cibles et les potentiels de réductions et d'évitement des émissions de GES pour les programmes concernés mis en œuvre par le Ministère dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques seront publiés dans son plan stratégique 2015-2020.

Sous-questions C à G :

Voir le tableau ci-joint

La sous-question G n'est pas claire. Le Ministère a compris que la demande visait à obtenir le coût de revient des subventions octroyées (en $) par tonne de GES réduit en tenant compte de la durée de vie des projets.

Sous-question H :

Le Ministère ne dispose pas d'information uniforme et précise à cet effet.

SOURCE: Direction du transport maritime, aérien et ferroviaire (C154330)

Réponses aux sous-questions C à G

Total des projets acceptés	Total des dépenses admissibles	Total des montants engagés	Total des cibles de réduction des GES (t.éq. CO_2/an)	Moyenne de Durée de vie des projets	Subvention moyenne par projet	Réduction moyenne de GES par projet (t/éq. CO_2/année)	Subvention moyenne par tonne de GES réduit par projet	Coût moyen de la subvention par année de vie du projet ($/tonne GES/an)
12	36 838 467 $	6 553 542 $	22 666	23	546 129 $	1 889	289 $	13 $